

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL  
ET ENVIRONNEMENTAL

Paris, le 19 septembre 2013

**RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2013**

**PROJET DE RAPPORT**

**présenté par**

**M. André-Jean Guerin, rapporteur**

**au nom de la Commission temporaire**

1	<b>SYNTHESE.....</b>	<b>1</b>
2	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
3	<b>I - UN MONDE EN PROFONDE MUTATION.....</b>	<b>11</b>
4	A - UNE SUCCESSION DE CRISES CONJONCTURELLES A	
5	CARACTERE SYSTEMIQUE... ..	11
6	1. La crise financière .....	13
7	2. La Grande Récession.....	15
8	3. La crise des dettes souveraines européennes .....	19
9	4. La France dans la crise .....	21
10	5. Le choc de prix sur les matières premières.....	24
11	6. Un renforcement des risques systémiques .....	27
12	B - ... QUI REVELE L'EPUISEMENT DE L'ANCIEN MODELE	
13	DE DEVELOPPEMENT .....	31
14	1. Le monde bascule vers l'Asie.....	31
15	2. Le défi des changements climatiques.....	35
16	3. Une augmentation des migrations.....	41
17	4. Un vieillissement planétaire.....	45
18	C - ...ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEAU MONDE :	
19	MENACES OU OPPORTUNITES ?.....	48
20	1. La naissance d'un monde multipolaire .....	48
21	2. Un monde plus instable .....	55
22	3. L'extension de la classe moyenne mondiale.....	58
23	<b>II - DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES ET NATIONALES</b>	
24	<b>    ENTRE COURT ET LONG TERME.....</b>	<b>64</b>
25	A - QUELLES SOLIDARITES POUR L'AVENIR ? .....	70
26	1. Démographie stable en France, en baisse dans plusieurs pays	
27	d'Europe.....	70
28	2. Transferts entre générations en croissance vers les seniors avec	
29	le vieillissement de la population .....	83
30	3. Formation initiale et continue gage d'adaptabilité.....	91
31	4. L'impact du sous-emploi et du chômage .....	98
32	5. Tissu social déchiré par les inégalités et la pauvreté .....	106
33	B - COMMENT RETROUVER DE LA COMPETITIVITE ?.....	119
34	1. Bien connaître les facteurs contribuant à la compétitivité coût	
35	pour l'affectation efficace de moyens limités.....	122
36	2. Nombreux aspects de la compétitivité hors coût .....	131

### III

37	C - COMMENT INTEGRER LES OBJECTIFS	
38	ENVIRONNEMENTAUX DANS LES DECISIONS DU COURT	
39	TERME ? .....	145
40	1. Assurer la rénovation des bâtiments .....	145
41	2. Déployer les instruments économiques à visée environnementale	147
42	3. Apprécier les impacts macroéconomiques de la transition	
43	énergétique .....	152
44	D - FAUT-IL ATTEINDRE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE AU	
45	PLUS VITE ? .....	159
46	<b>III - TRANSITION VERS UN NOUVEAU MONDE ? .....</b>	<b>173</b>
47	A - QUELS ACTEURS ? QUELLES VOIES ? .....	174
48	1. Défi alimentaire à l'horizon 2050, des solutions sont possibles ...	175
49	2. Concilier ville et agriculture .....	180
50	3. Logique multipolaire et excellence technologique pour une	
51	production innovante.....	183
52	4. Activité multiface au service des hommes et du patrimoine .....	184
53	5. Du rejet de mauvaises conditions de travail à l'éco-innovation....	186
54	6. L'économie de la fonctionnalité dans la pratique .....	188
55	7. Conférence de citoyen et jurys citoyens .....	189
56	8. Service Civique et autres actions d'éducation citoyenne par	
57	l'action .....	190
58	9. Vers la réduction du mille-feuille institutionnel français .....	190
59	B - INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES, QUELS POTENTIELS	
60	ET DANGERS ? .....	191
61	C - QUELLES NOUVELLES FORMES D'ECONOMIE ET	
62	D'ORGANISATION SOCIALE ? .....	192
63	1. L'économie positive .....	194
64	2. L'économie circulaire ou écologie industrielle.....	195
65	3. L'économie de la fonctionnalité .....	197
66	4. L'économie collaborative .....	199
67	5. L'économie contributive.....	201
68	6. L'économie horizontale .....	205
69	7. L'économie quaternaire .....	205
70	8. L'économie open source .....	206
71	9. L'économie symbiotique (ES) .....	207
72	10. Les monnaies complémentaires .....	207
73		

74	<b>IV - RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>209</b>
75	<b>A - EVITER LA DEFLATION – INVESTIR ET S’ORGANISER</b>	
76	<b>POUR L’AVENIR.....</b>	<b>211</b>
77	1. Ecarter le risque de déflation, adapter le calendrier de retour à	
78	l’équilibre budgétaire des comptes publics, tenir compte des	
79	dépenses nationales françaises qui servent aussi l’UE .....	211
80	2. Dans une nouvelle étape : accroître le budget européen soutenir	
81	les investissements d’avenir et de compétitivité, s’engager dans	
82	une convergence sociale et fiscale.....	213
83	3. Inscrire la stratégie et la prospective pour la France dans	
84	l’ambition d’un développement durable ; organiser l’Etat vers	
85	cet objectif.....	217
86	4. Prolonger et compléter les soutiens d’innovation et de	
87	fertilisation des tissus industriels régionaux autour de	
88	plateformes et pôles de compétitivité ; renforcer les possibilités	
89	d’expérimentation des régions et tirer enseignement des	
90	possibilités ouvertes sur ce plan aux collectivités d’outre-mer ....	220
91	<b>B - MIEUX UTILISER LES TRAVAUX DU CESE ET LE SAISIR</b>	
92	<b>SUR DES APPROFONDISSEMENTS A VENIR–.....</b>	<b>221</b>
93	<b>A N N E X E S.....</b>	<b>223</b>
94	Contribution de l’Académie des technologies.....	225
95	Annexe 1 : Liste des personnalités auditionnées et rencontrées .....	249
96	Annexe 2 : Composition de la commission à la date du vote .....	251
97	Annexe 3 : Liste des références bibliographiques .....	253
98	Annexe 4 : Table des sigles.....	260
99	Annexe 5 : Liste des illustrations .....	262
100		
101		
102		
103		
104		

## Synthèse

Le décret qui fixe l'organisation du travail du CESE depuis le début de cette mandature, prévoit un rapport annuel sur l'état de la France. Pour ce troisième exercice, le Bureau de cette assemblée lui a donné une nouvelle ambition. Il en a arrêté le cadre et en a confié l'élaboration à une commission transversale.

### **La France est dans le monde, le monde change, il change vite**

Il faut donc analyser les évolutions du monde, essayer de détecter les principaux facteurs de changement, imaginer quelle place la France pourra prendre et quelle contribution elle apportera au monde futur. Un exercice de prospective à l'horizon 2030, dans 15 ans, s'est déroulé avec l'aide de la Chaire de prospective du CNAM qui a contribué à identifier les principaux facteurs de changement.

Une récession économique profonde, sans précédent depuis les années 1930, frappe le monde depuis 5 ans. Elle touche les économies occidentales, notamment européennes, plus que les pays émergents. Au-delà de son déclencheur, les défauts de remboursement des prêts hypothécaires américains, les rebondissements de cette crise révèlent un ensemble de fragilités du mode de développement qui avait tiré la croissance économique au cours des récentes décennies : dérégulation et financiarisation de l'économie ; recours à l'endettement privé comme substitut à la progression des salaires ; accroissement de la dette publique d'abord suite aux réformes fiscales, puis pour juguler la crise financière de 2008 et la récession qui s'en est suivie ; étapes incomplètes, voire contradictoires dans la construction européenne. Il a fallu plus de 15 ans, comprenant malheureusement une guerre mondiale, pour gommer les traces de la Grande Dépression. Combien de temps nous faudra-t-il pour mettre en œuvre les mutations appelées par la crise systémique actuelle ?

Depuis trois décennies, le processus de développement touche un nombre croissant de pays. Il favorise un puissant décollage des pays émergents, notamment la Chine devenue la deuxième économie mondiale. L'« Asie en développement » du FMI, passe de 6 % du PIB mondial en 1980, à plus de 15 % en 2010 et pourrait atteindre 22 % d'ici 2018, au-delà même des faiblesses structurelles parfois importantes de ces pays. Sur la même période, la part des économies de l'ancien G7 dans l'économie mondiale devrait diminuer de 62 % à 43 %. Les facteurs de puissance basculent vers l'Asie, nous allons vers un monde multipolaire. Probablement aussi, allons-nous vers un monde plus instable. Dans un tel contexte, l'Europe voudra-t-elle et réussira-t-elle à ne plus être un « nain politique » ?

1 La généralisation et l'intensification du processus de développement  
 2 gourmands en matières premières, génèrent une accélération des émissions de  
 3 CO<sub>2</sub>. Le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)  
 4 n'est plus seul à alerter l'opinion publique mondiale. Pour l'Agence  
 5 internationale de l'énergie, la Banque mondiale et d'autres institutions  
 6 internationales, le temps manque pour tenir l'un des principaux objectifs fixés à  
 7 Copenhague en 2009, maintenir le réchauffement de la température globale  
 8 moyenne au-dessous de 2°C. Conséquence probable, le bassin méditerranéen, et  
 9 les pays fort peuplés qui l'entourent, sont susceptibles d'aridification. Quelles  
 10 incidences pour les pays européens ? Comment accompagner ces probables  
 11 évolutions à nos portes ?

12 Le nombre des migrants dans le monde est passé de 155 millions en 1990 à  
 13 214 millions en 2010. Depuis 2000, le continent européen est devenu la région  
 14 qui accueille le plus grand nombre de migrants internationaux. Avec 857 000  
 15 entrées nettes, l'immigration a représenté en 2009 près de 63 % de la croissance  
 16 démographique totale. Manne en période de croissance économique, entre 2000  
 17 et 2005, selon la Commission européenne, les ressortissants de pays tiers ayant  
 18 immigré dans l'UE ont représenté plus d'un quart de la hausse globale de  
 19 l'emploi et 21 % de la croissance du PIB moyen dans l'UE-15. En temps de crise  
 20 économique, et quand une part croissante de cette immigration devient illégale,  
 21 les ressentiments s'exacerbent. La politique peut-elle se contenter d'accompagner  
 22 ces derniers ?

23 Notre population vieillit. Elle n'est pas la seule. Tous les pays européens  
 24 sont touchés. Mais plus largement, c'est un phénomène mondial, et il est bien  
 25 plus brutal dans nombre de pays émergents et en développement. Transition  
 26 démographique et prolongement de la vie en sont les causes. Ce sont des bonnes  
 27 nouvelles. Elles recèlent des opportunités. Comment s'y adapter, y adapter  
 28 l'orientation de nos productions, nos modes de consommation, nos systèmes de  
 29 solidarité ?

30 Vieillissant, le monde devient aussi plus riche. Le PIB par habitant moyen  
 31 sur l'ensemble des pays émergents et en développement a été multiplié en termes  
 32 réels par 2,25 depuis 1980, pour atteindre 5 540 dollars par an en 2011. La  
 33 pauvreté absolue recule, une part significative des objectifs du millénaire pour le  
 34 développement devrait être atteinte d'ici 2015. Là aussi, bonne nouvelle. La  
 35 classe moyenne comptait un milliard de personnes à la fin du siècle dernier et 1,8  
 36 à la fin de la précédente décennie. Elle pourrait s'élargir à 3,2 milliards en 2020  
 37 et 4,9 en 2030. Cependant, les inégalités et la concentration du patrimoine ont  
 38 fortement augmenté. Quelles réponses sociales à cette situation contradictoire ?  
 39 Quelles opportunités de telles évolutions ouvrent-elles ? Quels défis pour la  
 40 consommation de ressources et pour contenir les pollutions ? Quelle tendance  
 41 dominera, entre la consommation individuelle et l'aspiration à un environnement  
 42 sain et à une participation politique de ces nouvelles classes moyennes ?

1       **Les politiques publiques communautaires et nationales sont prises**  
 2 **entre court et long terme.** Le monde change observons-nous, mais en outre les  
 3 orientations tendanciennes des évolutions actuelles conduisent à des difficultés  
 4 majeures. La France et l'UE, sont plongées dans le flot de ces évolutions. Sans  
 5 pouvoir l'interrompre, elles doivent s'attacher à l'orienter : mutations plutôt que  
 6 catastrophes économiques, humaines ou naturelles. Il est heureux que le  
 7 Gouvernement ait décidé, avec le Commissariat général à la stratégie et la  
 8 prospective (CGSP), de s'engager dans un exercice sur « la France de 2025 ».   
 9 Cependant, l'approche prospective ne doit pas faire oublier la conjoncture.

10       D'autant plus que si les difficultés conjoncturelles ne sont pas prises en  
 11 compte, on perd l'adhésion des citoyens pour aborder le long terme. Or les  
 12 Français sont pessimistes, peu confiants dans toutes leurs institutions et  
 13 organisations. Les questions économiques, le chômage et le pouvoir d'achat sont  
 14 en tête de leurs préoccupations. Ils craignent le déclassement pour leur pays et  
 15 pour leurs enfants. Ils sont tentés par un repli nationaliste.

16       Face à leur paupérisation, l'amélioration de la situation des jeunes est  
 17 devenue une priorité. Aujourd'hui, les transferts financiers socialisés représentent  
 18 400 milliards d'euros par an au profit des plus de 60 ans. Les inégalités de  
 19 patrimoine se sont accrues entre 2004 et 2010, le patrimoine des 10 % les mieux  
 20 dotés est 35 fois plus élevé que celui des 50 % les moins dotés. Leur transmission  
 21 par la voie de l'héritage ou des donations devient une cause majeure de disparités  
 22 au sein des jeunes générations. Il faudrait éviter que la France redevienne,  
 23 comme au début du 20ème siècle, un pays où l'héritage et la rente découragent  
 24 l'entreprise, le travail et le mérite. La question des transferts financiers entre  
 25 générations demande un examen approfondi. D'autant que cette disparité se  
 26 double d'un accroissement des inégalités au sein même des diverses générations.  
 27 En France, le rapport entre niveaux de vie des 10 % les plus riches et des 10 %  
 28 les plus pauvres est passé de 6 à plus de 7, de 2002 à 2011.

29       La compétitivité est un sujet majeur de préoccupation. Elle concerne tant  
 30 une aggravation conjoncturelle qu'une dérive préoccupante. Le CESE avait rendu  
 31 un avis à ce sujet, en octobre 2011 : « *La compétitivité : enjeu d'un nouveau*  
 32 *modèle de développement* », dont Isabelle de Kerviler était rapporteure. Bien  
 33 d'autres rapports formulent des recommandations pour renouer avec une situation  
 34 qui permette notamment de réduire le déficit très excessif de notre balance  
 35 commerciale. Tâche délicate car les points de vue divergent sur l'analyse des  
 36 causes et sur les remèdes.

37       Si la compétitivité de la France doit impérativement s'améliorer, sa  
 38 croissance systématique ne peut constituer une fin en soi. Elle dépend d'une  
 39 multitude de facteurs, que ce soit l'importance de la R&D, le coût du capital et  
 40 celui du travail, le taux de change de l'euro... Elle s'évalue à l'aune de celle de  
 41 nos compétiteurs et non de façon absolue, ce qui devrait en faire un élément à

1 prendre en compte dans la construction européenne et non pas seulement comme  
2 un objectif de concurrence destructeur au sein de l'Union.

3 Or, on ne peut plus l'ignorer, l'inverse semble à l'œuvre depuis une dizaine  
4 d'années. Les divergences ne se réduisent pas dans l'UE. Au contraire, elles  
5 s'amplifient y compris au sein de chaque pays. Tels pays développent des  
6 stratégies de dumping fiscal, tels autres de dumping social. Comment comparer la  
7 compétitivité entre les Etats membres lorsque l'impôt sur les sociétés est si  
8 disparate ? Entre pays et agents économiques qui accèdent à des taux de  
9 financement éloignés de plusieurs points entre eux ? Entre pays qui garantissent  
10 un minimum salarial et d'autres qui, le refusant, exploitent délibérément des  
11 travailleurs sous-payés et précaires des nouveaux pays entrés dans l'Union ?

12 En contraste avec une concurrence entre pays qui s'exacerbe sans  
13 intervention de l'Union, la rigueur des contraintes budgétaires imposées jusqu'à  
14 l'austérité au sein de la zone euro apparaît dogmatique. Le CESE est clair, il a  
15 soutenu dans plusieurs de ses avis récents la nécessité de redresser les finances  
16 publiques et de limiter les déficits même si les points de vue divergent en son  
17 sein sur la manière d'y parvenir. Il ne l'est pas moins en affirmant que se garder  
18 du risque de déflation justifie pleinement de doser avec pragmatisme les mesures  
19 conjoncturelles et d'ajuster le chemin et le calendrier de retour aux équilibres  
20 budgétaires.

21 Au sein de l'UE, nous faisons actuellement face à des difficultés à formuler  
22 un socle d'intentions et d'objectifs communs, couplées à une rigidité dans la mise  
23 en œuvre des voies et moyens. Le domaine de la lutte contre les changements  
24 climatiques en fournit une illustration. Le système d'échange de quotas carbone,  
25 principal outil de lutte climatique de l'Union Européenne, se dégrade ainsi sous  
26 nos yeux, victime de la crise mais aussi par manque de solidarité entre les  
27 partenaires de l'Union. Pourtant, le CESE tient à réaffirmer l'importance de  
28 l'objectif de lutte contre les changements climatiques. Il soutient les efforts de la  
29 diplomatie française pour une réussite de la conférence des parties de la  
30 convention climat fin 2015 à Paris.

31 **La transition vers un nouveau monde** n'en demeure pas moins  
32 nécessaire. Et, là-dessus, le pessimisme de nos concitoyens n'est pas de mise :  
33 l'avenir n'est pas fermé, les Français ne manquent pas d'imagination et la France  
34 ne manque pas d'atouts.

35 Les acteurs sont nombreux qui essaient de répondre aux défis du futur :  
36 chômage ; solitude des individus ; précarités ; développement et intégration des  
37 innovations techniques et organisationnelles ; épuisement des ressources  
38 naturelles ; environnement, biodiversité, climat ; importante dimension maritime  
39 de la France ; élargissement des démarches démocratiques et renouvellement de  
40 la prise en compte des parties intéressées et des parties prenantes ; résilience aux  
41 divers niveaux d'organisation. Notre Assemblée a pris le parti de mettre en avant  
42 quelques réalisations précises sans prétention à l'exhaustivité ni même à



1 l'impartialité, simplement pour montrer que cela existe chez nous, que c'est un  
2 motif d'espoir et une raison d'entreprendre.

3 La production scientifique n'a jamais été aussi grande. De nouvelles  
4 technologies se développent chaque jour. Leurs applications recèlent à la fois des  
5 potentialités et des menaces. Elles concernent sans cesse une part croissante de  
6 nos activités et de nos modes de vie. De ce fait, le contrôle démocratique sur leur  
7 utilisation doit se développer en s'appuyant sur des débats éclairés et raisonnés.  
8 Le rapport sur l'état de la France ne pouvait ignorer nos réels atouts dans le  
9 champ de la recherche, comme dans la maîtrise sur notre territoire et avec nos  
10 entreprises des principaux maillons nécessaires pour l'utilisation de ces  
11 technologies. Une contribution de l'Académie des technologies est jointe au  
12 rapport sur ces aspects. Pour autant, les points de vue qui sont exposés  
13 mériteraient d'être débattus au sein de notre assemblée. Ainsi, le CESE ne peut  
14 être lié par cette contribution.

15 De nouvelles formes d'économie et d'organisation sociale sont tout aussi  
16 cruciales pour changer de mode de développement. L'innovation n'est pas moins  
17 présente dans ce champ que dans celui de la science ou des techniques.

18 **Pour conclure** : en réservant une première partie aux principales  
19 évolutions du monde et une troisième aux raisons d'espérer, le CESE oriente ce  
20 rapport vers l'avenir, convaincu que la France y aura sa place et que les Français  
21 pourront s'y épanouir, convaincu également que cet avenir n'est pas écrit et que  
22 les politiques publiques contribueront à en tracer le chemin.

23 Aussi, à neuf mois des élections européennes, le CESE tient à souligner que  
24 les avancées et les bienfaits de la construction européenne ne peuvent pourtant  
25 pas cacher les difficultés et les doutes qui naissent et s'expriment de plus en plus  
26 ouvertement sur ses orientations. Pour autant, le CESE ne voit pas d'alternative.  
27 L'avenir de la France passe par la poursuite de la construction européenne. Les  
28 nouvelles étapes devront transformer l'Europe en sorte qu'elle réponde mieux  
29 aux attentes des peuples. Aussi, la confiance des citoyens devient un point de  
30 passage obligé.

31 Il est tout d'abord **prioritaire d'écarter le risque de déflation**. Le CESE  
32 recommande que le calendrier de retour aux équilibres budgétaires soit adapté  
33 afin de soutenir l'activité économique des prochaines années. Il suggère de  
34 donner une définition suffisamment large des dépenses et investissements  
35 d'avenir, de les inscrire dans un cadre pluriannuel et de les isoler dans les calculs  
36 annuels du solde budgétaire.

37 Il insiste, en outre, pour que les politiques publiques au sein de la zone euro  
38 prennent en compte le risque déflationniste et l'exaspération des peuples face à  
39 l'austérité sans s'enfermer dans des normes budgétaires et les choix monétaires  
40 rigides.  
41

1       **Le CESE veut plus d'Europe. Il soutient la demande du Parlement**  
 2 **européen de dégager des ressources budgétaires propres.** Il appelle, entre  
 3 pays volontaires, la mise en commun de moyens au service d'un contrat pouvant  
 4 concerner l'emploi, la formation, la recherche, les infrastructures, l'industrie.

5       Il souhaite la **poursuite des politiques nationales et internationales qui**  
 6 **luttent contre la fraude et l'évasion fiscale** car ces ressources manquantes sont  
 7 indispensables pour le rétablissement des comptes publics et les investissements  
 8 d'avenir. Il propose des pistes concrètes en ce sens et demande leur mise en  
 9 œuvre rapide et effective.

10       Notre assemblée estime que de **nouvelles convergences sont à construire**  
 11 **dans l'Union européenne, notamment dans la zone euro, en priorité dans les**  
 12 **domaines fiscal et social.** Dans le premier domaine, celles-ci passent par la  
 13 suppression des dispositifs d'optimisation fiscale existants. Dans le second, elles  
 14 demandent un véritable contrat social pour l'Europe qui prévoit en particulier une  
 15 réelle amélioration des conditions de vie et de travail, assure des emplois de  
 16 qualité, développe une protection sociale de haut niveau et des salaires justes.  
 17 S'agissant de ce dernier point, le CESE se prononce en faveur de la création d'un  
 18 salaire minimal dans chaque pays membre en rapport avec leur niveau de  
 19 développement. Il demande, en outre, que le travail effectué dans chaque pays  
 20 respecte le niveau de salaire minimum de ce pays et ne puisse se faire au niveau  
 21 du salaire minimum du pays d'origine du travailleur (si ce n'est pas le même).  
 22 Enfin il recommande qu'un calendrier précis soit rapidement établi pour une  
 23 convergence vers un salaire minimum commun à l'ensemble de l'Union.

24       **Le CESE demande que la stratégie et la prospective pour la France**  
 25 **s'inscrivent dans l'ambition d'un développement durable et que l'État**  
 26 **s'organise vers cet objectif.**

27       Notre assemblée précise sa recommandation :

- 28       - confier au Commissariat général à la stratégie et à la prospective le
- 29       soin de préparer la stratégie nationale de développement durable ;
- 30       - adopter de la Stratégie nationale de développement durable au
- 31       Parlement ;
- 32       - mesurer les diverses dimensions du bien-être collectif avec les
- 33       indicateurs de développement durable, permettant des comparaisons
- 34       internationales et débattus avec la société civile ;
- 35       - nourrir les décisions publiques, notamment lors du débat budgétaire,
- 36       avec le rapport annuel sur l'état de la France qui s'appuie sur
- 37       l'évolution de ces indicateurs.

38       Le CESE suggère, en outre, que la transition vers un développement  
 39 durable inspire également la conduite de la réforme de l'État.  
 40

1 Notre assemblée recommande de **prolonger et compléter les soutiens**  
2 **d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de**  
3 **plateformes et pôles de compétitivité**, en prenant garde que les inégalités entre  
4 les territoires ne s'accroissent pas, de renforcer les possibilités d'expérimentation  
5 des régions et tirer enseignement des possibilités ouvertes sur ce plan aux  
6 collectivités d'outre-mer. Pour le CESE, il est indispensable de faire émerger une  
7 offre française compétitive et innovante sur les secteurs identifiés comme  
8 porteurs pour l'avenir. Une telle offre devrait s'appuyer sur des comités  
9 stratégiques de filières et s'ancrer dans des territoires régionaux.

10 Enfin, tout au long de ce rapport, les questions abordées montrent que  
11 nombre d'avis et recommandations du CESE restent d'actualité. Face aux points  
12 de divergence apparus au fil de l'élaboration de ce document, le CESE suggère  
13 un certain nombre de nouvelles saisines sur :

- 14 • Les modalités des politiques familiales.
  - 15 • Les orientations pour une réforme en profondeur de la fiscalité.
  - 16 • Les formes économiques facilitant la transition vers un développement  
17 durable.
  - 18 • L'amélioration de la résilience aux divers niveaux d'organisation face  
19 aux risques de crises systémiques.
  - 20 • Les orientations, modalités, calendriers pour de nouvelles convergences  
21 en Europe.
- 22



1

## INTRODUCTION

2 Depuis son institution constitutionnelle en 1946, le Conseil économique,  
 3 puisque tel était son nom, s'attachait à établir un rapport annuel de conjoncture,  
 4 en phase avec sa compétence. Cette appellation n'avait pas changé avec sa  
 5 transformation en Conseil économique et social dans la Constitution de 1958. Au  
 6 fil du temps cependant, la conjoncture économique est devenue une observation  
 7 beaucoup plus instantanée dont les analyses ont été rendues publiques par un  
 8 nombre croissant d'experts compétents. La poursuite de cette seule orientation se  
 9 justifiait d'autant moins que, depuis déjà plusieurs années, le CES avait élargi  
 10 son champ de vision, notamment avec la prise en compte des questions  
 11 environnementales. Ainsi, dès 2007, le rapport de conjoncture s'attachait à attirer  
 12 l'attention sur les questions soulevées par le réchauffement climatique. Dans le  
 13 même temps, le CES s'impliquait dans l'élaboration des indicateurs de  
 14 développement durable.

15 Avec la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 et la loi organique du 28  
 16 juin 2010, le CESE devient une assemblée particulièrement adaptée pour  
 17 rechercher et formuler des recommandations en phase avec l'article 6 de la  
 18 Charte de l'environnement adossée au préambule de notre Constitution : « *Les*  
 19 *politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet,*  
 20 *elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le*  
 21 *développement économique et le progrès social* ».

22 En 2010, le rapport de conjoncture a donc naturellement été modifié en  
 23 rapport annuel sur l'état de la France par le décret du 29 décembre 2010. Après  
 24 deux moutures en 2011 et 2012, le bureau de notre assemblée a décidé de mettre  
 25 en place une formation de travail ad-hoc pour la rédaction du rapport 2013 afin  
 26 d'être en capacité de mieux prendre en compte les différentes facettes des  
 27 problématiques que doit aborder cette contribution.

28 Depuis plusieurs années, le progrès vers le bien-être semble interrompu. La  
 29 crise économique sévit maintenant depuis cinq ans. La mondialisation  
 30 s'accompagne de forts changements dans la répartition des pouvoirs. Elle modifie  
 31 profondément nos repères. La conscience « *des limitations que l'état de nos*  
 32 *techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de*  
 33 *l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir* »<sup>1</sup> s'élargit. Une  
 34 certitude s'impose : celle de devoir basculer d'un système d'exploitation, de  
 35 production et de consommation..., vers un mode alternatif de développement  
 36 permettant de mieux répondre aux besoins présents et futurs des populations.

---

<sup>1</sup> Extrait de la définition donnée au développement soutenable ou développement durable en 1987 par la commission mondiale sur l'environnement et le développement dans le rapport Bruntland.

L'étymologie rattache le mot « état » à une racine indoeuropéenne « être debout ». Rester debout dans un monde en évolution rapide demande à coup sûr de comprendre les mouvements de fond qui sont à l'œuvre, d'analyser la nature des obstacles et des freins aux mutations nécessaires mais aussi d'étudier les pistes ouvrant les voies vers un avenir meilleur, d'apprécier les choix des acteurs, en particulier de ceux qui gouvernent la France et l'Europe, pour peser sur les décisions qui engagent le futur de tous. Le CESE ambitionne ainsi d'apporter sa pierre au maintien dans la durée d'une France debout.

Pour établir le présent rapport sur l'état de la France, comme pour les deux précédents exercices, la Commission ad-hoc s'est appuyée notamment sur les indicateurs de développement durable. Annuellement mis à jour par les services statistiques de l'État, ils permettent en outre très souvent les comparaisons internationales. La Commission remercie la dizaine d'experts avec lesquels elle a eu des auditions ou des entretiens. Le CESE a bénéficié cette année de la coopération de l'OFCE, de l'Académie des technologies, de la chaire de prospective du CNAM. Le CEVIPOF a introduit des questions propres au CESE dans son baromètre de la confiance politique.

La première partie du rapport met en avant les mutations et crises qui traversent le monde avec un focus particulier sur notre pays. La deuxième partie s'intéresse aux politiques communautaires et nationales entre court et long terme pour assurer la solidarité et renouer avec la compétitivité dans un contexte économique difficile et des objectifs environnementaux ambitieux. La troisième partie se plonge dans la transition vers un monde nouveau où de nombreux objectifs à moyen-long terme seront à relever par l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et environnementaux. Outre les innovations technologiques, quelques exemples de bonnes pratiques y sont aussi déclinés. Enfin, la quatrième partie présente les quatre axes de propositions qui découlent de l'analyse approfondie de la transition dans laquelle s'engage la France, les propositions déjà formulées par notre assemblée qui y concourent sont rappelés et des pistes de thématiques à investir dans l'avenir sont également mentionnées.

\*

\*                      \*

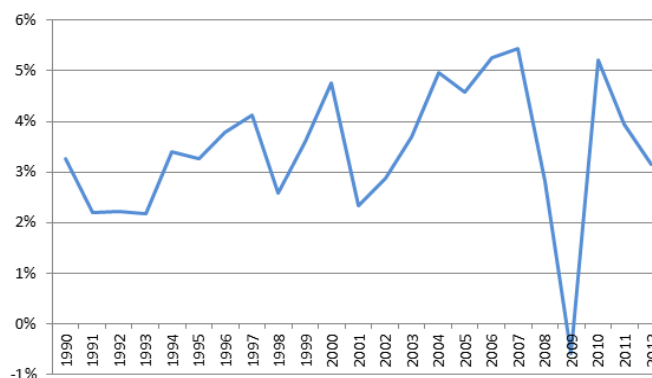
## I - UN MONDE EN PROFONDE MUTATION

Parmi les effets induits par la mondialisation, celui de la contagion des crises entre des zones géographiquement éloignées se confirme. Depuis la crise dite des « *subprimes* » apparue en 2007 aux Etats-Unis, la plupart des pays européens et notamment la France traversent une période de crise dont l'ampleur et la durée sont sans précédents. S'agit-il d'une simple crise conjoncturelle ou une remise en cause plus profonde de notre modèle de développement ? Les conséquences de cette crise vont-elles accélérer l'émergence d'un monde nouveau et multipolaire ?

### A - UNE SUCCESSION DE CRISES CONJONCTURELLES À CARACTÈRE SYSTÉMIQUE...

Pour le conjoncturiste, la crise économique touche le monde développé depuis 2008 de façon d'autant plus brutale qu'elle fait suite à une période de croissance exceptionnelle à l'échelle mondiale : l'économie mondiale a crû en moyenne de 3 % par an au cours des années 1990, pour atteindre une moyenne de 4,2 % par an entre 2000 et 2007<sup>2</sup> (graphique 1).

Graphique 1 : Taux de croissance économique mondial (1990-2012)



Source : FMI.

<sup>2</sup> Données FMI.

Graphique 2 : Taux de croissance économique des principales zones économiques mondiales (1990-2012)



Source : données FMI.

Cette prospérité exceptionnelle – qui restait toutefois en deçà des performances atteintes au cours des années 1960, période où l'économie mondiale croissait à plus de 5 % par an<sup>3</sup> – n'a pas été partagée uniformément sur l'ensemble de la planète. Elle est pour l'essentiel le fruit du développement des pays émergents en plein rattrapage industriel. Ces derniers ont vu leur performance économique atteindre plus de 6,6 % par an en moyenne de 2000 à 2007, et même 8,5 % pour l'ensemble des pays émergents d'Asie. Par contraste, les pays développés n'ont crû qu'à 2,6 % sur la même période (graphique 2). Toutefois, depuis 2012, on constate que la croissance économique s'affaiblit également dans les pays en développement : le ralentissement devient bien mondial.

Cette crise économique, sans précédent depuis les années 1930, se présente comme un enchaînement. La crise immobilière aux États-Unis (2007 - *subprimes*) en est le déclencheur. Une crise bancaire et financière mondiale (2008) a suivi. En 2009, la récession s'est étendue à l'ensemble du monde. Si les pays émergents ont rebondi dès 2010, le marasme économique s'est prolongé pour les pays développés, au premier rang desquels les pays européens. Les répercussions de la crise financière, accompagné d'une crise économique grandissante, ont contribué en Europe au déclenchement dès 2010 de la crise des dettes souveraines, focalisée sur les pays d'Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal, Italie).

Le caractère global de l'économie financière, les sommes en jeu, infiniment supérieures aux flux commerciaux, la technicité des instruments et l'opacité des voies empruntées par les flux monétaires, les intérêts privés et souverains divergents ont freiné les avancées vers une meilleure régulation.

<sup>3</sup> *Ibid*



1 Enfin, ces crises multiples ont également été précédées puis accompagnées  
 2 par une flambée sans précédent du prix des matières premières. Dans les années  
 3 1970 déjà, les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 avaient marqué la fin d'une  
 4 période de forte croissance pour les pays occidentaux. Plus qu'un choc, c'est  
 5 aujourd'hui l'augmentation continue du coût des matières premières vers des  
 6 niveaux toujours plus élevés qui pèse sur les possibilités de reprise dans les pays  
 7 développés. C'est au sein de ce faisceau de crises que vient s'inscrire la  
 8 stagnation économique qu'a connue la France au cours des cinq dernières années.  
 9 En 2012, le PIB français n'avait toujours pas retrouvé son niveau en volume de  
 10 2007. Avant de s'interroger sur les mesures qui pourraient sortir l'économie  
 11 française de son atonie, il convient d'examiner les différentes crises  
 12 conjoncturelles auxquelles elle a dû faire face, ainsi que les risques systémiques  
 13 qui continuent de peser sur l'économie européenne.

#### 14 **1. La crise financière**

15 Avant d'être économique, la crise qui grippe les économies développées  
 16 depuis 2008 a d'abord été financière. Dans l'environnement de crédit bon marché  
 17 entretenu par la Réserve fédérale américaine au cours des années 2000, le crédit  
 18 hypothécaire avait connu un développement sans précédent : entre 2001 et 2007,  
 19 l'encours hypothécaire avait doublé aux Etats-Unis<sup>4</sup>. Cette facilité monétaire a  
 20 constitué l'une des réponses apportée au resserrement salarial accompagnant le  
 21 mode de gestion des entreprises inspiré par les théories économiques  
 22 développées dans les années 1980 par l'Ecole de Chicago. Outre l'alignement  
 23 des intérêts des dirigeants des entreprises sur ceux des actionnaires, la période est  
 24 aussi marquée par une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée des  
 25 entreprises, tandis que l'accroissement des bénéfices et plus-values a dégagé  
 26 d'importantes liquidités qui ont contribué à la financiarisation de l'économie.

27 Dans le même temps, sur la foi des mêmes références théoriques, les  
 28 gouvernements occidentaux ont levé les obstacles à la libre circulation des  
 29 capitaux et ont réduit les contrôles publics sur les institutions financières. De  
 30 plus, la fusion des activités de banque de dépôt et d'investissement a été de  
 31 nouveau autorisée aux Etats-Unis (après avoir été séparé suite à la crise de 1929).  
 32 La dérégulation des marchés financiers a aussi contribué à accroître la  
 33 financiarisation de l'économie.

34 La stagnation des salaires voire leur recul dans certains pays pour gagner en  
 35 compétitivité dans le cadre de la mondialisation, a été compensé dans les pays de  
 36 l'OCDE par la dette. L'endettement des ménages a servi de substitut au salaire  
 37 pour maintenir une forte demande solvable. Aux Etats-Unis, par exemple, les  
 38 prêts hypothécaires immobiliers ont servi à couvrir la demande des dépenses  
 39 courantes des ménages notamment celles des plus pauvres.

---

<sup>4</sup> *Final report of the national commission on the causes of the financial and economic crisis in the United States*, Financial crisis inquiry commission, janvier 2011.

1 Cette explosion de l'endettement a donc touché jusqu'aux segments  
 2 d'emprunteurs les plus risqués, dont l'accès au crédit a été facilité – ce sont ceux-  
 3 là mêmes qui ont contracté les fameux prêts dits *subprimes*. Dans un rapport  
 4 rendu peu après le début de la crise, le Conseil d'analyse économique<sup>5</sup> soulignait  
 5 en effet que « *l'augmentation du volume des prêts [était] liée à un relâchement*  
 6 *des conditions d'attribution, mesuré par la diminution du taux de refus et*  
 7 *l'augmentation du ratio montant du prêt sur revenu* ».

8 Cette expansion massive du crédit immobilier a déclenché la plus  
 9 importante bulle immobilière de l'histoire des Etats-Unis : le prix médian d'un  
 10 logement a atteint dans certains Etats jusqu'à neuf fois le revenu annuel médian  
 11 au plus fort de la bulle<sup>6</sup>.

12 L'indice Case-Schiller des prix de l'immobilier américain atteint son  
 13 apogée en 2006 : l'éclatement de la bulle commence dès 2007 et verra l'indice  
 14 plonger du tiers en l'espace de deux années. Etant donné la combinaison de  
 15 « *cohortes de crédits faits à des populations de plus en plus fragiles* » et de  
 16 « *structurations de plus en plus complexes de ces crédits* » via la titrisation des  
 17 crédits hypothécaires qui permettait de « *masquer les risques et leur*  
 18 *répartition* », la crise américaine de l'immobilier ne pouvait que déclencher une  
 19 crise financière d'importance.

20 Pour faire face au risque de défaut de remboursement, les fonds  
 21 d'investissements spécialisés dans les *subprimes* et les banques auxquelles ils  
 22 étaient adossés ont pu, grâce à la dérégulation et à des techniques d'ingénierie  
 23 financière innovantes (titrisation, réalimentation permanente du crédit...), se  
 24 départir de ce risque en le diffusant de façon opaque à l'ensemble du système  
 25 financier. Mais à partir de 2007, les faillites successives de ces fonds spécialisés  
 26 sont provoquées par les défauts de plus en plus fréquents des emprunteurs. La  
 27 réalisation des pertes sur les emprunts à haut risque, diffusées par l'ingénierie  
 28 financière, se poursuit tout au long de l'année 2007, conduit en mars 2008 à la  
 29 quasi-faillite de la banque d'investissement *Bear Stearns* et culmine le  
 30 15 septembre 2008 avec la faillite de la banque *Lehman Brothers* – 4<sup>e</sup> plus  
 31 grande banque d'investissement au monde à l'époque – et la nationalisation le  
 32 lendemain par l'Etat américain de l'assureur *AIG* – alors premier assureur  
 33 mondial.

34 Ces deux derniers événements déclenchent la phase la plus aigüe de la crise  
 35 financière : la Fédération bancaire française évoque même alors un véritable  
 36 « *blocage des marchés* »<sup>7</sup>. L'assèchement du crédit qui en résulte conduit  
 37 banques centrales et gouvernements à intervenir massivement. Face au risque

<sup>5</sup> *La crise des subprimes*, Conseil d'analyse économique, 2008.

<sup>6</sup> *Irrational Exuberance*, 2<sup>nd</sup> édition, Schiller R., 2005.

<sup>7</sup> *Les grandes étapes du plan français pour le financement de l'économie*, Fédération bancaire française, mai 2011.

1 systémique financier, les Etats se voient contraints de garantir les créances des  
2 banques et de proposer des mécanismes de refinancement *ad hoc*.

3 De l'été 2007 à l'été 2008, les banques du monde entier passent dans leurs  
4 comptes 500 milliards de dollars de pertes dont uniquement 300 couverts par des  
5 recapitalisations. A partir du printemps 2008, les gouvernements américains,  
6 britanniques, puis européens, aident des établissements en difficultés – à  
7 l'exception de *Lehman Brothers*, mis en faillite le 15 septembre 2008. En octobre  
8 2008, le plan Paulson prévoit que l'État fédéral américain rachète 700 milliards  
9 de dollars d'actifs à risque. En Europe, les différents plans nationaux cumulent  
10 1 700 milliards d'euros, soit presque le PIB annuel de la France !

11 En France, ces rôles furent notamment remplis par la Société de  
12 financement de l'économie française et la Société de participation de l'Etat. Ces  
13 sommes extravagantes n'éviteront pas cependant le démantèlement de Dexia.

14 Mais malgré sa vigueur, ou peut-être en partie du fait de son importance et  
15 de son objectif, entièrement consacré au sauvetage du système bancaire,  
16 l'intervention des Etats n'a pu empêcher la crise financière de se muer en crise  
17 économique.

## 18 2. La Grande Récession

19 La crise financière a conduit dès l'automne 2008 à un durcissement « *brutal*  
20 *des conditions de financement des ménages et des entreprises* », comme le  
21 rappelle une note de l'INSEE<sup>8</sup>. Ce repli du crédit, qui s'accentue encore à l'hiver  
22 2008, conduit les ménages à réduire leurs dépenses. En effet, « *leur accès au*  
23 *crédit est devenu très difficile, leur richesse a pâti du retournement des prix*  
24 *immobiliers et boursiers, et leurs revenus salariaux ont baissé avec la*  
25 *dégradation du marché du travail* ».

26 Face à cette réduction de la demande, des entreprises ont à leur tour réduit  
27 leurs investissements et leur masse salariale, aggravant la crise du même  
28 coup. Au-delà du repli de la demande, les entreprises ont aussi dû faire face à la  
29 raréfaction du crédit commercial, outil indispensable du commerce international.

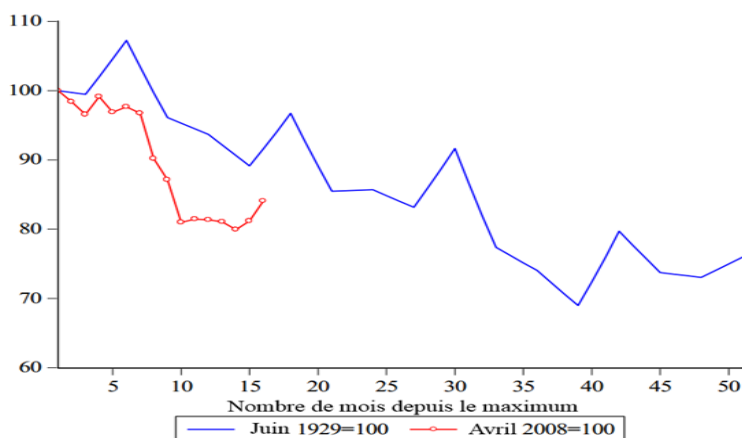
30 Dans une étude publiée alors<sup>9</sup>, les économistes Philippe Martin et  
31 Thierry Mayer soulignent combien la crise financière de 2008 a « *révélé le rôle,*  
32 *sous-estimé par les économistes, de toute l'ingénierie financière qui sous-tend le*  
33 *commerce international* ». Privé de l'intermédiation financière des banques,  
34 nécessaire pour se prémunir du « *risque sur le paiement et sur la livraison* », le  
35 commerce international a connu dès la fin 2008 son pire effondrement de la  
36 période de l'après-guerre – sur les 18 premiers mois de crise, cet effondrement

<sup>8</sup> *L'économie mondiale en 2009 : récession synchrone, reprise hétérogène*, Redoulès O., INSEE, 2010.

<sup>9</sup> *L'effondrement du commerce dans la crise mondiale de 2008-2009 : à qui la faute ?*, Martin P. et Mayer T., Sciences Po, 2010.

fut même plus intense qu'au cours de la Grande Dépression des années 1930 (graphique 3).

Graphique 3 : Comparaison de l'effondrement du commerce international en 2009 et lors de la Grande Dépression



12 mois après le début de la crise de 1929, le commerce international avait chuté de 10 %, et de 20 % après le début de celle de 2008.

Source : *From Great Depression to Great Credit Crisis: Similarities, Differences and Lessons*, Almunia, M. et al., Economic Policy, octobre 2009.

#### Encadré 1 : La transformation du système bancaire

Les banques jouent un rôle fondamental dans l'économie, celui de fournir du crédit à plus ou moins long terme pour les particuliers et pour les entreprises. Contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas les dépôts qui font les crédits, les dépôts des uns ne sont pas utilisés pour prêter aux autres, c'est au contraire la multiplicité des crédits qui engendre une multiplicité de dépôts. Ce rôle de création monétaire des banques est central dans le financement de l'économie. Or depuis les années 1980, la contrepartie de cette création monétaire a de moins en moins consisté en une création de richesses réelles mais plutôt dans un gonflement du prix des actifs financiers et immobiliers. Les grandes banques se sont progressivement transformées en groupes financiers qui mêlent les activités de banques d'affaires et de banques de dépôt ainsi que d'assurance. La séparation entre ces deux activités, qui avait été l'enseignement essentiel sur le fonctionnement du système bancaire tiré de la crise de 1929 aux États-Unis, a été abolie avec la déréglementation financière des années 1980 pour donner naissance au modèle de la « banque universelle », déjà en vigueur en Europe continentale.

Les opérations de placements financiers opérées par les traders dans les salles de marché sont devenues une des principales activités des banques, en liaison avec la libéralisation des mouvements de capitaux.

Plusieurs facteurs ont joué un rôle clef dans cette transformation du système bancaire et dans la crise financière de 2007-2008.

Tout d'abord, la titrisation qui consiste à transformer un crédit en titre financier puis à créer des produits structurés, mêlant plusieurs classes d'actifs porteurs de risque différents (ABS, CDO), qui pourront être ensuite vendus sur les marchés financiers. Pour les banques, l'intérêt de cette opération est double : d'une part, elles se débarrassent des crédits qui encombrant leur bilan et contournent ainsi les règles prudentielles qui peuvent avoir été mises en place par certains États en matière de ratio entre fonds propres détenus et crédits ouverts ; d'autre part, elles récupèrent de la liquidité en vendant ce crédit « titrisé ». Les banques transforment donc un risque, le fait de faire un crédit et donc de ne pas savoir si on sera remboursé ensuite, en une opération rentable financièrement. Mais le risque dont la banque s'est défaussée existe toujours. Il est simplement transmis à d'autres intervenants sur les marchés, dans des conditions plus ou moins transparentes.

Le deuxième facteur a été la mise en place aux États-Unis d'un système bancaire parallèle hors de tout contrôle des autorités publiques par les banques elles-mêmes, le *shadow banking system*. En effet, pour effectuer cette titrisation, les banques ont créé des organismes spécifiques chargés de fabriquer et de vendre ces produits titrisés, les *Special purpose vehicle* (SPV), véhicules à finalité spéciale et les *Special investment vehicle* (SIV), véhicules financiers spéciaux. SPV et SIV forment un système bancaire parallèle, un « *shadow banking system* », dans lequel les transactions se font de gré à gré (*over the counter*, (OTC)) et ne sont supervisées, aux États-Unis, par aucune autorité. On a donc la constitution de produits financiers extrêmement complexes diffusés, hors de tout contrôle, par des organismes opaques. Ces produits sont achetés par les opérateurs financiers du monde entier, y compris les banques et se répandent ainsi dans tout le système financier. Le volume des créances titrisées a explosé en 15 ans pour atteindre 11 000 milliards de dollars en 2007.

Le troisième facteur est le rôle central joué par les paradis fiscaux. Les banques, y compris les plus grandes, y ont installé des filiales qui n'apparaissent pas dans leurs bilans et c'est dans ces paradis fiscaux qu'a été le plus souvent développé le « *shadow banking system* ».

Enfin, l'utilisation de l'effet de levier, qui désigne les procédés permettant à un opérateur financier de prendre des positions excédant très largement ses capitaux propres, a permis de gonfler considérablement leur rentabilité, le ROE (*Return on Equity*) pouvant atteindre 40 %.

La conjonction d'une réduction des dépenses des ménages, d'une baisse de l'investissement et de la masse salariale des entreprises, et d'une chute brutale du commerce international ne pouvait que conduire à une récession d'ampleur mondiale. De fait, 2009 marque la première année de réduction du PIB mondial depuis 1945<sup>10</sup>. La récession fut particulièrement marquée dans les pays développés, les États-Unis enregistrant une chute de -2,4 % de leur PIB, l'Union Européenne de -4,2 % et le Japon de -5,2%<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Source : FMI.

<sup>11</sup> Sources : OCDE, Eurostat.

Les pays émergents ne furent pas épargnés pour autant : le Brésil a reculé en 2009 de -0,2 %, la Turquie de -4,7% et la Russie de -7,9 %. Parmi les grands pays émergents, seules l'Inde et la Chine sont parvenues à maintenir une dynamique de croissance au cours de cette récession mondiale, au prix d'un net ralentissement : 8,7 % de croissance en Chine (contre 13 % en 2007), et 5,7 % en Inde (contre 9,4 % en 2007)<sup>12</sup>.

L'ampleur inédite de cette crise, sans précédent depuis la Grande Dépression des années 1930, appelait une réponse significative des gouvernements. Après les apports massifs de liquidité de l'année 2008, destinés à stabiliser les marchés financiers, l'année 2009 fut donc celle des plans de relance, qui ont pu dans certains pays (Chine et Etats-Unis, par exemple) atteindre des montants importants.

S'ils ont pu varier dans leurs modalités, la quasi-totalité des principales économies mondiales ont fait en 2009 le choix keynésien de plans de relance d'envergure : les vingt premières économies mondiales, regroupées au sein du G20, ont adopté en 2009 des plans pour un montant total cumulé de près de 2 800 milliards de dollars, répartis sur deux à trois ans (2009-2011 ou 2009-2012)<sup>13</sup>.

La Chine a, par exemple, débloqué en 2008 un plan de relance économique de 4000 milliards de Yuans (soit 461 milliards d'euros) jusqu'en 2010 pour stimuler la demande intérieure face au ralentissement de la croissance du PIB et à la stagnation des exportations. En 2012, un nouveau plan de 127 milliards d'euros (soit 2 % du PIB) a été approuvé par les autorités chinoises pour des dépenses d'infrastructures (autoroutes et chemins de fer).

Sur la période 2008-2010, le plan de relance économique de la France s'élevait à 26 milliards d'euros. Le plan de relance européen se chiffrait à 200 milliards d'euros soit 1,5 % du PIB des 27 Etats membres. Ces plans, modestes au regard des montants mobilisés pour sauver les banques (1 700 milliards d'euros en Europe, certes remboursables et remboursés pour l'essentiel), sont parus insuffisants face à l'ampleur de la crise qui frappe la plupart des économies de la zone euro. Même le nouveau « pacte de croissance européen », difficilement obtenu au début de l'année 2013, ne semble pas encore à la hauteur de la situation.

Si ces politiques de relance ont permis d'éviter le pire sur le moment – que la Grande Récession ne se mue en une nouvelle Grande Dépression – elles ne pouvaient être que de courte durée. Comme l'analysait à l'époque l'OFCE<sup>14</sup>, « *les nécessités de la relance ne doivent pas masquer les besoins de réformes et*

<sup>12</sup> Sources : FMI, OCDE.

<sup>13</sup> *Les relances vertes dans le monde*, Commissariat général au développement durable, octobre 2009.

<sup>14</sup> *Sommet du G20 : Relancer l'économie mondiale et réformer le système financier*, Mathieu C. et Sterdyniak H., 2010.

1 *réciroquement* », et les mesures prises alors n'allaient pas sans révéler parfois  
 2 « *des contradictions entre les politiques de soutien de court terme à l'activité et*  
 3 *les préoccupations structurelles* ».

4 Mais surtout, ces politiques eurent un coût budgétaire important, ce  
 5 d'autant plus que la récession de 2009 avait entraîné une baisse notable des  
 6 recettes fiscales et sociales. Le déficit public des pays développés explosa – ce  
 7 qui est normal en période de relance keynésienne. Toutefois, ces plans de relance  
 8 ont dû être entrepris juste après le sauvetage couteux du système bancaire. Celui-  
 9 ci, notamment au travers des garanties qu'il avait fallu apporter aux banques,  
 10 avait déjà sensiblement dégradé l'endettement de nombreux de pays développés.

11 Le sauvetage du système bancaire et les plans de relance, s'ils étaient  
 12 indispensables en première réaction, ont eu pour effet d'augmenter  
 13 considérablement la dette des États. Alors que certains pays comme les États-  
 14 Unis, le Japon ou même le Royaume-Uni disposaient des instruments pour y faire  
 15 face, ce phénomène a révélé les insuffisances de la construction européenne et en  
 16 particulier de la zone euro.

### 17 **3. La crise des dettes souveraines européennes**

18 Les pays européens entraient dans la crise dans une position fragilisée.  
 19 Comme cela a déjà été mentionné, ils n'avaient pas bénéficié à plein de la  
 20 période d'expansion économique mondiale de 2000 à 2007 (graphique 2). Mais  
 21 surtout, comme le rappelle la Banque de France<sup>15</sup>, « *la plupart des autorités de la*  
 22 *zone euro [n'avaient] pas réussi avant 2008 à respecter les règles du Pacte de*  
 23 *stabilité et de croissance* », si bien que lorsque les pays de la zone euro sont  
 24 entrés en crise, le niveau de dette souveraine de nombre d'entre eux était déjà  
 25 élevé même si certains comme l'Espagne ou l'Irlande respectaient les critères du  
 26 Pacte de stabilité et de croissance<sup>16</sup>.

27 Aussi au printemps 2010, après les garanties bancaires et les plans de  
 28 relance mis en place au cours de l'année 2009, « *l'endettement public de ces pays*  
 29 *a atteint un tel niveau que des inquiétudes relatives à la soutenabilité et même à*  
 30 *la solvabilité sont apparues, déclenchant une grave crise de confiance à l'égard*  
 31 *de la périphérie de la zone* ». Cette crise de confiance renvoie, dans la zone euro,  
 32 particulièrement au rôle de la Banque centrale européenne (BCE) qui ne peut  
 33 jouer le rôle traditionnel affecté aux banques centrales de prêteur en dernière  
 34 instance.

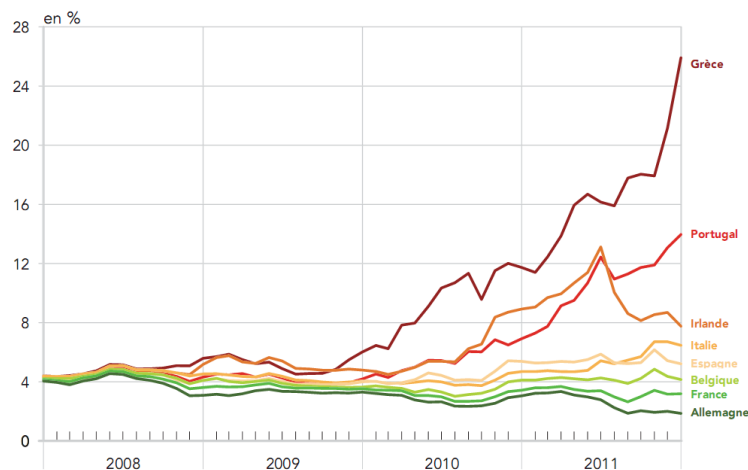
---

<sup>15</sup> *La crise de la dette souveraine et la politique monétaire*, Banque de France, avril 2012 (ainsi que les trois citations qui suivent).

<sup>16</sup> Il est à noter toutefois, que de nombreux pays – l'Espagne et l'Italie notamment – avaient fait des efforts budgétaires importants pour intégrer la zone euro dès sa création en 1999. Malgré ces efforts, certains pays dont l'Italie et la Belgique ont pourtant intégré cette zone avec une dette publique sensiblement supérieure à 60 % du PIB.

Cette crise de confiance s'est traduite par la différenciation des taux de rendements sur la dette souveraine entre membres de la zone euro. Ces taux, qui s'étaient alignés au début de la décennie 2000 avec la création de la monnaie unique, ont divergé brutalement au début de l'année 2010 (graphique 4).

Graphique 4 : Taux de rendement des obligations à 10 ans (2008-2012)



Source : *Faiblesses et atouts de la France dans la zone euro*, Coe-Rexecode, Mars 2012.

L'alourdissement simultané des taux et des déficits publics a conduit « la dette publique [à augmenter] à des niveaux sans précédent en temps de paix, amenant les investisseurs à douter, depuis 2010, de la capacité des gouvernements, notamment des pays situés à la périphérie de la zone euro, à rembourser leur dette ».

C'est donc d'abord « la Grèce, l'Irlande et le Portugal [qui] ont été exclus du financement de marché, tandis que l'Italie et l'Espagne doivent payer d'importantes primes de risque par rapport aux taux d'intérêt de la dette allemande ». La crise de la dette souveraine a provoqué depuis 2011 la crainte d'un « non renouvellement de la dette souveraine, [de] l'instabilité financière qui en découle, [ainsi que des] risques de déflation par la dette ».

Cette situation d'instabilité financière prolongée en Europe a poussé à la mise en place par les instances européennes d'une série de dispositifs d'urgence pour venir en aide aux pays les plus en difficulté. Ces mécanismes incluent la création du Fond européen de stabilité financière le 9 mai 2010, destiné à porter une assistance financière aux pays de la zone euro en difficulté ou encore à la décision par la Banque centrale européenne en septembre 2012 de procéder à un



1 rachat illimité d'obligations d'Etat de la zone euro, d'une maturation de un à trois  
2 ans (« *Outright monetary transaction* » ou OMT)<sup>17</sup>.

3 Les interventions exceptionnelles des institutions financières de la zone  
4 euro ont été accompagnées de politiques de rigueur sans précédent, notamment  
5 au sein des pays périphériques de la zone. Ces réductions budgétaires drastiques  
6 avaient pour but principal de réduire rapidement les déficits publics, permettant  
7 ainsi de réduire les taux d'intérêts en ramenant la confiance sur la soutenabilité  
8 de la dette et, mettant ainsi fin à l'instabilité financière, de ramener la croissance  
9 économique dans la zone euro. La prééminence de « *la nécessité pour les*  
10 *gouvernements de maintenir des finances publiques saines et soutenables et de*  
11 *prévenir tout déficit public excessif* »<sup>18</sup> a été scellée dans le Traité sur la stabilité,  
12 la coordination et la gouvernance (TSCG), signé par 25<sup>19</sup> des 27 états membres  
13 de l'Union Européenne, et entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

14 Néanmoins, comme le rappelle l'OFCE<sup>20</sup>, deux ans après sa mise en place,  
15 la rigueur budgétaire généralisée en Europe a échoué à remplir ses objectifs.  
16 L'espoir soulevé « *depuis l'été 2012 [par] la ratification du TSCG ainsi que*  
17 *l'annonce par la BCE de l'OMT [...] fut cependant insuffisant pour compenser*  
18 *le fort impact récessif de la consolidation budgétaire* ». Au premier trimestre  
19 2013, « *les demandes interne et externe, du fait des fortes interdépendances*  
20 *entre les pays de la zone euro, ont [...] continué à fléchir* ».

21 Devant la poursuite de ces politiques, « *les risques resteront orientés à la*  
22 *baisse en raison des pressions déflationnistes qui vont s'intensifier* », d'autant  
23 que « *la déflation est déjà enclenchée en Espagne et en Grèce et pourrait se*  
24 *généraliser à tous les pays où le taux de chômage se maintient à des niveaux très*  
25 *élevés* ».

26 Sans évolution des politiques économique et monétaire, une sortie de la  
27 crise des dettes souveraines en Europe semble difficile à brève échéance. Celle-ci  
28 devrait donc continuer à peser sur l'environnement économique français et  
29 européen dans l'avenir proche.

#### 30 **4. La France dans la crise**

31 Au début de la crise économique qui a suivi l'éclatement de la crise des  
32 *subprimes*, la France avait pu se croire temporairement épargnée. Elle fut en  
33 effet, avec la Chine et la Russie, la seule économie parmi les sept premières  
34 mondiales à ne pas connaître la récession en 2008<sup>21</sup>.

<sup>17</sup> Communiqué de presse du 6 septembre 2012, Banque centrale européenne.

<sup>18</sup> *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire*, Préambule.

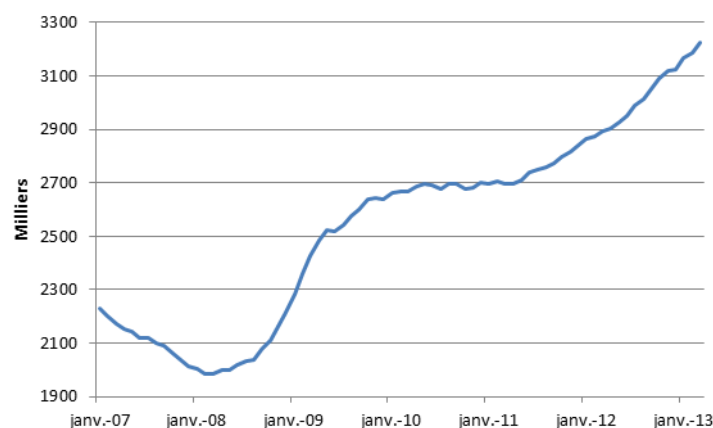
<sup>19</sup> A l'exception de la Grande-Bretagne et de la République tchèque.

<sup>20</sup> *Zone Euro : le calice de l'austérité jusqu'à la lie*, Revue de l'OFCE, avril 2013.

<sup>21</sup> Sources : Eurostat/FMI.

La situation est aujourd'hui bien différente. En 2012, le PIB n'avait toujours pas retrouvé en volume son niveau de 2007. Le chômage a connu en mars 2013 son vingt-troisième mois de hausse continue et a battu en niveau absolu le record enregistré en 1997, à 3,224 millions demandeurs d'emplois inscrit en catégorie A<sup>22</sup> (graphique 5).

Graphique 5 : Nombre de chômeurs (catégorie A)



Source : DARES, Avril 2013.

L'économiste Philippe Askenazy souligne, en outre, que les effets sociaux de la crise sont relativement faibles par rapport à des situations semblables qui ont eu lieu par le passé – notamment en termes de chômage. Au regard du contexte économique actuel, le nombre de chômeurs dans notre pays aurait pu augmenter de manière beaucoup plus dramatique.

Si les jeunes sont les plus pénalisés par la crise, avec une réelle difficulté pour s'insérer dans le monde du travail, on constate que le taux d'emploi des travailleurs de 50 à 55 ans tend à augmenter, tout comme la préservation de ces emplois au sein des entreprises. Cependant entre 2008 et 2011, le taux de chômage des 55-59 ans a fortement augmenté du fait conjugué de la crise et de la fin des dispenses de recherche d'emploi<sup>23</sup>. Par ailleurs, les conditions d'emploi (salaires, statuts, responsabilités, temps partiel subi, etc.) restent très éloignées entre les femmes et les hommes. Il y a plusieurs explications potentielles à ce constat : une meilleure flexibilisation du travail, une limitation des plans de départ à la retraite anticipée, ... De facto, les entreprises conservent leur main-d'œuvre expérimentée en attendant la sortie de crise.

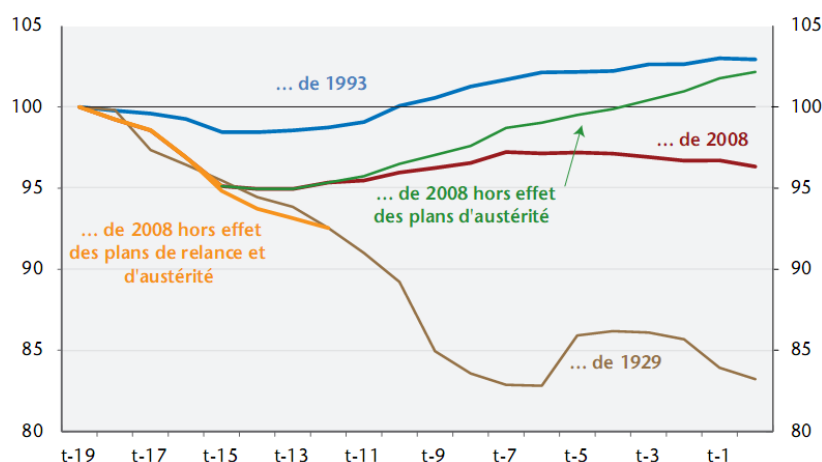
<sup>22</sup> Source : DARES, Avril 2013.

<sup>23</sup> [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ref/EMPSAL13c\\_D1\\_seniors.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/EMPSAL13c_D1_seniors.pdf)

Il n'en reste pas moins que la stagnation économique de la France contraste avec le rebond qui aurait dû être le sien après la crise économique profonde de 2009 : comme le souligne l'OFCE<sup>24</sup>, « en comparaison des récessions précédentes de la période d'après-guerre, la chute du PIB a été vertigineuse : - 4,3 % sur un an au premier trimestre 2009, contre -2,7 % au plus fort de la récession de 1975 et -1 % en 1993 ».

On aurait donc dû s'attendre, d'après les projections de l'institut, à « une croissance spontanée moyenne de près de 2,6 % l'an au cours des années 2013 et 2014 ». Mais ce rebond « est freiné, principalement par la mise en place de plans d'économies budgétaires en France et dans l'ensemble des pays européens ».

Graphique 6 : Evolutions comparées du PIB français par tête pendant les crises<sup>25</sup>



Note : indice 100 en t-19, échelle temporelle en trimestres

Dans ce contexte de rigueur budgétaire, « la situation sur le marché du travail devrait continuer à se dégrader ». Aussi, malgré l'assouplissement de l'objectif budgétaire de réduction du déficit public à 3 % dès 2014, la possible reprise à court terme en France, reste incertaine.

De fait, l'INSEE a annoncé le 15 mai 2013<sup>26</sup> qu'avec un recul du PIB de - 0,2 % au premier trimestre 2013, la France était entrée en récession pour la seconde fois depuis le début de la crise de 2008. Il faut noter qu'en dehors de la précédente récession de 2009, intervenue au début de la même période de crise, la France n'avait connu depuis 1945 que deux autres récessions : en 1974-75,

<sup>24</sup> France : Tenue de rigueur exigée, Revue de l'OFCE, Avril 2013.

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> Informations Rapides n°108, INSEE, mai 2013.

entraînée par le premier choc pétrolier, et en 1992-93, attisée par l'incertitude sur les taux de changes intra-européens et la récession en Allemagne<sup>27</sup>. Cette nouvelle récession en 2013 fait suite à la première chute du pouvoir d'achat des français depuis 1983, qui en 2012 a diminué de -0,9 %.

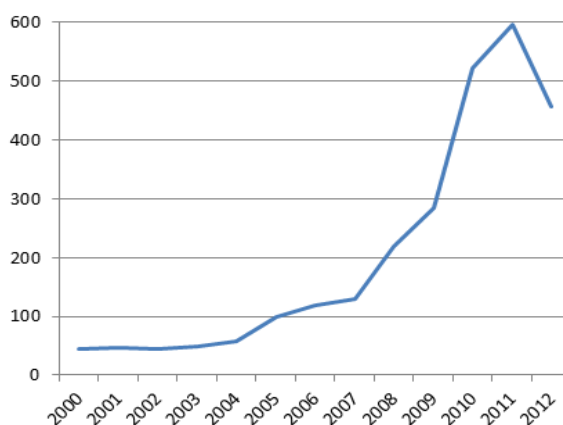
Indépendamment de la question de la compétitivité de l'économie française, comme le conclue l'OFCE, en France « *seul un changement de cap dans la stratégie budgétaire européenne permettrait d'enrayer la hausse du chômage* » et le retour rapide à la croissance.

## 5. Le choc de prix sur les matières premières

La crise économique a également été précédée, puis accompagnée par de multiples chocs sur le coût des matières premières. Cette augmentation rapide des prix est généralisée : elle a touché l'énergie, les métaux industriels ou encore les produits alimentaires.

La forte augmentation du prix des matières premières a d'abord précédé la crise économique. On a ainsi observé au cours de la décennie 2000 une multiplication par douze du prix du minerais de fer importé en Chine<sup>28</sup> (graphique 7), un doublement voire un quadruplement du prix des principaux métaux industriels (graphique 8) et un doublement de l'indice des prix alimentaires mondiaux (graphique 9).

Graphique 7 : Prix du minerais de fer (indice 100 en 2005)

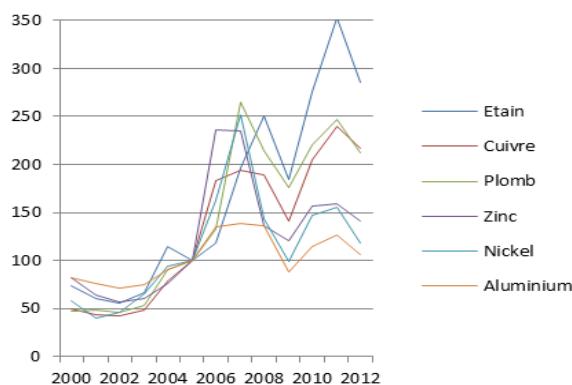


Source : FMI, *Iron Ore, Price Index China import Iron Ore Fines 62 % FE spot (CFR Tianjin port)*.

<sup>27</sup> Décimal n°305, INSEE, mai 2010.

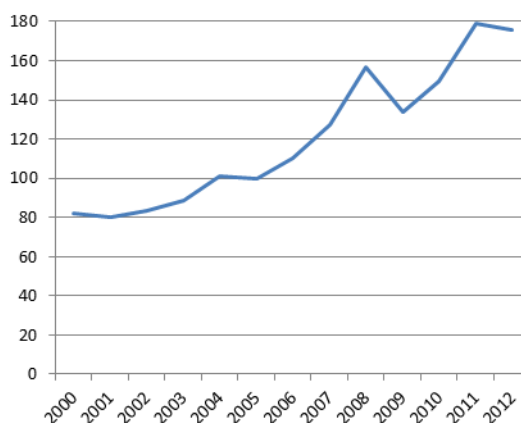
<sup>28</sup> *Benchmark* utilisé par le FMI au niveau mondial.

1 Graphique 8 : Indice prix des métaux (indice 100 en 2005)



2 Source : FMI.

3  
4 Graphique 9 : Indice des prix alimentaires (indice 100 en 2005)



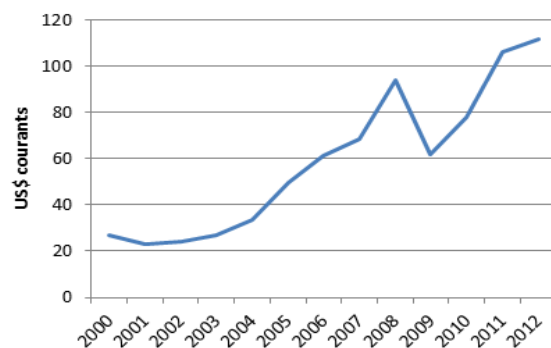
5 Sources : FMI, *Commodity Food Price Index includes Cereal, Vegetable Oils, Meat,*  
6 *Seafood, Sugar, Bananas, and Oranges Price Indices.*

7  
8  
9 Le baril de pétrole a lui aussi connu une flambée sans précédent au cours de  
10 la décennie écoulée. De 26 dollars en 2000, le prix annuel moyen d'un baril de  
11 pétrole a atteint le niveau record de 113 dollars en 2012 (graphique 10).

12 Il est important de noter la magnitude de ce dernier choc. Tout d'abord, le  
13 prix annuel moyen du pétrole, qui avait connu un quadruplement au cours de la  
14 période de forte croissance mondiale de 2000 à 2007 est resté élevé depuis le  
15 début de la crise, malgré une décrue temporaire en 2009. Mais surtout, en

1 corrigeant par l'inflation, on constate qu'en moyenne annuelle jamais le baril n'a  
 2 été aussi cher, pas même au cours du choc pétrolier de 1979 (graphique 11).

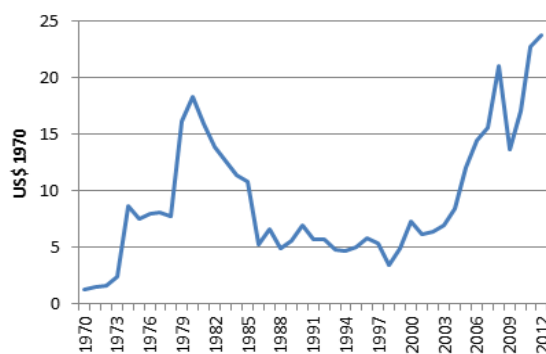
3 Graphique 10 : Prix annuel moyen du baril de pétrole (2000-2012, dollar US  
 4 courants)



5

6

7 Graphique 11 : Prix annuel moyen du baril de pétrole (1970-2012, dollars US  
 8 constants 1970)



9

10

11

Sources graphiques 10 et 11 : Agence internationale de l'énergie.

1 Les causes de cette flambée du prix des matières font l'objet d'une  
 2 controverse. Comme le rappelle une note du Conseil d'analyse stratégique<sup>29</sup>, les  
 3 mouvements brutaux du prix des matières premières pendant la crise « *ont*  
 4 *renouvelé l'intérêt des décideurs publics pour le fonctionnement des marchés*  
 5 *dérivés et leurs interrogations sur la responsabilité des "spéculateurs",*  
 6 *traditionnellement suspectés, lors des crises, d'être à l'origine de la formation*  
 7 *de "bulles" spéculatives* ».

8 Toutefois, s'il « *n'est pas exclu que le développement des marchés*  
 9 *financiers ait pu amplifier les fluctuations de prix* », le CAS conclut que « *la*  
 10 *hausse des prix en 2007-2008 s'explique par l'évolution des fondamentaux du*  
 11 *marché* ». En effet, « *les marchés physiques du pétrole et des matières premières*  
 12 *sont caractérisés par une élasticité de court terme très faible tant du côté de*  
 13 *l'offre que du côté de la demande* ». En cas de déséquilibre entre offre et  
 14 demande, comme c'était le cas lorsque l'économie mondiale tournait à plein  
 15 régime jusqu'en 2007, c'est donc prioritairement par les prix que l'ajustement se  
 16 réalise.

17 Il faut noter que si les prix des matières premières ont connu une première  
 18 baisse en 2009 au cours de la récession mondiale qui a suivi la crise financière,  
 19 ils sont remontés dès 2010 à des niveaux records. La récente détente sur le prix  
 20 de la plupart des métaux ainsi que sur celui des produits alimentaires en 2012 est  
 21 loin de ramener le prix de ces matières premières à leur niveau d'avant crise.  
 22 Quant au pétrole, il a poursuivi sa progression, malgré la faiblesse prolongée de  
 23 l'économie des pays développés.

24 Ce niveau sans précédent du prix des matières premières, s'il n'a pour  
 25 l'instant pas entravé le dynamisme des économies émergentes, pourrait dans  
 26 l'avenir constituer un obstacle à une reprise économique significative dans les  
 27 pays développés.

## 28 **6. Un renforcement des risques systémiques**

29 Au-delà des difficultés conjoncturelles, le prolongement de la crise  
 30 économique en Europe, qui entre en 2013 dans sa cinquième année consécutive,  
 31 est porteuse de risques systémiques.

32 La faillite de la banque américaine *Lehman Brothers* en septembre 2008 a  
 33 révélé l'interdépendance du système financier contemporain et combien la chute  
 34 d'un seul acteur financier risquait d'entraîner celle du système tout entier, lorsque  
 35 cet acteur est d'une taille suffisante. C'est l'existence et la fragilisation de ces  
 36 fameuses banques « *too big to fail* », dont la taille est si importante que leur  
 37 faillite entraînerait celle de nombreux autres acteurs financiers, qui continue de  
 38 faire peser sur l'économie mondiale d'importants risques systémiques.  
 39

---

<sup>29</sup> Volatilité des prix des matières premières, Note 206, Conseil d'analyse stratégique, janvier 2011.

1 Dans le cas européen, l'exposition des principales banques du continent aux  
 2 dettes souveraines des Etats d'Europe du Sud constitue le principal facteur de  
 3 risque. De surcroît, comme le souligne la Banque de France<sup>30</sup>,  
 4 « l'interdépendance entre crise bancaire et crise de la dette souveraine apparaît  
 5 comme un fait saillant de la crise de la zone euro », même si ce « n'est  
 6 assurément pas un trait spécifique à la zone ». De fait, « les banques  
 7 domestiques détiennent à leur bilan une proportion considérable de la dette  
 8 émise par l'Etat », si bien que les doutes sur la solvabilité d'un état rejaillissent  
 9 immédiatement sur celles des banques nationales. A l'inverse, si les banques  
 10 domestiques se voient fragilisées, c'est aux Etats qu'il revient de leur porter  
 11 assistance : « cette interdépendance à double sens constitue une des spécificités  
 12 de la zone euro qui la rend particulièrement fragile ». Cette spécificité renvoie  
 13 au rôle de la BCE qui ne peut, contrairement à d'autres banques centrales,  
 14 financer les déficits publics.

15 C'est en ce sens que des « stress-tests » ont été conduits par l'Autorité  
 16 bancaire européenne (ABE) en 2010 et 2011<sup>31</sup>. Ces tests se focalisaient  
 17 notamment sur l'impact d'une restructuration de la dette souveraine de certains  
 18 Etats européens, et celui d'un choc macroéconomique important – par exemple  
 19 une récession. Le test de 2011, conduit sur 90 banques européennes pour la  
 20 période 2010-2012 concluait à une certaine robustesse du système bancaire  
 21 européen. En effet, dans les scénarios retenus, seules « huit banques passent sous  
 22 le seuil de 5 % pour le ratio de solvabilité Core Tier 1 », indicateur au-dessous  
 23 duquel le test est considéré comme un échec.

24 Toutefois, comme le relevait un rapport de l'OCDE<sup>32</sup>, il convient de  
 25 relativiser la significativité de ces stress-tests, qui ne sont conduits que sur les  
 26 portefeuilles de négociation. Or « la majorité de la dette souveraine détenue par  
 27 les banques se trouve sur leur portefeuille d'investissement », qui n'est pas  
 28 considéré dans les tests de l'ABE. En conséquence, les tests de 2010 et 2011  
 29 minimisaient le risque lié aux dettes souveraines pour les banques du continent.

30 Les prochains stress-tests européens sont programmés pour le courant de  
 31 l'année 2013. Depuis 2011, la conjoncture économique s'est encore dégradée en  
 32 Europe. Avec un PIB en recul de 0,6 %, la zone euro a connu au dernier trimestre  
 33 2012 son cinquième trimestre consécutif de récession. Les pays d'Europe du Sud  
 34 s'enfoncent progressivement dans la dépression économique, Grèce et Espagne  
 35 en tête, et on assiste à une résurgence des risques souverains – notamment avec la  
 36 crise chypriote de mars 2013.

37

<sup>30</sup> Une relation risquée : l'interdépendance entre dette bancaire et dette souveraine et la stabilité financière dans la zone euro, Banque de France, avril 2012

<sup>31</sup> 2011 EU-wide Stress Test Aggregate Report, European banking authority, juillet 2011.

<sup>32</sup> The EU Stress Test and Sovereign Debt Exposures, Blundell-Wignall A. et Slovik P., août 2010.



1 Le risque systémique financier est donc plus que jamais présent en Europe.  
 2 Le projet d'Union bancaire européenne vise à réduire ce risque. Comme le  
 3 rappelle un rapport récent de la Fondation Robert Schuman<sup>33</sup>, une  
 4 Union bancaire parachevée sur le continent comprendrait « *un règlement*  
 5 *uniforme ; une surveillance bancaire européenne ; un régime de résolution*  
 6 *européen comprenant un fonds de résolution bancaire ; et des systèmes de*  
 7 *garantie des dépôts harmonisés* ».

8 Un tel dispositif permettrait de « *maintenir la stabilité financière grâce à*  
 9 *une surveillance et une gestion de crise efficaces* », mais aussi de « *briser le*  
 10 *cercle vicieux [de l'interdépendance entre fragilité bancaire et risque*  
 11 *souverain], en affaiblissant les rapports qui unissent un système bancaire*  
 12 *national et le secteur public du pays dont il dépend juridiquement* ». Cet  
 13 ensemble de mesures rendrait possible une réduction significative du risque de  
 14 contagion des crises financières à travers le continent.

15 La première étape vers la réalisation de l'Union bancaire est la mise en  
 16 place du Mécanisme unique de supervision (MSU)<sup>34</sup>. Ce nouvel organisme  
 17 européen, qui réunira la Banque centrale européenne et les autorités nationales  
 18 compétentes, supervisera directement les banques de la zone euro dont les actifs  
 19 dépassent 30 milliards d'euro et/ou 20 % du PIB du pays d'origine. Le MSU ne  
 20 pourra, toutefois, pas avoir d'impact sur le court-terme, puisque qu'il ne devrait  
 21 pas être opérationnel avant la mi-2014.

22 Si le principal risque systémique est d'ordre financier, il ne doit pas  
 23 occulter les autres facteurs de risques conjoncturels importants. En Europe, on  
 24 peut souligner en particulier la montée du chômage, porteuse de risques de  
 25 tensions sociales.

26 Le taux de chômage atteint désormais des niveaux extrêmement élevés en  
 27 Espagne et en Grèce : au premier trimestre 2013, il dépasse 27 % dans ces deux  
 28 pays. Le chômage chez les jeunes de moins de 25 ans connaît une augmentation  
 29 plus forte encore : en février 2013, il atteignait 64,3 % en Grèce et 56,5 % en  
 30 Espagne. De tels niveaux compromettent la stabilité sociale et politique du pays.

31 L'expansion importante du secteur informel au sein de ces économies  
 32 semble pour l'instant avoir permis de maintenir la stabilité sociale. Mais de  
 33 l'aveu même d'un syndicaliste espagnol, « *sans l'économie souterraine, il y*  
 34 *aurait déjà eu une révolution ici* »<sup>35</sup>.  
 35

---

<sup>33</sup> *Union bancaire : de la théorie à la pratique*, Ackermann J., Fondation Robert Schuman, mars 2013.

<sup>34</sup> *Une étape essentielle vers une véritable union bancaire en Europe*, MEMO/13/251, mars 2013.

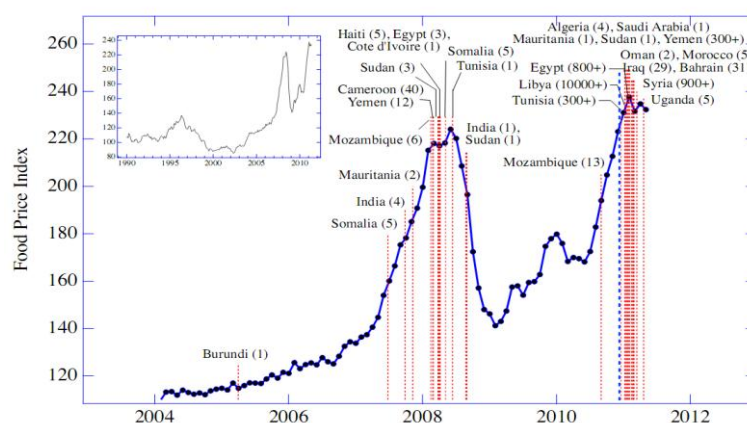
<sup>35</sup> Gonzalo Fuentes, secrétaire général du syndicat des Commissions ouvrières en Andalousie, *Le Monde* du 25 avril 2013.

Plus largement, les crises conjoncturelles détaillées plus haut sont porteuses de risques sociaux et politiques importants. C'est particulièrement le cas du prix élevé des matières premières, qui implique un renchérissement important du coût des produits de bases pour les consommateurs – notamment en ce qui concerne les produits alimentaires.

Un rapport récent de l'institut américain *New England complex systems institute*<sup>36</sup> conclue à un lien de causalité entre le prix élevé des produits alimentaires de base d'une part – tel que mesuré par l'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture – et les émeutes de la faim observées en 2008 et 2011 d'autre part.

Cette étude identifiait un seuil au-delà duquel le déclenchement d'émeutes de la faim devenait plus probable au sein des pays en développement (graphique 12). Les auteurs concluent même que les prix élevés du blé et du pain constituent le déclencheur immédiat des révolutions d'Afrique du Nord et du Proche Orient de 2011, communément regroupées sous l'appellation de « printemps arabe » – même si des causes structurelles plus profondes étaient bien entendu à l'œuvre lors du renversement des gouvernements tunisien, égyptien et libyen. Un tel lien entre prix alimentaire et révolution ne serait toutefois pas sans précédent historique : on pourra noter par exemple la mauvaise récolte de l'été 1788, qui a précédé et contribué à la révolution de 1789 en France<sup>37</sup>.

Graphique 12 : Indice et des prix alimentaires et instabilité sociale ou politique (2004-2011)



NB : le bilan des différentes émeutes est reporté entre parenthèses.

<sup>36</sup> *The food crises and political instability in North Africa and the Middle East*, New England complex systems institute, septembre 2011.

<sup>37</sup> *Dictionnaire de l'Histoire de France*, Larousse, 2005.

Sur le plan social et politique, il convient donc de ne pas sous-estimer les risques d'instabilité systémiques que font courir dans les pays en voie de développement le maintien à un niveau élevé du prix des denrées de base, alimentaire ou énergétique.

#### B - ... QUI RÉVELE L'ÉPUISEMENT DE L'ANCIEN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Une approche purement conjoncturelle masquerait les évolutions structurelles vécues à l'échelle nationale, continentale et mondiale. Cette longue période de crise peut être considérée comme une crise systémique du modèle, dominé par la finance, mis en place dans les années 1980. Elle se combine avec une crise du développement mis en œuvre depuis la révolution industrielle. Au-delà même du réchauffement climatique, conséquence de la combustion excessive des réserves fossiles, les niveaux de consommation de ressources naturelles des pays occidentaux ne sont ni soutenables en l'état, ni a fortiori généralisables aux neuf à dix milliards d'êtres humains qui pourraient peupler la planète d'ici 2050.

Il convient toutefois de reconnaître que la mondialisation croissante de la production des biens et services a favorisé le décollage d'un certain nombre de pays dits émergents. Mais si elle a fourni des revenus à plusieurs centaines de millions d'individus, la mondialisation a aussi provoqué dans les pays comme le nôtre la destruction de certaines filières industrielles, entraînant des conséquences économiques et sociales toujours perceptibles.

#### 1. Le monde bascule vers l'Asie

La décennie 2000 a été marquée par la montée en puissance des pays émergents, en particulier des nouvelles puissances économiques d'Asie. Cette évolution n'est pourtant pas récente. Elle traduit au contraire un mouvement de fond qui depuis plusieurs décennies voit le centre de gravité de l'économie mondiale se déplacer inexorablement de l'Atlantique vers le Pacifique.

Après le miracle économique japonais des années 1950 et 1960, qui avait vu le Japon devenir la deuxième puissance économique mondiale dès 1968, ce fut au tour de ce que l'on a appelé les « Tigres asiatiques » (Taïwan, Corée du Sud, Singapour et Hong Kong) de connaître un décollage industriel accéléré avec des croissances annuelles atteignant une moyenne de 7,5 % du début des années 1960 jusqu'en 1990<sup>38</sup>.

Mais c'est bien entendu l'avènement du géant économique chinois qui constitue le point charnière du basculement de l'économie mondiale vers l'Asie. Après les réformes économiques entreprises par Deng Xiaoping à partir de 1979, la Chine connaît une industrialisation accélérée, obtenant une croissance moyenne de 10 % par an de 1980 à 2010. Cette période de développement

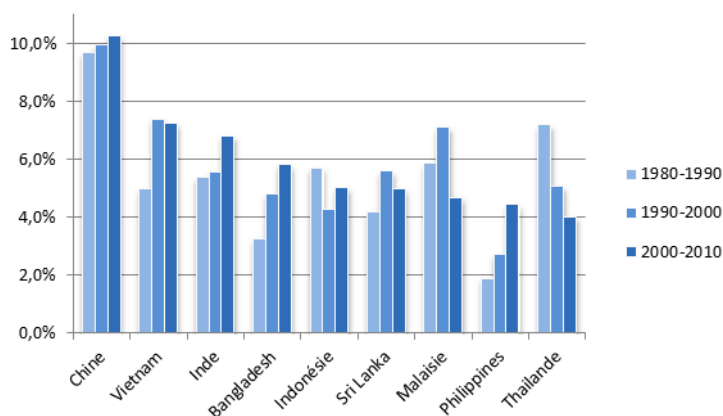
---

<sup>38</sup> Source : FMI.

exceptionnelle a conduit la Chine à devenir la deuxième puissance économique mondiale en 2010.

Le développement de l'Asie ne saurait toutefois se résumer à l'ascension chinoise, et concerne au contraire l'ensemble du continent. C'est d'autant plus le cas que « *la Chine s'est placée au centre d'un système de segmentation des processus de production entre les pays d'Asie* », <sup>39</sup> à travers lequel la Chine entraîne ses voisins dans son ascension. On pourra noter parmi les plus dynamiques l'Inde, désormais 10<sup>e</sup> économie mondiale, mais aussi l'Indonésie et le Vietnam qui tous deux ont connu des taux de croissance moyens supérieurs à 5 % au cours de la décennie écoulée (graphique 13). Ces pays avaient pour principal levier de croissance l'exportation de leurs productions. Depuis que les pays occidentaux traversent une longue période de croissance faible ou nulle voire de récession, cette stratégie est remise en cause : il faudrait alors que la baisse des exportations soit compensée par une consommation intérieure en hausse. Pour ce faire, le revenu salarial devrait croître sensiblement pour tirer la demande solvable interne. Il en résulterait une hausse des coûts de production et une baisse de la compétitivité-coût des entreprises installées dans ces pays. Ce processus a déjà commencé en Chine où le salaire par tête dans l'industrie manufacturière a fortement augmenté ces dernières années, notamment sous l'effet des mobilisations ouvrières.

Graphique 13 : Taux de croissance économique annuel moyen dans les principales économies émergentes d'Asie (1980-2010)

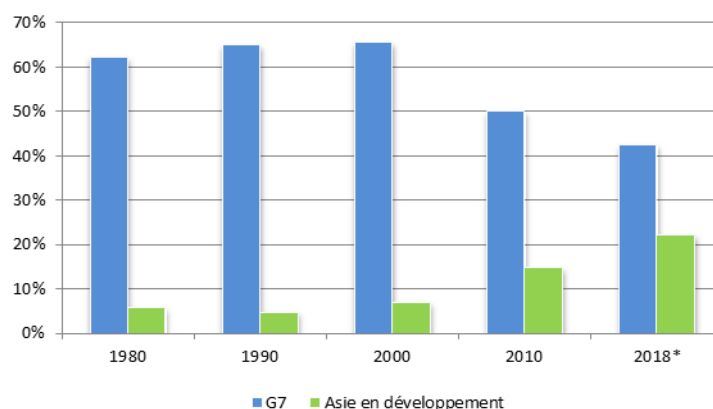


Source : FMI.

<sup>39</sup> *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique*, Conseil d'analyse économique, 2011.

Cette ascension économique a radicalement modifié le poids des économies asiatiques dans l'économie mondiale au cours des vingt dernières années. Les économies du groupe « Asie en développement » du FMI<sup>40</sup>, qui ne représentaient que 6 % de l'économie mondiale en 1980, concentraient en 2010 plus de 15 % du PIB mondial. Le FMI projette même que cette proportion devrait augmenter à 22 % d'ici 2018. Sur la même période, la part des économies de l'ancien G7<sup>41</sup> dans l'économie mondiale devrait diminuer de 62 % en 1980 à 43 %.

Graphique 14 : Part du G7 et de l'Asie en développement dans le PIB mondial (1980-2018)



Source : FMI

\*Projection du FMI

Un phénomène identique est observable au niveau du commerce international. Prise dans son intégralité, l'Asie représentait 37 % des exportations mondiales de produits manufacturés en 2011, talonnant ainsi l'Europe, toujours première exportatrice mondiale à 43 %<sup>42</sup>.

Par ailleurs, l'émergence économique de l'Asie s'est essentiellement construite sur le développement industriel : la part de l'énergie consommée par le continent et surtout celle des émissions de gaz à effet de serre a donc crû encore plus vite que son poids dans l'économie mondiale. Ainsi, avec 41,3 % de sa valeur ajoutée produite dans l'industrie, la Chine est, par exemple, devenue le premier consommateur d'énergie au monde en 2009, devant les Etats-Unis et le

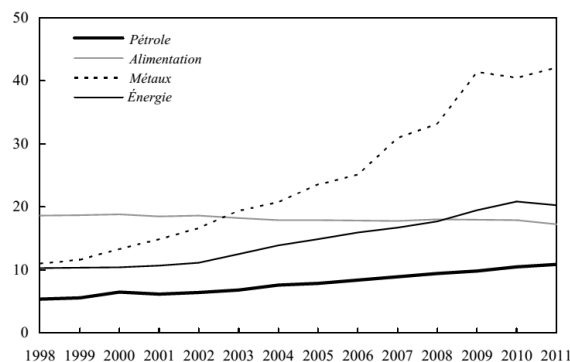
<sup>40</sup> Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Laos, Malaisie, Mongolie, Népal, Papouasie Nouvelle Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Timor oriental, Vietnam et pays insulaires de l'océan Pacifique.

<sup>41</sup> Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.

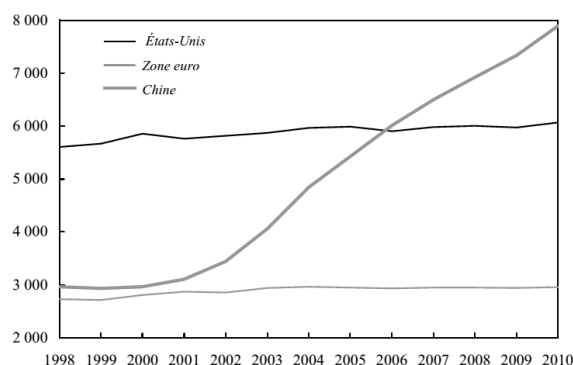
<sup>42</sup> Source : OMC.

premier émetteur de CO<sub>2</sub> dès 2006<sup>43</sup>. Plus généralement, l'industrie chinoise consomme une part énorme des matières premières disponibles à l'échelle mondiale, contribuant sensiblement à l'augmentation continue de leurs prix.

Graphique 15 : Chine : consommation de matières premières, en pourcentage de la consommation mondiale



Graphique 16 : Emission de CO<sub>2</sub>, en millions de tonnes



Sources : *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique*, Conseil d'analyse économique, 2011

Le déplacement de l'activité économique vers l'Asie marginalise partiellement le tissu industriel européen. Comme le souligne un rapport du Conseil d'analyse économique précédemment cité, « l'intégration productive de l'Asie lie la situation économique des pays d'Asie à celle de la Chine, et renforce

<sup>43</sup> Source : Agence internationale de l'énergie.

la perte de substance industrielle de l'Europe et des États-Unis qui ne participent pas à cette chaîne segmentée de production asiatique ».

Historiquement, une part importante de cet essor industriel s'est construite sur la forte inégalité entre les salaires horaires industriels européens ou américains d'une part et asiatiques d'autre part. Pour ne reprendre que l'exemple chinois, le CAE note qu'en 2011 « *le salaire horaire dans l'industrie, charges comprises, est vingt fois plus faible en Chine qu'aux États-Unis, trente fois plus faible qu'en France* ». Dès lors, « *la concurrence de la Chine a certainement contribué à freiner les hausses de salaires dans les pays de l'OCDE depuis la fin des années quatre-vingt-dix* ».

Il convient toutefois de relativiser l'avantage prix du salaire horaire nominal. En termes de coûts salariaux unitaires, qui prennent en compte les différences de productivités entre pays, l'écart est bien moins grand. C'est plus particulièrement le cas en Chine, où les augmentations de salaires importantes accordées aux salariés chinois ces dernières années ont d'autant plus réduit cet écart. Comme le souligne l'économiste Patrick Artus<sup>44</sup>, si en 2010 le niveau des coûts salariaux unitaires de la Chine approchait encore « *60 % de celui des États-Unis et moins de 50 % de celui de la zone euro ou de la France* », fin 2012 il « *n'est plus que de 30 % inférieur à celui des États-Unis* ».

Dès lors, la Chine voit ses coûts salariaux unitaires dépasser ceux « *des pays émergents d'Asie à salaires faibles : Vietnam, Philippines, Indonésie, Inde, Cambodge* ». Ceci contribue encore davantage au mécanisme d'intégration du tissu productif asiatique, qui voit ces nouveaux pays émergents entreprendre à leur tour leur décollage industriel dans le sillage chinois. On assiste donc bien désormais à l'émergence de l'ensemble du continent asiatique.

Mais du point de vue occidental, le décollage industriel de l'Asie a contribué à un transfert de production industrielle, provoquant « *une profonde désindustrialisation, particulièrement en France et aux États-Unis* », qui « *touche tous les secteurs industriels* ».

Qu'il s'agisse de la demande accrue en énergie et en matière première, de l'augmentation rapide des émissions de gaz à effet de serre, ou encore du transfert de production industrielle, ce basculement structurel du monde vers l'Asie a donc de profondes répercussions économiques, industrielles, sociales et environnementales, lourdes de conséquences pour l'économie française et européenne.

## 2. Le défi des changements climatiques

Le dernier rapport en date du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dressait en 2007 ce constat sans équivoque : « *l'essentiel de l'élévation de la température moyenne du globe observée depuis*

<sup>44</sup> En 2013, ne faut-il plus compter sur la Chine ?, *Le Point*, 31 décembre 2012.

1 *le milieu du XXe siècle est très probablement attribuable à la hausse des*  
 2 *concentrations de gaz à effet de serre anthropiques »<sup>45</sup>.*

3 Au-delà de cette conclusion, comme le rappelle le Conseil d'analyse  
 4 stratégique<sup>46</sup>, « *les rapports successifs du GIEC [...] ont également souligné les*  
 5 *risques de catastrophes irréversibles et la nécessité d'intervenir rapidement pour*  
 6 *limiter la hausse de la température moyenne mondiale* ». Le constat et l'urgence  
 7 restent prégnants dans la littérature scientifique à la base du nouveau rapport en  
 8 cours de discussion<sup>47</sup>.

9 Le changement climatique est présent dans le débat international depuis  
 10 plus de vingt ans. Son entrée s'est faite avec l'établissement de la  
 11 Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC),  
 12 signée au sommet Planète Terre à Rio en 1992. Dans ce cadre, des négociations  
 13 internationales annuelles sur les moyens de limiter les émissions de gaz à effet de  
 14 serre (GES) se tiennent depuis la première Conférence des parties (COP),  
 15 organisée à Berlin en 1995.

16 La signature du protocole de Kyoto à la troisième COP en 1997 avait  
 17 soulevé l'espoir d'une réduction des émissions annuelles de GES au cours de la  
 18 décennie 2000. Les pays riches signataires s'engageaient en effet à « *une*  
 19 *réduction totale d'émissions de gaz à effet de serre d'au moins 5 % par rapport*  
 20 *aux niveaux de 1990 durant la période d'engagement 2008-2012* »<sup>48</sup>. Néanmoins  
 21 la mise en application du traité s'est vue très rapidement compromise par la non-  
 22 participation des deux principaux émetteurs mondiaux de GES : les Etats-Unis,  
 23 signataires n'ayant jamais ratifié le protocole, et la Chine, exemptée en tant que  
 24 pays alors considéré en voie de développement.

25 De fait, quinze années plus tard l'objectif global est loin d'être atteint. Loin  
 26 d'une réduction, on a observé une accélération du rythme annuel des émissions  
 27 de GES au cours de la décennie écoulée : de 1990 à 2000, les émissions  
 28 mondiales avaient augmenté de 1 % par an, pour atteindre 24,8 milliards<sup>49</sup> de  
 29 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> en 2000 ; de 2000 à 2010 elles ont progressé de 3,1 %, et  
 30 continuent sur ce rythme, pour atteindre 34,7 milliards de tonnes d'équivalent  
 31 CO<sub>2</sub> en 2011. Cela représente une augmentation de 54 % par rapport au niveau  
 32 de 1990.

33 Le bilan du protocole de Kyoto, s'il n'est pas entièrement négatif, apparaît  
 34 aujourd'hui très insuffisant. Certes, nombre de pays qui s'étaient engagés à

---

<sup>45</sup> *Changements Climatiques 2007*, Rapport de synthèse, groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

<sup>46</sup> *Où vont les négociations climatiques internationales ?*, Conseil d'analyse stratégique, novembre 2012.

<sup>47</sup> Le 5<sup>ème</sup> rapport du GIEC sera publié en 2014.

<sup>48</sup> *Protocole de Kyoto*, UNFCCC, 1997.

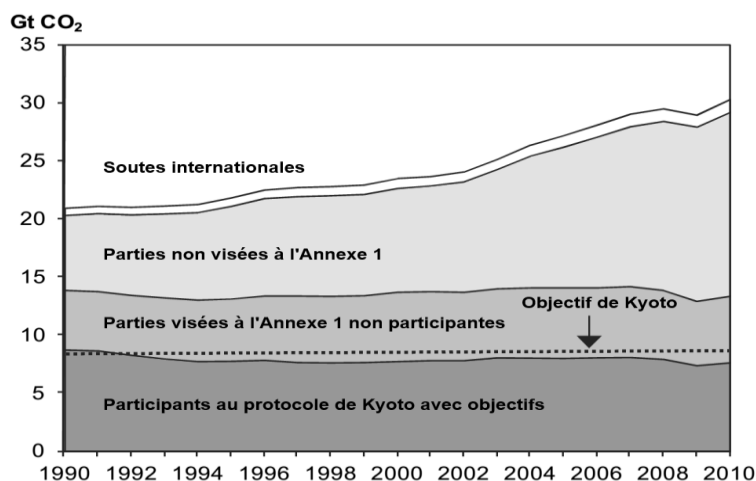
<sup>49</sup> *Global, regional, and national fossil-fuel CO<sub>2</sub> emissions, 1990-2010*, T.A., G. Marland, et R.J. Andres, Carbon dioxide information analysis center, Oak ridge national laboratory, US department of energy, 2011.



réduire leurs émissions de GES ont tenu leurs objectifs – mieux, dans la plupart des cas, ils les ont dépassés. En vérité, comme l'illustre un rapport de l'Agence internationale de l'énergie<sup>50</sup>, l'augmentation des émissions mondiales est intégralement issue des pays non visés à l'annexe 1 de la convention fondatrice de l'UNFCCC (graphique 17). L'annexe 1 de cette convention comportait les pays développés et en transition (de l'ancien bloc soviétique), tels qu'identifiés en 1992. Les pays non visés par cette annexe regroupent donc en fait les pays considérés comme en voie de développement au début des années 1990, et dont l'industrie restait alors peu ou pas développée.

Afin de ne pas entraver leur essor économique et sur la base des critères d'équité de l'ONU<sup>51</sup>, ces pays furent exemptés des objectifs du protocole de Kyoto. Mais au cours de ces deux dernières décennies, certains d'entre eux ont connu une ascension économique et industrielle telle que leurs émissions de GES ont rejoint, si ce n'est dépassé, celles des pays développés. Le cas le plus emblématique est une fois encore celui de la Chine, pays non visé à l'annexe 1, mais premier émetteur mondial depuis 2006.

Graphique 17 : Emissions de CO<sub>2</sub> et objectifs du Protocole de Kyoto (1990-2010)



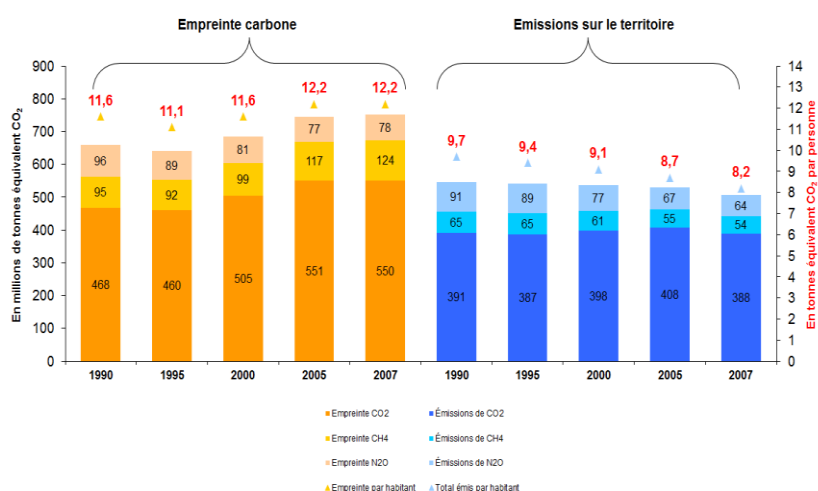
Source : *CO<sub>2</sub> Emissions from fuel combustion – Highlights 2012*, Agence internationale de l'énergie, 2012.

<sup>50</sup> *CO<sub>2</sub> emissions from fuel combustion – Highlights 2012*, Agence internationale de l'énergie, 2012.

<sup>51</sup> Les « *responsabilités communes mais différenciées* » de la Convention de Rio signifient que les pays qui ont une responsabilité historique des émissions et une capacité économique et technique pour agir doivent s'engager les premiers dans l'action.

Cependant, même pour les pays développés qui ont réduit leurs émissions dans le cadre du protocole de Kyoto, notamment l'UE dont la France, les résultats sont en trompe l'œil. Les émissions sur les territoires se sont réduites, grâce aux mesures d'efficacité énergétique, mais aussi à cause de la baisse de production liée à la crise économique et aux délocalisations de certains gros émetteurs (cimentiers, raffineries, etc.). En revanche, l'empreinte carbone des consommations domestiques a progressé. En quelque sorte, avec la croissance des importations d'objets manufacturés, nous sommes à l'origine d'émissions de CO<sub>2</sub> « gris » dans les pays émergents qui fabriquent ces objets<sup>52</sup>. Ce débat n'a fait irruption que récemment et peut compliquer encore les discussions internationales.

Graphique 18 : Empreinte carbone de la demande finale nationale



Sources : SOeS d'après AIE, Citepa (version 2009 de l'inventaire des émissions de GES pour la CCNUCC : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques protocole de Kyoto), Douanes, Eurostat, Insee.

Le calcul de cette empreinte carbone se base sur trois GES : le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O), qui représentent 97 % des six GES pris en compte par le protocole de Kyoto.

En 2007, l'empreinte carbone par Français était de l'ordre de 12 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an, contre 8 tonnes pour les GES émis sur le territoire métropolitain. De 1990 à 2007, l'empreinte carbone par personne a augmenté de 5 %, alors que le niveau moyen par personne des émissions sur le territoire diminuait de 15 %. Au cours de cette période, les émissions associées aux

<sup>52</sup> *Le facteur 4 en France : la division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050* – CGEDD – février 2013, p. 6, point clé n°2. [http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/008378-01\\_rapport-final\\_cle0aca84.pdf](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/008378-01_rapport-final_cle0aca84.pdf).

importations se sont accrues de 64 % pour atteindre près de la moitié de l'empreinte carbone de la consommation de la France en 2007.

Les négociations de la quinzième Conférence des Parties, organisée en 2009 à Copenhague, devaient aboutir à un nouvel accord international destiné à remplacer le protocole de Kyoto, dont la période d'application a pris fin en 2012. Ce sommet, auquel avaient participé la plupart des chefs d'état du G20 et qui avait bénéficié d'une couverture médiatique remarquable, a finalement déçu, malgré la reconnaissance par la communauté internationale de la référence aux travaux du GIEC et l'engagement à prendre des mesures pour éviter un réchauffement de plus de 2°C en 2100.

Même si le scepticisme climatique s'est plus développé via les media anglo-saxons et dans un contexte de polarisation politique sur le thème des climats aux Etats-Unis, la France n'est pas immune. Ainsi, « *la part de la population française reconnaissant que le changement climatique nécessite des actions immédiates est passée de 79 % en 2007 à 62 % en 2010* »<sup>53</sup>.

Il y a pourtant bien urgence. La concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère a atteint le niveau record de 400 ppm en mai 2013<sup>54</sup>. Cette concentration n'était encore que de 315 ppm en 1960. Par ailleurs, il est communément admis que le seuil d'une augmentation de la température moyenne du globe de 2 degrés Celsius au-dessus du niveau pré-industriel, considéré comme la frontière au-delà de laquelle le changement climatique deviendrait impossible à arrêter et irréversible, serait franchi si la concentration en CO<sub>2</sub> dépassait 450 ppm. Au rythme actuel, ce sera chose faite avant 2030<sup>55</sup>.

Si la plupart des conséquences désastreuses du changement climatique ne se matérialiseront qu'à moyen et long terme, certaines se font déjà ressentir dès aujourd'hui. La fonte de la banquise arctique a connu ainsi une très forte accélération au cours de la décennie écoulée et a battu un nouveau record en septembre 2012, point bas du cycle annuel de fonte. La banquise d'été a désormais perdu près de 50 % de son étendue mais surtout plus de 80 % de son volume par rapport au début des années 1980<sup>56</sup>.

A ce rythme, le glaciologue Peter Wadhams, directeur du groupe de physique océanique polaire à l'université de Cambridge, considère même que la banquise arctique estivale pourrait disparaître complètement d'ici 2016. Les conséquences précise-t-il, seraient « terribles » : « *lors de la fonte de la banquise au cours de l'été, l'océan Arctique se réchauffe (pour atteindre 7°C en surface*

<sup>53</sup> *Sondage national sur la connaissance et les perceptions du stockage géologique du CO<sub>2</sub> par les Français en 2010*, ADEME et MEDDAT, 2011.

<sup>54</sup> ppm : parties par million ; Observatoire de Mauna Loa, US National Oceanic & Atmospheric Administration.

<sup>55</sup> *World Energy Outlook 2012*, Agence Internationale de l'Energie.

<sup>56</sup> *Pan-Arctic Ice-Ocean Modeling and Assimilation System (PIOMAS)*, Jinlun, Z. et Rothrock, D.A., Polar science center, Université de Washington, 2012.

1 en 2011), ce qui réchauffe également le plancher océanique. Les plateaux  
 2 continentaux de l'océan Arctique sont composés de permafrost, des sédiments  
 3 gelés déposés au cours du dernier âge glaciaire. Lorsque l'eau se réchauffe, le  
 4 permafrost fond et libère de vastes quantités de méthane, un gaz à effet de serre  
 5 [25 fois plus puissant que le CO<sub>2</sub>], qui accéléreront fortement le changement  
 6 climatique mondial »<sup>57</sup>.

7 Les rapports du GIEC pointent vers une augmentation de la fréquence et de  
 8 l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes à mesure que la température  
 9 moyenne s'élèvera. Une discussion s'est même engagée dans la littérature  
 10 scientifique pour attribuer aux changements climatiques certains phénomènes  
 11 météorologiques extrêmes : une étude du Met Office britannique<sup>58</sup>, qui note que  
 12 « l'été 2003 a sans doute été le plus chaud depuis 1500 en Europe », conclut  
 13 « qu'il est très probable [...] que l'influence humaine ait au moins doublé le  
 14 risque d'une telle canicule ».

15 Au-delà de la communauté scientifique, la matérialisation des impacts du  
 16 changement climatique est déjà reconnue par certains acteurs de la sphère  
 17 économique. C'est notamment le cas des assureurs, dont l'activité est en première  
 18 ligne face aux conséquences des événements météorologiques extrêmes. Ainsi  
 19 l'assureur Axa reconnaît-il que « à l'avenir, nous sommes susceptibles de  
 20 connaître une intensification des cyclones tropicaux, un changement de  
 21 trajectoire des cyclones extratropicaux vers les pôles dans les deux hémisphères,  
 22 ainsi que des précipitations abondantes et des inondations dans de nombreuses  
 23 régions du monde. Globalement, nous devrions assister à une volatilité plus forte  
 24 des phénomènes climatiques extrêmes »<sup>59</sup>.

25 Affirmant que « les catastrophes naturelles sont un risque toujours plus  
 26 grand pour la population », Axa admet aussi que « pour le secteur de  
 27 l'assurance, [ces catastrophes] constituent à la fois une menace et une  
 28 opportunité ». Comptant parmi les acteurs économiques les plus exposés aux  
 29 impacts du changement climatique, « le secteur de l'assurance [...] doit remplir  
 30 le rôle fondamental qui lui revient en soutenant, voire en initiant une réponse  
 31 globale au changement climatique ».

32 Le changement climatique continue de poser un défi majeur à l'ensemble  
 33 de la planète, et par ses conséquences potentielles constitue sans doute le facteur  
 34 de crise structurelle le plus fondamental au XXI<sup>e</sup> siècle. Pourtant, malgré les  
 35 avertissements répétés du GIEC, dont la publication du prochain rapport  
 36 s'étendra de fin 2013 à fin 2014, malgré la multiplication des signes concrets  
 37 d'une modification du climat planétaire, les négociations climatiques

<sup>57</sup> Arctic expert predicts final collapse of sea ice within four years, *The Guardian*, 17 septembre 2012.

<sup>58</sup> Human contribution to the European heatwave of 2003, Scott P., Stone D., Allen M., *Nature* 432, Décembre 2004.

<sup>59</sup> Risques climatiques, Les Cahiers d'Axa n°4, Octobre 2012.

internationales semblent rester pour l'instant dans l'impasse. La France aura bientôt un rôle d'importance à y jouer, puisque notre pays a proposé de recevoir la Conférence des Parties de 2015. Celle-ci devrait parvenir à un cycle de négociations entamé à Durban en 2011 sur l'engagement de conclure un accord mondial à cette échéance. Dans ce cadre, le rôle du pays hôte ne saurait être sous-estimé : le CESE ne peut qu'encourager le Gouvernement à consacrer ses meilleurs efforts à l'atteinte d'objectifs ambitieux face à l'ampleur des enjeux pour l'humanité.

### 3. Une augmentation des migrations

D'après les dernières estimations de l'ONU<sup>60</sup>, « *le nombre des migrants dans le monde est passé de 155 millions en 1990 à 214 millions en 2010* ». Cette augmentation doit cependant être comparée à l'accroissement général de la population mondiale : en proportion, sur la même période, le nombre de migrants n'est en effet passé que de 2,9 % à 3,1 % de la population mondiale.

Comme le rappelle l'ONU, ces migrations sont principalement liées « *à la quête de meilleures perspectives d'emploi et de formation, à la réalisation d'aspirations individuelles, au désir de fuir la pauvreté, à l'instabilité politique, aux conflits ou aux violations des droits de l'homme [et aux] déplacements causés par les catastrophes naturelles, d'origine humaine ou [dues à] la dégradation de l'environnement* ».

Les mouvements de population sont désormais un phénomène global, qui ne se résume plus à l'émigration des populations du Sud vers les pays du Nord. Ainsi, les migrations entre pays émergents ou en développement sont en plein essor : « *en 2010, parmi les 43 pays qui accueillent un million d'immigrants ou plus, 24 étaient aussi le lieu d'origine de plus d'un million d'émigrés* ».

Les pays développés n'en restent pas moins, et de loin, les premiers pôles d'attraction des flux migratoires mondiaux : à elles seules l'Europe et l'Amérique du Nord comptent plus de migrants internationaux que l'ensemble des autres continents réunis. C'est particulièrement le cas du continent européen, devenu « *en 2000 la région qui accueille le plus grand nombre de migrants internationaux, dépassant l'Asie* ».

Si la proportion de migrants dans la population mondiale est restée stable au cours des deux dernières décennies, cette moyenne masque de fortes disparités régionales. Dans les pays développés notamment, la combinaison de flux d'immigration importants et d'une faible croissance démographique a conduit à « *une augmentation du pourcentage de migrants* ».

---

<sup>60</sup> L'évolution des migrations : aspects démographiques, Commission de la population et du développement, ONU, avril 2013.

Dans le cas européen, la faiblesse démographique du continent rend cette immigration indispensable. Dans un rapport récent<sup>61</sup>, la Commission européenne rappelait, en effet, que « *la migration est le principal moteur de l'évolution démographique de l'Union Européenne* ». Avec 857 000 entrées nettes, l'immigration a représenté en 2009 près de « *63 % de la croissance démographique totale* ».

Pour les pays européens, l'arrivée de ces nouveaux migrants a représenté une véritable manne : « *entre 2000 et 2005, les ressortissants de pays tiers ayant immigré dans l'UE ont représenté plus d'un quart de la hausse globale de l'emploi et 21 % de la croissance du PIB moyen dans l'EU- 15* ».

Toutefois, si le bilan économique de l'immigration en Europe reste globalement très positif, l'importance des flux migratoires considérés ne va pas sans soulever un certain nombre de défis, notamment en temps de crise économique. Aussi, afin que les immigrés puissent contribuer au mieux à l'économie européenne, « *l'Union doit reconnaître et soutenir la contribution des migrants à la croissance économique, tout en garantissant la cohésion sociale* ».

Par ailleurs, on pourra également souligner avec la Commission européenne le besoin urgent de réduire « *l'inadéquation actuelle entre les besoins du marché du travail et l'offre de compétences [...] par la gestion de l'immigration de ressortissants de pays tiers dotés des compétences appropriées* ». Cependant, le risque est alors que les pays concernés se vident des compétences nécessaires à leur développement.

Mais surtout, la hausse du nombre de migrants vers l'Europe s'est accompagnée d'une forte augmentation de l'immigration illégale ainsi que des phénomènes tragiques et des exploitations qui l'accompagnent, notamment, les accidents des *boat-people*, la traite des êtres humains, le dumping social au sein même de l'UE. Pour lutter contre ces pratiques inacceptables, mais aussi pour juguler le flux de migrants illégaux qui, s'il était trop important, pourrait menacer la cohésion sociale des pays hôtes, la Commission européenne appelle à un renforcement des contrôles aux frontières : « *tous les points de franchissement des frontières de l'espace Schengen devraient être correctement équipés, la surveillance des frontières correctement assurée, et les gardes-frontières formés à l'utilisation des nouveaux outils informatiques* ».

La seule répression aux frontières de la « *forteresse Europe* » ne saurait pourtant suffire à limiter l'afflux grandissant des migrants illégaux. Face à une immigration de nature souvent économique, favoriser le développement des pays d'émigration peut permettre de réduire le nombre de candidats au départ. C'est également la volonté européenne, qui à travers la Commission souhaite « *un*

---

<sup>61</sup> *Rapport annuel sur l'immigration et l'asile*, COM(2011) 291, Commission européenne, mai 2011.

1 *mécanisme solide basé sur le principe de solidarité, [...] en partenariat avec les*  
 2 *pays tiers* ».

3 Le développement de tels partenariats s'avèrera sans doute d'autant plus  
 4 important sur le moyen-long terme, en raison de l'augmentation probable du  
 5 nombre de migrants liés au changement climatique. Le Haut-commissariat pour  
 6 les réfugiés (HCR) avertit en effet depuis plusieurs années<sup>62</sup> que « *le processus*  
 7 *des changements climatiques - et les multiples catastrophes naturelles qu'ils*  
 8 *vont engendrer - a certainement aggravé l'ampleur et la complexité de la*  
 9 *mobilité et du déplacement humain* ».

10 Le HCR distingue cinq modalités au travers desquelles le changement  
 11 climatique pourrait venir impacter les flux migratoires :

- 12 • catastrophes hydrométéorologiques : inondations, cyclones, glissements  
 13 de terrain ;
- 14 • zones devenues à haut risque pour l'habitat humain ;
- 15 • dégradation lente de l'environnement (désertification, salinisation des  
 16 sols, réduction des précipitations, etc.) ;
- 17 • Etats insulaires risquant d'être submergés ;
- 18 • conflit consécutif à une réduction de ressources essentielles (eau, terres  
 19 arables).

20 Ces différentes conséquences du changement climatique n'expriment pas  
 21 leurs impacts à la même échelle géographique : les catastrophes  
 22 hydrométéorologiques conduisent par exemple à des déplacements de population  
 23 certes souvent massifs, mais internes aux Etats et surtout temporaires.

24 Ce n'est pas le cas des catastrophes dites à déclenchement lent que sont la  
 25 désertification ou la salinisation des sols. Ces phénomènes peuvent rendre des  
 26 régions entières inhabitables de manière permanente, poussant leur population à  
 27 émigrer de manière définitive.

28 Cette dernière perspective est particulièrement préoccupante pour l'Europe.  
 29 En effet, d'après une étude récente du Centre national pour la recherche  
 30 atmosphérique américain (NCAR)<sup>63</sup>, « *les modèles climatiques projettent une*  
 31 *augmentation de l'aridité au XXI<sup>e</sup> siècle dans la majeure partie de l'Afrique, en*  
 32 *Europe du Sud, au Moyen Orient, dans la plus grande part du territoire des*  
 33 *Amériques, en Australie et en Asie du Sud-Est* » (carte 1).

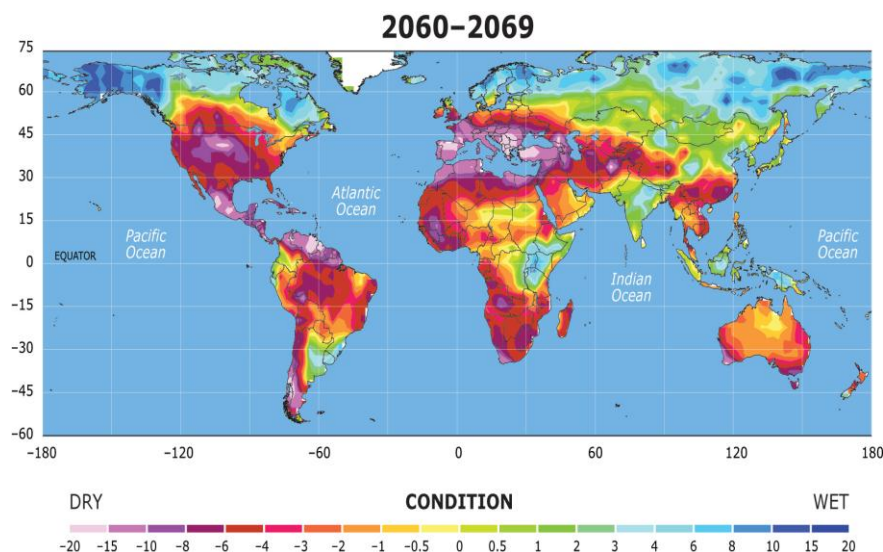
34  
 35

---

<sup>62</sup> *Changements climatiques, catastrophes naturelles et déplacement humain : une perspective du HCR*, Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, octobre 2008.

<sup>63</sup> *Drought under global warming: a review*, Dai, A., WIREs Climate Change, 2: 45–65, janvier 2011.

Carte 1 : Aridité en 2060-2069, scénario modéré du GIEC 2007 (A1B)



Source : NCAR. *Drought under global warming: a review*, Dai, A., WIREs Climate Change, 2: 45–65, janvier 2011.

En d'autres termes, les principaux foyers de populations aux portes de l'Europe (Afrique, Moyen-Orient) devraient connaître dans les décennies à venir une intense aridification. Cette dégradation climatique viendra frapper des pays déjà très dépendants sur le plan agricole : en 2009, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Afrique Sub-saharienne étaient les trois premières régions les plus vulnérables au monde en termes de dépendances aux importations céréalières (ces trois régions importaient respectivement 49,9 %, 48,6 % et 21,5 % de leurs consommations céréalières)<sup>64</sup>.

Une telle désertification, intervenant dans des pays déjà vulnérables, conduira sans doute à des mouvements migratoires de grande amplitude. Ceux-ci constitueront un flux de réfugiés climatiques important, qui pourrait venir augmenter celui des migrants économiques vers l'Europe dans les décennies à venir.

<sup>64</sup> Source : FAO.



#### 4. Un vieillissement planétaire

La division de la population des Nations Unies, le notait dès 2002 : « *le vieillissement de la population est un phénomène sans précédent, dont on ne connaît pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité* »<sup>65</sup>. Par son ampleur et sa rapidité, le vieillissement de la population mondiale est réellement remarquable : de 8 % en 1950, la proportion mondiale de personnes âgées de plus de 60 ans a atteint 10 % en 2000 et devrait dépasser 21 % en 2050.

Contrairement à une perception souvent répandue en Europe, le vieillissement de la population n'est pas un phénomène limité aux pays développés – même s'il est vrai qu'à l'heure actuelle, les pays dont l'âge médian est le plus élevé se trouvent tous parmi les pays anciennement industrialisés.

D'après la définition des Nations Unies, une société est vieillissante si la part de la population dont l'âge est supérieur à 65 ans représente plus de 7 % de la population totale. Le vieillissement de la population intervient lorsqu'un pays atteint le dernier stade de sa transition démographique, lorsque l'espérance de vie s'allonge et que le taux de natalité rejoint le taux de mortalité, voire passe au-dessous, comme c'est le cas au Japon, en Allemagne ou en Italie<sup>66</sup>. Toutefois ce phénomène fut relativement progressif dans les pays développés, qui débutèrent les premiers leur transition démographique.

En France, pays où le vieillissement de la population est le plus ancien au monde, la part des plus de 65 ans avait déjà dépassé les 7 % en 1865 (la proportion des plus de 60 ans avait même dépassé 7 % dès 1775 !). Mais il a fallu attendre 1979, soit 114 années plus tard, pour que cette proportion double à 14 %. Ce lent vieillissement de la population s'observe dans la plupart des pays occidentaux (graphique 19).

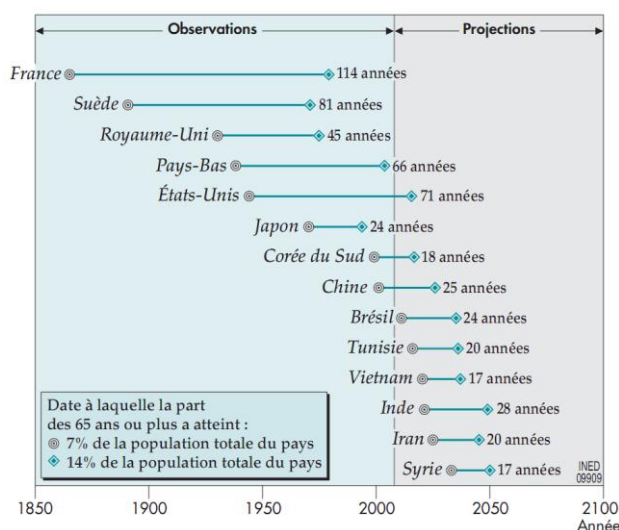
Au contraire, les pays qui ont connu leur transition démographique au XXe siècle l'ont réalisée de manière accélérée. Ainsi, il n'aura fallu au Japon que 24 années pour voir la part des plus de 65 ans passer de 7 % à 14 % dans sa population, et à l'avenir, ce délai ne devrait pas dépasser 20 années pour la Tunisie ou 17 années pour le Vietnam<sup>67</sup> (graphique 19).

<sup>65</sup> *World population ageing 1950-2050*, Division population des Nations Unies, 2002.

<sup>66</sup> Source : définition *vieillissement démographique*, INED.

<sup>67</sup> *Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord*, Pison G., Population et Sociétés 457, INED, juin 2009.

Graphique 19 : Vitesse du vieillissement démographique dans une sélection de pays (temps mis par la proportion de personnes de 65 ans ou plus pour passer de 7 % à 14 %)



Source : *Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord*, Pison G., Population et Sociétés 457, INED, juin 2009.

Note: Aucun pays d'Afrique subsaharienne n'est représenté, leur vieillissement démographique devant s'effectuer plus tard et à une vitesse inconnue.

Le vieillissement de la population soulève de très importants problèmes, notamment en ce qui concerne le rapport de soutien économique potentiel, c'est-à-dire le « nombre de personnes de 15 à 64 ans par personne de 65 ans ou plus ». Ce ratio, qui constitue « un indicateur de la charge supportée par les travailleurs potentiels », est au cœur de la problématique des régimes de retraites dans les pays occidentaux.

Dans le cas français, ce ratio est tombé à 1,8 en 2010, et devrait poursuivre sa chute à 1,5 en 2020 et 1,2 en 2050 (66). Toutefois, la charge réelle qui pèsera sur les actifs au travail dépend de l'augmentation correspondante de la richesse produite et du poids, dans la population totale, des catégories hors travail (jeunes en formation, chômeurs, personnes au foyer, ...). Concernant la France, le ratio de dépendance économique qui mesure la charge totale qui pèse sur les actifs au

1 travail a en fait peu varié ces dernières décennies et devrait peu évoluer à l'avenir  
2 si le taux de chômage n'explose pas<sup>68</sup>.

3 Si le vieillissement de la population est général en Europe, le même  
4 processus est également à l'œuvre à l'échelle mondiale : les Nations Unies  
5 soulignent que le rapport de soutien économique sur l'ensemble de la planète, qui  
6 atteignait 12 personnes d'âge actif par personne âgée de 65 ans ou plus en 1950,  
7 a diminué pour atteindre 9 en 2000, et ne devrait plus être que de 4 en 2050.

8 Or si cette réduction drastique du nombre de personnes en âge de travailler  
9 pour chaque personne en âge d'être retraité est un problème grave dans les pays  
10 riches, il est catastrophique dans les pays qui ne le sont pas encore.

11 On pourra citer à ce titre la Chine, qui une nouvelle fois fournit l'exemple  
12 le plus caractéristique. Malgré son développement économique phénoménal, les  
13 revenus de la population chinoise restent peu élevés : le revenu annuel disponible  
14 moyen atteignait selon les estimations du cabinet *China market research group*  
15 3 000 dollars US par personne (soit 2 300 euros annuels, ou 190 euros mensuels).  
16 Et s'il convient d'ajuster au faible coût de la vie local, même en parité de pouvoir  
17 d'achat, la Banque mondiale n'estime le PIB par habitant qu'à 8 400 dollars US,  
18 soit 6 500 euros par an.

19 Pourtant, comme le rappelle un rapport du Conseil d'analyse économique,  
20 en Chine, « *le processus de vieillissement de la société chinoise a été avancé et*  
21 *accéléré* », notamment en raison de « *l'application de la politique de l'enfant*  
22 *unique* ». Or, le dividende démographique que lui procurait sa rapide transition  
23 démographique a constitué l'une des principales clés du « *miracle économique*  
24 *chinois* » : « *disposant d'une dotation en facteur travail très abondante [...], la*  
25 *Chine a joué pleinement la carte de cet avantage comparatif pour se spécialiser*  
26 *dans la production de biens intensifs en travail* ».

27 Un tel modèle de développement n'est plus possible avec une population  
28 vieillissante, et qui devrait diminuer dès 2026<sup>69</sup>. La Chine est donc face à une  
29 situation démographique encore plus délicate que les pays occidentaux : « *le*  
30 *problème du vieillissement en Chine est d'autant plus sérieux qu'il arrive*  
31 *beaucoup trop tôt par rapport au processus normal de développement. [...]* *Le*  
32 *vieillissement arrive avant que le pays ne soit riche* ».

33 Ce vieillissement accéléré de la population mondiale, qu'il provoque une  
34 crise du financement des régimes de retraites comme au sein des pays  
35 occidentaux ou qu'il prenne de vitesse le développement économique comme en  
36 Chine, devrait constituer le facteur démographique structurant des années à venir.

---

<sup>68</sup> *Les retraites en France*, ministère du Travail, de la solidarité et de la fonction publique, avril 2010. Le Ministère du Travail rappelle qu'en 1960, on comptait plus de 4 actifs pour un retraité.

<sup>69</sup> Source : Division de la population, Nations Unies.

1 C - ...ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEAU MONDE : MENACES OU OPPORTUNITES ?

2 **1. La naissance d'un monde multipolaire**

3 Les bouleversements des équilibres économiques et géostratégiques que le  
4 monde a connus au cours des deux dernières décennies ont conduit à l'émergence  
5 d'un environnement géopolitique porteur d'instabilité.

6 L'existence de deux superpuissances en apparence équivalentes garantissait  
7 la stabilité relative de l'équilibre bipolaire qui prévalait au cours de la guerre  
8 froide. Lorsque cette période a pris fin avec l'effondrement du système  
9 soviétique, nombre d'analystes prédisaient, à l'instar de Francis Fukuyama<sup>70</sup>,  
10 l'avènement d'un monde unipolaire où seuls les Etats-Unis conserveraient le  
11 statut de superpuissance, et où l'alliance de la démocratie et de l'économie de  
12 marché garantirait la propagation de la paix et de la prospérité.

13 Deux décennies plus tard, la réalité est bien différente. Loin d'un monde  
14 unipolaire dominé par la seule puissance américaine, l'émergence de plusieurs  
15 puissances d'échelle continentale commence au contraire à dessiner les contours  
16 d'un monde multipolaire.

17 Le terme « *multipolaire* » recouvre toutefois une réalité relativement mal  
18 définie. Aussi convient-il de le considérer sous au moins deux angles,  
19 économique et géopolitique.

20 Sur le plan économique, l'essor des pays dits émergents au cours de la  
21 décennie 2000 a incontestablement modifié en profondeur les équilibres  
22 économiques mondiaux. Comme l'analyse le FMI, « *après avoir subi diverses*  
23 *crises pendant les années 80 et 90, les pays émergents se sont épanouis dans les*  
24 *années 2000 en atteignant des taux de croissance remarquables et en maîtrisant*  
25 *bien l'inflation et d'autres problèmes* »<sup>71</sup>.

26 Au sein du monde émergent, quatre géants économiques se détachent : la  
27 Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie, qui ensemble représentaient en 2012 plus de  
28 20 % du PIB<sup>72</sup>. Ces quatre pays sont souvent associés à l'Afrique du Sud,  
29 première économie du continent africain, au sein de l'acronyme « BRICS ». Parmi les meilleures performances économiques de la décennie écoulée, on  
30 pourrait également inclure de nombreux autres pays émergents d'Asie,  
31 notamment l'Indonésie. Cependant ces performances économiques ne doivent  
32 pas masquer les faiblesses structurelles de ces pays : inégalités sociales  
33 considérables, corruption, absence de services publics de qualité, manque de  
34 démocratie... comme l'attestent les mouvements sociaux au Brésil.

36 Avant la crise, ces économies émergentes connaissaient déjà les plus forts  
37 taux de croissance économique au monde, loin devant les performances plus

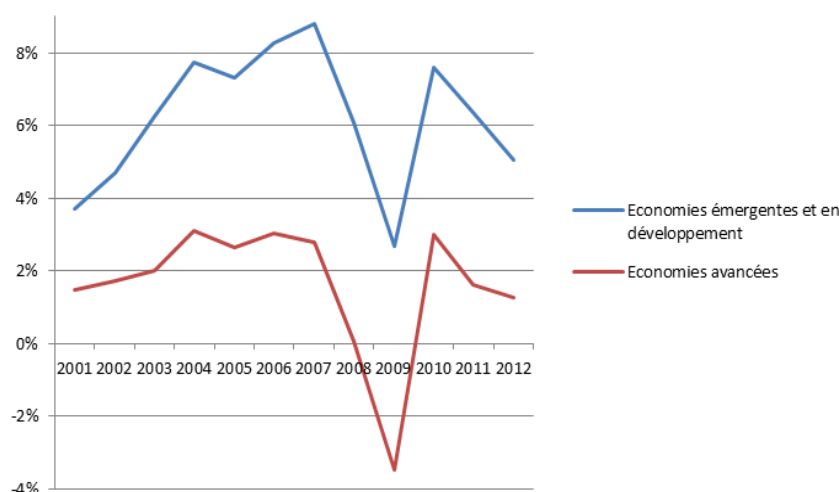
<sup>70</sup> *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Fukuyama F., 1992

<sup>71</sup> *Les pays émergents à l'âge adulte*, Kose A. et Prasad E.S., Finance & Développement, FMI, décembre 2010

<sup>72</sup> Source : FMI

modestes des pays avancés. Mais ce différentiel s'est maintenu tout au long de la crise économique. Prises dans leur ensemble, les économies émergentes ont mieux résisté à la récession mondiale et ont continué de croître en 2009. Certains ont par ailleurs eu recours à des plans de relance encore plus massifs que ceux des pays occidentaux : la Chine avait ainsi lancé dès la fin 2008 un plan de relance de près de 600 milliards de dollars sur la seule année 2009<sup>73</sup>. Toutefois, la reprise dans ces pays, vigoureuse en 2010, tend elle aussi à ralentir depuis lors (graphique 20).

Graphique 20 : Taux de croissance des économies avancées et des économies émergentes (2001-2012)

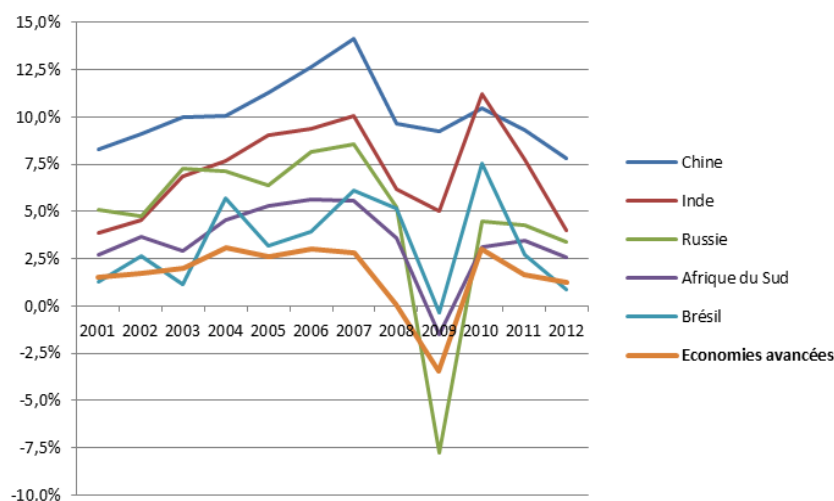


Source : FMI.

Par ailleurs, ces taux de croissance agrégés masquent de fortes disparités régionales. Si l'on ne considère que les performances économiques des cinq principaux émergents, on constate qu'en 2012, le taux de croissance du Brésil (0,9 %) était inférieur à celui des économies avancées, et que l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud sont restées en deçà des 4 %. En réalité, seule la Chine, avec 7,8 %, pouvait se considérer légèrement moins affectée par les répercussions du ralentissement économique mondial de 2012.

<sup>73</sup> China's stimulus package, *The Economist*, 12 novembre 2008

Graphique 21 : Taux de croissance des BRICS et des économies avancées  
(2001-2012)



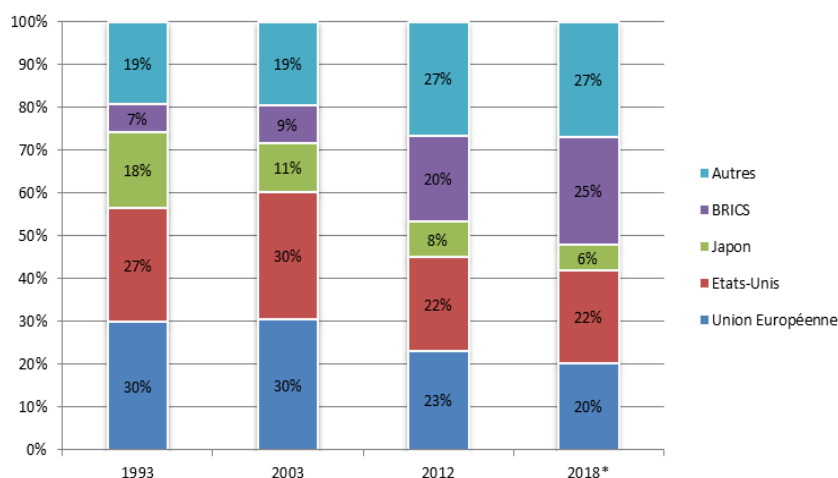
Source : FMI.

Malgré ce ralentissement, le maintien d'un important différentiel de croissance entre pays avancés et émergents continue de redessiner la carte économique de la planète. En 1993, les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Japon généraient à eux seuls près des trois quarts du PIB mondial. D'après les dernières projections à moyen terme du FMI<sup>74</sup>, cet ensemble ne devrait plus compter que pour moins de la moitié de l'économie mondiale en 2018. Dans le même temps, les BRICS, qui représentaient en 1993 moins de 7 % du PIB mondial, ont vu leur part progresser à 20 % en 2012, talonnant les Etats-Unis et l'Union Européenne, pour dépasser l'un et l'autre en 2018. Cette évolution est remarquable par sa rapidité : l'essentiel du basculement s'est produit au cours des dix dernières années (graphique 21). Une fois encore, la Chine devrait connaître la progression la plus spectaculaire : son économie dépasserait d'après le FMI celle de la zone euro dans son ensemble d'ici 2018, quand elle n'en représentait que le dixième il y a moins de deux décennies.

<sup>74</sup> World economic outlook – Hopes, realities, and risks, FMI, avril 2013

1

2 Graphique 22 : Part des principales zones économiques dans le PIB mondial



3

4 Source : FMI.

5 Tant sur le plan des moteurs de la croissance économique mondiale que sur  
 6 celui de la répartition du PIB, le monde qui s'annonce se caractérise par une  
 7 structure économique fondamentalement nouvelle. Ce bouleversement très  
 8 rapide, d'ordre économique, est également porteur de conséquences  
 9 géopolitiques importantes : c'est la deuxième dimension principale de la  
 10 multipolarité.

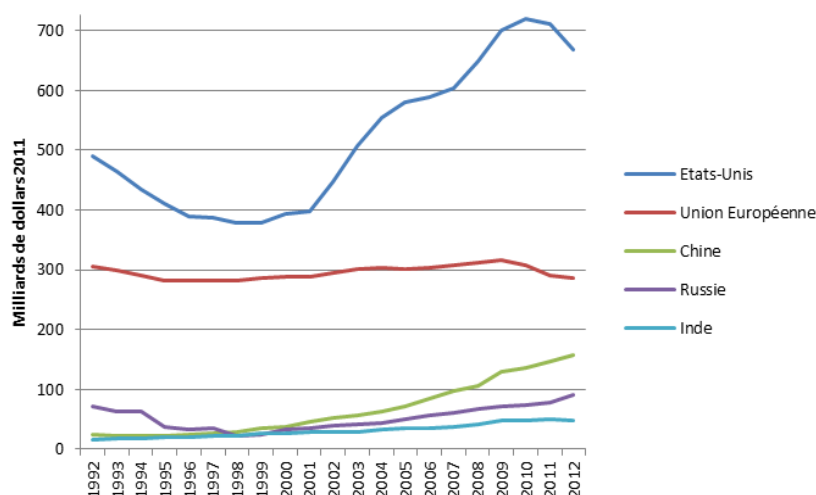
11 Si les niveaux de PIB suffisaient à définir les nouvelles puissances  
 12 économiques émergentes, l'identification des nouvelles puissances  
 13 géostratégiques est un exercice plus subtil. Thierry de Montbrial, directeur  
 14 général de l'Institut français des relations internationales (IFRI), insiste sur la  
 15 notion de « *multipolarité floue et à géométrie variable* ».

16 Si l'on souhaite établir une liste des pôles de puissances qui comptent dans  
 17 les domaines politico-militaires, sa composition variera en fonction des sujets  
 18 considérés. Une telle liste comprend assurément les Etats-Unis, qui restent  
 19 aujourd'hui sans conteste la première puissance militaire et diplomatique, ainsi  
 20 que la Chine, qui ne cesse de s'affirmer sur le plan stratégique. La Russie, après  
 21 avoir connu un certain retrait suite à l'effondrement soviétique, est désormais  
 22 pleinement de retour sur la scène internationale, à la faveur de la décennie de  
 23 forte croissance économique qu'elle vient de connaître. L'Inde doit sans doute y  
 24 prendre toute sa place pour certaines thématiques – mais, si l'on se focalise par  
 25 exemple sur les problèmes stratégiques au Moyen-Orient, son rôle reste mineur.  
 26 Le cas de l'Union Européenne est lui aussi ambigu : géant économique, elle reste

pour l'instant un « *nain politique* »<sup>75</sup>. Ainsi, suivant la thématique considérée, la liste des pôles retenus diffère – nouvelle illustration de la complexité inhérente à la structure multipolaire.

Cette complexification s'accompagne d'une augmentation significative des dépenses militaires mondiales : de 1 208 milliards de dollars<sup>76</sup> en 1992, elles ont progressé de plus de 40 % pour atteindre 1 733 milliards en 2012. Cet accroissement du total mondial n'est pas uniforme. Au cours de la période, afin notamment de financer les guerres d'Afghanistan et d'Irak menées au cours de la décennie 2000, les Etats-Unis ont augmenté leur budget militaire de 200 milliards de dollars, pour atteindre un pic à 720 milliards en 2010, avant d'amorcer ensuite une légère décrue. L'Union Européenne a amorcé dès 2008 une réduction de ses dépenses de défense, après une remarquable stabilité au cours des quinze années précédentes. Les pays émergents, à l'inverse, ont profité de la manne de l'essor économique pour accroître massivement leurs capacités militaires – tout particulièrement en Chine, dont les dépenses militaires ont été multipliées par un facteur supérieur à 6 entre 1992 et 2012 (graphique 23).

Graphique 23 : Dépenses militaires des principales puissances (1992-2012)



Source : Stockholm international peace research institute, military expenditure database, mai 2013.

<sup>75</sup> *L'Europe en 2025 : Géant économique, nain politique ?*, Joannin P., Géoéconomie n° 50, 2009

<sup>76</sup> Dollars constants 2011



1 Le développement fulgurant de la marine de guerre offre une bonne  
 2 illustration de la montée en puissance chinoise : encore bien loin des dix  
 3 premières flottes mondiales il y a deux décennies, la marine chinoise compte  
 4 désormais plus de 400 bâtiments totalisant un demi-million de tonnes, pour plus  
 5 de 255 000 hommes – ce qui devrait lui permettre dans un avenir proche de se  
 6 hisser au deuxième rang des puissances navales mondiales, juste derrière les  
 7 Etats-Unis<sup>77</sup>.

8 Au côté de ces géants à vocation mondiale, il faudrait également ajouter le  
 9 développement de puissances régionales, à l'exemple de la Turquie ou, en  
 10 particulier, de l'Iran. Par son rang de troisième exportateur mondial de pétrole, sa  
 11 place centrale au sein du Moyen Orient, ou encore sa recherche controversée  
 12 d'obtenir l'arme nucléaire, l'Iran est au confluent de nombreuses lignes de  
 13 tensions qui sous-tendent les enjeux géopolitiques contemporains<sup>78</sup>.

14 Dans ce monde nouveau, marqué par la multiplication des pôles de  
 15 puissances et leur hétérogénéité, l'Union Européenne cherche sa place.  
 16 Indéniable puissance économique, elle concentre encore plus de 23 % du PIB  
 17 mondial en 2012, ce qui en fait toujours la première puissance économique du  
 18 globe. Mais après cinq années de crise économique, ce premier rang mondial est  
 19 menacé. Sur le plan géopolitique, il est plus difficile de compter l'Union  
 20 Européenne parmi les grands pôles de puissances, du moins dans sa forme  
 21 actuelle. Sur la plupart des questions internationales, les désaccords entre ses  
 22 membres l'empêchent de s'exprimer d'une voix forte. Ses capacités de défense  
 23 commune, dans un monde qui réarme, sont quasi-inexistantes, à l'heure où  
 24 « l'idée même d'une politique de sécurité et de défense commune est mise en  
 25 doute » – témoin d'un « sentiment que la défense de nos territoires n'est plus une  
 26 priorité vitale »<sup>79</sup>.

27 Comme le souligne le ministère de la Défense<sup>80</sup>, « à court terme, le  
 28 principal écueil réside dans le risque de voir s'accroître l'écart entre les attentes  
 29 placées dans la PSDC [Politique de Sécurité et de Défense Commune] et les  
 30 capacités et ressources opérationnelles effectivement mobilisables par l'UE. Une  
 31 trop grande discordance, couplée aux effets de difficultés économiques et  
 32 budgétaires, pourrait favoriser un repli national des États membres ».

33 Or un constat est certain : plus aucun de ses Etats membres n'a la taille  
 34 critique pour compter seul dans le monde multipolaire du XXI<sup>e</sup> siècle. Aussi,  
 35 « l'Europe sera unie ou ne sera plus » – il apparaît donc nécessaire que l'Union

---

<sup>77</sup> Focus : L'impressionnante montée en puissance de la marine chinoise, Prézelin B., Mer et Marine, Mars 2013

<sup>78</sup> Insights into the Future of Iran as a Regional Power, Canadian Security Intelligence Service, Mars 2009

<sup>79</sup> L'Europe de la défense, Question d'Europe n°276, Fondation Robert Schuman, Avril 2013

<sup>80</sup> Horizons Stratégiques, Délégation aux Affaires Stratégiques, Ministère de la Défense, Juin 2013

Européenne « *se transforme encore un peu pour être en mesure d'organiser les changements à venir et non pas de les subir* »<sup>81</sup>.

Ces changements à venir, qu'ils soient d'ordre environnementaux, économiques ou géopolitiques, sont immenses et mettent à l'épreuve le système de gouvernance international traditionnel fondé sur les relations entre états souverains. Comme le rappelle le rapport Ramses 2012 de l'IFRI, « *l'art du gouvernement s'est considérablement complexifié au cours des deux dernières décennies [...]. Avec la mondialisation et l'explosion numérique, l'interdépendance a changé de degré, mais surtout de nature* ».

La résolution de problèmes mondiaux par leur nature, tels que la lutte contre le changement climatique, la régulation de la finance internationale, ou encore l'organisation d'un commerce mondial plus équitable, conduit certains à en appeler à la création d'une gouvernance mondiale. Un tel modèle de gouvernance tendrait à dépasser le cadre national pour s'adapter à la réalité d'un monde devenu « *liquide* », pour reprendre l'expression du sociologue polonais Zygmunt Bauman<sup>82</sup>.

D'un autre côté, les difficultés rencontrées par les organisations internationales déjà en place sèment le doute. L'échec du cycle de Doha initié par l'Organisation Mondiale du Commerce est à ce titre significatif. Il ne devait s'agir à l'origine que d'une ronde de négociations internationales d'une durée de trois ans sous l'égide de l'OMC. Suite au désaccord permanent et insoluble entre les différents États, notamment sur la libéralisation de l'agriculture, le cycle de Doha est considéré comme un échec le 24 juillet 2006 par Pascal Lamy, directeur-général de l'OMC. Le 28 juillet 2006, les négociations sont officiellement suspendues. Dans son rapport d'information du 27 juin 2006<sup>83</sup>, le Sénat a eu beau mettre en avant les risques de « *dérive vers une bilatéralisation des relations commerciales* », aujourd'hui, la France contribue, au sein de l'UE à initier des ACR (accords commerciaux régionaux) et à promouvoir des accords de libre-échange avec divers pays et régions du monde.

Au seuil d'une période qui s'annonce très incertaine, l'Union européenne, à condition d'opérer de profonds changements, pourrait apporter une contribution déterminante : comme le rappelle Thierry de Montbrial, l'Union est en quelque sorte « *le plus grand laboratoire de gouvernance existant aujourd'hui sur la planète* ». A travers sa compétence, et les difficultés déjà rencontrées dans l'organisation de prise de décisions à 27 membres, l'expérience européenne pourrait s'avérer particulièrement riche d'enseignement pour un monde en quête de gouvernance.

<sup>81</sup> *L'Europe en 2025 : Géant économique, nain politique ?*, Joannin P., Géoéconomie n° 50, 2009.

<sup>82</sup> *La vie liquide*, Bauman Z., Le Rouergue/Chambon, 2006.

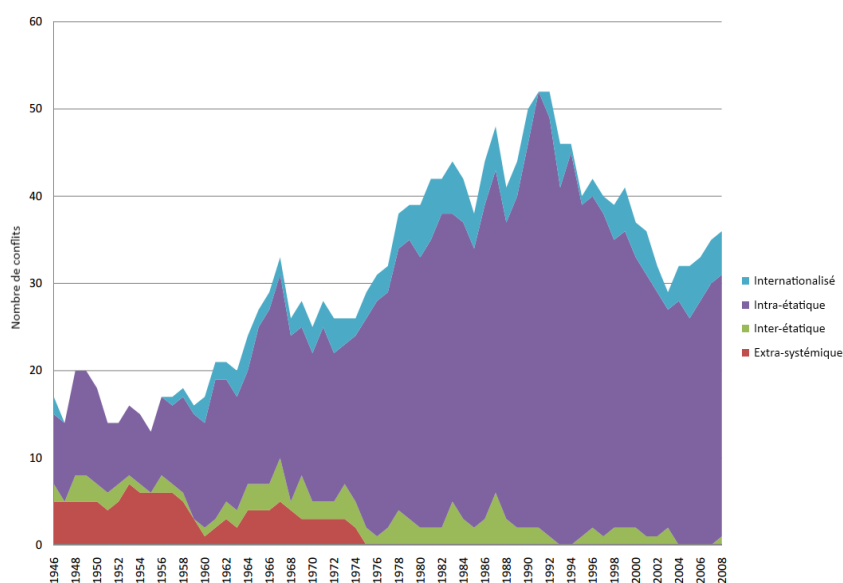
<sup>83</sup> *OMC : sortir de l'impasse par la réforme*, Sénat, Juin 2006

## 2. Un monde plus instable

La fin de la guerre froide et la désagrégation de l'Union Soviétique ont mis un terme à l'équilibre bipolaire qui prévalait jusqu'alors. Il en est résulté une impression d'instabilité grandissante et la résurgence de conflits longtemps enfouis, par exemple lors de la guerre civile qui a suivi l'éclatement de la Yougoslavie au début des années 1990.

A l'échelle mondiale, on constate pourtant que le souvenir d'un monde de la guerre froide moins riche en conflits armés est très largement factice – le nombre de conflits actifs est aujourd'hui significativement inférieur à ce qu'il était il y a deux décennies (graphique 24). La décennie 1990 a été marquée par une baisse continue du nombre de conflits. Cette tendance s'est toutefois interrompue au début des années 2000, notamment en raison de la résurgence des conflits intra-étatiques (guerres civiles) et internationalisés (guerres civiles avec intervention d'états tiers).

Graphique 24 : Nombre de conflits armés dans le monde (1946-2008)



Note : *Conflit internationalisé* : conflit impliquant le gouvernement d'un pays et un ou plusieurs groupes d'opposition interne soutenus par une ou plusieurs puissances étrangères ; *Conflit intra-étatique* : conflit entre un gouvernement et un ou plusieurs groupes d'opposition interne sans intervention extérieure ; *Conflit inter-étatique* : conflit entre deux ou plusieurs états ; *Conflit extra-systémique* : guerre entre un état et un groupe non-étatique hors de ses frontières (par exemple, une guerre de décolonisation).

Source : *Armed conflict dataset, Uppsala conflict data program* / Peace research institute Oslo, 2012.

1 Cette résurgence des conflits armés dans le monde coïncide avec  
 2 l'apparition de ce que Thierry de Montbrial a appelé « *l'hyperterrorisme* » après  
 3 les attentats du 11 septembre 2001. Ce type nouveau d'insécurité internationale  
 4 n'est pas « *directement lié aux Etats* »<sup>84</sup>, et les capacités militaires  
 5 conventionnelles sont mal adaptées pour le combattre.

6 Par ailleurs, avec l'ère de l'hyperterrorisme, les Etats-Unis ont fortement  
 7 augmenté leur engagement au Moyen-Orient, tout en déstabilisant la région : « *en*  
 8 *décidant d'intervenir en Irak, l'Amérique a involontairement contribué à*  
 9 *l'accroissement des désordres, et donc des menaces au Moyen-Orient* ». Plus  
 10 grave, « *en immobilisant dans cette partie du monde des forces considérables,*  
 11 *elle s'est trouvée obligée de restreindre drastiquement l'éventail de ses options*  
 12 *par ailleurs, encourageant une formidable perte de prestige* », ce qui a brouillé  
 13 « *l'image d'une suprématie militaire fondée sur la technologie* »<sup>85</sup>. Cette perte de  
 14 prestige militaire de la première puissance mondiale est l'un des facteurs qui  
 15 contribue à la remise en cause de sa suprématie, et partant, à l'émergence du  
 16 monde multipolaire.

17 L'affaiblissement du rôle des Etats-Unis sur la scène politique et militaire  
 18 internationale est l'un des nombreux facteurs de risques géopolitiques identifiés  
 19 dans le dernier plan prospectif à 30 ans du ministère de la Défense<sup>86</sup>. Parmi ces  
 20 incertitudes, on peut noter la résurgence des tensions entre puissances,  
 21 notamment en Asie. Les risques d'un conflit majeur entre l'Inde et le Pakistan,  
 22 qui « *semblent croître* », pourraient « *dans un contexte nucléaire, [avoir] des*  
 23 *conséquences stratégiques (risque de rupture du tabou nucléaire) et*  
 24 *géopolitiques (ex. durcissement durable des relations entre grandes puissances)*  
 25 *à l'échelle mondiale* »<sup>87</sup>. L'hypothèse d'une déclaration d'indépendance de  
 26 Taïwan pourrait provoquer « *un conflit armé dans le Détroit, susceptible*  
 27 *d'entraîner une intervention américaine* »<sup>88</sup>, et donc une guerre sino-américaine  
 28 directe. Les tensions ravivées entre la Chine et le Japon autour de l'archipel des  
 29 îles Senkaku (Diaoyu dans leur appellation chinoise), ou encore la multiplication  
 30 des provocations de la Corée du Nord, détentrice de l'arme atomique et alliée de  
 31 Pékin, sont autant d'exemple de la montée des risques de conflits dans un  
 32 continent qui réarme, porté par sa prospérité économique.

33 Le Proche et le Moyen-Orient apparaissent également comme des régions  
 34 de fortes incertitudes. La transition démocratique entamée dans certains de ces  
 35 pays (Tunisie, Egypte) au lendemain des révolutions du « printemps arabe » ne  
 36 pourra manquer de faire durablement ressentir son impact : « *l'onde de choc de*  
 37 *la révolution tunisienne sur l'ensemble de la région est d'ores et déjà avérée et*

---

<sup>84</sup> *Un monde multipolaire en formation*, T. de Montbrial, *Le Monde*, 14 mars 2007

<sup>85</sup> *Ibid*

<sup>86</sup> *Horizons stratégiques*, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense, Juin 2013

<sup>87</sup> *Ibid*

<sup>88</sup> *Ibid*

1 *continuera de produire des effets, non encore mesurables, sur le long terme* »<sup>89</sup>.  
 2 Dans ce contexte, la montée parallèle de l'islamisme radical représente une  
 3 menace sur le chemin de la démocratie : « *l'enjeu majeur des prochaines années*  
 4 *sera donc bien celui d'une transformation démocratique comme possible*  
 5 *alternative au schéma binaire traditionnel, qui présentait l'autocratie comme*  
 6 *seul rempart à l'islamisme radical* »<sup>90</sup>.

7 Mais au-delà de ces tensions géopolitiques d'ordre traditionnel, la tendance  
 8 la plus marquante est sans doute l'augmentation des risques de conflits liés aux  
 9 questions de ressource naturelle, et – d'ici une à deux décennies – aux réfugiés  
 10 climatiques. Sur tous les continents, ces deux problématiques devraient être un  
 11 des facteurs d'instabilité les plus déterminants dans les décennies qui viennent.

12 Dans un monde où l'énergie fossile facilement accessible commence à se  
 13 raréfier, les ressources fossiles font l'objet de convoitises croissantes. Ainsi,  
 14 nombre de tensions inter-étatiques se déploient sur une toile de fond énergétique.  
 15 D'importantes réserves sous-marines de gaz et de pétrole avaient par exemple été  
 16 découvertes autour des îles Senkaku lors d'une étude réalisée en 1969 par la  
 17 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies  
 18 – le Japon y voit la source de la revendication chinoise sur l'archipel, puisque  
 19 celle-ci n'est intervenue qu'en 1971<sup>91</sup>. La découverte de vastes réserves de gaz  
 20 naturel (plus de 700 milliards de mètres cube estimés) dans l'est de la  
 21 Méditerranée en 2009-2010 a également fait monter les tensions autour de la  
 22 question des droits d'exploitations, notamment entre Israël et la Turquie<sup>92</sup>. On  
 23 pourrait également citer le réarmement actuellement en cours autour de l'océan  
 24 arctique, en vue de la disparition prochaine de la banquise d'été qui permettra de  
 25 commencer l'exploitation de ses ressources fossiles – l'Arctique contiendrait plus  
 26 du cinquième des réserves de pétrole et de gaz encore à découvrir<sup>93</sup>.

27 En sus des questions énergétiques, il faut également souligner l'importance  
 28 croissante de la problématique de l'eau. Au Moyen-Orient notamment, « *la*  
 29 *surexploitation des sources d'eau potable (lacs, nappes phréatiques) est de*  
 30 *nature à faire éclater des crises de pénurie dans une région d'ores et déjà*  
 31 *soumise à un stress hydrique élevé* »<sup>94</sup>. Mais avec le changement climatique, les  
 32 menaces sur l'approvisionnement en eau potable – et les risques de conflits  
 33 afférents – ne sont plus limitées aux régions traditionnellement arides :  
 34 l'augmentation du niveau des océans mènera à la salification des deltas côtiers et  
 35 des aquifères souterrains ; la fonte des glaciers (himalayens en Asie, andins en

---

<sup>89</sup> *Ibid*

<sup>90</sup> *Ibid*

<sup>91</sup> *Point de vue de base sur les îles Senkaku*, Ministère des Affaires étrangères du Japon, novembre 2012

<sup>92</sup> *Trouble in the Eastern Mediterranean Sea*, Zhukov Y. M., Foreign Affairs, Council on Foreign Relations, mars 2013

<sup>93</sup> *Arctic oil and gas*, Ernst & Young, 2013

<sup>94</sup> *Horizons stratégiques*, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense, juin 2013

Amérique latine) réduira le débit des fleuves qu'ils alimentent et donc l'approvisionnement des populations qui en dépendent.

Quant aux risques géopolitiques liés au changement climatique, on pourra noter en Afrique subsaharienne de probables « *catastrophes écologiques majeures liées aux premiers effets du changement climatique, notamment dans les zones les plus fragiles, [et qui] pourraient déboucher sur de vastes mouvements de populations, intra et intercontinentaux, sources de déstabilisation majeure* »<sup>95</sup>. L'Asie est elle aussi « *particulièrement vulnérable au regard de son urbanisation croissante [...], de la nécessité de nourrir sa population, [de] la dégradation de l'environnement et [des] premiers effets du changement climatique* ». Ces effets, « *générant des mouvements massifs de populations (réfugiés climatiques), pourraient provoquer des instabilités majeures (économiques, sécuritaires) dans la région, voire à l'échelle mondiale* »<sup>96</sup>.

Dans ce contexte d'accroissement des risques internationaux, la France doit repenser sa stratégie de défense. C'était l'objectif du dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, rendu public le 29 avril 2013. Cette nouvelle politique de défense s'appuie sur le concept de « *sécurité nationale* », qui au-delà de « *la simple protection du territoire et de la population contre des agressions extérieures imputables à des acteurs étatiques* », vise « *à gérer l'ensemble des risques et des menaces, directs ou indirects, susceptibles d'affecter la vie de la Nation* ». A cette fin, la France devra s'appuyer sur « *cinq fonctions stratégiques : la connaissance et l'anticipation, la protection, la prévention, la dissuasion et l'intervention* ». Par ailleurs, pour répondre aux défis d'envergure mondiale qui se profilent, la stratégie de défense française « *ne se conçoit pas en dehors du cadre de l'Alliance Atlantique et de [son] engagement dans l'Union européenne* ». A cette fin, la France continuera « *à soutenir les initiatives européennes en matière de partage et de mutualisation de capacités militaires* », condition de l'avènement d'une Europe-puissance politique et militaire.<sup>97</sup>

### 3. L'extension de la classe moyenne mondiale

Les tensions sur l'accès aux ressources naturelles, sources majeures de conflits futurs, sont indissociables du développement économique des pays émergents. Les progrès économiques se sont accompagnés d'une élévation importante du niveau de vie pour une partie de la population, ainsi que d'une urbanisation rapide.

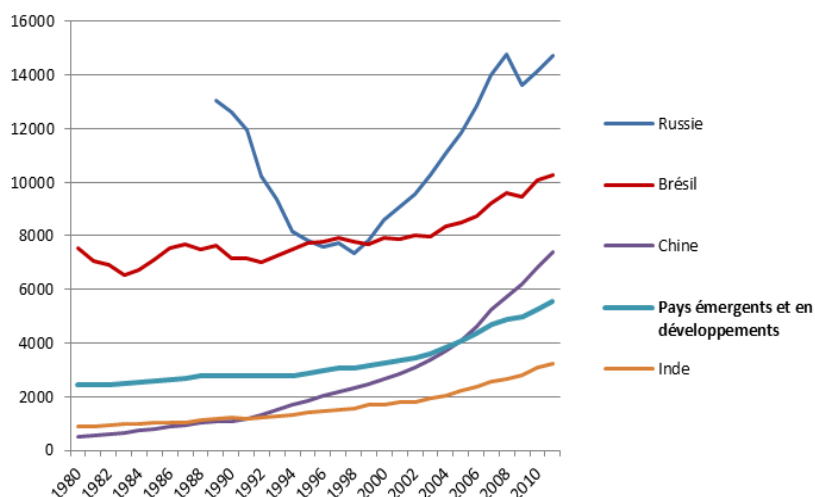
<sup>95</sup> *Horizons stratégiques*, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense, juin 2013.

<sup>96</sup> *Ibid*

<sup>97</sup> *Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* a été rendu public par le président de la République le lundi 29 avril 2013 : <http://www.defense.gouv.fr/content/download/206186/2286591/file/Livre-blanc-sur-la-Defense-et-la-Securite-nationale%202013.pdf>

Le PIB par habitant moyen sur l'ensemble des pays émergents et en développement a été multiplié en termes réels par 2,25 depuis 1980, pour atteindre 5 540 dollars par an en 2011<sup>98</sup>. Certains pays ont toutefois connu des progressions beaucoup plus rapides : l'Inde a vu son PIB par habitant multiplié par 3,7 sur la même période, et la Chine par un facteur supérieur à 14 (graphique 25). Pour référence, la richesse produite par habitant au sein de la zone euro ou aux Etats-Unis – qui reste quatre à cinq fois supérieure à celle de la Chine – n'a progressé « que » de 60 % et 66 % respectivement sur les trois dernières décennies.

Graphique 25 : PIB par habitant dans les pays émergents et en développement, en PPA, \$2005 (1980-2011)



Source : Banque Mondiale, parité de pouvoir d'achat<sup>99</sup> exprimée en dollars constants 2005.

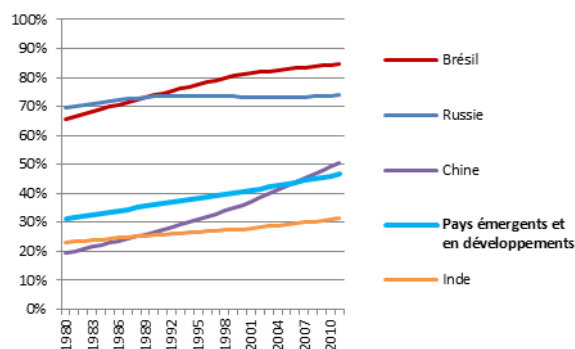
Les impacts de cet essor économique s'observent sur différentes dimensions du développement et de l'utilisation des ressources. Le taux d'urbanisation n'a cessé de progresser, pour aujourd'hui dépasser 80 % de la population brésilienne et plus de la moitié de la population chinoise (graphique 26). Le taux d'équipements en véhicules motorisés a crû très

<sup>98</sup> Source : Banque Mondiale, parité de pouvoir d'achat exprimée en dollars constants 2005.

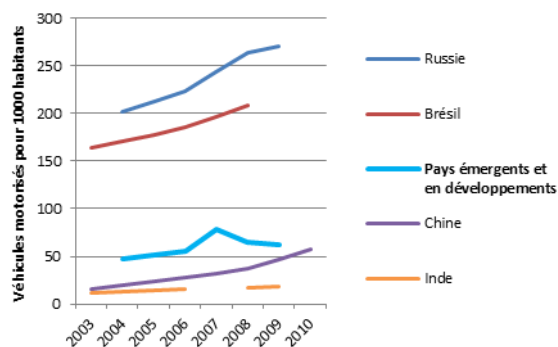
<sup>99</sup> La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur (Insee).

rapidement au cours de la décennie écoulée, notamment en Russie, au Brésil et en Chine – dans ce dernier cas, le nombre de véhicules motorisés pour 1 000 habitants a été multiplié par 4 en l'espace de sept années, de 2003 à 2010 (graphique 27). Les évolutions de la consommation d'énergie par habitant (graphique 28) et des émissions de CO<sub>2</sub> par habitant (graphique 29) reflètent les évolutions déjà observées. La Chine est ainsi devenue premier émetteur mondial de gaz à effet de serre dès 2006, devant les Etats-Unis – quant aux émissions par habitant, elles ont même dépassé en Chine le niveau européen moyen depuis 2011<sup>100</sup>.

Graphique 26 : Taux d'urbanisation (1980-2011)



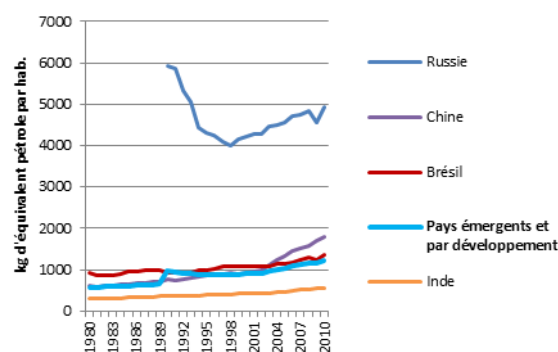
Graphique 27 : Véhicules motorisés pour 1 000 habitants (2003-2010)



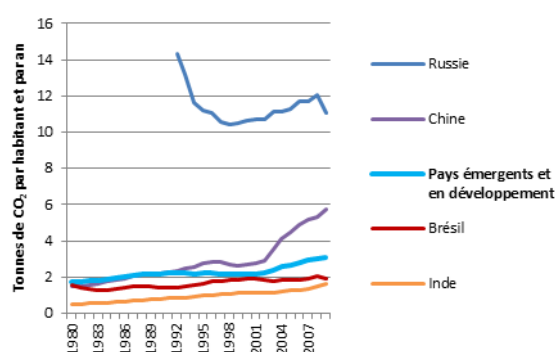
<sup>100</sup> Per capita CO<sub>2</sub> emissions in China reach EU levels, Joint Research Centre, juillet 2012.



Graphique 28 : consommation d'énergie par habitant (1980-2011)



Graphique 29 : Emissions de CO2 par habitant (1980-2008)



Sources : Banque mondiale.

Comme analysé précédemment<sup>101</sup>, ce développement rapide du niveau de vie des pays émergents est une composante des tensions sur les marchés de matières premières qui persistent maintenant depuis une décennie. La progression galopante de l'urbanisation consomme des quantités très importantes d'acier, de ciment et de béton ; l'extension du marché automobile augmente la consommation de carburant et demande la construction d'infrastructures routières, grandes utilisatrices de ressources ; l'amélioration de l'équipement des foyers (télévision, réfrigérateur, air conditionné) augmente les besoins de production d'électricité.

<sup>101</sup> Voir les parties I.A et I.B.

Sur plusieurs de ces dimensions, la croissance des besoins en énergie et en matière première porte déjà les capacités de production mondiale à leur limite, comme s'en inquiète la Commission Européenne : « *les années 2002 à 2008 ont été marquées par une très forte augmentation de la demande de matières premières, tirée par le dynamisme de l'économie mondiale, en particulier dans [les] pays émergents* »<sup>102</sup>. Cet accroissement de la demande sera « *renforcé par la poursuite du processus rapide d'industrialisation et d'urbanisation dans des pays tels que la Chine, l'Inde et le Brésil* », la Chine étant déjà « *le plus gros consommateur de métaux au monde* ».

Or il faut se souvenir que cette demande en apparence insatiable ne résulte que de l'apparition d'une classe moyenne encore minoritaire au sein des pays émergents : si plus de la moitié de la population brésilienne avait déjà rejoint ses rangs en 2011<sup>103</sup>, ils n'étaient encore que 7 % en Chine en 2012<sup>104</sup> – soit tout de même 100 millions de personnes – et moins de 6 % en Inde en 2010<sup>105</sup> – 70 millions de personnes.

L'OCDE estime que la classe moyenne mondiale, définie comme les « *foyers à revenus moyens par tête [compris] entre 10 dollars et 100 dollars par jour, en termes de pouvoir d'achat* »<sup>106</sup>, comptait 1,8 milliards de membres en 2009 sur l'ensemble de la planète, contre 1 milliard dix ans plus tôt. Dans les deux prochaines décennies, elle devrait très rapidement s'élargir pour atteindre 3,2 milliards de personnes en 2020 et 4,9 milliards en 2030<sup>107</sup>.

Il faut toutefois souligner que la classe moyenne est un marqueur économique à la définition floue aussi bien au niveau national qu'international : il s'agit en effet d'une catégorie de populations hétérogènes situées au-dessus des classes pauvres et en-dessous des classes aisées<sup>108</sup>. Concevoir une définition exacte est difficile, d'où l'apparition de la notion de « classes moyennes » plurielles.

<sup>102</sup> *Relever les défis posés par les marchés des produits de base et les matières premières*, COM(2011) 25, Commission européenne, février 2011.

<sup>103</sup> Recensement National des Foyers Brésiliens (PNAD), 2011.

<sup>104</sup> *China's middle class : status, worries and social responsibility*, Chunling L., Institut de sociologie, Académie chinoise des sciences sociales (CASS), 2012.

<sup>105</sup> *New Estimates of India's Middle Class*, Meyer C. et Bidsall N., Center for Global Development, novembre 2012.

<sup>106</sup> *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, Kharas H., OECD Development Centre, janvier 2010.

<sup>107</sup> *An emerging middle class*, Pezzini M., OECD Development Centre, OECD Yearbook, 2012

<sup>108</sup> Ainsi, d'après la définition de l'OCDE, un smicard en France serait considéré comme faisant partie des classes moyennes.

1 Une approche possible consisterait à prendre en compte les revenus  
2 disponibles qui permettent l'accès à des biens de consommation ou des services  
3 au-delà de la satisfaction des besoins essentiels (nourriture, logement,  
4 habillement, déplacement...).

5 On ne peut que se féliciter de la diffusion de la prospérité économique à  
6 une plus large part de la population mondiale. La sortie de la pauvreté de  
7 milliards d'individus constitue une des réussites économiques majeures de ce  
8 début de siècle. La croissance de la classe moyenne dans les pays émergents  
9 ouvre d'importants nouveaux débouchés dans des secteurs où l'industrie  
10 française excelle, comme le luxe ou l'agroalimentaire haut de gamme mais  
11 également comme celui des grands services en réseau ou de l'aéronautique. Par  
12 ailleurs, cette aisance économique nouvelle vient alimenter une augmentation  
13 massive du tourisme mondial, avec plus de 985 millions de touristes  
14 internationaux en 2011, en augmentation annuelle de 5 %<sup>109</sup>. Avec 81,2 millions  
15 de touristes en 2011, la France reste la première destination mondiale, loin  
16 devant ses deux concurrents suivants, les Etats-Unis (62,3 millions) et la Chine  
17 (57,6 millions)<sup>110</sup>.

18 Pourtant, un tel accroissement de la classe moyenne ne saurait se produire  
19 en conservant les modèles anciens de consommation. Il n'est pas possible  
20 d'amener l'ensemble de la population mondiale au niveau de vie occidentale sans  
21 ajuster nos modes de consommation : si la totalité de la planète adoptait le mode  
22 de consommation occidental, il ne faudrait pas moins de plusieurs planètes pour  
23 fournir les ressources nécessaires – et plus de quatre pour parvenir au niveau de  
24 vie moyen d'un habitant des Etats-Unis<sup>111</sup>.

25 Comme le résume Sir David King, ancien conseiller scientifique auprès du  
26 gouvernement britannique, « *la question n'est pas de savoir combien de*  
27 *personnes la planète peut nourrir, mais bien plutôt combien elle peut supporter*  
28 *de membres de la classe moyenne téléphonant sur leur portable, regardant leur*  
29 *télévision par satellite, et conduisant leur automobile* »<sup>112</sup>. Afin de poursuivre  
30 l'amélioration du niveau de vie pour l'ensemble de la population mondiale, il est  
31 indispensable d'inventer de nouveaux modes de croissance et de consommation  
32 en rompant avec le consumérisme. L'essor de la classe moyenne des pays  
33 émergents aura des conséquences politiques importantes et souvent  
34 contradictoires, avec l'extension rapide du consumérisme mais aussi  
35 d'aspirations à un cadre de vie plus sain. De même, l'accentuation des inégalités  
36 entre riches et pauvres dans ces pays rend la mise en place d'un accord  
37 climatique équitable entre les nations encore plus difficile. En effet, la mesure

---

<sup>109</sup> Source : Insee.

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ecological Footprint Database*, Global Footprint Network, 2011.

<sup>112</sup> *Improving human well-being on a resource-limited planet - can we do it ?*, King D., Université de Nouvelle-Zélande, mai 2013.

des émissions per capita à l'échelle d'un pays ne décrit plus une convergence mondiale des émissions<sup>113</sup>.

## II - DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES ET NATIONALES ENTRE COURT ET LONG TERME

Dans les versions précédentes de notre rapport, le CESE soulignait déjà que nos concitoyens ont une vision sombre de nos perspectives. En 2010, les Français sont bien plus pessimistes que les Allemands, les Italiens, les Anglais, les Espagnols ... ou que les Irakiens, les Afghans et les Pakistanais<sup>114</sup>. Les analyses qui se succèdent d'année en année en apportent la mesure. Le rapport 2013 ne peut malheureusement que confirmer cette inclination. Le pessimisme est particulièrement marqué concernant les perspectives économiques. Dans le même temps, un sentiment de déclin de leur pays affecte nos compatriotes. Enfin, la faible confiance accordée à leurs représentants, leurs responsables et leurs institutions, dès lors qu'elles s'écartent de leur cercle de proximité, caractérisent nos concitoyens. Cependant l'analyse détaillée mérite attention, elle laisse entrevoir certaines ruptures ou phénomènes émergents.

### • Le monde ancien disparaît et les Français sont pessimistes

a) Les principales préoccupations sont d'ordre économique

Pour 56 % des personnes interrogées, la première cause de préoccupation est le chômage, suivi de peu (41 %) par le pouvoir d'achat. Ces préoccupations d'ordre économique sont complétées à égalité par des préoccupations d'ordre social (l'avenir des retraites) et fiscal (les impôts et taxes). Le fonctionnement de l'école et l'environnement arrivent en dernière position des préoccupations (pour 9 % du panel)<sup>115</sup>.

Malgré le recul des questions environnementales dans l'ordre des préoccupations ressenties par les personnes sondées, un sondage récent<sup>116</sup> sur l'avis des français sur la transition énergétiques, rappelle le caractère urgent

<sup>113</sup> Les émissions des ménages des classes riches et moyennes de ces pays sont en effet similaires à celles observées dans la population générale en Europe. Un pays comme l'Inde ne peut plus prendre prétexte d'une moyenne d'émissions per capita encore faible pour refuser de s'engager. Un débat foisonnant a été lancé en 2007 par Greenpeace India qui accusait la minorité aisée de ce pays de « se cacher derrière les pauvres ». Chakravarty S., Ramana M.V. 2012 « *The Hiding Behind the Poor debate* » in *Handbook of Climate Change and India, Development, Politics and Governance*.

<sup>114</sup> Enquête BVA – Gallup International, janvier 2011 : [http://www.bva.fr/data/sondage/sondage\\_fiche/1070/fichier\\_end\\_of\\_year\\_survey\\_2011\\_-\\_decembre\\_20112c0a1.pdf](http://www.bva.fr/data/sondage/sondage_fiche/1070/fichier_end_of_year_survey_2011_-_decembre_20112c0a1.pdf)

<sup>115</sup> Enquête « *France 2013 : les nouvelles fractures* » menée par Ipsos/CGI Business consulting pour : *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof en janvier 2013.

<sup>116</sup> Enquête réalisée par la Fondation européenne pour le climat, en partenariat avec le CESE et le concours de l'Institut Haris interactive sur le thème de la transition énergétique en France, auprès de 1000 individus et de 803 responsables d'entreprises.

qu'attachent les personnes interrogées à la réalisation de cette transition (les grands enseignements de ce sondage seront présentés par la suite).

Les derniers résultats de l'eurobaromètre<sup>117</sup> sont concordants puisque les questions économiques sont les principales préoccupations des européens au niveau national avec en premier lieu le chômage (48 %) et la situation économique générale (37 %), ces deux items étant en progression par rapport aux précédents résultats. La dette publique arrive en quatrième place malgré un léger recul (moins 2 points) à 17 %. Les questions d'environnement arrivent à l'avant dernière place à hauteur de 5 %, le terrorisme occupant le dernier rang (2 %). Dans chaque Etat membre de l'UE, le premier sujet d'inquiétude semble donc se rapporter directement à l'économie. Le chômage arrive en tête dans 18 Etats membres dont l'Espagne (78 %), Chypre (73 %), ainsi qu'en Irlande, Pologne et Suède (65 % dans les trois pays). Comme dans l'enquête du printemps 2012, l'Allemagne est le seul Etat membre où la dette publique est la principale préoccupation des personnes interrogées (34 %).

Le soutien en faveur d'une union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro reste stable : 53 % sont pour et 40 % contre. Au niveau national, deux tiers des sondés souhaitent, en outre, « *renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe* » et 28 % des sondés souhaitent une sortie de la zone euro et donc un retour au franc.

Les principales attentes à court terme des européens interrogés portent donc sur l'amélioration de leur situation financière et professionnelle.

#### b) Identité nationale et citoyenneté européenne

Le paysage s'assombrit aux yeux des Français interrogés, avec notamment un glissement de la défiance vers le rejet, de l'inquiétude vers l'anxiété, du repli sur soi vers la peur de l'autre, du pessimisme vers le catastrophisme<sup>118</sup>.

Cette tentation du repli national est donc forte (même si elle varie considérablement en fonction de l'appartenance politique des personnes interrogées) : ainsi un sondé sur deux considère que le déclin du pays est inéluctable en matière économique comme dans le domaine culturel. Ils sont encore plus nombreux (61 %) à considérer la mondialisation comme une menace pour notre pays qui doit à ce titre « *se protéger davantage du monde d'aujourd'hui* ». Cette tendance est également confirmée par la dernière vague du baromètre de la confiance politique du Cevipof dont certains résultats mettent en

<sup>117</sup> Eurobaromètre Standard 78 sur l'opinion publique dans l'Union européenne publié à l'automne 2012 et plus particulièrement le rapport national concernant notre pays. Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an au printemps et à l'automne. L'étude d'automne 2012 a été réalisée entre le 3 et 18 novembre 2012 par TNS Opinion & social, à la demande de la commission européenne et de la direction générale de la communication. Elle est réalisée auprès des 27 Etats membres et des 6 pays candidats à l'intégration.

<sup>118</sup> Enquête « *France 2013 : les nouvelles fractures* » menée par Ipsos/CGI Business consulting pour : *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof en janvier 2013.

1 avant les fortes crispations exprimées sur l'ouverture au monde. Sur ce sujet,  
 2 Pascal Perrineau<sup>119</sup> constate qu'entre 2009 et 2012 le rapport de force s'est  
 3 inversé pour aboutir à une majorité de sondés qui ont un réflexe  
 4 protectionniste<sup>120</sup>.

5 Ces crispations sont également d'ordre identitaire, elles se cristallisent  
 6 depuis une trentaine d'années sur la question de l'immigration : 70 % des  
 7 personnes interrogées estiment qu'il y a « *trop d'étrangers en France* » et 62 %  
 8 que l'on « *ne se sent plus chez soi comme avant* ». Le point de fixation de ce rejet  
 9 s'est plutôt déplacé du terrain économique vers le terrain religieux car ce n'est  
 10 plus majoritairement « *l'immigré qui est susceptible de prendre le travail des*  
 11 *Français* » qui est mis en avant mais l'appartenance religieuse et notamment  
 12 musulmane qui est jugée par 74 % des sondés comme « *intolérante et*  
 13 *incompatible avec la société française* ».

14 Le ressentiment semble donc céder la place à l'hostilité et sur de multiples  
 15 valeurs, les sources de tension sont très nettes. Par exemple, la demande  
 16 d'autorité s'exprime très clairement puisque 86 % des sondés estiment que  
 17 « *l'autorité est une valeur trop souvent critiquée* » et surtout 87 % considèrent  
 18 qu'on a « *besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre* ».

19 Au niveau européen, les résultats de l'enquête Eurobaromètre, rapport  
 20 national France, confirme qu'une grande majorité de français interrogés a le  
 21 sentiment d'être citoyen européen (66 % contre une moyenne de 63 % au niveau  
 22 européen). La même proportion déclare bien connaître leurs droits attachés à la  
 23 citoyenneté européenne et est intéressée à avoir davantage d'informations sur le  
 24 travail dans un autre pays de l'UE, le fait de vivre dans un autre pays ou d'y  
 25 bénéficier d'une protection consulaire. 44 % des sondés ont des relations sociales  
 26 avec des personnes d'un autre pays de l'UE et 37 % ont visité un autre pays de  
 27 cette zone géographique.

28 Interrogés sur le fait d'avoir bénéficié ou non d'un certain nombre de  
 29 réalisations de l'UE, une grande majorité des Français sondés répond de façon  
 30 négative, à l'exception, toutefois, de l'absence ou de la diminution des contrôles  
 31 aux frontières lors des voyages à l'étranger qui semble être très appréciée, tout  
 32 comme la baisse des prix des billets d'avions et des communications  
 33 téléphoniques intra-européenne.

---

<sup>119</sup> Pascal Perrineau est un politologue français, spécialiste de sociologie électorale, directeur du Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences Po Paris.

<sup>120</sup> Quatrième vague du baromètre de la confiance politique du Cevipof, mis en place pour la première fois avec le CESE et présentée le 12 février 2013 par Pascal Perrineau. Ce quatrième opus permet d'avoir un point de comparaison sur les évolutions qui traversent la société française concernant la confiance dans tous ses états c'est-à-dire vis-à-vis du monde politique, des organismes intermédiaires, de la société... Pour mémoire, la première vague d'enquête a eu lieu en décembre 2009, la deuxième en décembre 2010 et la troisième en octobre 2011. Ces différentes vagues ont déjà été utilisées à plusieurs reprises dans les travaux du CESE dont l'étude de la DPEPP « *Réfléchir ensemble à la démocratie de demain* ».

Enfin, l'émergence d'un sentiment de citoyenneté européenne pourrait être ralentie par ce qui est largement perçu comme un faible niveau d'information sur l'Europe. En effet, 79 % des Français interrogés estiment être mal informés, contre une moyenne européenne de 73 %.

c) Une confiance en soi et dans sa proximité, mais, qui s'étiole avec l'éloignement<sup>121</sup>

Nos concitoyens sondés croient en eux, en leurs familles, dans leurs amis et ceux avec qui ils entretiennent des relations directes. Ils croient en leurs chances personnelles. Ils font confiances dans leurs cercles de proximité. Ceci écarte tout diagnostic de défiance foncière ou de misanthropie.

En revanche, dès qu'on change d'échelle en quittant le monde de l'intimité, la situation se dégrade, à l'instar notamment du niveau intermédiaire (= niveau sociétal) où l'érosion de la confiance est très forte en raison d'un fort malaise généré par la crise.

Par exemple, à la question « *Parmi les qualificatifs suivants : quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ?* », le trio - méfiance, morosité et lassitude - l'a emporté sur les éléments positifs tels que la sérénité, le bien-être et la confiance.

Le regard vers l'avenir est sombre. 68 % des sondés estiment que les jeunes d'aujourd'hui auront moins de chance de réussir dans la société française de demain comparativement à leurs parents. Ce niveau de préoccupation pour les générations futures est élevé quel que soit le niveau social. Il appelle à s'interroger sur les raisons d'un tel état de fait et à une mobilisation pour redonner sens en l'avenir et pour ré-enchanter nos lendemains.

D'autres items montrent que plusieurs dangers guettent la société française qui pourrait devenir une société d'évitement et du repli, comme on l'a vu précédemment, avec le sentiment que la situation se dégradera sur le court, moyen et long terme.

38 % des sondés éprouvent de la méfiance pour la politique et 26 % du dégoût. 72 % des personnes interrogées estiment que le système démocratique fonctionne plutôt mal dans notre pays, pour 82 % les responsables politiques agissent principalement pour leurs intérêts personnels et pour 62 %, la plupart d'entre eux sont corrompus<sup>122</sup>.

Idem pour la confiance exprimée envers les grandes institutions représentatives, seul le conseil municipal dispose d'une confiance majoritaire (56 %), la proximité étant un vecteur favorable. Suivent ensuite le conseil régional (45 %) et le conseil général (44 %). Pour la première fois, la confiance envers le Conseil économique, social et environnemental a été mesurée, elle

<sup>121</sup> Principaux enseignements de la 4ème vague du baromètre de la confiance politique mis en place avec le CESE (voir note supra).

<sup>122</sup> Ces sondages sont tirés de l'enquête sur « les nouvelles fractures ».

1 s'élève à 31 %<sup>123</sup>. Par comparaison, l'assemblée nationale est à 28 %, le  
 2 gouvernement à 26 %, les organismes de gouvernance mondiale à 21 %. Toutes  
 3 les institutions, sans exceptions, sont à la baisse.

4 De même, les médias et les partis politiques sont en queue de classement  
 5 avec respectivement 23 % et 12 % de confiance exprimée.

6 Les résultats de l'Eurobaromètre montrent a contrario que globalement la  
 7 confiance dans l'UE s'est améliorée depuis le printemps 2012 (+ 2 points, soit  
 8 33 %). Cette hausse limitée est la plus importante depuis l'enquête du printemps  
 9 2008. La confiance dans l'UE est supérieure à celle exprimée à l'égard du  
 10 gouvernement national (27 %) et du parlement national (28 %).

11 85 % des sondés pensent que les pays de l'UE vont devoir travailler plus  
 12 étroitement ensemble, 53 % estiment que suite à la crise, l'UE sera plus forte à  
 13 plus long terme et 61 % considèrent que l'UE a suffisamment de pouvoir et  
 14 d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie  
 15 mondiale. Enfin, l'UE conforte sa position d'acteur le mieux placé pour prendre  
 16 des mesures efficaces contre la crise économique et financière, devant les  
 17 gouvernements nationaux, le G20, le FMI et les Etats-Unis.

18 En s'appuyant toujours sur les derniers résultats du baromètre de la  
 19 confiance politique, Pascal Perrineau constate que l'attrait des français sondés  
 20 pour la culture étatique continue à être fort pour d'une part, les fonctions  
 21 régaliennes de l'Etat (haut niveau de confiance envers la police ou l'armée par  
 22 exemple) et d'autre part, l'Etat dans sa dimension sociale (les hôpitaux et l'école  
 23 notamment continuent de bénéficier d'un haut niveau de confiance).

24 Dans le prolongement, 15 % des sondés estiment qu'il n'y a pas assez de  
 25 fonctionnaires en France, les 85 % restants estimant à part presque égale (43 et  
 26 42 %) que leur nombre est suffisant ou qu'il y en a trop.

27 Un fait marquant de cette quatrième vague est le regain de confiance dont  
 28 bénéficient les entreprises publiques et privées. Ces dernières avaient connu un  
 29 fort déficit de confiance au moment de la crise de 2008 et semble connaître  
 30 depuis un an un net regain de faveur.

31 De plus, une majorité de sondés (avec une progression de plus de 12 points  
 32 en un an) estime que pour faire face aux difficultés économiques, il est nécessaire  
 33 que l'Etat fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté. A la  
 34 question « *Faudrait-il que l'Etat les contrôle et réglemente plus étroitement ?* »,  
 35 le ratio chute ainsi de 58 à 44 %.

36 Les questions posées par le CESE dans le cadre de ce baromètre sur la  
 37 compétitivité vont dans le même sens, c'est-à-dire que pour 63 % des sondés, les  
 38 entreprises françaises sont de moins en moins compétitives par rapport aux

---

<sup>123</sup> Selon Pascal Perrineau, « *c'est une bonne base de départ. Vous êtes au niveau de l'institution présidentielle* ».



1 entreprises d'autres pays et par conséquent souhaitent qu'il y ait moins de  
2 contraintes qui pèsent sur elles.

3 Parallèlement à la confiance témoignée envers les entreprises, une majorité  
4 forte de sondés (83 %) pensent qu'il serait utile que les salariés soient représentés  
5 dans les conseils d'administration des entreprises et 78 % dans les comités de  
6 rémunération des dirigeants.

7 Dans le prolongement, 53 % des sondés souhaitent que le système  
8 capitaliste soit réformé sur quelques points et 41 % en profondeur.

9 Sur les questions sociales, une majorité de sondés (58 %) est d'accord avec  
10 l'idée qu'une meilleure justice sociale passerait par le fait qu'il faut prendre aux  
11 riches pour donner aux pauvres. Dans une proportion quasi identique (56 %), ils  
12 estiment que « *les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient*  
13 *vraiment* ».

14 La dimension de participation protestataire est également en train de  
15 progresser sensiblement, par exemple, 38 % des sondés sont prêt à boycotter des  
16 entreprises ou des produits et 32 % à manifester dans la rue (ce recours à la  
17 manifestation n'est pas le propre de la gauche puisque l'électorat de droite est  
18 presque autant prêt à y recourir).

19 Le paysage de la société française apparaît donc assez contrasté à l'issue  
20 de ces sondages, avec une situation de défiance qui débouche sur le fait que les  
21 français interrogés sont persuadés que les principales stratégies de sortie de crise  
22 seront liées aux individus et aux entreprises. En effet, à la question « *Sur qui*  
23 *comptez-vous pour sortir de la crise ?* », « *sur vous-même* » a été la réponse  
24 majoritaire dans tous les électors, quel soit l'âge ou la CSP. Cela révèle une  
25 crise de confiance majeure dans les stratégies collectives de sortie de crise. Or  
26 seules les entreprises semblent éviter cet opprobre par rapport aux autres  
27 organisations ou institutions.

28 La très forte défiance vis-à-vis du politique et son constat d'impuissance  
29 sont frappants quel que soit l'électorat. Diverses conséquences sont possibles  
30 comme une forte abstention lors des prochaines élections, une montée du vote  
31 protestataire ainsi que des formes de protestation diverses (prises de parole sur  
32 les réseaux sociaux, manifestations dans la rue,...).

33 Précédemment, différents travaux<sup>124</sup> permettaient déjà de mesurer un haut  
34 niveau de pessimisme et d'inquiétude des Français concernant l'avenir. Les  
35 études récentes confirment l'actualité du sentiment de déclin du pays. Aussi, cette  
36 question apparaît cruciale aux yeux de Thierry de Montbrial, car si le « *déclin*  
37 *peut être réversible, à condition toutefois que les causes soient traitées à*  
38 *temps* », la décadence, elle, serait beaucoup plus irréversible<sup>125</sup>.

<sup>124</sup> Enquêtes décennales menées sous la direction de Pierre Bréchon depuis 1981, « *La société de défiance de P. Cahuc et Y. Algan* » en 2007.

<sup>125</sup> Audition au CESE, le 4 avril 2013.

d) Une urgence exprimée pour réaliser la transition énergétique, en tenant compte des risques et opportunités qu'elle engendre

Dans le cadre du sondage précité, réalisé par la fondation européenne pour le climat, 85 % des individus et 81 % des dirigeants d'entreprises considèrent que la transition énergétique a un caractère d'urgence. De nombreux acteurs sont appelés à jouer un rôle dans ce processus : les scientifiques (96 % des avis exprimés), le gouvernement (90 %), l'Union européenne (89 %), les entreprises (87 %).

En examinant plus en détails les résultats on se rend compte que ce changement suscite d'importantes attentes en France, c'est surtout vrai pour les questions de l'emploi et de la compétitivité. Néanmoins une large majorité de Français (78% des sondés) estiment que cette orientation devrait à court terme engendrer un coût plus élevé de l'énergie. Pour le dire autrement, si la transition énergétique peut entraîner des désagréments à court terme, 83 % des personnes interrogées jugent qu'à long terme « *les bénéfices prennent le pas sur les inconvénients* ». Les résultats montrent également qu'il y a une réelle proximité des réponses entre les deux panels, preuve que même sur un sujet aussi complexe que la transition énergétique certains consensus peuvent émerger de la confrontation d'idées. De surcroît, on note que les orientations établies par le CESE semblent assez largement validées par les acteurs de la société civile.

Autre information importante révélée par cette enquête, 48 % des dirigeants d'entreprises et 46 % des Français, considèrent que la transition énergétique relève principalement d'un enjeu environnemental.

Une majorité de Français (52 %) estiment que le nucléaire est compatible avec les enjeux de la transition énergétique. Autrement dit les Français partagent majoritairement la position du gouvernement qui fait du « *modèle français énergétique, celui d'une complémentarité entre le nucléaire (...) et le développement des énergies renouvelables* », un moyen d'entrer dans une économie décarbonée.

En revanche, les sondés ne sont pas favorables à l'exploitation du gaz de schiste sur le territoire français. Seul 30 % d'entre eux estiment que le gaz de schiste peut être compatible avec les objectifs de la transition énergétique.

## A - QUELLES SOLIDARITES POUR L'AVENIR ?

### 1. Démographie stable en France, en baisse dans plusieurs pays d'Europe

#### 1.1. Evolution démographique de la France dans son environnement européen et mondial

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la France (métropole et territoires ultra-marins compris) compte un peu plus de 65 millions d'habitants. La population française s'est ainsi accrue de 7 millions d'individus en 20 ans, (+ 6,9 %). Ce résultat est

1 obtenu principalement par l'accroissement du solde naturel qui s'établit à  
 2 + 251 000 individus en 2012 alors que le solde migratoire se limite à + 54 000  
 3 (source Insee). Cette situation est tout à fait particulière en Europe et au sein des  
 4 pays membres de l'OCDE. En 10 ans, le taux d'accroissement naturel de la  
 5 France s'établit à 4,9 %, loin devant tous ses partenaires de taille comparable, le  
 6 Royaume-Uni (2,7 %), l'Espagne (2,1 %), l'Italie et plus encore l'Allemagne, qui  
 7 s'inscrivent sur ce plan en négatif. La position avantageuse de la France en la  
 8 matière s'explique par deux faits majeurs à prendre en compte dans nos  
 9 politiques publiques : l'augmentation de l'espérance de vie (comparable à celle  
 10 des autres pays occidentaux) et une fécondité élevée en Europe.

11 Tableau 1 : Evolution générale de la situation démographique en France  
 12 métropolitaine (en millier)

Année	Population au 1 <sup>er</sup> janvier	Nombre de naissances vivantes	Nombre de décès	Solde naturel	Solde migratoire évalué	Ajustement
2003	60 101	761.4	552.3	+ 209.1	+ 100	+ 94
2004	60 505	767.8	509.4	+ 258.3	+ 105	+ 94
2005	60 963	774.3	527.5	+ 246.8	+ 95	+ 95
2006	61 399	796.8	516.4	+ 280.4	+ 115	0
2007	61 795	785.9	521.0	+ 264.9	+ 74	0
2008	62 134	796.0	532.1	+ 263.9	+ 66	0
2009	62 465	793.4	538.1	+ 276,1	+ 44	0
2010 (p)	62 765	802.2	540.4	+ 261.7	+ 62	0
2011 (p)	63 088	792.9	534.7	+ 258.2	+ 62	0
2012 (p)	63 409	792.0	560.0	+ 232	+ 62	0
2013 (p)	63 703	nd	nd	nd	nd	nd

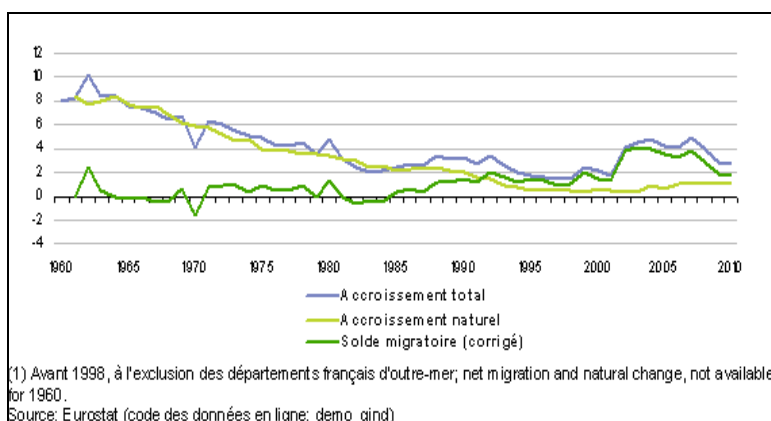
13 (p) populations 2011, 2012 et 2013, état civil 2012, soldes migratoires 2010, 2011, 2012 : résultats  
 14 provisoires arrêtés à fin 2012.

15 nd : non disponible

16 Champ : France métropolitaine

17 Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil

1 Graphique 30 : Accroissement de la population par composante



2 N. B : Accroissement de la population par composante (taux bruts annuels), UE-27, 1960-2010  
3 (1) pour 1 000 habitants)

4 Source : Eurostat.

5 La France est un vieux pays d'immigration, mais, aujourd'hui, les flux  
6 migratoires restent très modestes par rapport à ses voisins européens et  
7 particulièrement l'Allemagne<sup>126</sup>. La population actuelle compte 10 %  
8 d'immigrés, soit environ 6 millions de personnes. L'INED estime qu'il y a 1  
9 personne sur 4 ou 5 qui a un parent né à l'étranger. A titre de comparaison, la  
10 croissance démographique des Etats-Unis est attribuée à part égale aux  
11 naissances et à l'excédent migratoire. La totalité de la dynamique démographique  
12 de l'Allemagne repose sur l'immigration. Pour notre pays, le solde naturel  
13 migratoire ne représente qu'1/5 du solde naturel.

14 Lors de son audition, G. Pison a rappelé que le chiffrage des migrations  
15 internationales, fait apparaître qu'elles sont peu importantes : « *Il y a un peu plus*  
16 *de 200 millions d'humains aujourd'hui qui vivent dans un autre pays que celui*  
17 *où ils sont nés et qui sont des migrants internationaux, au sens de la définition*  
18 *stricte* ». Rapportés aux 7 milliards d'habitants de la planète, c'est autour de 2 à  
19 3 % de la population mondiale qui est concernée.

20 Ce constat ne contredit pas le fait que les migrations internationales  
21 contribuent fortement, dans certaines régions, à l'accroissement de la population  
22 ou à la dépopulation. Notre pays est un bon exemple, sa population de  
23 65 millions d'habitants actuellement s'est en partie constituée sur l'immigration.  
24 La France est un vieux pays d'immigration, à l'instar des États-Unis, du Canada  
25 ou de l'Australie même si les Français ne le savent pas assez.

<sup>126</sup> Gilles Pison, audition devant la commission du rapport sur l'état de la France le 18 avril 2013.

G. Pison a ensuite précisé que : « *La France est actuellement un pays avec des flux migratoires assez modestes par rapport à ses voisins. Les flux, c'est la différence entre le nombre d'entrées et le nombre de sorties, qu'on appelle aussi solde migratoire. Nous sommes à des niveaux nettement plus faibles que nos plus proches voisins. En revanche, la population actuelle comporte une part autour de 8 à 10 % d'immigrés, c'est-à-dire de personnes étrangères nées à l'étranger et qui, soit ont la nationalité française, soit ont gardé la nationalité étrangère. Si on remonte à une ou deux générations, une personne sur quatre ou une personne sur cinq a au moins un parent ou un grand-parent qui est né à l'étranger* ».

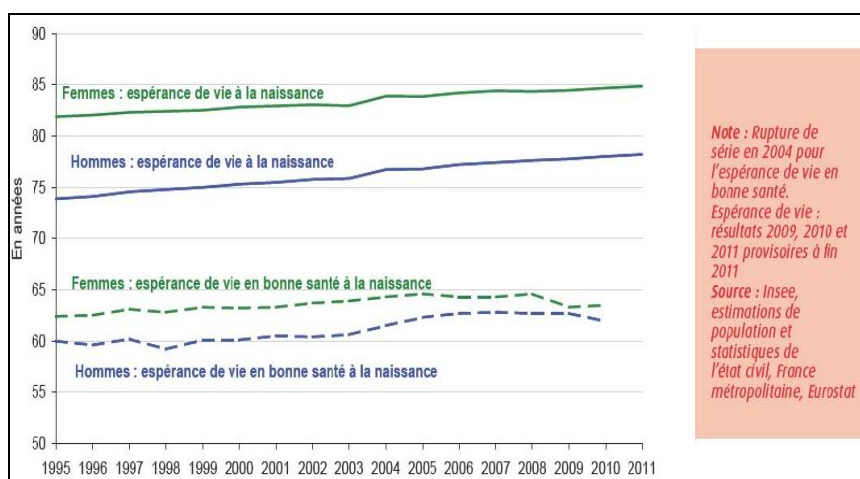
Au niveau mondial, la France se situe au 21<sup>ème</sup> rang des pays les plus peuplés, devant le Royaume-Uni et l'Italie. Notre pays fait donc partie des 14 pays ayant une population comprise entre 50 et 100 millions d'habitants ; 9 pays ont entre 100 et 400 millions (les Etats-Unis avec 318 millions d'habitants estimés en 2013 est la troisième nation la plus peuplée au monde) ; l'Inde et la Chine comptent respectivement 1,2 et 1,3 milliard d'habitants. Il est à noter qu'en 2050, les exercices de projection modifieraient cet ordre mondial puisque l'Inde deviendrait le pays le plus peuplé, la Chine se classerait au deuxième rang et le Nigéria (qui compte actuellement 173 millions d'habitants) rattraperait les Etats-Unis puis les dépasserait en 2100 avec une population estimée à 730 millions d'habitants.

Les projections en 2050 établissent que la population mondiale augmenterait d'environ 2 à 3 milliards d'individus, en passant de 7 à 9 ou 10 milliards. La population va donc continuer à évoluer mais avec un rythme qui va décroître : la croissance décélère passant à 1 % par an contre 2 % en 1950. Pour G. Pison, il paraît quasi-certain que la population n'augmentera plus ou très peu après 2050. Cela s'explique notamment par le fait que la totalité des continents (à l'exception de l'Afrique) aura achevé sa transition démographique qui se traduit notamment par une baisse de la fécondité avec un taux moyen qui varie de 1,6 à 2,2 enfants par femme.

#### *1.2. Une espérance de vie en bonne santé qui fléchit*

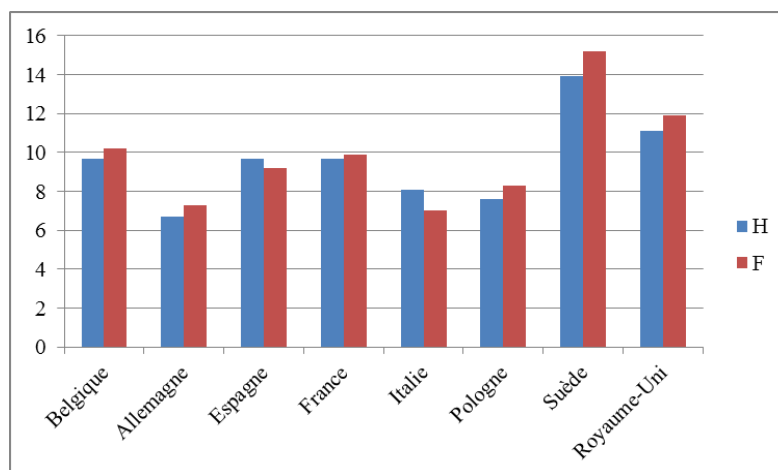
L'espérance de vie à la naissance continue de s'améliorer en France. Ces résultats sont comparables à ceux des pays voisins, mais un peu inférieurs à ceux des pays nordiques. Les écarts d'espérance de vie entre hommes et femmes demeurent importants mais se réduisent pour l'espérance de vie « *en bonne santé* ».

1 Graphique 31 : Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé



2  
3 Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars  
4 2013.

5 Graphique 32 : Nombre d'années de vie en bonne santé et espérance de vie  
6 à 65 ans, par sexe



7  
8 Source : Eurostat - 2011

9 Atteignant un peu moins de 85 ans pour les femmes (légère baisse en 2012  
10 passant de 85 à 84,9 ans) et un peu plus de 78 ans pour les hommes, l'espérance  
11 de vie continue à s'allonger globalement. Si l'espérance de vie à la naissance  
12 place la France en bonne position au sein de l'Union européenne, l'espérance de  
13 vie en bonne santé – c'est-à-dire sans limitation d'activité ou sans incapacité

1 majeure -, estimée en 2010 à 63.5 ans pour les femmes et 61.8 ans pour les  
 2 hommes stagne depuis plusieurs années et fléchit même légèrement depuis 2008.  
 3 Comme l'indique une étude de l'INED<sup>127</sup>, « à 60 ans, un homme peut espérer  
 4 vivre encore 21 années, mais avec seulement la moitié sans aucune des incapa-  
 5 cités considérées dans l'étude. Et si les femmes ont une espérance de vie plus  
 6 longue que les hommes, elles passent finalement plus d'années avec des  
 7 incapacités, en particulier avec des incapacités modérées ». L'INED note par  
 8 ailleurs que la France n'est pas particulièrement bien placée en Europe : les  
 9 femmes n'occupent que la 10<sup>ème</sup> place, et les hommes la 11<sup>ème</sup> pour ce qui est de  
 10 l'espérance de vie sans incapacité<sup>128</sup>. S'ouvrent donc des marges de progrès pour  
 11 rejoindre des pays comme le Royaume-Uni (environ 65 ans pour les femmes et  
 12 les hommes en 2010) ou la Suède (environ 71 ans).

13 A *contrario* en Allemagne, l'espérance de vie en bonne santé est  
 14 relativement faible puisqu'elle avoisine 58 ans. Cet indicateur qui mesure un  
 15 enjeu de bien-être diffère en fonction des catégories sociales. Il témoigne ainsi  
 16 des inégalités à prendre en compte dans ce domaine. Il contribue également à  
 17 mesurer les résultats globaux de la politique de santé.

18 Les politiques d'hygiène et de santé publique doivent rester une priorité :  
 19 santé et sécurité au travail, réduction des consommations de tabac et d'alcool,  
 20 diminution du nombre des accidents domestiques et sur la route, réduction de la  
 21 pollution de l'air, lutte contre les maladies. A ce titre, dans un avis publié le  
 22 14/02/2012 relatif aux « Enjeux de la prévention en matière de santé », le CESE  
 23 recommande notamment d'initier et de diffuser une culture collective de la  
 24 prévention et d'accompagner son appropriation par chacun.

25 Si la mesure de l'amélioration du bien-être reste difficile (même si les  
 26 indicateurs de développement durable en tiennent compte), le fléchissement de  
 27 l'allongement de la durée de vie en bonne santé, dont le caractère pérenne doit  
 28 être vérifié, interroge sur la possibilité pour les travailleurs âgés d'une période  
 29 d'activité prolongée - ce d'autant plus que l'on assiste au développement de  
 30 nouvelles pathologies au travail - et sur ce qui est un des objectifs de la stratégie  
 31 européenne Europe 2020 sur laquelle le CESE s'est prononcé. C'est à juste titre  
 32 aussi celui des pouvoirs publics français souligné par le Président de la  
 33 République dans sa conférence de presse du 16 mai 2013. Car, la prolongation de  
 34 la durée vie doit s'accompagner du maintien d'un équilibre dans les transferts  
 35 entre générations, comme nous le verrons par la suite.

### 36 1.3. Fécondité par politique familiale

37 Le taux de fécondité en France atteint 2,01 enfants par femme en 2011,  
 38 plaçant notre pays, avec l'Irlande (2,07), à un niveau proche du taux considéré  
 39 comme permettant le renouvellement des générations (2,1), très au-dessus de la

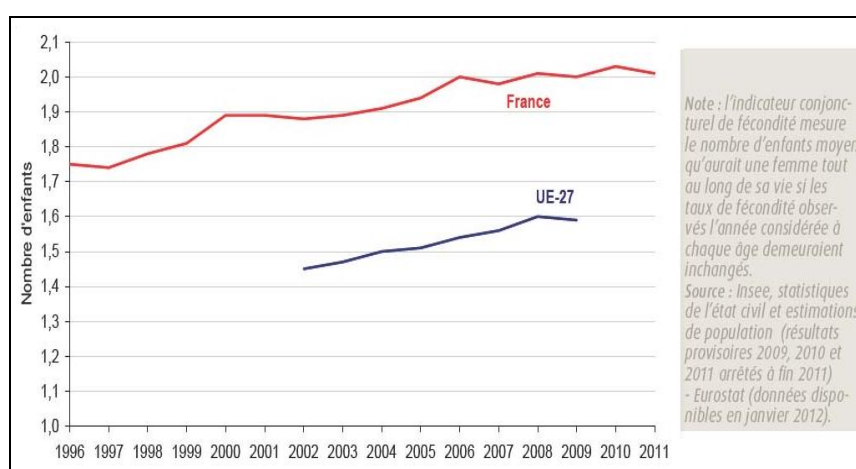
<sup>127</sup> Population & société, n°41 janvier 2008.

<sup>128</sup> [http://www.ined.fr/fr/presse/communiqués\\_dossiers\\_presse/bdd/dossier\\_id/43](http://www.ined.fr/fr/presse/communiqués_dossiers_presse/bdd/dossier_id/43).

moyenne européenne. L'indicateur conjoncturel de fécondité moyen de l'Union européenne se situe en effet en 2011 à 1,57 traduisant la faible fécondité des pays du Sud et de l'Est de l'Europe. Cette fécondité place la France à l'équilibre entre une population mondiale qui, selon l'INED, interrompra sa croissance à terme et une Europe dans laquelle de trop nombreux pays, dont l'Allemagne, voient leur population se réduire malgré des taux d'immigration bien supérieurs au nôtre. Le taux de fécondité des femmes allemandes a ainsi baissé en 2011 pour atteindre 1,36 enfant par femme en moyenne (Institut Destatis<sup>129</sup>). Ce taux de fécondité n'a pas dépassé 1,40 depuis 20 ans.

Chez nous, l'indice conjoncturel dépasse deux enfants par femme pour la seule métropole (2,01 en 2011) et atteint 2,4 enfants par femme dans les territoires ultramarins. La croissance de la fécondité s'explique principalement en métropole par celle des femmes âgées de plus de 30 ans, la fécondité ayant augmenté de plus de 2 % entre 30 et 40 ans et de 5 % après 40 ans.

Graphique 33 : Indicateur conjoncturel de fécondité



Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

On aurait pu s'attendre à ce que l'incertitude suscitée par la crise économique et la montée du chômage fasse chuter la fécondité<sup>130</sup>. C'est bien ce qui s'est produit dans la plupart des pays développés. Aux États-Unis, par exemple, l'indicateur de fécondité, qui atteignait 2,12 enfants par femme au début de la crise, en 2007, a reculé à 1,89 en 2011. La baisse de la fécondité est plus tardive en Europe qu'aux États-Unis : elle ne commence pas avant 2009 ou 2010. Elle est presque de même ampleur dans certains pays, comme l'Islande, où

<sup>129</sup> Office allemand de la statistique.

<sup>130</sup> Gilles Pison, une note publiée en 2012 par l'INED.



le nombre moyen d'enfants par femme a reculé de 2,23 en 2009 à 2,02 en 2011. En comparaison, la baisse de la fécondité en France – de 2,02 en 2010 à 2,00 en 2011 – reste très limitée.

La crise a pour particularité d'être survenue au moment où la fécondité des pays occidentaux, longtemps très basse (surtout en Europe du Sud, de l'Est et du Centre), commençait à remonter. Ce sursaut devait beaucoup au fait que les femmes avaient cessé de reporter toujours plus leurs maternités, entraînant ainsi une remontée mécanique de la fécondité enregistrée chaque année.

Dans les pays concernés par ce mouvement, la récession économique a inversé la tendance et fait chuter la fécondité. La France fait partie des rares pays où il n'y a pas eu de baisse marquée. Plusieurs facteurs y ont sans doute contribué notamment les politiques sociale et familiale qui ont amorti le choc de la récession. Sans le ralentissement dû à la crise, on peut supposer que les naissances auraient été plus nombreuses en 2011 et 2012 et l'indicateur de fécondité de la métropole aurait pu dépasser plus nettement le seuil de deux enfants par femme.

Ce contexte favorable, crée pour la France des obligations en matière de politique familiale. A l'origine celle-ci avait pour objectif de soutenir les familles en compensant les charges liées à la présence d'enfants en leur sein par des allocations familiales. Au fil du temps, elle va s'infléchir et se compléter avec les premières prestations sous conditions de ressources en direction des familles vulnérables puis, pour permettre la conciliation entre vies professionnelle et familiale, et, plus récemment, avec l'aide à la parentalité et au développement de l'enfant.

Pour autant, la persistance d'un déficit élevé de la branche famille de la Sécurité sociale a conduit début janvier le Premier ministre à souhaiter que Bertrand Fragonard, président du Haut conseil de la famille (HCF) « *conduise une réflexion d'ensemble sur la politique familiale au sein du HCF* ». « *Des mesures de redressement financier s'imposent donc, qui doivent être définies en veillant à plus d'efficacité et d'équité. Pour cela, c'est l'économie générale du système d'aide aux familles qu'il convient de réexaminer : architecture d'ensemble, efficience des dispositifs, pertinence de leur ciblage* ». Le Premier ministre précisait sa demande en souhaitant que lui soient proposés « *plusieurs scénarios, pour engager, avec un infléchissement significatif dès 2014, une trajectoire de retour à l'équilibre financier de la branche s'achevant au plus tard en 2016* ».

S'agissant de ce dernier objectif, il faut cependant rappeler qu'aucune dérive des comptes de la CNAF n'a été observée, toutes choses égales par ailleurs. Son déficit actuel (2,5 md€ en 2012) s'explique par deux décisions prises antérieurement :

- d'une part, à partir de 2007, le transfert du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) à la CNAF, sans ressources nouvelles, de la prise en

1 charge des majorations de pension des parents d'au moins trois  
2 enfants (4,4 Md€) ;

3 - d'autre part, l'affectation, en 2011, de ressources non pérennes en  
4 contrepartie du retrait de 0,26 point de CSG attribué à la Caisse  
5 autonome d'amortissement de la dette sociale (CADES).

6 De fait, la CNAF est structurellement en excédent puisque ses prestations  
7 sont indexées sur l'inflation et ses ressources sur la croissance des revenus, en  
8 règle générale, supérieure. A périmètre constant, le déficit de la CNAF aurait été  
9 résorbé en 2019.

10 Le rapport du président du HCF, intitulé « Les aides à la famille », regroupe  
11 des mesures d'importance diverse comme la suppression de la réduction d'impôts  
12 pour enfants scolarisés au collège et au lycée, la réduction de la prime de  
13 naissance ou à l'inverse, le renforcement des aides au logement, l'augmentation  
14 des prestations aux familles modestes, le développement des établissements  
15 d'accueil des jeunes enfants et le doublement des crédits consacrés à  
16 l'accompagnement de la parentalité. Le rapport prévoyait la modulation des  
17 allocations familiales en fonction des ressources. Cette idée a été rejetée par une  
18 majorité des membres du HCF. Ce rapport a été néanmoins remis tel quel au  
19 Premier ministre, accompagné des commentaires des membres du HCF.

20 Le projet du gouvernement, annoncé le 3 juin 2013, met en avant trois axes  
21 principaux :

- 22 - rendre la politique familiale plus juste par une meilleure  
23 redistribution ;
- 24 - développer de nouvelles solutions d'accueil des jeunes enfants de 0 à  
25 3 ans et assurer de meilleures chances aux enfants ;
- 26 - favoriser l'égalité femmes-hommes.

27 Il annonce, entre autres, 275 000 nouvelles solutions d'accueil de jeunes  
28 enfants : création de 100 000 places en crèche, de 100 000 postes d'assistantes  
29 maternelles et de 75 000 places en école maternelle.

30 Pour financer les actions nouvelles qu'il préconisait, Bertrand Fragonard  
31 invitait à demander un effort aux ménages les plus aisés, pour l'essentiel les  
32 familles des deux déciles de revenus supérieurs. Le gouvernement a, quant à lui,  
33 tranché en faveur d'une nouvelle baisse du plafond du quotient familial (de 2 000  
34 à 1 500 €) qui toucherait 12 % des foyers fiscaux et permettrait un retour à  
35 l'équilibre de la branche famille d'ici 2016 avec un transfert d'environ 1 Md€  
36 d'économies du budget de l'Etat vers la branche famille. Ces mesures vont  
37 maintenant être débattues au Parlement dans le cadre des projets de lois de  
38 finances et de financement de la sécurité sociale pour 2014.

39 En moins d'un an, le gouvernement aura donc abaissé par deux fois le  
40 plafond de la réduction d'impôt procuré par le quotient « enfants » (de 2 336 € à  
41 1 500 €). Ce n'est pas rien et il n'est pas illégitime de s'interroger : s'agit-il des

prémisses d'une réforme de plus grande ampleur qui pourrait également concerner le quotient conjugal ? Les débats parlementaires de l'automne nous en apprendront peut-être un peu plus.

#### Encadré 2 : Le quotient familial

« En France, conformément aux principes posés par la Constitution, la charge d'impôt est supposée dépendre de la capacité contributive des foyers, et non de leur seul revenu. Depuis 1945, afin de tenir compte de la taille du foyer, et notamment des charges de famille, le calcul de l'impôt sur le revenu repose sur le système du quotient familial (dont les paramètres ont toutefois été modifiés à plusieurs reprises). Son principe est de mutualiser les ressources au sein du foyer, puis de les rapporter au nombre de membres. Il vise ainsi une certaine forme de neutralité : deux foyers avec des revenus différents et des charges de famille différentes, mais ayant le même niveau de vie avant impôt, doivent conserver un niveau de vie équivalent après imposition sur le revenu. En pratique, l'application du quotient familial revient à diviser le revenu imposable d'un foyer par un nombre de parts qui est fonction de sa configuration familiale (une part à chaque conjoint – ce qui constitue le quotient conjugal –, une demi-part aux deux premiers enfants, et une part par enfant à partir du troisième enfant), à appliquer le barème puis à multiplier l'impôt ainsi obtenu par le nombre de parts »<sup>131</sup>. Au nom de ce principe, le quotient familial n'est pas considéré comme une dépense fiscale mais comme partie intégrante du barème de l'impôt. Le coût du QF représentait en 2009, selon la DG Trésor, 16 milliards d'euros, dont 10 milliards pour le quotient « enfants ».

Les partisans de son maintien évoquent le fait que l'esprit de cette création était de neutraliser fiscalement l'effet des dépenses d'éducation des enfants sur l'impôt. Sans doute faudrait-il réexaminer la mise en œuvre de ce principe en tenant compte du niveau atteint par la fiscalité indirecte. Ils considèrent que l'existence du quotient familial est un des éléments qui concourent à ce que la France occupe au sein de l'OCDE « une position favorable sur plusieurs dimensions des vies familiale et professionnelle ». Toutefois, parmi eux, certains estiment que les nombres de parts retenus vont au-delà de l'effet de neutralisation recherché. Ils proposent de faire évoluer ce nombre en les rapprochant des unités de consommation (UC) selon l'échelle retenue par l'OCDE, soit 1 UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. Selon l'étude de la direction du Trésor, l'effet net sur les finances publiques serait un gain de 2,3 Md€.

<sup>131</sup> Etude réalisée à partir du modèle Saphir, sur la base de l'Enquête revenus fiscaux et sociaux, à la demande du HCF pour l'élaboration de son rapport « Architecture des aides aux familles : quelles évolutions pour les 15 prochaines années » adopté en 2011.

D'autres, considérant que tout enfant doit bénéficier d'une même aide de l'Etat, sont partisans d'une affectation égalitaire du quotient « enfants ». Actuellement, un ménage composé d'un couple et de trois enfants dont les revenus sont de 80 000 € par an voit son impôt sur le revenu réduit de 5 743 €, soit une aide de 1914 € par enfant. Un ménage de même composition ayant des revenus de 25 000 € verra son impôt réduit de 393 €, soit une aide de 131 € par enfant. De fait, malgré le plafonnement du quotient familial enfants, les 10 % de ménages aux revenus les plus élevés bénéficient de 30 % de l'aide totale accordée par ce biais. La transformation du quotient enfant en crédit d'impôt ou allocation forfaitaire permettrait d'accorder une aide identique par enfant et ce dès le premier enfant, tout en conservant le caractère universel de la mesure. Dans l'étude déjà citée, la direction du Trésor évalue à 607 € par an et par enfant le montant de cette aide et à 3,5 Md€ le transfert de ressources entre les perdants et les gagnants.

D'autres encore, à l'image des économistes Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Camille Landais<sup>132</sup> militent en faveur d'une réforme radicale consistant en l'individualisation de l'impôt sur le revenu assortie d'une réforme du barème, impliquant donc la suppression du quotient familial. Pour les partisans d'une telle réforme, il est vain en effet de se contenter seulement d'une hausse des taux pour rééquilibrer le poids de la fiscalité progressive dans la fiscalité. De fait, actuellement, une hausse de la tranche de 41 % à 50 % rapporterait à peine 3 Md€.

**Il est clair qu'aucune de ces pistes ne fait consensus et n'est même susceptible de rassembler une majorité. Sans prétendre y parvenir, le CESE pourrait utilement se saisir de la question pour faire progresser un débat qui reste trop confidentiel quand il ne se réduit pas aux échanges polémiques.**

Au total, la dynamique démographique de la France est donc porteuse d'atouts si la société et les gouvernements assument les responsabilités qu'elle leur confère. **Si les pouvoirs publics souhaitent préserver cette dynamique, la politique familiale créditée, au moins en partie, de ce résultat devrait donc se prolonger : poursuivre les efforts destinés à mieux concilier la vie professionnelle et familiale ou personnelle, développer l'offre solvable de garde des enfants en bas âge, mieux inciter les pères à prendre le congé parental, et lutter avec détermination contre la pauvreté<sup>133</sup>.**

Mais au-delà, il s'agit bien aussi de garantir aux jeunes de bonnes conditions d'éducation et de formation tout en faisant de l'emploi une véritable priorité. Si de telles politiques seront coûteuses, à l'instar de la politique familiale, qui a su évoluer pour s'adapter aux nouveaux besoins des familles depuis sa création en 1945, ces politiques doivent être vues comme des investissements pour l'avenir et non comme un simple coût. Dans un contexte de rigueur dans les dépenses publiques, notre politique actuelle est-elle la plus efficace au regard de ces objectifs ? Permet-elle la meilleure prise en charge et la meilleure éducation des enfants de toutes les familles ? Apporte-elle les aides les plus équitables pour favoriser l'autonomie des jeunes et les pousser à la fois à s'intégrer et à créer la société et la vie professionnelle de demain ? C'est à ces

<sup>132</sup> « Pour une révolution fiscale », Editions Seuil, La République des idées.

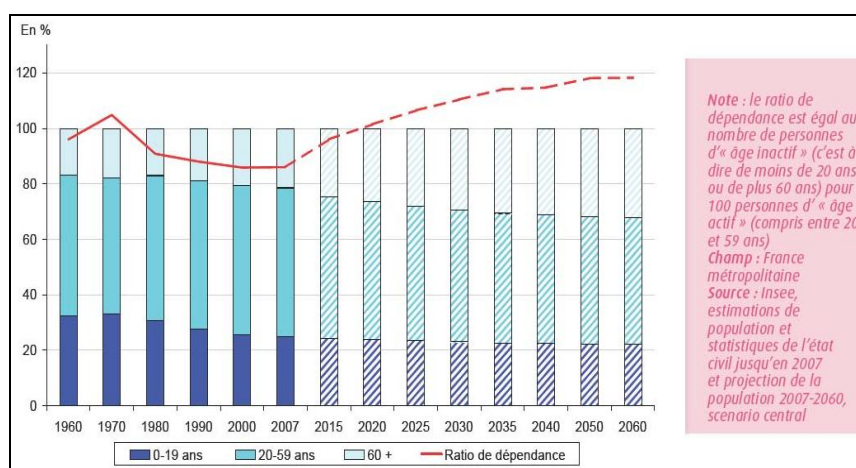
<sup>133</sup> Avis lié au Rapport sur l'état de la France en 2011.

questions que l'avis sur « les évolutions contemporaines de la famille et leurs conséquences en matière de politiques publiques » s'efforce de répondre.

#### 1.4. Une population qui vieillit

Si les tendances démographiques récentes se maintiennent, une personne sur trois aura plus de 60 ans en 2060 en France métropolitaine. Jusqu'en 2035, aucune variante démographique ne remet en cause la forte augmentation des plus de 60 ans dans la population. Le nombre de personnes d'« âge inactif » (de moins de 20 ans ou de plus de 60 ans) pour 100 personnes d'« âge actif » (compris entre 20 et 59 ans) passerait de 86 en 2007 à 114 en 2035 pour atteindre 118 en 2060<sup>134</sup>.

Graphique 34 : Evolution de la structure de la population de la France métropolitaine



Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

L'amélioration de l'espérance de vie a pour conséquence directe d'entraîner un vieillissement de la population européenne. La France n'échappe pas à la règle d'autant que les générations nombreuses du *baby-boom* avancent en âge même si elle limite quelque peu ce vieillissement grâce au nombre élevé des naissances. La faible évolution des chiffres et des graphiques conserve toute son actualité aux analyses posées dans notre *Rapport sur l'état de la France en 2011*<sup>135</sup> auquel nous renvoyons le lecteur.

<sup>134</sup> Ces chiffres appellent à eux seuls une révision des appellations « âge actif » et « âge inactif » ou une modification de leurs périmètres.

<sup>135</sup> CESE, *Rapport sur l'état de la France en 2011*, p. 128 et suivantes.

1 Le vieillissement de la population française se poursuit donc de manière  
 2 lente mais régulière, principalement aux âges élevés. En 2011, dix millions de  
 3 personnes étaient âgées de plus de 65 ans, dont six millions de femmes. La  
 4 population féminine âgée de plus de 80 ans est deux fois plus nombreuse que la  
 5 population masculine aux mêmes âges. Les problématiques de la dépendance  
 6 sont différenciées pour les hommes et pour les femmes : l'écart d'âge entre  
 7 conjoints et la surmortalité masculine impliquent que les hommes sont plus  
 8 souvent en couple aux âges élevés, alors que les femmes se retrouvent plus  
 9 souvent veuves et seules aux grands âges ; les déséquilibres entre les rôles  
 10 masculins et féminins sont également accentués à ces âges, les femmes se  
 11 retrouvant dans la majorité des cas en position d'aidantes.

12 Il est à noter que la population dans la France ultramarine est plus jeune  
 13 qu'en métropole : un tiers de la population est âgé de moins de 20 ans contre,  
 14 seulement un quart en métropole. Les âges médians sont aussi fortement  
 15 différenciés : la moitié de la population est âgée de moins de 35 ans, alors qu'en  
 16 métropole, l'âge médian est proche de 40 ans.

17 Dans l'avis « *La dépendance des personnes âgées* » adopté le 15 juin 2011  
 18 par notre assemblée, la délégation à l'outre-mer a présenté une contribution qui  
 19 met en avant notamment le fait que la population ultramarine est encore jeune  
 20 aujourd'hui mais qu'elle risque de connaître un vieillissement accéléré à  
 21 l'horizon 2040.

22 En effet, l'image collective des territoires ultramarins est celle de sociétés  
 23 très jeunes caractérisées par une démographie dynamique. Or, la problématique  
 24 des jeunes en Outre-mer est liée à celle du vieillissement rapide de la population  
 25 dans les territoires d'Outre-mer. La violence de la transition démographique que  
 26 cela pourrait entraîner dans certains de ces territoires, combinée à l'allongement  
 27 de la durée de vie notamment, font que le défi majeur du vieillissement accéléré  
 28 de la population ultramarine se profile et risque de surprendre l'ensemble des  
 29 décideurs locaux et nationaux.

30 En Guadeloupe et en Martinique, le vieillissement de la population  
 31 s'annonce rapide et brutal à l'horizon 2040 : près de 4 habitants sur 10 auraient  
 32 60 ans ou plus. Ces deux régions seraient alors parmi les trois régions les plus  
 33 âgées de France derrière la Corse. De plus, comme relevé dans la contribution de  
 34 la délégation Outre-mer à l'avis sur la « *Dépendance des personnes âgées* »,  
 35 l'espérance de vie en bonne santé en OM est nettement inférieure à celle qui est  
 36 observée en métropole.

37 La prise en compte de la brutalité de la transition démographique en  
 38 Guadeloupe et en Martinique et son impact sur les sociétés concernées est donc  
 39 essentielle dans la définition des enjeux propres à l'Outre-mer et des politiques  
 40 publiques qui devront être mises en œuvre dans le cadre de la prise en charge des  
 41 personnes en perte d'autonomie.

Avec l'augmentation des classes de seniors, changent les modalités et l'ampleur des transferts financiers entre générations et l'évolution des disparités au sein des générations. Les sommes en jeu méritent attention. Nous souhaitons donc y apporter un éclairage particulier dans le présent rapport.

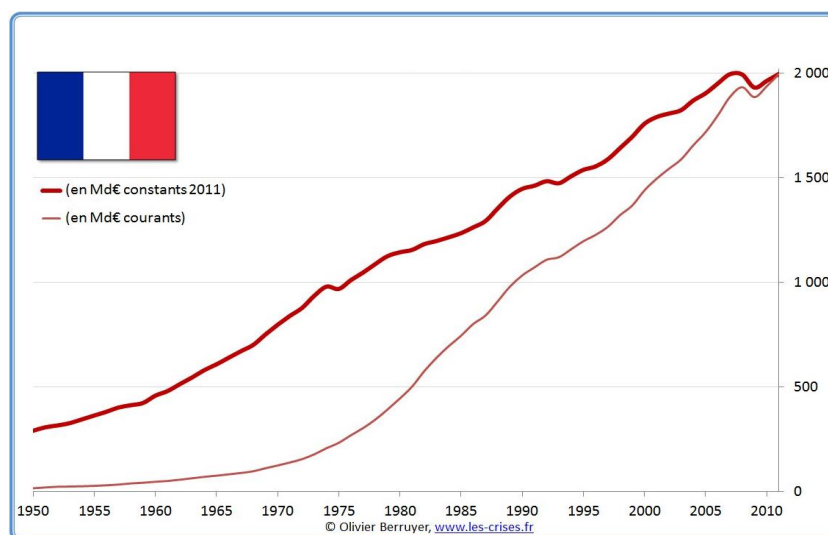
Si l'âge médian est de 29 ans en 2013 à l'échelle mondiale, ce qui signifie que « la population est plutôt jeune, les projections à moyen-long terme établissent que la population mondiale va vieillir, avec des phénomènes d'accélération fortes dans certains pays tels que la Chine... »<sup>136</sup>

Ce vieillissement rapide de la population à l'échelle mondiale s'annonce comme l'un des principaux défis pour les générations futures car la mise en place des systèmes de solidarité liés notamment à la retraite sera questionnée.

## 2. Transferts entre générations en croissance vers les seniors avec le vieillissement de la population

L'évolution de la production économique par habitant en France et dans les anciens pays industrialisés d'Europe révèle un fort enrichissement sur longue période, malgré le ralentissement progressif et la crise récente.

Graphique 35 : Evolution du PIB de la France, 1950-2011



Source : Insee.

Cette relative aisance s'est accompagnée d'une croissance corrélative des transferts de revenus. Les transferts entre générations sont de diverses natures : entretien, éducation, temps, attentions, amour, biens matériels et financiers...

<sup>136</sup> Gilles Pison, audition du 18 avril 2013.

1 Beaucoup de ces transferts se font au sein de la famille et de la sphère privée.  
2 Toutefois, une part croissante de ces transferts dépend des systèmes sociaux de  
3 solidarité ou se déroule dans le cadre fiscal des transmissions de biens et de  
4 patrimoines. Nous réserverons donc notre attention aux flux économiques et  
5 financiers de ces échanges.

6 Avec l'accord de M. Hugues de Jouvenel, nous avons utilisé certains  
7 éléments développés dans deux articles publiés dans la revue *Futuribles* n°393 de  
8 mars-avril 2013 sur « *Les transferts entre les générations* ». En effet, les  
9 évolutions de ces flux se font au rythme de celles de la démographie. Elles sont  
10 lentes, ce qui les distrait de notre attention. Mais, replacées dans des perspectives  
11 de moyen-long terme, elles accompagnent des changements profonds dans la  
12 répartition des poids et rôles relatifs des uns et des autres entre les générations et  
13 au sein de chacune. A ce titre, un certain nombre de problématiques sont  
14 actuellement soulevées quant aux conséquences de leurs prolongations et sur  
15 l'opportunité de les infléchir dans le cadre de nouvelles politiques publiques.

16 L'observation des transferts financiers entre générations fait apparaître une  
17 spécialisation progressive des canaux. Les transferts publics sont à dominante  
18 ascendante, bénéficiant d'abord aux aînés, sous forme de dépenses de retraite,  
19 santé et dépendance. Les 60 ans ou plus reçoivent des systèmes publics de  
20 solidarité autant que le reste de la population, alors qu'ils sont quatre fois moins  
21 nombreux aujourd'hui. A l'inverse, les transferts financiers familiaux concernent  
22 pour l'essentiel les transmissions patrimoniales, aides, donations ou héritages qui  
23 descendent les générations au profit des enfants ou petits-enfants.

24 Les flux annuels dans les deux sens ont augmenté sensiblement et bien plus  
25 que la croissance économique au cours des trente dernières années. Les transferts  
26 publics ascendants représentent presque 20 % du PIB, soit près de 400 milliards  
27 d'euros, tandis que les *retours familiaux* se montent chaque année à 10 %, soit  
28 environ 200 milliards d'euros.



1 Tableau 2 : Transferts publics et privés entre générations en France aujourd'hui,  
 2 en % du PIB<sup>1</sup>

Type	Famille		Etat	
Direction/ bénéficiaire	Descendante	Ascendante	Moins de 60 ans (80 % de la population)	Plus de 60 ans (20 % de la population)
Transferts en espèces	Dépenses d'éducation • Frais divers ? Transferts entre adultes • transmissions déclarées 5 % <sup>2</sup> dont héritages 3 % <sup>2</sup> et donations 2 % <sup>2</sup> • Aides financières 2 %	Transferts entre adultes • Donations rares  • Aides financières 0,2 %	• Allocations familiales + maternité 2 % • Dépenses de santé + invalidité... 6 % <sup>3</sup> • Aides sociales (enfance, logement), RMI, RSA 1 % • chômage 2 % • dépenses d'éducation et formation continue 7 %	• pensions publiques + dépendances 14 % • dépenses de santé 5,5 % <sup>3</sup> • accroissement de la dette publique 1-2 % <sup>3</sup>
<b>Totaux</b>	<b>Total transferts 7 %<sup>2</sup></b>	<b>Total transferts &lt; 0,5 %</b>	<b>Total 18-19 %</b>	<b>Total près de 20 %</b>
Transferts en temps ou en nature	• Aides en nature • Temps d'éducation • Garde des petits enfants • Corésidence	• Soins ou services aux parents âgés • prise en charge • Corésidence	• services aux familles (crèches, cantines) 1,3 %	• services aux personnes âgées (soins de santé, maisons de retraite) 0,2 %
1. Pour un PIB d'environ 2 000 milliards d'euros. 2. Les transmissions déclarées sous-estiment les transmissions effectives d'au moins 30 %. Les retours familiaux constituent plus de 10 % du PIB 3. Une partie limitée des dépenses de santé est à la charge des ménages.  Source : adaptation de Arrondel Luc et Masson André, « Taxer les héritages pour accroître la mobilité du patrimoine entre générations », <i>Revue française d'économie</i> , vol. XXVI, 2 octobre 2011, p.23-72.				

3  
 4 Source : *Futuribles* n°393 – mars-avril 2013.

5 Ce tableau offre une image parlante du problème de viabilité globale à  
 6 terme auquel vont se heurter les dépenses sociales face au vieillissement  
 7 démographique, surtout si le ralentissement de la croissance économique tend à  
 8 s'installer dans notre pays. En 1950, les 60 ans ou plus ne représentaient que 6 à  
 9 7 % de la population. Aujourd'hui, ils en constituent un peu plus de 20 % et  
 10 perçoivent près de 20 % du PIB en transferts de retraite, santé et dépendance (y  
 11 compris par augmentation de la dette publique), soit au moins autant que  
 12 l'ensemble des autres classes d'âge en dépenses de santé, éducation, allocations  
 13 familiales, *minima* sociaux, chômage... Qu'en sera-t-il lorsqu'ils pourraient  
 14 représenter plus d'un quart des Français en 2030 et près d'un tiers en 2050 ?  
 15 Cependant, comme le note l'économiste G. Duval<sup>137</sup>, « *les évolutions*  
 16 *démographiques prévisibles vont en effet accroître fortement le poids des plus de*  
 17 *65 ans dans la population française et diminuer celui des personnes d'âge actif.*  
 18 *Mais nous avons encore une proportion si importante de personnes de 20 à*  
 19 *64 ans sous-employées que nous pouvons parfaitement contrebalancer cet effet*  
 20 *et maintenir la part de ceux qui occupent un emploi dans la population totale* ».

<sup>137</sup> *Alternatives économiques*.

1 Les évolutions démographiques à l'œuvre résultent d'une formidable  
 2 amélioration des conditions de vie. Elles nécessitent une réflexion en profondeur  
 3 sur les équilibres financiers futurs des systèmes de protection sociale. La  
 4 solidarité intergénérationnelle en est une des bases. Le travail fourni par la  
 5 génération qui part à la retraite bénéficie à la génération suivante et cette dernière  
 6 prend en charge les retraités. Ainsi chaque génération monte sur les épaules de la  
 7 précédente et la création de richesse est partagée entre actifs et retraités.

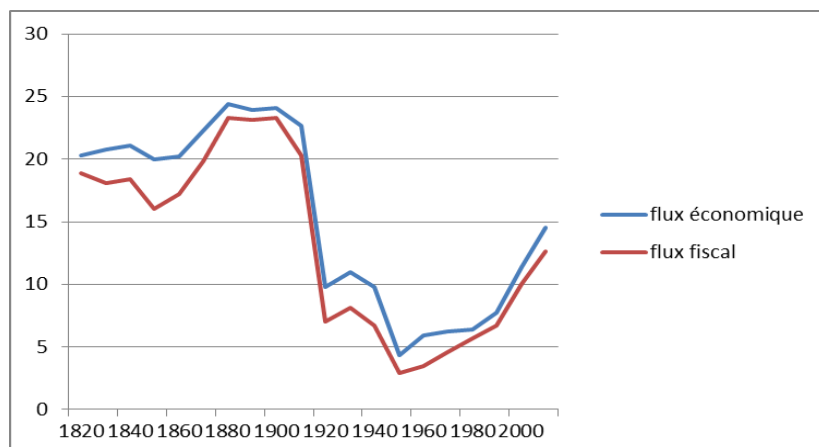
8 Le déséquilibre intergénérationnel a tendance à s'accroître entre le niveau  
 9 de vie des plus jeunes et celui des plus âgés. Le problème semble d'autant plus  
 10 préoccupant que, comme on vient de le voir, les systèmes de transferts socialisés  
 11 jouent dans le même sens. Peut-on voir là une source de clivage entre les  
 12 *générations dorées* (nées entre 1925 et 1955) et les *générations plombées* (qui  
 13 les suivent) ? Jusqu'à faire oublier à ces dernières, qu'elles sont plus éduquées  
 14 que leurs parents, qu'elles vivront probablement plus longtemps et en meilleure  
 15 santé ?

16 Les caractéristiques qui accompagnent cette évolution vers une société de  
 17 plus en plus patrimoniale ne sont pas pour apaiser ces interrogations. Le flux  
 18 annuel des transmissions patrimoniales entre ménages (dons ponctuels,  
 19 versements réguliers...) et les transmissions déclarées, donations entre vifs et  
 20 héritages *post mortem*, sont estimées à 10 % du PIB (voir tableau plus haut). Les  
 21 fluctuations de ce ratio ont été reconstruites sur près de deux siècles dans des  
 22 travaux récents<sup>138</sup>.

---

<sup>138</sup> Thomas Piketty, « *On the long-run evolution of inheritance : France 1820-2050* », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 126, p. 1071-1131. Les sources utilisées sont en particuliers celles de la comptabilité nationale des revenus et des patrimoines et les données fiscales de l'impôt sur les successions.

Graphique 36 : Rapport héritage/revenu national brut en France 1820-2008  
(en %)



*Flux économique* : calculé à partir des estimations de la richesse nationale, des tables de mortalité et des profils de richesse observées selon l'âge.

*Flux fiscal* : calculé à partir des données relatives aux legs observés et aux droits de donation, y compris les actifs exonérés d'impôts.

Sources : Piketty Thomas, « *On the long-run evolution of inheritance : France 1820-2050* » - *Futuribles* n°393 – mars-avril 2013.

Les flux d'héritage<sup>139</sup> ont culminé à la fin du XIXe siècle, période durant laquelle le taux de rendement du capital pouvait être jusqu'à cinq fois supérieur au taux de croissance. Après une chute consécutive aux deux guerres et une stabilisation basse pendant les Trente Glorieuses, ces flux repartent à la hausse depuis les années 1980, à nouveau sous l'effet d'une rémunération du capital supérieure à la croissance.

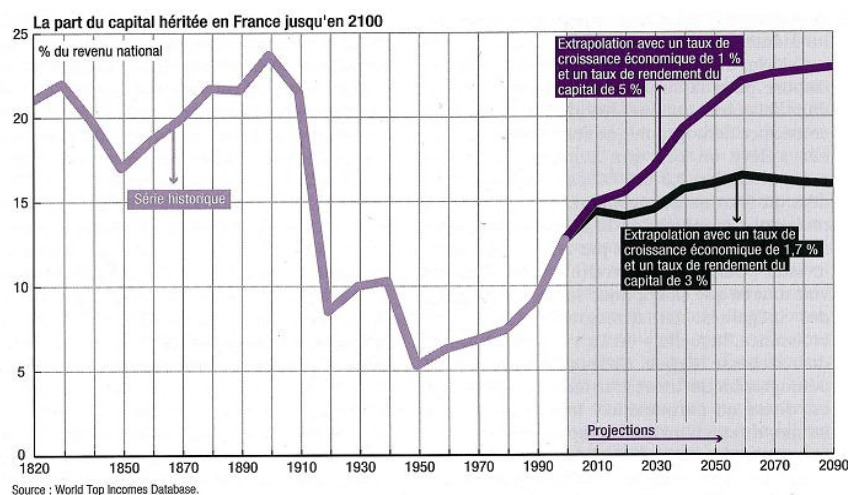
Les flux d'héritage suivent une courbe en « U » prononcée au fil du temps. La valeur annuelle des flux d'héritage s'élevait à une proportion stable de 20-25 % du revenu national sur la période 1820-1910. Elle est divisée par 5-6 entre 1910 et les années 1950. Puis, elle est multipliée par 3-4 entre 1950 et les années 2000. L'explication de ces évolutions, à la fois simple et robuste, réside dans la valeur comparée du taux de croissance de l'économie et du taux de rendement du patrimoine. Lorsque le taux de croissance de l'économie est faible et inférieur au taux de rendement du patrimoine, alors l'héritage est le facteur déterminant de l'accumulation de richesses et de la structure des inégalités. A l'inverse, lorsque le rendement du patrimoine est inférieur au taux de croissance de l'économie, la

<sup>139</sup> Le flux d'héritage est obtenu en additionnant la valeur monétaire de tous les actifs transmis par succession et donation, c'est-à-dire l'ensemble des richesses issues du passé et transmises à la génération suivante au sein des familles. Dans le cadre de ses travaux, Thomas Piketty a tenté de reconstituer la place du flux annuel d'héritage dans le revenu national depuis 1820.

part héritée pèse moins dans l'accumulation des richesses que les nouvelles richesses produites années après années. La rente se nourrit d'une croissance faible. A l'inverse, la croissance rebat les cartes en permanence, minimisant le poids des richesses héritées du passé.

On retrouve ainsi la problématique démographique car un monde en croissance démographique forte est un monde où l'héritage est divisé en permanence. Inversement, dans un monde stagnant démographiquement – pire encore, où la population diminue – l'héritage prend une part cruciale dans la répartition des revenus et démultiplie les inégalités liées aux transmissions de patrimoine. Or, la croissance économique produit les mêmes effets que celle de la démographie.

Graphique 37 : La part du capital hérité en France jusqu'en 2100

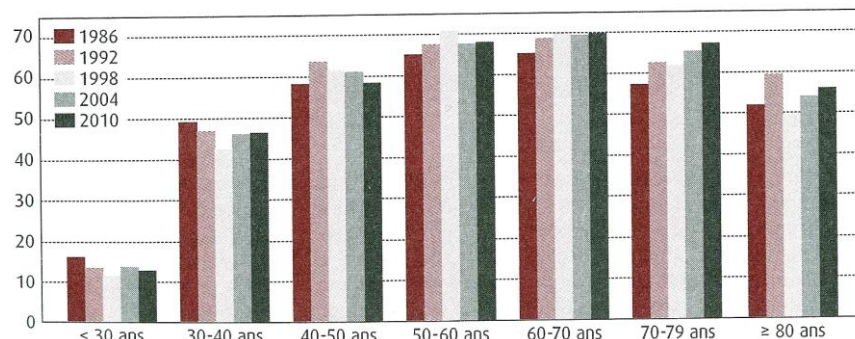


Sources : World Top Incomes Database – « Regards sur la Terre 2013 », Armand Colin, mars 2013.

Dans les années 1920, l'économiste libéral Franck Knight suggérait que la détention d'un patrimoine provenait d'un « mélange complexe d'héritage, de chance et d'effort, probablement dans cet ordre d'importance ». La courbe en U conduit à penser qu'aujourd'hui en France, la fortune proviendrait davantage de l'héritage (au sens large des biens reçus) ou encore de la chance (plus-values immobilières) que du travail ou de l'effort d'épargne personnel. Les inégalités se creuseraient à nouveau entre héritiers et non-héritiers, surtout si l'on tient compte des donations, apanage des classes aisées. Ce retour en arrière, après la parenthèse de l'entre-deux-guerres suivie des Trente Glorieuses, n'est-il pas une redoutable cause de l'érosion des valeurs méritocratiques, au rang desquelles la valeur travail ? Nul besoin d'une compréhension fine de ces mécanismes économiques pour les ressentir et pour que l'on en recueille les conséquences dans les enquêtes d'opinion.

Le fait que les transmissions – largement représentatives du patrimoine des plus âgés – augmentent sensiblement plus vite que la croissance économique, tout en renforçant les inégalités de richesse au sein d’une même classe d’âge, constitue un phénomène majeur.

Graphique 38 : part de propriétaires par classe d’âge en France (en %)



Sources : *Futuribles* n°393 – mars-avril 2013 - Insee, Enquête patrimoines.

A peine plus de 10 % des moins de 30 ans est propriétaire ou accédant à leur logement, alors que la diffusion de ce bien concerne aujourd’hui 58 % des Français et 70 % des ménages entre 50 et 70 ans. L’effet de cycle de vie ne peut expliquer un tel écart et se combine à un effet de génération défavorable aux plus jeunes : alors qu’il a plutôt augmenté au sein des 50-70 ans, le pourcentage de propriétaires a décru depuis 1986 chez les moins de 40 ans. L’âge moyen de l’accession à la propriété du logement principal a augmenté au sein des jeunes générations, en raison notamment de l’augmentation du prix du logement dans les grandes villes.

A la suite de son enquête patrimoine, l’INSEE constate<sup>140</sup> que : « *Les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus marquées que celles des revenus*<sup>141</sup> ». Les 10 % de ménages les mieux dotés en patrimoine possèdent au minimum 552 300 euros d’actifs (D9), alors que les 10 % les plus modestes en termes de patrimoine détiennent au maximum 2 700 euros (D1) chacun, soit 205 fois moins. Collectivement, les 10 % de ménages les mieux dotés concentrent 48 % de la masse totale de patrimoine brut. Les 5 % les mieux dotés en détiennent à eux seuls 35 % et les 1 %, 17 % (graphique 38). Les ménages de ce dernier centile possèdent chacun au moins 1 885 200 euros de patrimoine brut. À l’opposé, 50 % des ménages les moins dotés détiennent 7 % du patrimoine brut, et les 10 % les plus modestes n’en détiennent que 0,05 %.

<sup>140</sup> INSEE enquête sur les patrimoines ([http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1380](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1380)).

<sup>141</sup> Pour les inégalités de revenus, voir plus bas : « 6.2. *Distribution des revenus* ».

1 Tableau 3 : Montants du patrimoine brut par grande composante en 2010

Patrimoine brut global				
	Moyen	Médian	D9	D1
<b>Age de la personne de référence du ménage</b>				
Moins de 30 ans	53 900	10 400	177 800	1 400
De 30 à 39 ans	188 400	105 900	431 300	2 600
De 40 à 49 ans	292 100	186 100	601 800	2 800
De 50 à 59 ans	334 600	226 600	738 500	3 200
De 60 à 69 ans	358 900	219 200	720 400	4 300
70 ans et plus	261 300	149 200	525 900	4 000
<b>Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage</b>				
Agriculteur	845 900	642 100	1 610 000	220 600
Artisan, commerçant, industriel	642 800	338 700	1 050 000	12 900
Profession libérale	911 400	555 900	1 890 000	33 900
Cadre	415 300	296 700	782 800	17 200
Profession intermédiaire	208 400	177 200	457 600	5 500
Employé	118 100	26 600	301 600	1 500
Ouvrier qualifié	122 300	41 800	306 600	2 600
Ouvrier non qualifié	67 900	8 500	227 400	800
Agriculteur retraité	260 900	152 900	559 000	5 500
Indépendant retraité	551 400	287 200	1 060 000	9 100
Salarié retraité	254 600	169 000	534 500	3 500
Inactif n'ayant jamais travaillé	73 200	6 000	229 400	700
<b>Type de ménage</b>				
Personne seule	156 800	53 900	361 200	1 800
Famille monoparentale	124 400	15 400	335 500	1 000
Couple sans enfants	352 400	226 700	720 400	6 600
Couple avec enfants	331 800	227 400	672 000	5 300
Autre cas	360 700	129 000	488 400	2 500
<b>Ensemble</b>	<b>259 000</b>	<b>150 200</b>	<b>552 300</b>	<b>2 700</b>

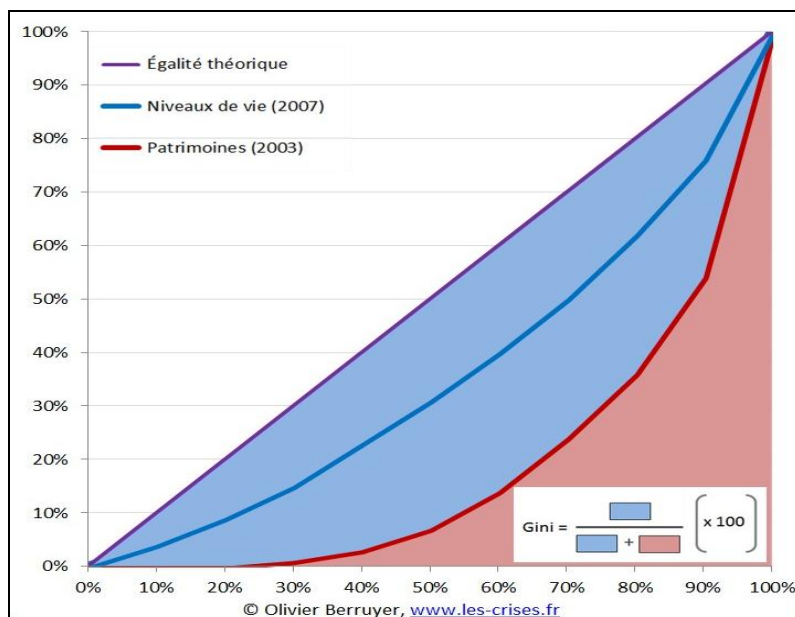
2  
3 Source : Insee, enquête Patrimoine 2009-2010.

4 Conclusion de l'enquête Patrimoine, « on constate que les inégalités de  
5 patrimoine brut se sont accrues entre 2004 et 2010. Ainsi, le rapport interdécile  
6 D9/D1 a augmenté de plus de 30 % et le rapport interquartile Q3/Q1 de plus de  
7 47 %. En 2010, le patrimoine moyen détenu par les 10 % des ménages les mieux  
8 dotés est 35 fois plus élevé que celui détenu par les 50 % de ménages les moins  
9 dotés. Ce rapport était de 32 en 2004. L'indice de Gini<sup>142</sup> a augmenté de 1,4 %  
10 sur cette période. Ce creusement des inégalités observé sur l'ensemble de la  
11 population est amplifié parmi les ménages dont le patrimoine est supérieur au

<sup>142</sup> L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

1 *dernier décile. Ainsi, l'indice de Gini s'est accru de 13,9 % sur cette*  
 2 *population ».*

3 Graphique 39 : Courbes de Lorentz des niveaux de vie 2007  
 4 et des patrimoines 2003 en France



5  
 6 Sources : Insee.

7 Lecture : les 60 % des Français les plus pauvres gagnent 40 % des revenus  
 8 du pays, mais ne possèdent que 14 % du patrimoine.

9 A l'heure où les besoins d'investissement pour l'avenir dépassent de loin  
 10 les possibilités des seuls pouvoirs publics, la façon dont le transfert des richesses  
 11 s'opère apparaît déterminant pour réussir les mutations nécessaires.

### 12 3. Formation initiale et continue gage d'adaptabilité

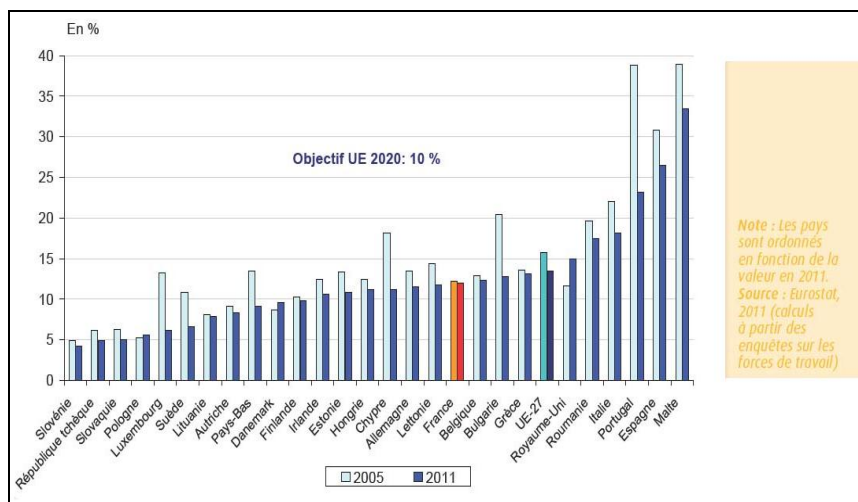
13 *La société de la connaissance (éducation et formation, recherche et*  
 14 *développement, communication)* est, à juste titre, l'un des défis de la stratégie  
 15 nationale de développement durable. Parmi les différents indicateurs propres à ce  
 16 défi et mis à jour par l'édition 2013, quatre d'entre eux nous intéressent plus  
 17 particulièrement : les sorties précoces du système scolaire, les difficultés de  
 18 lecture des jeunes de 15 ans, les diplômés du supérieur parmi les 25-34 ans  
 19 notamment et l'accès à la formation continue.

### 3.1. Sorties précoces et difficultés de lecture

Les deux premiers critères fournissent une appréciation du pourcentage de jeunes qui ont des difficultés pour participer à la société de la connaissance.

Ainsi en 2011, avec 12 % de sorties précoces du système scolaire parmi les 18-24 ans, notre pays se rapproche de l'objectif de 10 % fixé par l'Union européenne en 2020. Ce taux de 12 % est un peu meilleur que ceux atteints les années précédentes à l'exception de 2008. A titre comparatif, la moyenne de l'UE se situe à 13,5 % en 2011, après 15,8 % en 2005 et 17,6 % en 2000.

Graphique 40 : « sorties précoces » : part des 18-24 ans ne suivant ni études ni formation et sans diplôme de l'enseignement secondaire de second cycle autre que le brevet des collèges

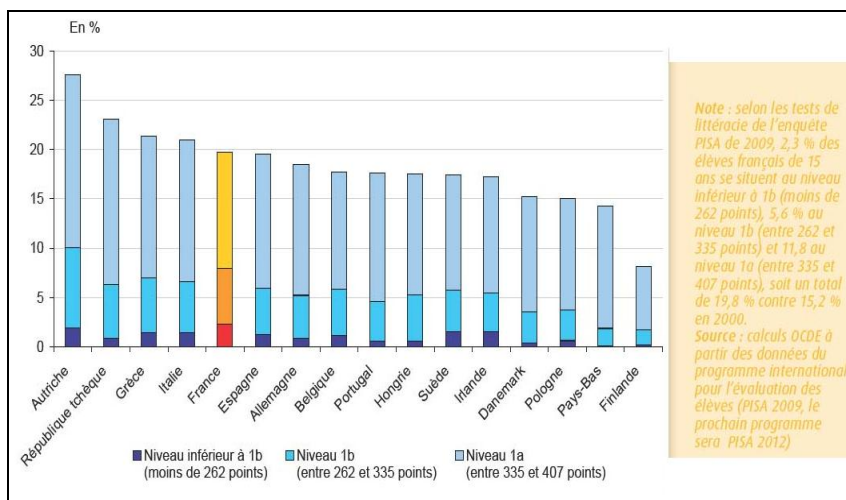


Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

Plus préoccupant, les statistiques du ministère de l'éducation nationale font apparaître qu'en moyenne 120 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme, alors qu'ils sont plus de 700 000 à terminer chaque année leur formation initiale. En 2009, 19,8 % des jeunes Français de 15 ans ont des difficultés notables de lecture, ce qui place notre pays parmi les nations ayant les plus mauvais résultats (comme la plupart des pays méditerranéens, ainsi que l'Autriche et la République tchèque). Pire cette proportion de « mauvais lecteurs » a augmenté depuis 2000 où elle se situait à 15,2 %. Le pays ayant les meilleurs résultats dans ce domaine est la Finlande avec un taux de 8,1 %. Naturellement, ce type de difficultés a pour conséquence de limiter l'accès aux formations supérieures, puis de nuire à l'insertion sociale et à leur employabilité à terme.



Graphique 41 : Proportion de jeunes de 15 ans présentant de faibles compétences en lecture en 2009



Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

### 3.2. Formation supérieure et continue

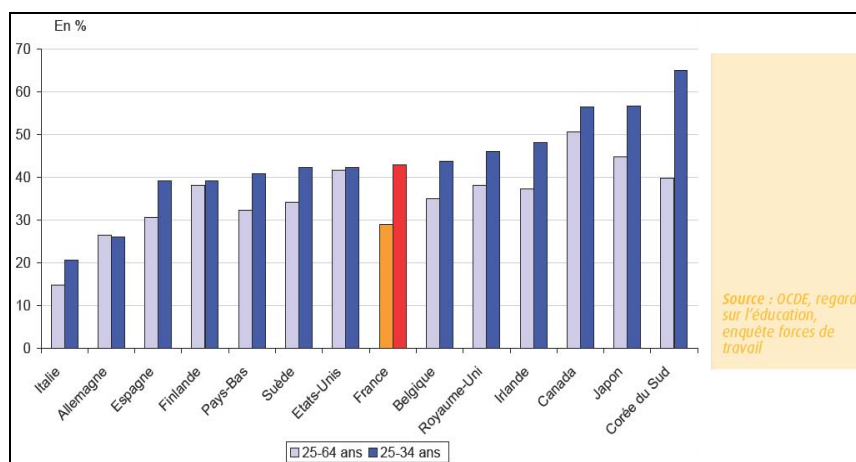
La France est plutôt bien positionnée en termes de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les jeunes adultes de 25-34 ans : ils sont 43 % en 2010, soit un niveau comparable aux Etats-Unis et à la Suède. Cette progression résorbe progressivement le décalage observé entre les européens et les américains, décalage également existant chez les 25-64 ans. A titre de comparaison, l'Allemagne et l'Italie ont les plus faibles taux de diplômés chez les jeunes adultes et les adultes.

En revanche, le système allemand de formation professionnelle initiale est particulièrement performant et fait figure de référence par rapport à ses voisins européens (l'Allemagne comptait en 2012, 8,1 % de taux de chômage pour les jeunes de moins de 25 ans, l'un des plus bas d'Europe). Comme l'indique une note du Centre d'analyse stratégique parue en février 2013,<sup>143</sup> cette singularité repose d'une part, sur l'existence d'un système dual d'alternance école/entreprise, et d'autre part des écoles professionnelles à temps plein. Le système dual constitue la principale voie d'accès à la qualification professionnelle, 60 % des jeunes allemands font le choix de cette filière et 15 % optant pour une formation professionnelle purement scolaire. Les formations

<sup>143</sup> La formation professionnelle initiale : l'Allemagne est-elle un modèle pour la France ?, Centre d'analyse stratégique - La note d'analyse n°322- février 2013.

supérieures duales restent, en revanche, peu développées dans les universités allemandes. Elles concernaient 4 % des étudiants allemands en 2011.

Graphique 42 : Proportion des jeunes et des adultes diplômés de l'enseignement supérieur en 2010



Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

Pour les 25-64 ans, la France avec un taux de 27 % fait partie des pays, qui a longtemps partagé de faibles proportions de diplômés de l'enseignement supérieur. Pour les classes d'âges les plus anciennes les enseignements concernés étaient peu développés. Cependant, les générations les plus jeunes ont bénéficié de progrès significatifs dans l'offre d'enseignements secondaires et supérieurs. Les pays asiatiques, Japon et Corée du sud notamment, ont une proportion de diplômés supérieurs nettement plus importante (environ 60 % des 25-34 ans). Cet accès à l'enseignement supérieur contribue fortement à la progression du capital humain, facteur d'adaptation auquel la globalisation et les défis du DD feront de plus en plus appels.

Dans notre pays, le taux moyen trimestriel d'accès à la formation continue des personnes âgées de 25 à 64 ans s'élève à 8,5 %. Il se rapproche des années précédentes après une légère baisse en 2010. L'accès à la formation est très différencié selon les âges : plus élevé pour les jeunes et rare pour les plus âgés. Les cadres et professions intermédiaires y accèdent 2,5 fois plus souvent que les ouvriers et les agriculteurs. L'accès à la formation continue est un facteur majeur de cohésion sociale permettant de contribuer au développement du capital humain tout au long de la vie et de faciliter l'adaptation des citoyens aux évolutions du monde et de la société.

Tableau 4 : Part des individus ayant suivi au moins, une formation au cours des trois derniers mois, par âge

En %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble</b>	<b>8,4</b>	<b>9,1</b>	<b>8,9</b>	<b>8,7</b>	<b>8,6</b>	<b>8,0</b>	<b>8,5</b>
25-29 ans	12,8	13,6	11,8	11,7	11,0	10,4	11,1
30-34 ans	11,3	12,5	12,3	11,3	10,9	10,0	10,5
35-39 ans	10,3	11,0	11,2	11,2	11,3	10,3	10,8
40-44 ans	9,7	10,1	9,8	9,6	9,9	9,4	10,3
45-49 ans	8,7	9,6	10,0	9,6	9,2	8,5	8,9
50-54 ans	7,3	7,8	7,6	7,9	8,3	7,7	8,1
55-59 ans	4,1	4,8	4,9	5,1	5,2	5,3	6
60-64 ans	1,5	2,1	2,6	2,6	2,5	2,3	2,5
<b>Ratio 25-29 ans / 55-59 ans</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>

Champ : individus âgés de 25-64 ans ayant terminé leurs études initiales au moins trois mois avant l'enquête.

Sources : Insee, enquêtes emploi.

Tableau 5 : Part des individus ayant suivi au moins une formation au cours des trois derniers mois, par catégorie socioprofessionnelle

En %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble des actifs</b>	<b>9,8</b>	<b>10,5</b>	<b>10,3</b>	<b>10,1</b>	<b>9,9</b>	<b>9,1</b>	<b>9,7</b>
Agriculteurs	4,0	3,9	3,3	3,4	3,8	3,9	5,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	3,5	3,5	3,9	3,8	4,1	3,6	3,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	15,0	16,7	15,9	15,2	14,5	13,8	13,9
Professions intermédiaires	13,9	14,9	15,0	14,2	13,9	12,5	13,2
Employés	8,7	9,6	9,2	9,1	8,5	8,0	8,8
Ouvriers	5,7	5,7	5,5	5,6	6,0	5,3	5,7
Ratio cadres/ouvriers	2,6	2,9	2,9	2,7	2,4	2,6	2,5
60-64 ans	1,5	2,1	2,6	2,6	2,5	2,3	2,5
<b>Ratio 25-29 ans / 55-59 ans</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>

Champ : individus actifs ayant déjà travaillé, âgés de 25 à 64 ans, ayant terminé leurs études initiales au moins trois mois avant l'enquête et dont la catégorie socioprofessionnelle est connue.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

En dehors des indicateurs de la SNDD, de nombreux rapports se succèdent sur la compétitivité de notre pays et de ses entreprises, et mettent systématiquement l'accent sur l'économie de la connaissance et l'innovation. Dès 2005, le conseil économique et social a rendu un avis sur « *La société de la connaissance dans le cadre de la stratégie de Lisbonne* » dans lequel il dressait le constat que « *nos sociétés connaissent une mutation accélérée sous l'effet du changement technique qui permet le déploiement du savoir. Le développement de la société de la connaissance - qui fonde l'économie de la connaissance - repose sur l'idée que chacun, étant doté de capacités lui permettant d'y trouver sa place, doit être, mis en situation « d'apprenance » tout au long de sa vie* ».

Le rapport de Jacques Attali en 2010, celui de Louis Gallois en 2012, soulignent également les besoins en formation professionnelle pour parvenir à cette société de la connaissance. Si la Commission Attali parlait de « *mettre la formation professionnelle au service des transitions professionnelles* », le

rapport Gallois évoque, lui, clairement, la problématique actuelle des industries à la recherche d'un personnel qualifié, en dépit du taux de chômage élevé.

### 3.3. *Déjà de nombreux avis du CESE sur les questions de formation*

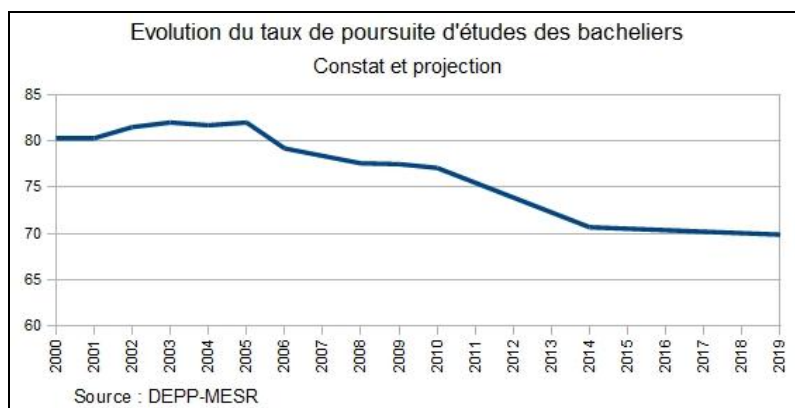
Dans les récentes années, le CESE s'est penché par plusieurs entrées sur les questions de formation :

- Dans l'avis « *Les inégalités à l'école* », voté en septembre 2011, le CESE constatait que, si le bilan du système éducatif entre 1960 et 1990 était plutôt flatteur, depuis le tournant des années 1990, cette évolution semblait marquer le pas, que l'école n'arrivait plus à diminuer ces inégalités de départ, alors même que, dans nos sociétés contemporaines, un bon niveau d'éducation est une condition de l'insertion économique mais aussi sociale et civique des individus.
- La seconde recommandation de l'avis sur « *L'emploi des jeunes* » du 3/10/2012 porte sur la nécessité de « *renforcer l'accès à la formation et élever le niveau de qualification* ».
- L'une des recommandations de l'avis « *Réussir la démocratisation de l'enseignement supérieur : l'enjeu du premier cycle* » du 25/09/2012 porte sur l'amélioration des conditions d'accueil des jeunes étudiants car l'inconfort des conditions d'études, l'insuffisante coordination des enseignements et la faible convivialité des lieux sont autant de facteurs de découragement et d'abandon silencieux.
- Dans l'avis « *40 ans de formation professionnelle : bilan et perspectives* » du 13/12/2011, l'une des propositions insiste sur le fait que les services d'information, de conseil et d'orientation doivent progresser pour contribuer à créer des environnements d'apprentissage accessibles à un plus grand nombre d'individus et à soutenir l'éducation tout au long de la vie en réduisant notamment la césure entre formation initiale et continue.
- L'avis « *Mobilité des jeunes* » du 16/11/2011 dresse le constat que le diplôme de l'enseignement supérieur reste le principal sésame de l'accès à l'emploi. C'est ainsi que 91,4 % des étudiants ayant réussi un master ont un emploi deux ans et demi après l'obtention de ce diplôme.

## Encadré 3 : Evolution de la poursuite d'étude

Lors de son audition au CESE le 21 mars 2013, Philippe Askénazy met en avant l'émergence d'un phénomène qui peut poser problème sur la croissance de long terme. En effet, alors que la jeunesse est fortement touchée par la crise dans tous les pays européens, les taux de poursuite des études semblent diminuer.

Dans son blog, Bertrand de Monthubert, mathématicien, président de l'université Paul Sabatier, dresse un constat similaire : « le taux de poursuite d'études des bacheliers baisse. Si on prend 100 bacheliers généraux en 2000, 95 poursuivent des études supérieures. En 2008, ils ne sont plus que 87,3, et 86,9 en 2009 et 86,4 en 2010. Et ce scénario-catastrophe n'est pas prêt de s'arrêter selon la DEPP<sup>144</sup> : ils ne seraient plus que 82 en 2019. Ce phénomène se retrouve également chez les bacheliers technologiques. Au total, sur l'ensemble des bacheliers, c'est une baisse d'une dizaine de points du taux de poursuite d'études qui est projetée ».



Philippe Askenazy poursuit son audition en expliquant qu'on n'est pas dans une situation où légitimement on aurait pu se dire que, face à la crise, on observe une forme d'attentisme de la part des étudiants qui de facto prolongeraient leurs études en attendant que cela aille mieux. Par exemple, on a vu un pic de poursuite des études en 1992-1993 car les jeunes avaient, à cette époque, la perspective que la crise n'allait durer que deux ou trois ans. Aujourd'hui, nul ne peut dire quand elle va se terminer avec certitude. Au lieu de dire : « je poursuis mes études, y compris d'ailleurs jusqu'à un doctorat en se disant que ça sera le bon moment pour arriver sur le marché du travail, aujourd'hui, l'absence d'horizon fait que l'obtention d'un diplôme n'est plus une garantie contre le chômage et par conséquent on se rend immédiatement sur le marché du travail ».

« Il y a donc une baisse du taux de poursuite des études, qui est problématique pour notre capacité de création de capital humain. La priorité ne devrait donc pas être de créer des emplois jeunes ou équivalents et de faire des contrats de génération... mais plutôt d'investir dans la poursuite des études. Or, pour y parvenir, la meilleure réponse serait de fournir massivement des bourses d'études. Sur ce point précis, de nombreux pays du sud de l'Europe ont accumulé beaucoup de retard sur ceux du nord de l'Europe. Actuellement, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et disponible pour les activités de recherche-développement se pose déjà dans certains pays. »

<sup>144</sup> Service statistique du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

### 3.4. Anticiper les mutations de notre société pour adapter l'offre de formation

Diverses initiatives s'inscrivent dans la perspective d'anticiper les mutations économiques pour adapter l'offre de formation aux métiers de demain. C'est le cas notamment du GIP Carif Ile-de-France<sup>145</sup> qui mène, par exemple, des analyses prospectives sur les métiers pour préparer les schémas régionaux des formations au niveau des lycées, des programmes régionaux de développement des formations professionnelles... De même, de nombreuses études avec l'INSEE sont également menées pour mieux comprendre les multiples facettes de la mobilité professionnelle (changement de poste, d'entreprise, de métiers, passages entre emploi et chômage...) afin de développer une offre de formation initiale et continue mieux adaptée.

Au niveau national, les acteurs publics de l'emploi et de la formation professionnelle s'inscrivent dans une démarche d'Appui aux mutations économiques (AME). Pour ce faire, ils ont développé de nouveaux outils pour l'anticipation ou l'accompagnement des mutations et des évolutions (Engagements de développement de l'emploi et des compétences, Aide au conseil en gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, FNE-Formation) afin d'en simplifier et unifier le cadre.

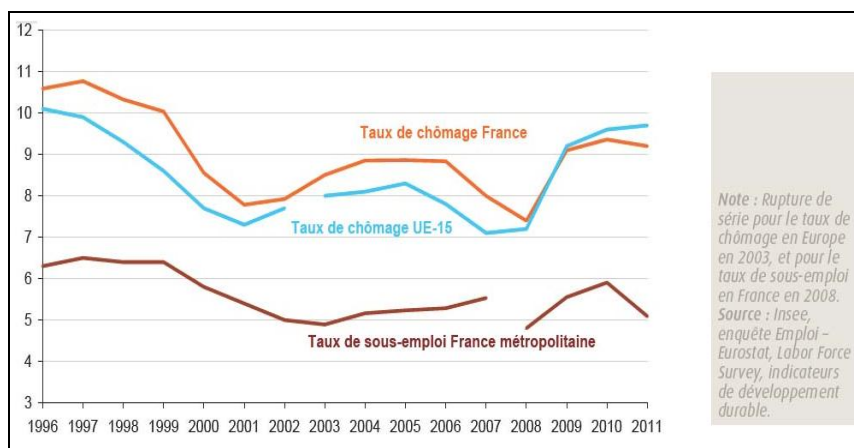
## 4. L'impact du sous-emploi et du chômage

### 4.1. Taux de chômage et de sous-emploi

Après avoir baissé régulièrement à partir de 2006, le chômage augmente à nouveau fortement en France en 2009 et se maintient à ce niveau élevé depuis. Le profil du taux de chômage suit les cycles conjoncturels, avec des hausses qui peuvent atteindre plusieurs points en période de conjoncture basse. En 2011, le taux de chômage en France métropolitaine atteint 9,2 %, niveau légèrement inférieur à celui de l'Union européenne à 15 (9,7 %).

<sup>145</sup> Il s'agit d'un groupement d'intérêt public qui accompagne le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques régionales de formation et d'emploi. Défi métiers est une marque du GIP Carif Ile-de-France dont les missions sont rattachées à un objectif du contrat de projets Etat/Région 2007-2013 « Agir sur le chômage ».

1 Graphique 43 : Taux de chômage et taux de sous-emploi



2  
3 Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars  
4 2013.

5 Les variations de l'emploi et de la population active se traduisent, par  
6 solde, par des variations du chômage. Comme le taux de chômage, le taux de  
7 sous-emploi est un indicateur de l'inadéquation entre l'offre et la demande de  
8 travail. Du point de vue de la durabilité, cette inadéquation peut être vue à la fois  
9 comme une source d'inefficacité dans la mobilisation des ressources humaines  
10 existantes et comme une source de tension pesant sur le bien-être et le niveau de  
11 vie d'une partie de la population.

12 Le taux de sous-emploi représente la part dans l'emploi des personnes qui  
13 ont involontairement travaillé moins que ce qu'elles auraient souhaité. Il connaît  
14 des évolutions similaires au taux de chômage, en léger recul. En 2011, le sous-  
15 emploi concerne environ 5,2 % des personnes ayant un emploi, soit 1,3 million  
16 de personnes. La différence entre hommes et femmes est particulièrement  
17 marquée : le sous-emploi touche 7,9 % des femmes actives occupées contre  
18 2,6 % des hommes.  
19

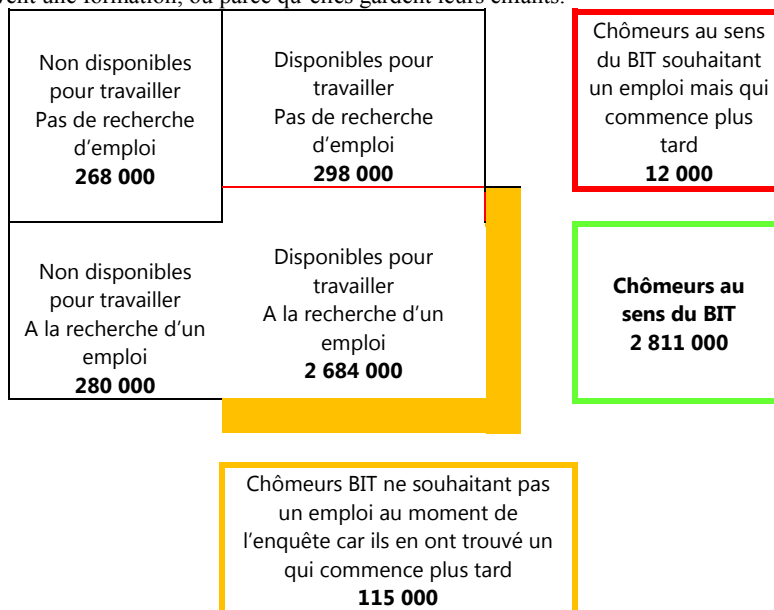
1

## Encadré 4 : Frontière entre chômage et inactivité

Les frontières entre l'emploi, le chômage et l'inactivité sont assez floues. Des choix ont été faits pour les tracer. Mais des statistiques complémentaires permettent de donner une idée des situations intermédiaires.

En ce qui concerne la frontière entre chômage et inactivité, l'Insee a défini un « halo du chômage » : ce sont des personnes sans emploi qui souhaiteraient travailler, mais qui ne sont pas classées comme chômeurs.

Le plus souvent, c'est parce qu'elles ne recherchent pas d'emploi, quelquefois parce qu'elles attendent le résultat de démarches antérieures. Les autres recherchent un emploi, mais ne sont pas disponibles, généralement parce qu'elles poursuivent des études ou suivent une formation, ou parce qu'elles gardent leurs enfants.



2  
3  
4  
5  
6



## Encadré 5 : Le chômage en 2011

**Ensemble des personnes sans emploi souhaitant travailler : 3 363 000 (2011, en moyenne annuelle).**

**Le chômage en 2011 : chiffres et tendances<sup>146</sup>**

**2,6 millions** : c'est le nombre de chômeurs au sens du BIT, soit **9,2 %** de la *population active*, (population travaillant ou au chômage)

**Davantage de chômage chez les femmes** que chez les hommes (**10 %** contre 9 %).

**Beaucoup plus de chômage chez les jeunes actifs (22 %** des actifs âgés de 15 à 24 ans, 8 % des 25-49 ans). Par ailleurs 60 % des jeunes sont inactifs (élèves, étudiants...).

**Beaucoup moins de chômage chez les diplômés (9 %** des actifs ayant un CAP ou BEP sont au chômage alors que 16 % des actifs sans diplôme sont chômeurs)

L'ancienneté moyenne de chômage est d'un peu plus d'un an (14 mois)

Les 50 ans et plus sont moins souvent au chômage (6 % des actifs, 8 % pour les 25-49 ans).

Mais quand ils sont au chômage, c'est pour plus longtemps (33 % recherchent un emploi depuis deux ans ou plus, contre 20 % en moyenne).

Tableau 6 : Taux de chômage en Europe

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	9,4	8,6	8	7,9	8,7	9,8	10,5	11,3	10,3	8,7	7,5	7,8	7,1	5,9
Espagne	15,9	13,2	11,7	10,5	11,4	11,4	10,9	9,2	8,5	8,3	11,3	18	20,1	21,7
France	10,7	10,4	9	8,2	8,3	8,9	9,3	9,3	9,2	8,4	7,8	9,5	9,7	9,6
Italie	11,3	10,9	10	9	8,5	8,4	8	7,7	6,8	6,1	6,7	7,8	8,4	8,4
Royaume-Uni	6,1	5,9	5,4	5	5,1	5	4,7	4,8	5,4	5,3	5,6	7,6	7,8	8
Suède	8,2	6,7	5,6	5,8	6	6,6	7,4	7,7	7,1	6,1	6,2	8,3	8,4	7,5
UE (15 pays)	9,5	8,7	7,9	7,3	7,7	8,1	8,3	8,3	7,8	7,1	7,2	9,2	9,6	9,7
UE (27 pays)	:	:	8,8	8,6	8,9	9,1	9,3	9	8,3	7,2	7,1	9	9,7	9,7

:=non disponible

Source des données: Eurostat; dernière mise à jour 30/11/2012

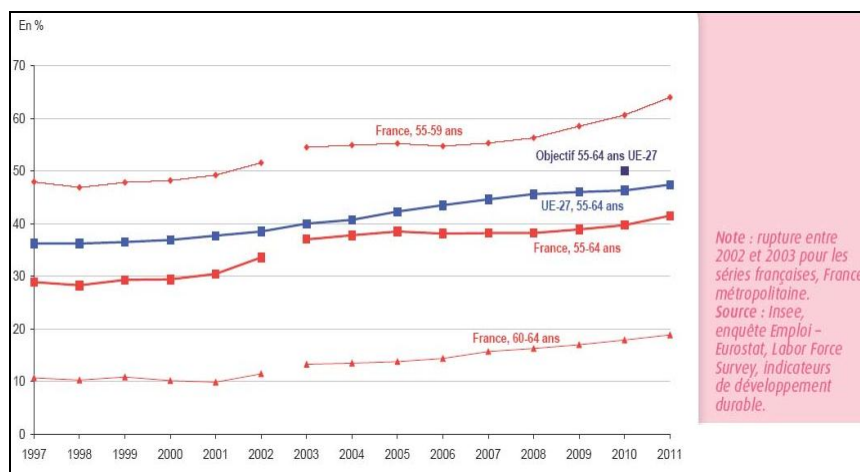
Le taux de chômage varie fortement d'un pays à l'autre. Les taux de chômage les plus élevés s'observent en Espagne (21,7 %), en Grèce (17,7 %), en Lettonie (16,2 %), en Lituanie (15,3 %) et en Irlande (14,7 %). La Norvège, l'Autriche, les Pays Bas et le Luxembourg ont des taux les plus bas compris entre 3,3 % et 4,8 %. La France se situe parmi les pays à taux de chômage élevé (9,6 %), taux supérieur aux taux allemand (5,9 %), italien (8,4 %) et britannique (8,0 %).

<sup>146</sup> INSEE-bref – septembre 2012 – La mesure du chômage par l'Insee.

#### 4.2. Emploi des seniors

En 2011, 41,5 % des personnes âgées de 55 à 64 ans sont en emploi. Bien que ce taux d'emploi augmente, il reste encore faible et inférieur à celui de l'UE à 27 (47,4 %). Dans le cadre de la Stratégie pour l'Union européenne UE 2020, à laquelle la France a adhéré, un objectif de porter à 75 % le taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 20 à 64 ans, a été retenu. Les propositions de la France pour s'en rapprocher font partie des PNR<sup>147</sup> sur lesquels le CESE se prononce régulièrement.

Graphique 44 : Taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans et de 55 ans à 59 ans



Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

L'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans est considéré par certains comme un levier privilégié pour limiter l'exclusion de ces personnes du marché du travail et maîtriser les dépenses de retraite.

Une amélioration sensible a eu lieu depuis 2000. Cette amélioration est encore plus forte en corrigeant l'effet de structure démographique, c'est-à-dire le vieillissement des générations les plus nombreuses qui deviennent de moins en moins actives. Cette progression s'accélère en 2011 avec une augmentation de plus de 3 points. Cependant, l'âge moyen de cessation d'activité est à peine supérieur à 59 ans et une majorité de salariés sont hors emploi (chômage, invalidité, inactivité ou dispensé de recherche d'emploi) au moment de liquider leur retraite. Ainsi, très souvent, les salariés ayant eu une carrière courte et heurtée, en particulier les femmes, liquident leur retraite le plus tard possible pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein (sans décote), alors même

<sup>147</sup> Plan national de réforme.

1 qu'ils sont déjà hors du marché du travail. De plus, les jeunes entrent de plus en  
2 plus tard dans la vie active et de nombreux salariés, dont une majorité de  
3 femmes, ont des carrières discontinues et n'arrivent déjà pas à réunir le nombre  
4 d'annuités demandé. L'augmentation de la durée de cotisation, ou le report de  
5 l'âge légal de départ à la retraite, a donc des conséquences importantes lors de la  
6 liquidation de la retraite et risquent de se traduire en pratique par une pension  
7 réduite pour un grand nombre.

8 Compte tenu notamment des dispositions légales concernant l'âge de la  
9 retraite en vigueur en 2011, la différence demeure grande en France entre le taux  
10 d'emploi des 55-59 ans qui se situe à 64 % en 2010 et celui des 60-64 ans qui est  
11 de 18,9 %.

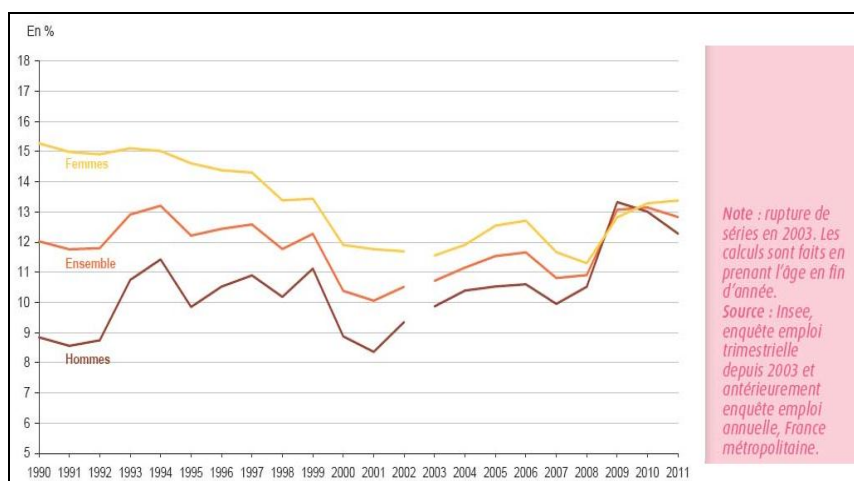
12 Afin d'inciter les entreprises à mettre en place des accords en faveur de  
13 l'emploi des salariés âgés, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009  
14 avait fixé, pour les entreprises employant au moins 50 salariés, une pénalité de  
15 1 % des rémunérations ou gains versés aux travailleurs salariés ou assimilés  
16 lorsqu'elles n'étaient pas couvertes par un accord ou un plan d'action seniors.

17 Le document d'orientation adressé le 4 septembre 2012 aux partenaires  
18 sociaux pour les inviter à négocier sur le contrat de génération, indique que ce  
19 dernier a vocation à se substituer aux « accords seniors ».

#### 20 *4.3. Situation des jeunes*

21 L'accès des jeunes à l'emploi et à la formation est un élément déterminant  
22 de leur insertion et de cohésion sociale. Cette insertion contribue au  
23 développement économique et est un gage pour le futur. C'est pourquoi le suivi  
24 des jeunes de 16 à 25 ans sans emploi et ne suivant pas de formation est à juste  
25 titre un indicateur de Développement durable.

## 1 Graphique 45 : Part des jeunes de 16 à 25 ans, hors emploi et hors formation



2  
3 Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars  
4 2013.

5 En 2011, 12,8 % des jeunes de 16 à 25 ans sont sans emploi et ne suivent  
6 pas de formation. Cette proportion est stable depuis 2009, après avoir augmenté  
7 nettement entre 2008 et 2009 pour retrouver son niveau du milieu des années 90.

8 En 2011, 12,8 % des jeunes de 16 à 25 ans sont sans emploi et ne suivent  
9 pas de formation. Cette proportion est stable depuis 2009, après avoir augmenté  
10 nettement entre 2008 et 2009 pour retrouver son niveau du milieu des années 90.

11 La part des jeunes qui sont soit au chômage, soit inactifs sans avoir suivi  
12 récemment de formation, même courte, est un indicateur des difficultés  
13 d'insertion des jeunes et de l'absence de perspectives qui peut les marginaliser.  
14 Ceci étant les comparaisons internationales, là encore, demandent un examen  
15 attentif pour éviter des raccourcis trompeurs.

16 En 2011, le *taux d'emploi* des 15-24 ans (29,9%) est inférieur en France  
17 métropolitaine de 7,6 points à la moyenne de l'Union européenne à 15 et de 4,3  
18 points à celle de l'Union à 27. Cette position de la France s'explique par la faible  
19 proportion de jeunes en emploi entre 15 et 24 ans, en raison d'une formation  
20 initiale assez longue et d'une faible proportion de jeunes qui travaillent pendant  
21 leurs études (formation en alternance, « petits boulots »...). En revanche, le taux  
22 d'emploi des 25-29 ans (76,0 %) est supérieur de près de 4 points à la moyenne  
23 européenne. Ces données doivent (encore) être relativisées par la prise en compte  
24 du taux de temps partiel, bien supérieur à celui de la France dans les pays  
25 européens qui ont un taux d'emploi élevé (Pays Bas, Allemagne, Royaume Uni,  
26 Danemark).

Les jeunes étant nombreux à poursuivre leurs études sans travailler ni rechercher un emploi, la proportion de jeunes au chômage (ou part de chômage) est très inférieure à leur taux de chômage. L'écart entre ces deux indicateurs est d'autant plus élevé que la population est jeune. Ainsi, pour les 15-24 ans, 8,5 % sont au chômage alors que leur taux de chômage est de 22,1 % (11,0 % et 12,6 % pour les 25-29 ans). Ainsi, le taux de chômage des 15-24 ans en France est supérieur de 0,8 point à celui de l'Union à 27 et de 1,5 point à celui de l'Union à 15 mais la part de chômage de cette classe d'âge en France est inférieure de 0,6 point à celle de l'Union à 27 et de 1 point à celle de l'Union à 15.

Tableau 7 : Indicateurs d'emploi et de chômage des jeunes dans les pays industrialisés en 2011

Tableau 9 • Indicateurs d'emploi et de chômage des jeunes dans les principaux pays industrialisés en 2011

Population en milliers ; taux et part en %

	15 à 29 ans					dont :								15-64 ans		
	Population totale	Taux d'emploi	Part de chômage	Taux de chômage	Part des NEET	15 à 24 ans				25 à 29 ans				Taux d'emploi	Part de chômage	Taux de chômage
						Taux d'emploi	Part de chômage	Taux de chômage	Part des NEET	Taux d'emploi	Part de chômage	Taux de chômage	Part des NEET			
Union européenne à 27.....	90 575	47,5	9,6	16,8	15,4	33,6	9,1	21,3	12,9	72,1	10,4	12,6	19,8	64,3	6,9	9,7
Union européenne à 15.....	69 627	49,4	9,9	16,7	15,0	36,5	9,5	20,6	12,7	72,3	10,7	12,9	19,0	65,5	7,1	9,7
Dont :																
France.....	11 257	45,5	9,3	17,0	14,5	29,9	8,5	22,1	12,0	76,0	11,0	12,6	19,4	63,9	6,5	9,3
Allemagne.....	13 944	58,3	5,0	7,8	9,7	47,9	4,5	8,6	7,5	77,4	5,8	7,0	13,7	72,5	4,6	6,0
Autriche.....	1 538	64,4	4,8	7,0	8,2	54,9	5,0	8,3	6,9	81,3	4,5	5,3	10,3	72,1	3,2	4,2
Belgique.....	2 015	43,5	6,8	13,6	13,8	26,0	6,0	18,7	11,8	76,8	8,4	9,9	17,7	61,9	4,8	7,2
Danemark.....	1 001	62,4	9,4	13,1	7,6	57,5	9,5	14,2	6,3	73,2	9,0	11,0	10,5	73,1	6,1	7,7
Espagne.....	7 792	38,4	20,7	35,0	21,1	21,9	19,0	46,4	18,5	63,1	23,3	26,9	25,0	57,7	16,1	21,8
Finlande.....	985	52,8	9,2	14,8	10,0	40,4	10,1	20,1	8,4	75,7	7,4	8,9	13,0	69,0	5,9	7,9
Grèce.....	1 806	33,6	17,8	34,6	23,2	16,3	13,0	44,4	17,4	59,8	25,1	29,6	32,0	55,6	12,1	17,9
Irlande.....	880	43,8	13,6	23,7	22,0	28,2	11,7	29,4	18,4	66,3	16,3	19,7	27,2	59,2	10,2	14,7
Italie.....	9 502	33,7	8,7	20,5	22,7	19,4	8,0	29,1	19,8	58,8	9,9	14,4	27,8	56,9	5,3	8,5
Luxembourg.....	94	42,3	4,6	9,8	6,6	20,7	4,2	16,9	4,7	79,7	5,2	6,2	9,8	64,6	3,3	4,9
Pays-Bas.....	2 998	70,3	4,9	6,5	5,5	63,5	5,3	7,6	3,8	84,2	4,0	4,6	9,1	74,9	3,5	4,4
Portugal.....	1 859	45,4	12,6	21,7	14,0	27,2	11,7	30,1	12,7	74,5	14,0	15,9	16,1	64,2	9,9	13,4
Royaume-Uni.....	12 122	57,4	10,6	15,7	15,5	46,4	12,4	21,1	14,3	77,1	7,5	8,9	17,5	69,5	6,2	8,2
Suède.....	1 835	52,5	10,6	16,7	7,8	40,5	12,0	22,9	7,5	78,1	7,4	8,6	8,4	74,1	6,2	7,7
Japon.....	19 050	54,2	4,2	7,2	-	39,1	3,4	8,0	-	80,2	5,6	6,5	-	70,3	3,5	4,8
Etats-Unis.....	59 317	55,2	9,1	14,1	-	45,5	9,5	17,3	-	72,8	8,3	10,3	-	66,0	6,6	9,1

Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête ; moyenne des quatre trimestres 2011.

Lecture : au Japon, 39,1 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans occupent un emploi en 2011 ; 3,4 % sont au chômage, soit 8,0 % de ceux qui sont présents sur le marché du travail (taux de chômage).

Remarque : champ France métropolitaine pour la France.

Source : Insee, enquête Emploi 2011, estimation Dares pour la France ; Eurostat, enquêtes Forcas de travail (FJS) pour l'UE27, l'UE15 et les pays de l'UE15 sauf la France ; OCDE pour le Japon et les États-Unis.

Il n'en reste pas moins que la menace d'exclusion touche un nombre trop important de jeunes, notamment parmi ceux qui manquent de qualification.

## 5. Tissu social déchiré par les inégalités et la pauvreté

### 5.1. Lutte contre la pauvreté

Face à l'augmentation du niveau de pauvreté en France, le gouvernement a décidé d'élaborer, un plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale sur la base des conclusions de la conférence nationale qui s'est tenue les 10 et 11 décembre 2012 au Palais d'Iéna.

Au préalable, sept groupes de travail dont les présidents ont été mandatés par les onze ministres qui étaient présents à la conférence ont réuni depuis le début du mois d'octobre 2012 des acteurs des politiques de la lutte contre l'exclusion, institutionnels et associatifs, ainsi que des personnes en situation de précarité. Les personnalités qualifiées chargées de piloter ces groupes de travail ont remis aux ministres des préconisations concrètes pour l'élaboration du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Ce Plan a été adopté le 21 janvier 2013 lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions. Il est articulé autour de trois axes : réduire les inégalités et prévenir les ruptures ; venir en aide et accompagner vers l'insertion ; coordonner l'action sociale et valoriser ses acteurs.

Encadré 6 : Les principales mesures adoptées par le plan 2013 contre la pauvreté

- L'engagement d'un rattrapage du niveau du RSA socle, de 10 %, en sus de l'inflation, d'ici 2017, avec une première revalorisation de 2 % en septembre 2013.
- Une hausse simultanée, en septembre 2013, du plafond de la CMU complémentaire, de façon à faire entrer 750 000 personnes de plus dans ce dispositif et celui qui l'accompagne, l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS).
- L'instauration d'une « garantie » jeunes pour les 18-25 qui ne sont ni en emploi, ni en formation, en situation d'isolement et de grande précarité. Ce contrat, qui ouvre droit à un accompagnement intensif, à des propositions adaptées de formation ou d'emploi, et à une allocation d'un montant équivalent au RSA, sera lancé en septembre prochain sur 10 territoires, avant d'être généralisé.
- Une aide aux familles monoparentales ou nombreuses en situation de pauvreté, à travers une augmentation du montant de l'allocation de soutien familial (ASF) et une majoration du complément familial (CF). Cette mesure s'intègre aux objectifs de la mission confiée à Bertrand Fragonard, président du Haut conseil de la famille, pour une révision de l'architecture des prestations familiales.
- Un investissement massif dans l'hébergement et l'accès au logement, avec d'abord des mesures d'urgence : 9 000 places de plus - hébergement classique et accueil des demandeurs d'asile – pour en finir avec la gestion « au thermomètre » de l'hébergement d'urgence. Avec ensuite des mesures structurelles d'accès au logement, qui bénéficieront d'un effort budgétaire équivalent.
- L'allongement de la durée des contrats aidés, qui devra tendre vers une durée moyenne de 12 mois, pour donner plus de souplesse et, quand cela est nécessaire, plus de temps aux parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi durable.

- Le lancement d'une réforme du RSA activité, qui souffre d'un taux de non-recours record (68 %), en articulation avec la Prime pour l'Emploi ; un groupe de travail devra rendre ses conclusions pour le projet de loi de finances pour 2014.
- Un renforcement de l'accès aux crèches pour les enfants de familles en situation de pauvreté ; sur chaque territoire, le nombre d'enfants en accueil collectif issus de ces familles devra refléter la composition de la population locale, avec un minimum de 10 %.
- La création d'un registre national des crédits aux particuliers (dit « fichier positif ») pour participer à la lutte contre le surendettement, et d'un observatoire de l'inclusion bancaire, qui appréciera publiquement les pratiques des banques envers leurs clients en difficulté financière.

#### Encadré 7 : A quel niveau fixer un revenu maximum ?

**« Le désir du privilège et le goût de l'égalité, passions dominantes et contradictoires des Français de toute époque »<sup>148</sup>.**

« Si une loi devait être votée demain pour fixer un revenu maximal mensuel en France pour une personne travaillant à temps plein dans une entreprise privée - ce revenu correspondant à son salaire et aux autres sources de revenus comme les primes ou les stock-options -, à combien devrait-il selon vous s'élever ? » était-il demandé à un échantillon représentatif de Français par un sondage réalisé par CSA les 28 et 29 septembre 2011. La moyenne des réponses était de 15 672 euros soit un revenu maximal d'environ 11 fois le SMIC. Alors qu'aujourd'hui l'éventail extrême des revenus en France s'étend dans un rapport de 1 à plus de 10 000, soit 1 000 fois plus important que l'écart maximal tenu pour acceptable par la moyenne des Français !<sup>149</sup>

Ne soyons donc pas surpris de la sensibilité de nos concitoyens à un moment où une majorité de Français traverse, depuis plusieurs années, une période difficile accentuée par les conséquences d'opérations financières spéculatives insuffisamment régulées. Le nombre des chômeurs continue de croître, comme continue d'augmenter la part des emplois précaires et le coût du logement, alors que se réduit le revenu disponible de la plupart.

#### 5.2. Distribution des revenus<sup>150</sup>

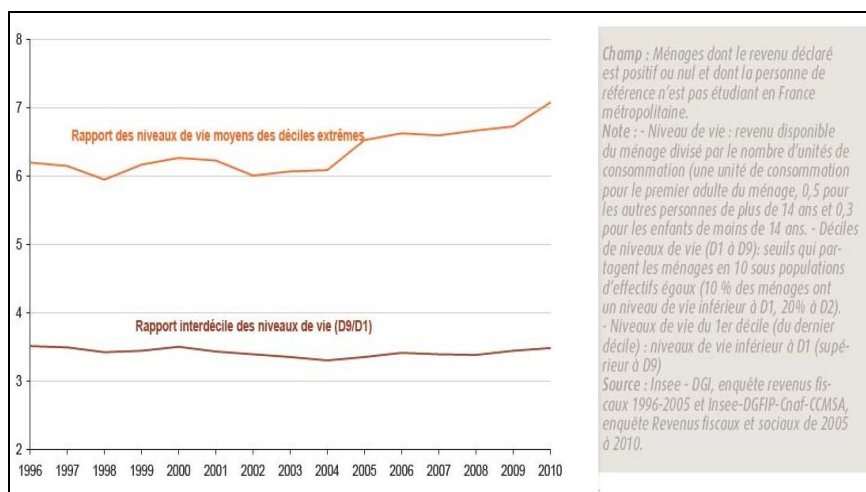
Le rapport des niveaux de vie moyens des déciles extrêmes augmente depuis 2002, revenus sociaux compris. Le rapport inter décile des niveaux de vie (D9/D1) reste quant à lui stable.

<sup>148</sup> Charles de Gaulle, *La France et son armée*.

<sup>149</sup> Gaël Giraud et Cécile Renouard, *Le facteur 12 : Pourquoi il faut plafonner les revenus ?* - Carnets Nord-Montparnasse - éditions, 2012.

<sup>150</sup> Sur ce sujet, voir aussi le rapport sur l'état de la France en 2011 et, plus haut « II-A-3, Transferts financiers entre générations ».

1 Graphique 46 : Distribution des niveaux de vie : rapport des déciles extrêmes et  
 2 rapport interdéciles



3  
 4 Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars  
 5 2013.

6 La distribution des niveaux de vie, c'est à dire du revenu par unité de  
 7 consommation, donne une image globale des inégalités monétaires. Elle peut  
 8 s'interpréter en termes de partage des fruits de la croissance et d'importance  
 9 accordée aux questions de solidarité et d'équité ou aux risques que comporte un  
 10 défaut de cohésion sociale. Un écart élevé de niveau de vie moyen entre premier  
 11 et dernier décile ou un rapport interdécile fort marque ainsi une solidarité faible  
 12 qui peut être potentiellement porteuse de risques sociaux. Ces analyses dépendent  
 13 toutefois fortement du contexte culturel, les pratiques variant beaucoup d'un pays  
 14 à l'autre. Lorsque l'attention se focalise sur les plus démunis et la lutte contre la  
 15 pauvreté et l'exclusion, les problématiques entrent explicitement dans le défi de  
 16 la stratégie nationale de développement durable sur la démographie,  
 17 l'immigration et l'inclusion sociale.

18 En France métropolitaine, le rapport entre les niveaux de vie moyens  
 19 (revenus sociaux inclus nets des impôts directs) des déciles extrêmes s'élève à  
 20 7,08 en 2010 d'après l'enquête Revenus fiscaux et sociaux. Il correspond à un  
 21 revenu disponible moyen de 56 190 € par an par unité de consommation au-  
 22 dessus du 9<sup>e</sup> décile, rapporté à un revenu moyen de 7 940 € par an en dessous du  
 23 1<sup>er</sup> décile, y compris les revenus sociaux. Ce rapport de niveau de vie moyen  
 24 apparaît plutôt stable du milieu des années 1990 à celui des années 2000, avant  
 25 d'augmenter continûment, passant de 6,01 en 2002 à 7,08 en 2010.

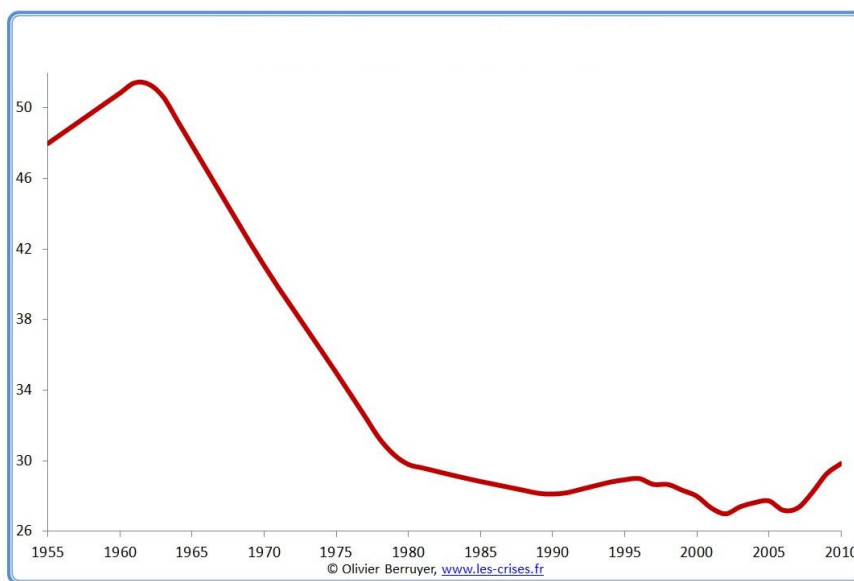
26



Le rapport interdécile, c'est à dire entre le dernier et le premier décile de niveau de vie, est une autre mesure des inégalités de niveaux de vie : il est de 3,48 en 2010. Il apparaît assez stable sur la période, oscillant entre 3,3 et 3,5. Selon l'enquête européenne sur les revenus et conditions de vie, qui permet des comparaisons internationales, la distribution des niveaux de vie en 2009 apparaît plus resserrée en France que dans l'ensemble de l'Union européenne. D'après cette source, le rapport des niveaux de vie moyens des quintiles extrêmes est respectivement de 5,0 dans l'UE-27 et de 4,5 en France en 2009.

L'évolution de l'indice de Gini<sup>151</sup> des revenus en France est reconstituée sur le graphique ci-dessous. Il montre sa forte baisse entre 1970 et 2000 puis sa stabilisation à un niveau relativement bas. Depuis 2007, il est reparti à la hausse pour atteindre 0,29 en 2010<sup>152</sup>.

Graphique 47 : Indice de Gini des revenus en France, 1955-2010



Sources : Revenu des ménages (échelle de 0 à 100) – Insee puis Eurostat.

<sup>151</sup> L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

<sup>152</sup> Pour une analyse plus approfondie des inégalités de revenus et de leur accroissement au cours de la dernière décennie, voir le REF en 2011.

1                      Tableau 8 : Niveau de vie et indicateurs d'inégalité en 2010

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Niveau de vie annuel en euros</b>					
1 <sup>er</sup> décile (D1)	10 100	10 300	10 690	10 570	10 430
Médiane (D5)	18 300	18 690	19 290	19 360	19 270
9 <sup>e</sup> décile (D9)	34 420	34 880	36 120	36 380	36 270
<b>Indicateurs d'inégalité</b>					
D9/D1	3,41	3,39	3,38	3,44	3,48
D9/D5	1,88	1,87	1,87	1,88	1,88
D5/D1	1,81	1,81	1,80	1,83	1,85
S20 (en %)	9,0	9,0	9,0	8,9	8,7
S50 (en %)	30,7	30,7	30,9	30,7	30,2
S80 (en %)	61,6	61,8	61,6	61,8	61,0
Indice de Gini	0,291	0,289	0,289	0,29	0,299

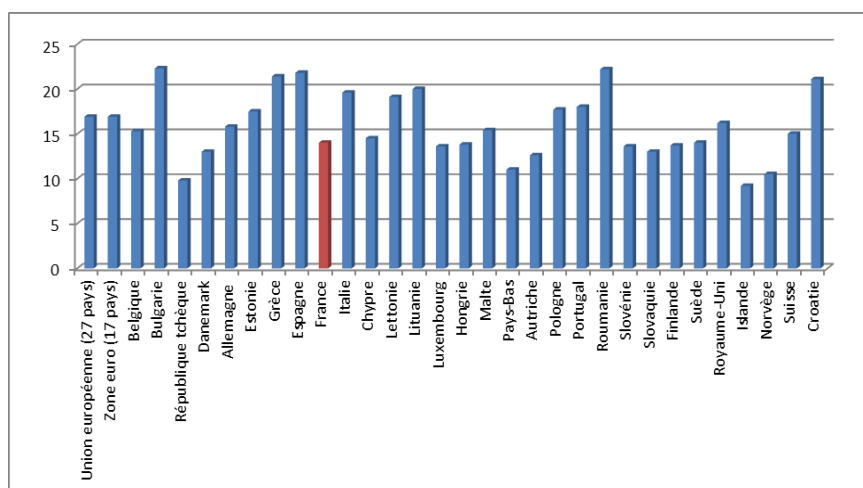
2                      Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc  
3                      est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante ; y compris les transferts  
4                      sociaux réels (prestations familiales, prestations logement et minima sociaux), les revenus du  
5                      patrimoine et couvre les impôts directs (impôts sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS) et la  
6                      prime pour l'emploi.

7                      Sources : CCMSA ; Cnaf ; Cnav ; DGFIP ; Insee, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2006 à  
8                      2009.

### 9                      5.3. Taux de pauvreté monétaire après transferts sociaux

10                      En 2010, 14,1 % des personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté  
11                      monétaire, soit 964 euros par mois. Cette proportion est en hausse de 0,6 point  
12                      par rapport à 2009. La moyenne européenne se situe à 16,9 % en 2010.

1 Graphique 48 : Taux de pauvreté monétaire après transferts sociaux en 2011



2  
3 Pas de données disponibles pour l'Irlande en 2011 (cette part s'élevait à 16,1 % en 2010).

4 Source : Eurostat – Taux de risque de pauvreté par seuil de pauvreté, âge et sexe (source : SILC).

5 Si le revenu national permet d'évaluer la prospérité économique moyenne,  
6 il ne renseigne pas sur la façon dont cette prospérité est partagée entre les  
7 individus. Pour appréhender l'objectif de cohésion sociale, central dans le  
8 concept de développement durable, il faut également prendre en compte les  
9 inégalités de revenus et, en amont, les inégalités d'accès à l'emploi et à  
10 l'éducation. Le principal indicateur mobilisé à cet effet est le taux de pauvreté  
11 monétaire, c'est-à-dire la part des personnes dont le niveau de vie (revenu  
12 disponible une fois pris en compte impôts et prestations sociales et compte tenu  
13 de la composition du ménage) est inférieur à 60 % du niveau de vie médian.

14 Après avoir nettement diminué dans les années 1970-1980, et être resté sur  
15 une tendance à la baisse dans les années 1990, le taux de pauvreté ne se réduit  
16 plus. Il poursuit en 2010 la hausse entamée en 2009 (+ 0,5 point) pour atteindre  
17 son plus haut niveau depuis 1997. La pauvreté affecte presque 32 % des  
18 personnes vivant au sein d'une famille monoparentale.

19 D'après la source européenne sur les ressources et conditions de vie (SILC-  
20 SRCV), la moyenne européenne du taux de pauvreté monétaire en 2010 se situe à  
21 16,9 %, avec des écarts importants entre pays : 11 % aux Pays-Bas et 13 % en  
22 Autriche, contre 21 % en Grèce et 22 % en Espagne par exemple. Les pays  
23 Baltes, la Bulgarie et la Roumanie sont les plus touchés.

24

1           5.4. Nombre de ménages surendettés

2           Alors que le nombre de dossiers de surendettement déposés et recevables  
3 s'était stabilisé en 2010 (- 1,8 %), il connaît une nouvelle augmentation en 2011  
4 (+ 11,5 %). En prenant en compte la forte hausse enregistrée en 2009 (+ 15,1 %) le  
5 nombre de dossiers déposés et recevables a augmenté de 26 % depuis 2008  
6 sous l'effet de la crise économique.

7           D'avril 2008 à mars 2013, le nombre de dossiers déposés auprès des  
8 secrétariats des commissions de surendettement s'est élevé en moyenne à  
9 216 090 dossiers par an. Sur douze mois glissants (juillet 2011/juin 2012) le  
10 nombre de dossiers déposés est en diminution de 4,6 %. Cette baisse pourrait  
11 s'expliquer par les premiers effets positifs de la loi « Lagarde », entrée en vigueur  
12 au printemps 2011 et qui portait réforme du crédit à la consommation avec pour  
13 objectif affiché de faire reculer le surendettement.

14           Depuis, janvier 2008, 926 147 dossiers ont été déclarés éligibles aux  
15 procédures légales de traitement du surendettement, c'est-à-dire des dossiers  
16 présentant un niveau d'endettement manifestement excessif par rapport aux  
17 capacités de remboursement des ménages considérés.

18                           Encadré 8 : Typologies des dettes<sup>153</sup>

Au premier trimestre 2013, le niveau d'endettement observé en moyenne pour l'ensemble des dossiers recevables s'établit à près de 38 300 euros, étant précisé qu'en moyenne, 9,2 dettes sont recensées par dossier.

L'endettement se compose pour 81,3 % de dettes financières, pour 10 % d'arriérés de charges courantes et pour 8,7 % d'autres dettes.

Les dettes financières sont présentes dans 93,6 % des dossiers, à hauteur de 5,2 dettes en moyenne par dossier et l'endettement moyen correspondant s'établit à 33 300 euros.

Elles recouvrent principalement les catégories ci-après :

- Des dettes immobilières, présentes dans 10,3 % des dossiers (1,8 dette en moyenne) pour un montant moyen de 105 100 euros ;
- Des dettes à la consommation présentes dans 87,4 % des dossiers (4,5 dettes en moyenne) pour un encours moyen de 22 300 euros. Des crédits renouvelables sont recensés dans 74,6 % des dossiers (3,8 dettes en moyenne) et représentent un encours moyen de 15 000 euros. Des prêts personnels d'un montant moyen de 17 200 euros sont présents dans 46,3 % des dossiers avec 2,3 dettes en moyenne ;

Des découverts et dépassements (1,3 dette en moyenne) présents dans 59,1 % des dossiers pour un en cours moyen de 1 400 euros.

<sup>153</sup> Baromètre du surendettement 1er trimestre 2013, Banque de France.

1

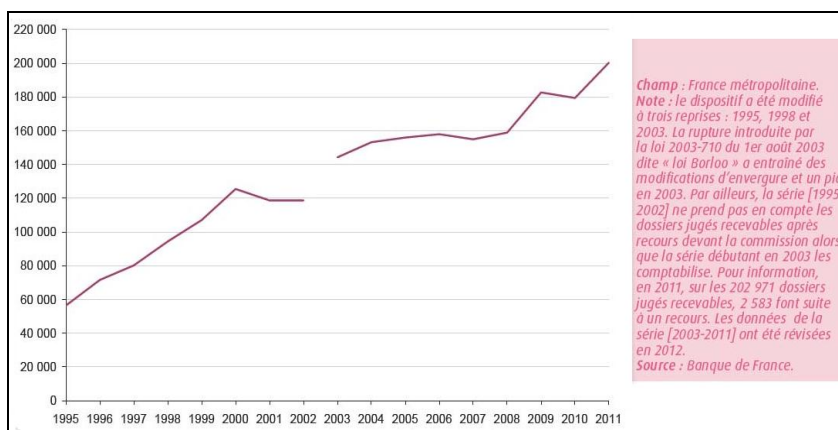
Les dettes de charges courantes sont recensées dans 79,7 % des dossiers (3,9 dettes par dossier en moyenne) et représentent un encours moyen de 4 800 euros. Elles recouvrent les dettes de logement (loyer et charges locatives) ou afférentes au logement (électricité, gaz, chauffage, eau...) de communication (téléphonie, internet...), de transport d'assurance, de santé et d'éducation, les dettes alimentaires et les dettes fiscales.

Les autres dettes comprennent des dettes sociales, professionnelles, pénales ainsi que des dettes diverses parmi lesquelles les chèques impayés. Elles sont présentes dans 53 % des dossiers (2,3 dettes en moyenne) et l'endettement moyen correspondant s'établit à 6 300 euros.

2

3

Graphique 49 : Nombre de dossiers de surendettement déposés et recevables



4

5

6

Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

7

Le surendettement est un facteur de risque de pauvreté et d'exclusion sociale pour les populations les plus fragiles au regard de leur situation financière et sociale.

10

Des politiques sont mises en œuvre visant à éviter les ruptures dans les conditions d'existence pouvant conduire à ces situations d'exclusion. Résorber la demande de recours à ces politiques fait ainsi partie de la lutte contre ces situations.

14

Le recours à la procédure de rétablissement personnel, solution retenue lorsque la situation du débiteur est irrémédiablement compromise, est en nette progression (+ 35 % depuis 2010) et représente, en 2011, 28,7 % des dossiers recevables.

18

En 2010, la population des surendettés se caractérise par la prédominance de personnes vivant seules (65 %) et n'ayant pas de personnes à charge (53 %).

19

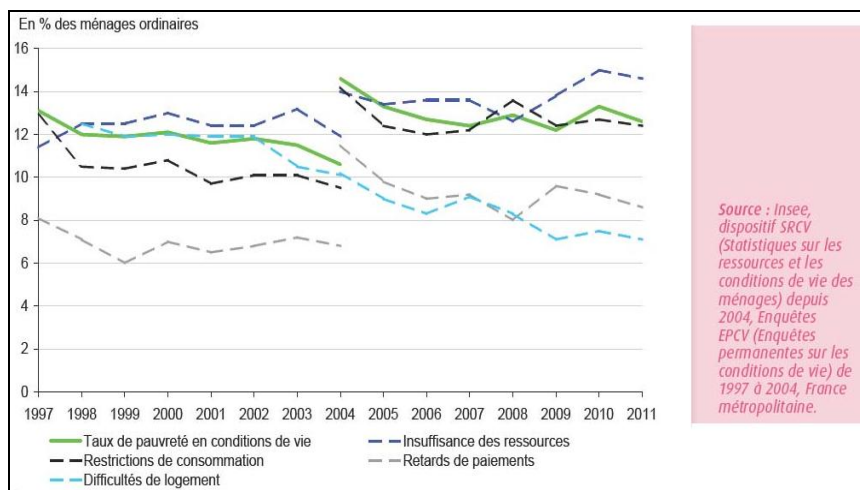
Ce constat est à rapprocher de l'analyse des causes du surendettement qui révèle que 23 % des dépôts de dossiers sont dus à des difficultés familiales (séparation, divorce, décès d'un membre de la famille) impliquant une diminution des ressources.

Les personnes surendettées sont également de plus en plus souvent locataires (80 % contre 75 % en 2001) et de moins en moins propriétaires. Enfin la majorité des personnes surendettées (54 %) dispose de ressources inférieures ou égales au SMIC. 26 % sont au chômage et 24 % sont sans activité.

#### 5.5. Pauvreté en conditions de vie : accès à l'alimentation et au logement

Parmi les indicateurs de développement durable, celui portant sur la « Pauvreté en conditions de vie » complète l'appréhension de la pauvreté par la seule approche monétaire. Elle mesure la proportion de ménages qui connaissent au moins huit restrictions parmi les 27 répertoriées. Ces restrictions, qui peuvent être regroupées en 4 domaines (consommation, insuffisance de ressources, retards de paiement, difficultés de logement), nuisent à la cohésion sociale ou vont à l'encontre de l'accès à des services essentiels ou à une égalité des chances. Sa réduction vise à une amélioration des conditions de vie des plus démunis. Dans ce rapport, deux de ces restrictions seront mises en avant : l'aide alimentaire et l'accès à l'alimentation des populations démunies ; les difficultés d'accès au logement y compris de logements surpeuplés.

Graphique 50 : Taux de pauvreté en condition de vie en France métropolitaine



Source : Insee – les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars 2013.

Après la forte hausse de 2010, l'année 2011 marque un recul et l'indicateur de pauvreté en conditions de vie qui s'établit à 12,6 % des ménages métropolitains, en baisse de 0,7 point par rapport à 2010. La part des ménages devant faire face à l'insuffisance des ressources, même si elle reste à un niveau tendanciuellement haut, est en légère baisse par rapport à 2010 et s'élève à 14,6 %. Celle des ménages pâtissant de restrictions de consommation est pratiquement stable depuis 2009 à 12,4 %. La part des ménages touchés par les retards de paiement continue de diminuer depuis 2010, atteignant 8,6 %, après avoir connu une forte augmentation en 2009.

La pauvreté en conditions de vie affecte davantage les familles monoparentales (29,5 % d'entre elles) et les couples avec trois enfants (15,6 % d'entre eux). En 2011, elle continue de frapper davantage les ménages dont la personne de référence est jeune (13,5 % des moins de 25 ans mais surtout 15,4 % des 25-44 ans) et les personnes peu ou pas diplômées. Si l'emploi n'est pas une garantie absolue pour échapper à cette situation, le chômage augmente le risque de façon très nette : près d'un chômeur sur deux est touché.

Tableau 9 : Part des différentes classes d'âge dans la population totale et part de chacune d'elles dans la population pauvre (taux de pauvreté à 60 % en 2009)

Classes d'âge	Part de la population totale	Part dans la population pauvre
Moins de 18 ans	22,3	29,2
18 à 24 ans	7,9	13,2
25 à 49 ans	33,8	29,2
Plus de 50 ans	36,3	28,5
Dont part des 50-64 ans	19,7	15,9
Dont part des 64 ans et +	16,4	12,6
Total	100	100

Sources : Rapport de l'ONPES 2011-2012. INSEE, enquête sur les revenus fiscaux et sociaux et recensement, champ France métropolitaine.

Tableau 10 : Nombre d'individus pauvres au seuil de 60 % du niveau de vie médian selon leur âge

(En millier)

	2008	2009	2010
<b>Moins de 18 ans</b>	<b>2 328</b>	<b>2 387</b>	<b>2 665</b>
<b>18 à 59 ans</b>	<b>4 204</b>	<b>4 443</b>	<b>4 549</b>
18 à 29 ans	1 438	1 540	1 521
30 à 39 ans	889	878	970
40 à 49 ans	997	1 045	1 100
50 à 59 ans	879	980	958
<b>60 ans ou plus</b>	<b>1 304</b>	<b>1 342</b>	<b>1 403</b>
60 à 69 ans	466	498	578

Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

Tableau 11 : Evolution des indicateurs de grande pauvreté depuis 5 ans (en %)

Indicateurs	2000	2004	2007	2009
Taux de pauvreté monétaire au seuil de 50 %	7,2	6,6	7,2	7,5
Intensité de la pauvreté	18	18	18,2	19

Note : l'intensité de la pauvreté permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Formellement, il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Sources : Insee, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2009, rétrospectives entre 1996 et 2004, France métropolitaine, ménages ordinaires hormis ceux dont la personne de référence est étudiante.

#### a) Aide alimentaire et accès à l'alimentation

Dans l'avis « Aide alimentaire et accès à l'alimentation des populations démunies en France »<sup>154</sup> adopté le 22 mars 2012, le Conseil national de l'alimentation<sup>155</sup> (CNA) a analysé l'évolution inquiétante de cette situation ainsi que les mécanismes déployés pour y faire face.

Le CNA constate tout d'abord que les populations confrontées à une situation d'insécurité alimentaire sont de plus en plus nombreuses et diverses. Ainsi, en 2010, près de 3,5 millions de personnes ont bénéficié de l'aide alimentaire fournie par les programmes publics européen et national. La pauvreté

<sup>154</sup> Avis n°72 adopté à l'unanimité du groupe de travail présidé par Bertrand Hervieu, Ingénieur général de l'agriculture avec pour rapporteur Cécile Rauzy, Association nationale des industries agroalimentaires.

<sup>155</sup> Créé en 1985, cette instance consultative indépendante placée auprès des ministres en charge de l'agriculture, de la santé et de la consommation est positionnée comme un parlement de l'alimentation dont l'approche socio-économique intègre les réalités du monde professionnel et les attentes des consommateurs (toutes les composantes nationales concernées par la chaîne alimentaire y sont rassemblées).



est souvent à l'origine de cette insécurité avec d'autres facteurs combinés : familles monoparentales, accidents de santé, dépenses de logement excessives...

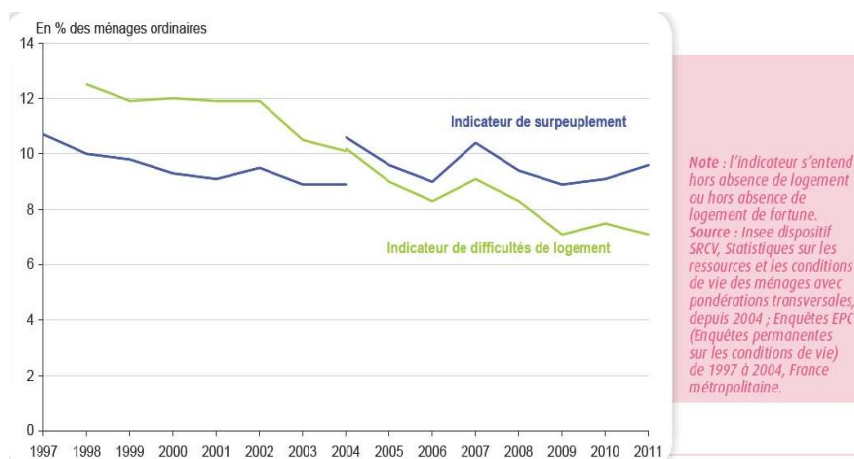
L'aide alimentaire représente alors l'un des derniers lieux d'intégration sociale pour ces populations fragilisées. Les dispositifs associatifs font preuve d'une immense vitalité en lien avec les acteurs économiques donateurs (industriels, distributeurs, producteurs...) et les collectivités territoriales. Cette vitalité ne dédouane en rien la part de responsabilité importante en la matière, des pouvoirs publics au niveau européen et national.

Sur la base de ce constat, le CNA formule onze recommandations portant sur les bénéficiaires prioritaires de l'aide alimentaire, les financements nécessaires et les modalités d'intervention. Parmi celles-là, nous pouvons citer la nécessité de mieux identifier les bénéficiaires potentiels pour adapter les aides proposées à leurs attentes et besoins ; de développer le bénévolat de compétences dans le secteur public et privé ainsi que la formation des bénévoles, pérenniser les aides alimentaires au niveau européen, valoriser la mobilisation sociétale... Le CESE, dans son RAEF, tenait à faire écho à cet avis du CNA pour faire face à cet immense défi au sein de notre pays et plus largement au niveau européen.

#### b) Difficultés de logement dont surpeuplement

Les difficultés de logement, en général, et le surpeuplement sont considérés comme un facteur de *pauvreté en conditions de vie*. Ils rendent compte de l'impossibilité de satisfaire un besoin essentiel. En outre, ils nuisent à l'égalité des chances de plusieurs générations familiales. Un indicateur de développement durable de second niveau y est consacré, à juste titre.

Graphique 51 : Indicateur de difficultés de logement et de surpeuplement



En 2011, 7,1 % des ménages connaissent au moins trois difficultés concernant leur logement sur les neuf répertoriées : privation, 1) d'eau chaude, 2) de toilettes, 3) de salle de bains à l'intérieur du logement, 4) de système de chauffage central ou électrique, 5) surpeuplement, 6) l'humidité, 7) le bruit, 8) la taille de leur logement, 9) la difficulté à le chauffer. La baisse par rapport à 2010, de 0,4 point, confirme la tendance observée depuis 1998 en dépit des hausses observées en 2007 et 2010. Ces difficultés de logement touchent davantage les personnes seules (8,5 % d'entre elles) et les familles monoparentales (11,1 % d'entre elles).

La part des logements surpeuplés<sup>156</sup> confirme sa hausse entamée en 2010 en s'établissant à 9,6 % des ménages, soit le plus haut niveau depuis 2008. Les ménages en situation de surpeuplement sont relativement plus nombreux parmi les familles monoparentales (17,2 % d'entre elles) ou les couples avec trois enfants (12 % d'entre eux).

Le 23 janvier 2013, le CESE a rendu un avis sur « *Le logement autonome des jeunes* ». Il en ressort que 21 % des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans résident dans des logements surpeuplés (un peu moins de 10 % pour l'ensemble des ménages). Le constat dressé dans cet avis montre à quel point les jeunes de 18 à 29 ans connaissent des difficultés importantes pour accéder à un logement adapté à leurs besoins et situation sociale : à 21 ans ; un jeune sur deux vit chez ses parents, le maintien au domicile parental est corrélé avec la précarité de l'emploi ; les allers et retours après une première décohabitation concernent ainsi près d'un jeune sur cinq.

Les moins de 30 ans sont aussi surreprésentés dans les petits logements du parc locatif privé et résident souvent seuls, dans les villes centres<sup>157</sup>, ce qui accroît leur taux d'effort net (dépenses liées au logement, notamment loyer ou remboursement d'emprunt, une fois déduites les aides au logement). Les 25-29 ans consacrent à se loger 18,7 % de leurs ressources, contre 10 % toutes classes d'âge confondues. Leurs faibles ressources et la précarité de l'emploi exposent nombre de jeunes à l'inflation des garanties exigées par les bailleurs, voire les poussent parfois à accepter des logements indécents. Le nombre des places gérées par les CROUS (169 000) et par les Foyers de jeunes travailleurs (FJT - 40 000 logements) est insuffisant surtout dans les zones tendues.

<sup>156</sup> La définition de l'indice de peuplement repose principalement sur la composition du ménage et le nombre de pièce du logement. Ces conditions sont complétées par la notion de surface disponible dans le calcul de l'indice de peuplement : sont considérées comme surpeuplés les logements comportant autant ou plus de pièce que la norme mais offrant moins de 18 m<sup>2</sup> par personne.

<sup>157</sup> Une ville-centre d'unité urbaine multicommunale (ou d'agglomération multicommunale) est définie comme suit. Si une commune abrite plus de 50% de la population de l'unité urbaine, elle est seule ville-centre. Sinon, toutes les communes qui ont une population supérieure à 50 % de la commune la plus peuplée, ainsi que cette dernière, sont villes-centres. Les communes urbaines qui ne sont pas villes-centres constituent la banlieue de l'agglomération multicommunale (source Insee).

Dans cet avis sur « Le logement autonome des jeunes », le CESE formule une recommandation globale portant sur la nécessité d'augmenter l'offre de logements disponibles pour tous et adaptés aux besoins des jeunes dans une perspective durable. Elle résume à elle seule, la nature des efforts à accomplir sur une longue durée. Elle apporte, au surplus, une argumentation complémentaire à la nécessité de tirer des conséquences pratiques des observations soulignées dans la sous-partie II-A 3, ci-dessus.

Concernant les personnes sans domicile, l'appréhension de la situation est évidemment rendue difficile par celle de l'accès à la connaissance statistique. Cependant, dans la note *INSEE première* de juillet 2013 portant sur « l'hébergement des sans domicile en 2012 », 141 500 personnes sont répertoriées comme étant sans domicile en France métropolitaine début 2012, soit une progression de près de 50 % en une année. Près de 30 000 enfants seraient concernés et un peu moins de deux sans-domicile sur cinq sont des femmes. Elles bénéficient de conditions d'hébergement plus stables que les hommes. Ces derniers constituent la quasi-totalité de la population des sans-abri. Un quart des sans-domiciles ont un emploi, près de la moitié sont au chômage et plus du quart sont inactifs.

Tableau 12 : Caractéristiques soci-démographiques des sans-domiciles francophones

Situation de logement à la veille de l'enquête	Répartition par tranche d'âge			Femmes	Étrangers francophones	En couple	Avec enfants (y c en couple)	Sans autre membre de sa famille
	18-29 ans	30-49 ans	50 ans ou plus					
<b>Sans domicile</b>	<b>26</b>	<b>49</b>	<b>25</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>65</b>
<i>sans abri</i>	27	49	24	5	45	8	4	88
<i>en hébergement collectif qu'on doit quitter le matin</i>	24	46	30	9	38	4	1	95
<i>en hébergement collectif où on peut rester pendant la journée</i>	26	43	31	36	36	7	13	82
<i>en hôtel</i>	29	62	9	63	73	43	64	30
<i>en logement</i>	26	49	25	52	32	36	42	42
<b>Population de 18 ans ou plus vivant en logement ordinaire en France métropolitaine*</b>	<b>19</b>	<b>34</b>	<b>47</b>	<b>52</b>	<b>6</b>	<b>64</b>	<b>31</b>	<b>30</b>

\* Enquête Emploi Insee.

Lecture : parmi les sans-domiciles, 26 % sont âgés de 18 à 29 ans, 49 % de 30 à 49 ans et 25 % de 50 ans ou plus. 5 % des sans-abri sont des femmes. Champ : personnes francophones de 18 ans ou plus des agglomérations de plus de 20 000 habitants en France métropolitaine.

Source : Insee, enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou de distributions de repas 2012.

## B - COMMENT RETROUVER DE LA COMPÉTITIVITÉ ?

Depuis 10 ans, la compétitivité de l'industrie française s'érode face à ses concurrents européens et internationaux. Cette chute de la compétitivité du tissu industriel national est manifeste dans la plupart des indicateurs économiques. La balance commerciale de la France, encore excédentaire à hauteur de 3,5 milliards

d'euros en 2002, accusait en 2012 un déficit de 67 milliards d'euros<sup>158</sup>. La part de marché de la France dans le commerce intra-communautaire, où l'industrie française trouve la majorité de ses débouchés, a chuté de 12,7 % en 2000 à 9,3 % en 2011.

Cette perte de compétitivité se traduit par un effondrement du secteur industriel français, tant sur le plan de l'activité, avec 12,5 % de la valeur ajoutée totale en 2011 contre 18 % en 2000, que de l'emploi, avec plus de 2 millions d'emplois industriels détruits depuis 1980.

Ce constat, désormais largement partagé, occupe une place centrale dans le débat public. De nombreux rapports et études ont été publiés au cours des dernières années visant à résoudre ce mal français. On pourra noter, parmi les plus récents, le rapport final des états généraux de l'industrie<sup>159</sup>, le rapport dit « Gallois »<sup>160</sup> ou encore l'avis du CESE rendu en février 2011 sur la compétitivité de l'économie française<sup>161</sup>.

Avec le *Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi* arrêté à la suite de la remise du rapport « Gallois », le gouvernement veut répondre au défi majeur que rencontre notre pays. Il prévoit notamment d'alléger les coûts des entreprises de 20 milliards d'euros par an, par l'instrument d'un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), somme importante dans la situation des finances publiques et de la contrainte budgétaire. Il nous faut rappeler que, si la compétitivité a une expression nationale notamment au travers du solde de la balance commerciale, elle se constitue d'un ensemble de facteurs : secteur d'activité par secteur d'activité, concernant tant les aspects de coût du travail que de positionnement des productions. Sur ce sujet essentiel, nous renouvelons l'exercice déjà exposé par le CESE dans son avis adopté en octobre 2011 « La compétitivité : un enjeu d'un nouveau modèle de développement ».

Prendre la mesure des contributions à la compétitivité-coût demande d'entrer des comparaisons fines fondées sur des assiettes semblables et ceci dans les principaux secteurs d'activité en concurrence, notamment au sein du marché européen. Pour la Commission européenne « *s'il existe une relation entre coûts salariaux unitaires et performances à l'exportation, elle est faible et du second ordre par rapport à la dégradation de la balance commerciale, et donc ceux-ci [les coûts salariaux] ne peuvent en être la cause* »<sup>162</sup>.

<sup>158</sup> Sources : DG Trésor, Douanes. Hors militaire et hors énergie le déficit de la balance commerciale 2012 s'élève à 15,3 milliards d'euros.

<sup>159</sup> Etats Généraux de l'Industrie, Bilan de la Concertation, Rapport Final, février 2010.

<sup>160</sup> Pacte pour la Compétitivité de l'Industrie Française, Louis Gallois, novembre 2012.

<sup>161</sup> *La compétitivité : enjeu d'un nouveau modèle de développement*, Isabelle de Kerviler, octobre 2011.

<sup>162</sup> *European Competitiveness Report 2010, Sec(2010) 1276 final*, 28 octobre 2010.

1 Nous compléterons ce thème par un encadré plus bas sur « Différentiels de  
2 coûts de production comme facteur de compétitivité distorsif de concurrence en  
3 Europe ».

4 Restaurer la compétitivité hors prix française passe entre autres par un  
5 effort d'innovation, de recherche, de spécialisation et par le choix de filières  
6 industrielles d'avenir. Pour obtenir de tels résultats, il est nécessaire d'examiner  
7 les ressorts de l'innovation en France, notamment les rapports entre universités et  
8 entreprises, tant sur le plan de la recherche que sur celui de la formation.

9 Renforcer la compétitivité de l'industrie française demande également que  
10 puissent se développer des entreprises ayant atteint la taille critique nécessaire  
11 pour mener à bien l'effort d'innovation et conquérir de nouveaux marchés à  
12 l'exportation. Ce développement des entreprises intermédiaires passe par un  
13 renforcement des solidarités au sein du tissu industriel français, mais aussi par  
14 une stabilisation et une simplification de l'environnement réglementaire.

15 Améliorer la compétitivité de la France appelle aussi le retour de l'Etat  
16 dans son rôle de stratège industriel, afin d'orienter l'industrie française vers les  
17 défis technologiques de demain – au premier rang desquels la transition  
18 énergétique et plus largement les modes de production économes en matières  
19 premières et en rejets.

20 La qualité est une dimension importante de la compétitivité hors coût du  
21 travail, les grandes entreprises et l'Etat l'avaient promue dans les années 80 - 90.  
22 L'érosion de la place de notre pays dans ce domaine mérite une attention  
23 renouvelée.

24 En outre, une réflexion sur la politique industrielle française ne saurait faire  
25 abstraction du cadre européen dans lequel elle s'inscrit. Aussi, il convient  
26 d'examiner les actions possibles et nécessaires au niveau de l'Union Européenne  
27 pour rééquilibrer la compétitivité des pays membres.

## 1. Bien connaître les facteurs contribuant à la compétitivité coût pour l'affectation efficace de moyens limités<sup>163</sup>

Lorsqu'on aborde la question de la compétitivité de l'économie française, on met le plus souvent en avant l'aspect coût du travail<sup>164</sup>. « Poids des charges », salaire horaire sont ainsi régulièrement invoqués au travers de comparaisons internationales qui, de fait, témoignent d'une position a priori défavorable de la France. Moins souvent, il est fait état du coût salarial unitaire qui tient compte de la productivité. Que recouvrent ces notions ? Lesquelles sont pertinentes ? Quels sont les effets d'un coût du travail trop élevé... ou trop bas ? Tous les secteurs sont-ils concernés de la même façon ?

### 1.1. « Le poids des charges »

S'agissant ici du coût du travail, les charges à considérer sont les prélèvements liés assis sur la masse salariale, essentiellement les cotisations sociales. Or leur niveau dépend étroitement du mode de financement de la protection sociale propre à chaque pays. Au sein de l'Union européenne on distingue ainsi trois modèles principaux selon la classification de Gosta Esping-Andersen :

- Les systèmes de protection sociale « libéraux », dont s'inspire la couverture de certains risques dans les pays anglo-saxons, sont caractérisés par une priorité donnée à la lutte contre la pauvreté, au moyen de prestations soumises à conditions de ressources rigoureuses, et financées par l'impôt. C'est en revanche principalement au marché qu'il revient de pourvoir à la protection contre les risques de l'existence des personnes à revenu moyen et élevé.
- Les systèmes de protection sociale « sociaux-démocrates », dont les pays scandinaves offrent une représentation, ont pour principaux traits la couverture de l'ensemble des citoyens au moyen de prestations

<sup>163</sup> Les données de cette section sont issues d'une annexe, rédigée par l'Insee, au rapport « *Etat des lieux du financement de la protection sociale en France* » produit par le Haut Conseil du financement de la protection sociale (31 octobre 2012). Ce document repose sur l'étude « *Le coût de la main-d'œuvre : comparaison européenne 1996-2008* » de Bertrand Marc et Laurence Rioux (in *Emploi et salaires - Insee Références - Édition 2012*) dont les chiffres ont été actualisés quand les données étaient disponibles.

Les données utilisées pour le coût salarial horaire sont tirées de l'enquête européenne sur le coût de la main-d'œuvre de 1996, 2000, 2004 et 2008. Elles sont actualisées à l'aide de l'indice trimestriel du coût de la main-d'œuvre (ICT). Le coût horaire en niveau est exprimé en € courants. Champ : entreprises de 10 salariés et plus du secteur marchand non agricole, hors apprentis.

Les données utilisées pour le coût salarial unitaire proviennent de l'Eurostat et sont issues des comptes nationaux. Champ : secteur marchand non agricole.

<sup>164</sup> Le coût de la main-d'œuvre comprend la rémunération des salariés, englobant les salaires et traitements bruts et les cotisations sociales à la charge de l'employeur, les frais de formation professionnelle, les autres dépenses et les taxes sur les salaires, déduction faite des subventions perçues.

forfaitaires – généralement sans condition de ressources – et de services en nature – services de santé et d’aide au maintien en autonomie, établissements et services d’accueil du jeune enfant -, financés par les budgets des administrations centrales et locales. Le principe directeur est alors l’égalité entre les membres de la communauté nationale, combiné à la garantie d’un haut niveau de protection sociale.

- Les systèmes de protection sociale « bismarckiens » proprement dits, à l’œuvre dans la majorité des pays d’Europe continentale, sont marqués par un ancrage dans le monde professionnel, avec des prestations de remplacement du revenu d’activité essentiellement proportionnelles aux contributions versées, elles-mêmes assises sur les revenus d’activité, et un partage du financement entre employeurs et travailleurs.

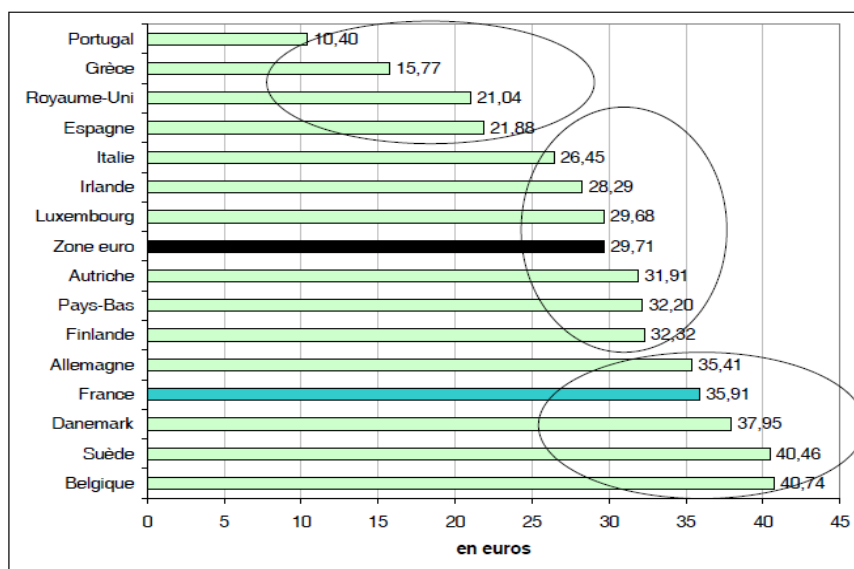
Dans les deux premiers cas, ce sont les impôts généraux qui assurent principalement le financement des prestations, dans le troisième, ce sont des cotisations assises sur le travail. Mais des taux de cotisation faibles ne signifient pas que le coût du travail soit moindre : en 2010, la part des cotisations dans le financement de la protection sociale était d’environ 30 % au Danemark et de moins de 50 % en Suède alors qu’il est proche de 65 % en France. Pourtant, comme le montrent les graphiques ci-dessous, le coût du travail est significativement plus élevé au Danemark et en Suède qu’en France, tant dans le secteur de l’industrie manufacturière que dans celui des services marchands.

#### *1.2. Coût horaire du travail*

Le « poids des charges » ne constitue en effet qu’une partie de la masse salariale des entreprises. Vient en premier le niveau des salaires. Ce qui doit être considéré en première approche est donc bien le coût du travail horaire.

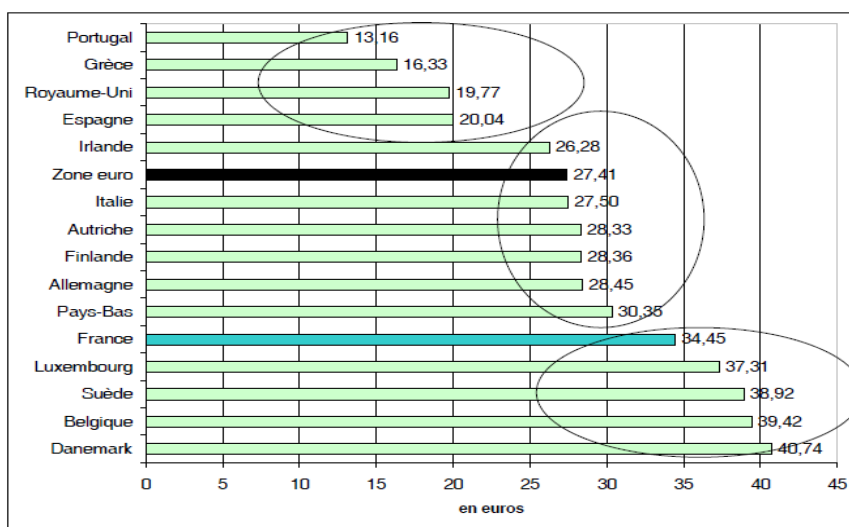
Sur ce plan, il est indéniable que le coût du travail français est parmi les plus élevés de l’Union européenne.

Graphique 52 : Coût horaire de la main d'œuvre dans l'industrie manufacturière en 2011



Source : Audition F. Lerais - Ires.

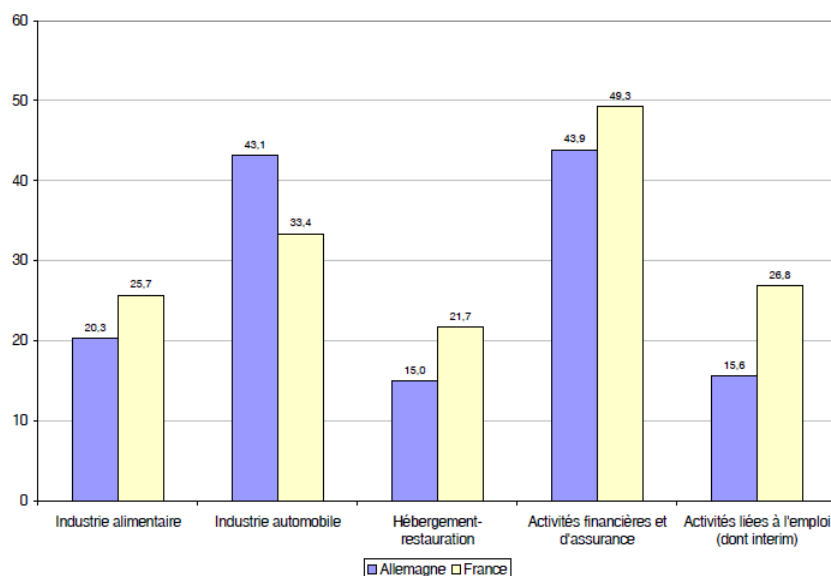
Graphique 53 : Coût horaire de la main d'œuvre dans les services marchands en 2011



Source : Ires.



1 Graphique 54 : Coût horaire de la main d'œuvre par secteur d'activité en 2008



2

3

Source : Eurostat.

4

5

6

7

8

9

10 Les évolutions de ce coût du travail sont contrastées, tant dans le secteur de  
 11 l'industrie manufacturière que dans celui des services marchands. Indiscutablement, l'Allemagne remporte la palme de la plus faible croissance : entre 1996 et 2011, l'augmentation moyenne du coût horaire est à peine de 2 % par an dans l'industrie et de moins de 1,5 % par an dans les services. La France se situe à un niveau relativement élevé d'un peu plus de 3 % par an, supérieur à celui de la zone euro (un peu plus de 2% par an), inférieur néanmoins à la Belgique, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

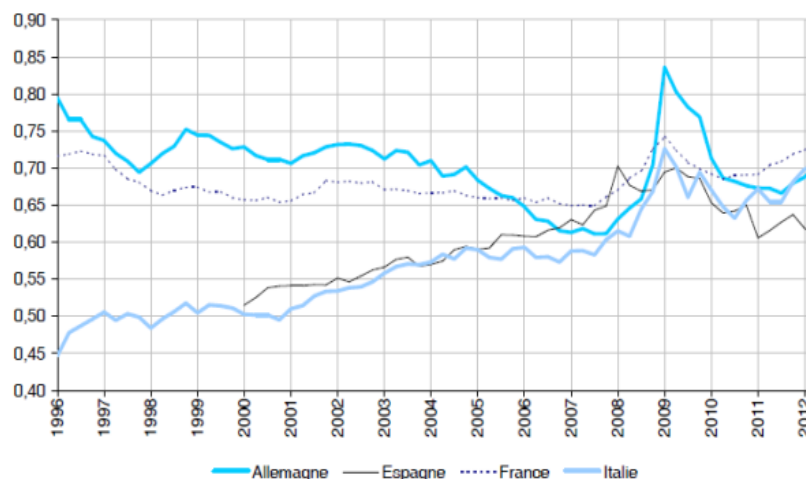
### 12 1.3. Le coût salarial unitaire

13 Il faut bien comprendre cependant que s'il faut deux ouvriers dans un pays  
 14 et un seul dans un autre pour fabriquer le même bien, le seul critère du coût  
 15 horaire est insuffisant pour apprécier la compétitivité coût. Il faut donc aussi tenir  
 16 compte de la productivité. Ce qui compte en définitive, c'est donc le coût de la  
 17 main d'œuvre par unité produite (CSU<sup>165</sup>) qu'on obtient en rapportant le coût de  
 18 la main d'œuvre à la valeur ajoutée. Et comme la productivité française est une  
 19 des plus élevée d'Europe, les écarts constatés dans les comparaisons du seul coût  
 20 horaire s'atténuent.

<sup>165</sup> Coût salarial par unité produite.

Ainsi, lorsqu'on compare l'évolution du CSU entre 1996 et 2012 dans l'industrie manufacturière, on ne peut guère affirmer que la situation française se dégrade. Jusqu'en 2008, le CSU évolue globalement à la baisse tandis que ceux de l'Italie et de l'Espagne se rapprochent des niveaux français lorsque la crise se développe.

Graphique 55 : Coût salarial unitaire  
Base 2005



Source : OCDE.

Comme l'analysait déjà le rapport sur l'état de la France de 2011 et le rapport de conjoncture de 2007, si l'écart se réduit puis s'inverse avec l'Allemagne en 2005, c'est du fait de la politique que nos voisins mettent en place pour améliorer leur propre compétitivité coût. Une politique qu'elle va mener seule, sans se préoccuper des effets récessifs qu'elle provoque chez ses partenaires en limitant sa consommation intérieure et donc ses importations... qui ne sont autres que les exportations de ses voisins et particulièrement de la France, son premier partenaire commercial.

La France aurait-elle dû suivre la voie de l'Allemagne ? Rien n'est moins sûr. Si la stratégie allemande s'est révélée fructueuse sur le plan économique, c'est avant tout parce qu'elle reposait sur des capacités de développement de ses exportations liées à des facteurs de compétitivité hors coût. Sur ce plan, la section suivante explicite les divers domaines d'amélioration.

La France aurait-elle pu suivre la voie de l'Allemagne ? Rien n'est moins sûr non plus. L'Allemagne a accepté des efforts considérables au nom de l'unité nationale retrouvée après la réunification et alors que les autres pays européens (y compris la France à l'époque) n'ont pas voulu partager ce fardeau. En outre, les

1 dépenses contraintes des salariés en France sont sensiblement plus élevées dans  
 2 notre pays notamment du fait des prix de l'immobilier (nous avons vu  
 3 l'importance de cet aspect plus haut). Et puis, il y a l'envers de la médaille et le  
 4 désastre social que supporte une majorité d'Allemands, un taux de pauvreté en  
 5 hausse de 3,6 points en six ans (12,2 pts en 2005, 15,8 pts en 2011), la plus forte  
 6 hausse en Europe, des salaires de misère, de l'ordre de 400 € par mois, dans de  
 7 nombreux secteurs, à commencer par celui de l'agriculture. On ne dispose pas de  
 8 données sur le coût salarial unitaire dans le domaine agricole et de  
 9 l'agroalimentaire (voir encadré ci-dessous). Les chiffres ne seraient pas  
 10 significatifs, compte tenu du nombre d'exploitants. Mais a-t-on vraiment besoin  
 11 de statistiques lorsque les écarts de salaires sont aussi importants ? Il faut certes  
 12 restaurer les conditions d'une meilleure compétitivité coût de la France vis-à-vis  
 13 de l'Allemagne. Mais faut-il entrer dans une spirale de baisse sans fin ou obtenir  
 14 de la première puissance européenne qu'elle offre à ses travailleurs de meilleures  
 15 conditions salariales ?

16

17 Encadré 9 : Différentiels de coûts de production comme facteur de compétitivité  
 18 distorsif de concurrence en Europe

• **L'industrie de la viande porcine**

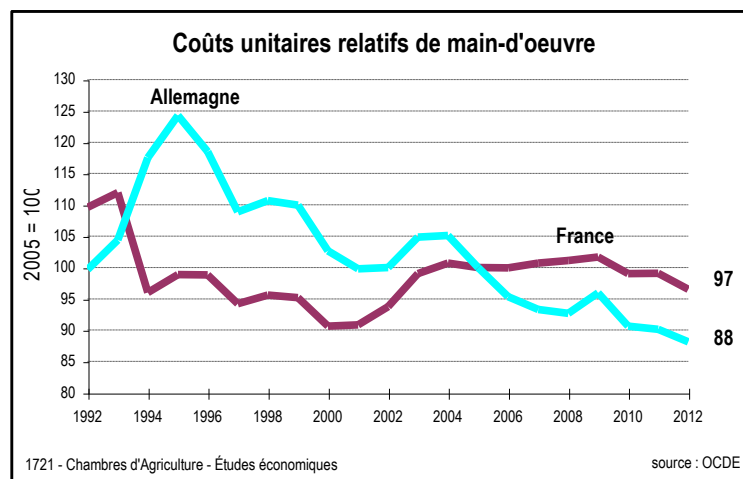
Les études comparatives menées sur la compétitivité des industries de la transformation des viandes convergent pour montrer que les différentiels de coûts de production demeurent une variable décisive. C'est le cas en particulier de la viande de porc, dont on peut mesurer les écarts de compétitivité. Il convient de rappeler que, sur la décennie écoulée, les estimations élaborées par l'IFIP montrent que les exportations de pièces de porc désossées ont augmenté de près de 550 % en Allemagne, et de seulement 20 % en France. Or le désossage est une opération nécessitant de la main-d'œuvre, en dépit de l'automatisation des tâches de découpe dans la transformation des viandes.

En Allemagne, les firmes de la transformation ont eu massivement recours à l'immigration pour effectuer les tâches de la découpe dans l'industrie de la viande porcine. L'écart de coûts salariaux entre la France et l'Allemagne, mais aussi vis-à-vis de l'Espagne, réside dans le différentiel de coûts salariaux entre les trois pays. De plus, l'absence de convention collective et de salaire minimum en Allemagne offre aux entreprises un moyen de recruter des salariés qui dépendent en réalité de la législation du pays d'origine, y compris la fixation du salaire. Il s'agit en quelque sorte de prestations de services, ces salariés n'étant pas comptabilisés dans les effectifs de l'entreprise de la transformation allemande. Tönnies, le leader allemand de l'abattage et de la découpe, employait par exemple en 2010 près de 2 200 salariés, dont 90 % étaient originaires des pays de l'Est européen, comme la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Lituanie ou encore la Russie. Ces recrutements d'une main-d'œuvre bon marché ont été rendus d'autant plus faciles que les nouveaux Etats membres intégraient progressivement l'espace Schengen, lequel permet la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux.

19

1

Globalement, l'évolution du coût salarial unitaire dans l'industrie entre les deux pays est retracée dans le graphique ci-après. Après une période durant laquelle les coûts allemands se situaient au-dessus de ceux de la France, depuis 2004, c'est en France que les coûts salariaux sont supérieurs à ceux de l'Allemagne (graphique 1). Un aperçu des coûts salariaux comparés entre la France et l'Allemagne dans les industries d'abattage et de découpe de porcins montre qu'ils sont nettement inférieurs chez nos voisins d'Outre-Rhin, l'Espagne étant dans une position intermédiaire (voir tableau).



**Coûts comparés de la main-d'œuvre en transformation  
de viande porcine**

	<b>France</b>	<b>Espagne</b>	<b>Allemagne</b>
<b>Coût horaire minimum (€/h)</b>	16	12	5
<b>Coût horaire maximum (€/h)</b>	25	18	20
<b>Durée moyenne conventionnelle de travail/semaine</b>	35	40	37,5
<b>Salaire min brut</b>	1 365 (€/mois)	748 (€/mois)	-
<b>Nombre de semaines travaillées/an</b>	47	48	48

Source : IFIP.

2

3

1

Au regard des opérations de découpe à effectuer, l'industrie de la viande est traditionnellement intensive en main-d'œuvre, et tout différentiel de coûts salariaux se traduit par des écarts de compétitivité qu'il serait préjudiciable de négliger, car l'offre correspond à une demande de masse, les entreprises de la transformation devant alors jouer sur les coûts pour demeurer compétitives sur un marché particulièrement concurrentiel depuis la réunification des deux Allemagnes. Il s'ensuit que les entreprises allemandes n'éprouvent guère d'empressement à demander une législation plus interventionniste sur le marché du travail. Cela explique la forte progression depuis le milieu des années 2000 des industries de la viande allemandes, tant en production qu'en exportations.

Une telle configuration intra-communautaire conduit même des pays comme le Danemark ou les Pays-Bas, dans lesquels les coûts salariaux sont supérieurs à ceux des allemands, à exporter vers l'Allemagne des porcs en vif afin qu'ils y soient engraisés puis transformés. On assiste à une segmentation des processus de production agricole qui étaient jusqu'à très récemment réservée à l'industrie manufacturière.

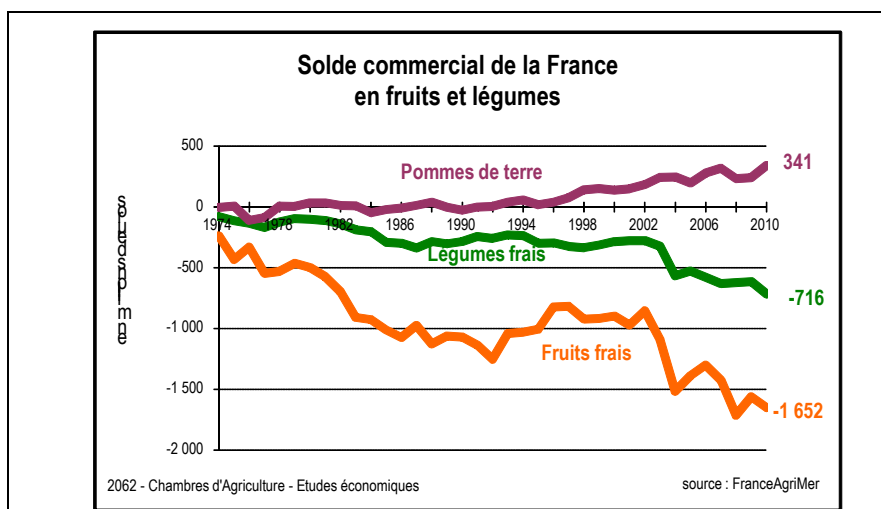
Reste à savoir si l'Allemagne dans son ensemble, ou, à défaut, certains Länder, feront évoluer la législation sur la rémunération du travail, en instaurant un salaire minimum. De plus, ces différentiels de compétitivité militent pour une harmonisation des conditions sociales dans l'Union européenne, projet qui apparaît sans doute plus lointain.

#### • Le cas de l'arboriculture

Les différentiels de compétitivité sont également importants dans le secteur de l'arboriculture. Une ligne de démarcation s'est installée depuis la fin des années 1980 entre l'Europe du Nord et celle du Sud. Au regard des éléments chiffrés livrés par le Réseau d'informations comptables européen (RICA Europe qui ne portent que sur les salariés permanents), les performances économiques au Sud (Espagne et Italie qui réalisent près de la moitié de la production de l'UE à 27) reposent pour l'essentiel sur des avantages comparatifs liés aux coûts de la main-d'œuvre. Sur une moyenne 2007-2009, les charges salariales rapportées au Revenu net d'entreprise (RNE) étaient de 49 % en France (32 % en Allemagne) contre seulement 19 % en Espagne et 16 % en Italie. Il s'agit d'une configuration manifestement plus ancienne que celle relative aux industries de la viande. La France se distingue d'ailleurs par une dégradation régulière de son solde commercial en fruits, depuis les années 1980, le déficit s'étant creusé davantage depuis le début des années 2000, le profil étant similaire en légumes (graphique 2). En légumes, la France était presque à l'équilibre dans ses échanges commerciaux.

2  
3  
4

1



#### 2 1.4. L'impact du coût du capital

3 Ces dernières décennies ont vu une transformation considérable du mode de  
 4 gestion des entreprises dominé aujourd'hui par la « création de valeur pour  
 5 l'actionnaire » et la prédominance de la rentabilité financière. Il s'en est suivi un  
 6 déplacement du partage de la valeur ajoutée en faveur du capital. La part de la  
 7 masse salariale a ainsi perdu 5 points de valeur ajoutée par rapport à la situation  
 8 qui régnait au moment des « Trente glorieuses ». Dans les sociétés non  
 9 financières, la part des dividendes distribués aux actionnaires, nets des  
 10 dividendes perçus, dans la valeur ajoutée est passée de 5 % dans les années 1990  
 11 à plus de 9 % aujourd'hui.

12 Une étude récente réalisée par des chercheurs du Clerse de l'université de  
 13 Lille <sup>166</sup> a chiffré le « surcoût du capital » pour la collectivité. Au-delà du coût  
 14 « normal » du capital investi en équipements (mesuré par l'amortissement et  
 15 l'investissement, ce que la comptabilité nationale appelle la formation brute de  
 16 capital fixe) et de la compensation du risque constitué par l'investissement,  
 17 l'étude évalue ce surcoût à 94,7 milliards pour l'année 2011, soit près de 5 % du  
 18 PIB, essentiellement sous forme de dividendes et d'intérêts. Le surcoût du capital  
 19 constitué par ces rentes représente 50 à 70 % au-delà du coût « normal » dû aux  
 20 équipements productifs, selon les auteurs de cette étude. On peut certes en  
 21 contester les conclusions. Il n'en reste pas moins que ces dernières décennies ont  
 22 vu une augmentation importante du coût du capital qui pèse sur la compétitivité  
 23 des entreprises au détriment notamment de la R&D. Ainsi, les dépenses en R&D

<sup>166</sup> L. Cordonnier, T. Dallery, V. Duwicquet, J. Melmiès, F. Vandeveld, *Le coût du capital et son surcoût, Sens de la notion, mesure et évolution, conséquences économiques*, Clerse, Université de Lille 1, 2013).

1 qui représentaient 44 % des dividendes en 1992, n'en représentent plus  
2 qu'environ 25 % aujourd'hui.

### 3 1.5. *L'impact du taux de change de l'euro*

4 Les exportations françaises sont particulièrement sensibles au taux de  
5 change de l'euro. Entre janvier 2002 et avril 2008, l'euro s'est réévalué de 78 %  
6 par rapport au dollar, de 42 % par rapport au yen et de 29 % par rapport à la livre  
7 sterling. En conséquence, entre 2002 et 2008, cette hausse a freiné les  
8 exportations françaises à la hauteur de 0,3 point en moyenne par trimestre.<sup>167</sup> A  
9 contrario, la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar (-7,6 % en moyenne  
10 annuelle) explique la réduction du déficit commercial de la France en 2012.<sup>168</sup>

11 L'Allemagne est moins sensible que la France à la réévaluation de l'euro, et  
12 ce pour deux raisons. Tout d'abord, se situant sur des créneaux haut de gamme,  
13 la réaction de la demande à une variation des prix de ses produits est faible. De  
14 plus, si l'assemblage final des produits se fait en Allemagne, les unités de  
15 production se situent pour beaucoup dans les pays d'Europe centrale et orientale,  
16 notamment dans des pays qui ne sont pas passés à la monnaie unique.  
17 L'Allemagne profite donc, dans ce cadre, de la surévaluation de l'euro. Ainsi, en  
18 2010, près de 56 % de l'excédent commercial allemand est généré dans la zone  
19 euro et près de 80 % en Europe.

## 20 2. **Nombreux aspects de la compétitivité hors coût**

### 21 2.1. *Rapprocher université et industrie*

22 La recherche et développement constitue une composante essentielle de la  
23 compétitivité hors prix. Par son application industrielle, elle permet d'augmenter  
24 le contenu en innovation des produits exportés. Grâce à l'innovation, la  
25 production du secteur industriel peut simultanément monter en gamme et se  
26 libérer d'une concurrence sur les seuls prix. Or, la comparaison avec l'Allemagne  
27 fait apparaître un niveau insuffisant de R&D en France : 2,25 % du PIB (très loin  
28 de l'objectif européen de R&D de 3 %) contre 2,84 % en 2011. Ce différentiel  
29 est également très marqué si l'on considère les dépenses en R&D du secteur privé  
30 toujours en 2011 : 1,43 % du PIB en France contre 1,90 % pour l'Allemagne<sup>169</sup>.

31 Toutefois, dans l'environnement hautement concurrentiel de la  
32 mondialisation, rester à la pointe de l'innovation industrielle est coûteux en  
33 ressources. Cela suppose donc une excellente collaboration entre les deux  
34 principales sources de recherche et développement : la recherche publique d'une  
35 part, tant académique qu'appliquée, réalisée au sein des universités et

<sup>167</sup> Franck Cachia, « Les effets de l'appréciation de l'euro sur l'économie française », *Note de conjoncture de l'Insee*, juin 2008.

<sup>168</sup> <http://www.commerce-exterieur.gouv.fr/files/dp-commerce-exterieur-2012.pdf#page=30>.

<sup>169</sup> Source Eurostat.

laboratoires publics ; et la recherche privée d'autre part, d'une nature essentiellement appliquée, réalisée par les entreprises industrielles.

Dans les économies fortement innovatrices, universités et entreprises travaillent en étroite collaboration. Les Etats-Unis représentent à cet égard l'exemple canonique d'un fonctionnement symbiotique entre laboratoires et entreprises, notamment dans les secteurs de haute technologie (technologies de l'information et de la communication, biotechnologies, énergies nouvelles). Comme le rappelle un rapport récent du Sénat sur l'innovation en France<sup>170</sup>, le modèle américain repose sur les fortes « *synergies entre le monde économique et le monde universitaire* ». Les clusters d'excellence technologique se constituent autour d'universités d'excellence académique. Ainsi, « *la Silicon Valley n'existerait pas sans l'université de Stanford et, dans une moindre mesure, sans celle de Berkeley ; le cluster de Boston bénéficie d'une forte concentration universitaire* ».

La constitution de filières d'excellence organisées autour de pôles géographiques est entreprise en France depuis la mise en place des Pôles de compétitivité à partir de 2005. Cette politique a conduit à la création de 71 pôles de compétitivité sur l'ensemble du territoire, dont 7 pôles mondiaux, 11 pôles à vocations mondiales et 53 pôles nationaux.

Le programme des pôles de compétitivité a fait l'objet de deux évaluations principales, la première réalisée en 2009, la seconde en 2012<sup>171</sup>. Cette dernière révèle un premier bilan positif, et souligne notamment que « *la politique des pôles fait preuve de réalisations majeures, conformes à ses objectifs initiaux. [Elle] demande en ce sens à être reconduite* ». Surtout, « *la politique des pôles a initié depuis 2005 des dynamiques collaboratives réelles entre entreprises et acteurs de la recherche publique autour de projets de R&D, répondant au manque d'articulation constaté au plan national entre ces acteurs* ». On note en effet près de 900 projets de recherches conjoints soutenus entre 2008 et 2011, pour un total de 2,7 milliards d'euros de financement public mobilisé.

Toutefois, cette évaluation souligne également que les Pôles de compétitivité n'ont pas encore réalisé leur plein potentiel. L'éparpillement des initiatives et des champs industriels et technologiques couverts par les 71 pôles actuellement en activité reste sans doute le problème le plus saillant : « *[les pôles] couvrent un grand nombre de thématique sans qu'aucune priorité thématique n'ait été fixée par l'Etat, explicitement ou implicitement par ses modalités d'intervention* ».

<sup>170</sup> Recherche et innovation en France : surmonter nos handicaps au service de la croissance, Rapport d'information n° 392 (2007-2008) de MM. Joseph Kergueris et Claude Saunier.

<sup>171</sup> Etude portant sur l'évaluation des pôles de compétitivité, Erdyn, Technopolis, Bearing Point, Juin 2012.



1 Les évaluateurs notent également que « *l'action des pôles en faveur des*  
 2 *projets de R&D collaboratifs s'est portée davantage sur l'émergence et la*  
 3 *structuration des projets de R&D que sur leur accompagnement et le suivi des*  
 4 *résultats et des innovations produites. [...] Les dernières étapes du cycle*  
 5 *d'innovation avant la mise sur le marché ne sont pas bien couvertes par les*  
 6 *instruments publics de financement et insuffisamment accompagnées par les*  
 7 *pôles* ».

8 Ces dernières étapes sont pourtant l'élément constitutif du succès des  
 9 clusters d'innovation américains : la transformation réussie d'une idée nouvelle  
 10 en produit commercialisable. Sans ce passage facilité du laboratoire à la mise sur  
 11 le marché, les pôles de compétitivité restent un outil nécessaire mais incomplet  
 12 du rapprochement entre universités et industries en France.

13 La puissance publique peut intervenir encore plus directement pour  
 14 favoriser ce rapprochement. Comme le propose une note récente de l'OFCE<sup>172</sup>,  
 15 « *l'État [...] devrait conditionner les aides publiques à l'existence de relations*  
 16 *partenariales entre entreprises et laboratoires de recherche. Ce faisant, il*  
 17 *n'attenterait pas à la concurrence, éviterait le piège consistant à désigner des*  
 18 *champions nationaux, mais il promouvrait les formes utiles de coopération* ». Ce  
 19 changement pourrait s'effectuer dans le cadre d'un redéploiement de certaines  
 20 aides publiques vers les PME et ETI innovantes, et notamment celles dont  
 21 l'activité de recherche s'effectue en partenariat avec les laboratoires des  
 22 universités locales. Un tel dispositif pourrait apporter un complément utile à  
 23 même de pallier certaines déficiences des Pôles de compétitivité.

## 24 2.2. Former au service de l'industrie et de l'innovation

25 Pour pouvoir innover et renforcer sa compétitivité, l'industrie française a  
 26 besoin de personnels qualifiés prêts à répondre rapidement à ses besoins. C'est  
 27 l'autre dimension de la trop grande distance entre universités et entreprises : les  
 28 formations proposées aux étudiants ne sont que trop peu reliées aux attentes des  
 29 professionnels de l'industrie.

30 Ce constat ressort nettement des Etats Généraux de l'Industrie : « *La*  
 31 *relation entre le milieu académique et les milieux professionnels, même si elle*  
 32 *s'améliore, ne permet pas encore une réactivité et une adaptation suffisantes du*  
 33 *système de formation aux besoins des employeurs* ». Cette insuffisante  
 34 adéquation entre les parcours académiques proposés par les universités et les  
 35 qualifications nécessaires à l'industrie constitue un obstacle supplémentaire à  
 36 l'amélioration de la compétitivité française. Celle-ci fait d'ailleurs l'objet de la  
 37 14<sup>e</sup> proposition du Rapport Gallois : « *systématiser la présence des entreprises*  
 38 *dans la gouvernance de l'enseignement technique et professionnel au niveau des*

---

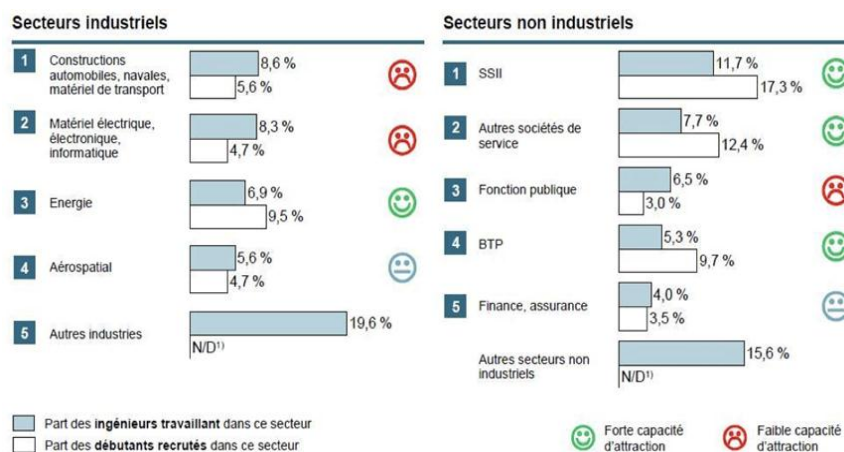
<sup>172</sup> *Compétitivité et développement industriel : un défi européen*, Jean-Luc Gaffard, OFCE & SKEMA Business School.

établissements (Conseils d'administration), des Régions (établissement des cartes de formation) et au niveau national ».

Les formations professionnalisantes, sous forme d'apprentissage en entreprise notamment, sont l'une des clés reconnues du succès de l'industrie allemande. En France pourtant, ces formations sont délaissées voire parfois dénigrées, comme le regrette les Etats Généraux de l'Industrie : « *s'agissant de la formation initiale, l'enseignement technique, technologique et professionnel est peu valorisé en terme d'image* ».

Le déficit d'image dont souffre l'industrie en France est un problème plus large. Au-delà des formations professionnelles, cette désaffection touche aussi les jeunes cadres. Une étude du Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France<sup>173</sup> réalisée auprès de jeunes ingénieurs révèle qu'exception faite du secteur de l'énergie, les filières industrielles n'attirent plus.

Schéma 1 : Part des ingénieurs travaillant dans les secteurs industriels et non industriels



Source : Conseil National des Ingénieurs et des Scientifiques de France, Observatoire des Ingénieurs, Enquête 2009.

Les Etats Généraux de l'Industrie complètent cette enquête alarmante en soulignant que « *ce manque d'attractivité est particulièrement marqué pour les secteurs industriels disposant d'une faible visibilité produit auprès du consommateur final, tels que celui des biens intermédiaires et celui des biens d'équipement ou les activités de sous-traitance* ». L'effort d'innovation

<sup>173</sup> Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France, Observatoire des Ingénieurs, Enquête 2009.

industrielle français ne peut que pâtir de cet accès limité aux talents du pays, particulièrement dans le cas de ses jeunes ingénieurs.

Ce problème vient rejoindre celui décrit précédemment du lien trop ténu entre universités et entreprises. Comme l'illustrent les Etats Généraux de l'Industrie, pour qu'une innovation aboutisse sur un plan commercial, il faut « *la rencontre [...] entre les idées d'innovation, émanant d'un chercheur public, d'un salarié de grande entreprise ou d'un patron de PME, et les compétences, notamment dans les domaines du design, de la connaissance du consommateur, du marketing ou du management de projet, nécessaires pour transformer ces idées en nouveaux produits ou services* ».

Sans un contact plus étroit entre recherche publique et entreprises privées, une attractivité accrue des métiers de l'industrie à même de capter les meilleurs talents, et des formations professionnelles adaptées aux besoins du secteur, la France ne pourra reconquérir son rang dans la course à l'innovation, condition essentielle d'une compétitivité retrouvée.

### 2.3. Plus d'ETI

Les Entreprises de taille intermédiaires (ETI) constituent le chaînon manquant du tissu industriel français. Définies par l'INSEE comme la catégorie des entreprises « *entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliards d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros* », on n'en compte environ que 4 000 en France, dont 1 300 seulement dans le secteur industriel.

Cette rareté relative est un handicap majeur face à nos concurrents européens. Ces ETI industrielles sont le plus souvent d'anciennes PME qui, toujours en période de forte croissance, ont atteint la taille critique pour innover, développer de nouveaux produits et être présentes à l'exportation. Comme le rappelle le rapport « Gallois », les ETI « *font la force du tissu industriel allemand ou italien* », et il faudrait « *théoriquement doubler leur nombre [...] pour être au standard européen (celui de l'Allemagne, de l'Italie, ou même de la Grande-Bretagne)* ».

Le faible nombre d'ETI révèle la nature duelle du tissu industriel français. D'une part, les PME – qui au sens INSEE comptent « *moins de 250 personnes, ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros* » – représentent 90 % des entreprises du pays, mais, elles ont rarement la force pour exporter à l'international : collectivement, elles ne réalisent que 17 % des exportations<sup>174</sup>. D'autre part, les champions nationaux, géants globalisés pleinement intégrés dans la mondialisation et dont les entreprises présentes au CAC 40 constituent la tête de pont.

---

<sup>174</sup> Source Insee.

Cette trop grande dualité est révélatrice de problèmes structurels dans la politique et la pratique industrielle de la France. Si le pays manque d'ETI, c'est que ses PME peinent à croître, comme le rappelle une note de l'OFCE : « *dans le cas de la France, les PME ont souffert moins de barrières à l'entrée que de barrières à la croissance* ».

Il n'est par ailleurs pas impossible que la première des barrières se trouve au cœur même des PME françaises. L'insuffisante formation des responsables de PME en France ne leur facilite pas la tâche lorsqu'il s'agit de faire évoluer leur entreprise, de la situer dans une vision stratégique et prospective de leur environnement économique, d'en modifier le management pour en changer l'échelle. Emmanuel Julien, Directeur-adjoint des relations sociales au MEDEF et vice-président de la commission sociale de Business Europe, plaide pour une meilleure formation des patrons de PME et en appelle à un programme européen dans ce sens comportant un système d'échange (à l'image du programme Erasmus pour les étudiants). Le changement peut faire peur. Il comporte de toute façon des risques. Sa conduite est plus sûre lorsqu'on a appris à la maîtriser. Pierre Ferracci, président du groupe Alpha insiste lui aussi sur la formation des managers<sup>175</sup>.

Au-delà de ce frein quasi culturel, les obstacles à la croissance des PME résultent en partie d'un environnement réglementaire défavorable. On peut par exemple noter les nombreux effets de seuils qui jalonnent le développement d'une entreprise tout au long de son existence. Une étude récente de l'INSEE<sup>176</sup> soulignait ainsi que « *les seuils de 10, 20 et 50 salariés [...] sont les plus importants de la législation française* ». Il convient toutefois de ne pas surestimer leur importance ; cette même étude concluait que « *ces effets [de seuil] sont loin de rendre compte des différences de taille d'entreprises entre la France et l'Allemagne, pour lesquelles d'autres explications doivent être recherchées* »<sup>177</sup>.

Les difficultés, notamment fiscales, pour transmettre une PME lorsque le fondateur change ou cesse son activité, pourraient elles aussi expliquer que trop peu de PME atteignent la taille d'une ETI. Dans le contexte démographique actuel de départ en retraite massif des générations issues du baby-boom, ce facteur de risque est clairement identifié par les Etats généraux de l'industrie : « *[à leur] départ en retraite, de nombreux chefs d'entreprises [...] n'ont pas toujours mis en place des solutions pour assurer leur relève* ». Pour y remédier, il est suggéré de créer « *des dispositifs financiers incitatifs [pour] permettre plus facilement à des entrepreneurs ou à des salariés de reprendre ces entreprises, en complément de dispositifs d'accompagnement leur permettant de maîtriser*

<sup>175</sup> Réforme du marché du travail et enjeux de sécurisation de l'emploi, de mobilité et de compétitivité, colloque organisé le 2 mai 2013 par Confrontations Europe.

<sup>176</sup> INSEE Analyses n°2, décembre 2011.

<sup>177</sup> « *En l'absence de seuils dans la législation, la proportion d'entreprises entre 0 et 9 salariés diminuerait de 0,4 point, tandis qu'elle augmenterait de 0,2 point dans chacune des tranches 10-19 salariés et 20-249 salariés* », idem.

1 *pleinement un projet nouveau pour l'entreprise reprise* ». Dans cet avis<sup>178</sup>, publié  
 2 le 22 janvier 2013, le CESE recommande notamment de moderniser le modèle  
 3 coopératif pour faciliter la reprise d'entreprises en difficulté ou saines par leurs  
 4 salariés. Pour ce faire, plusieurs pistes sont avancées comme : instaurer un droit  
 5 d'information des salariés sur tout projet de cession, accompagner les salariés  
 6 repreneurs...

7 Mais au-delà de l'environnement réglementaire, l'incapacité des PME  
 8 françaises à évoluer vers le stade ultérieur de leur développement résulte aussi  
 9 des rapports que les grandes entreprises entretiennent avec elles –  
 10 particulièrement dans le cas des relations de sous-traitance.

11 Par rapport à nos voisins européens, on note en France un manque relatif de  
 12 relations coopératives entre entreprises de tailles différentes. Ce constat est  
 13 partagé : le Rapport Gallois rappelle la nécessité de « *dispositifs [destinés à]*  
 14 *pousser les acteurs à développer leurs synergies et leurs coopérations* », quand  
 15 les Etats Généraux de l'Industrie soulignent que « *les grands donneurs d'ordre*  
 16 *restent encore souvent guidés par des objectifs de court terme de réduction des*  
 17 *coûts d'achat et de prix bas et/ou de réduction du nombre de leurs sous-traitants*  
 18 *ou fournisseurs* ».

19 Cette situation tranche avec l'organisation du tissu industriel allemand, où  
 20 « *les relations que les [PME] nouent avec les grands groupes sont stables et leur*  
 21 *garantissent à la fois le financement des nouveaux investissements et la*  
 22 *conservation des marchés* »<sup>179</sup>. C'est l'une des clés de la reconstitution du tissu  
 23 industriel français : le développement de partenariats pérennes entre grands  
 24 groupes et PME, qui permettra aux champions nationaux d'accompagner la  
 25 croissance de leurs sous-traitants.

26 On notera enfin un dernier obstacle au développement des ETI en France :  
 27 le rachat fréquent – et parfois prématuré – des PME prometteuses par les grands  
 28 groupes. Les responsabilités sont ici partagées, puisque si les donneurs d'ordres  
 29 sont prompts à racheter les sous-traitants à fort potentiel de croissance, les  
 30 managers des PME françaises s'avèrent eux aussi souvent attirés par la vente de  
 31 leur activité, plus attractive sur le court terme. Cette frilosité peut s'expliquer,  
 32 comme le suggère le Rapport Gallois, par « *la crainte des entrepreneurs de*  
 33 *prendre les risques associés au grossissement de leur entreprise* », ou encore par  
 34 « *l'attraction de certains jeunes entrepreneurs pour les gains associés à la vente de*  
 35 *leur entreprise* ».

36 En brisant la dynamique de croissance de PME en pleine expansion, ces  
 37 rachats prématurés les empêchent de réaliser leur plein potentiel – privant ainsi  
 38 du même coup le tissu industriel français des ETI qui lui permettront de  
 39 concurrencer ses rivaux allemands ou italiens.

<sup>178</sup> Avis du CESE « *Entreprendre autrement : l'économie sociale et solidaire* ».

<sup>179</sup> *Compétitivité et développement industriel : un défi européen*, Jean-Luc Gaffard, OFCE & SKEMA Business School.

#### 2.4. Simplifier et stabiliser l'environnement réglementaire

« L'inflation normative, qui se traduit par un accroissement du volume du droit positif et de sa complexité, est très régulièrement dénoncée en France comme source d'instabilité de la règle de droit, de coûts indirects pour l'économie et la société et d'atteinte à la crédibilité de l'action publique »<sup>180</sup>.

Ce constat, issu d'un récent rapport de l'OCDE, souligne la piètre réputation de la France en matière de surréglementation et d'instabilité réglementaire. Une réputation malheureusement corroborée par les faits : malgré l'entreprise de codification du droit mise en œuvre depuis le début des années 1990, qui a vu la rationalisation de près de 40 % du droit existant en quelques 70 codes, on constate qu'en moyenne, 10 % des articles de chaque code sont modifiés chaque année<sup>181</sup> !

La combinaison d'une réglementation à la fois complexe et changeante constitue un handicap réel pour la compétitivité de l'industrie française. L'instabilité prive les entreprises de la visibilité dont elles ont besoin sur le moyen-long terme pour réaliser leurs investissements productifs. Les acteurs industriels le dénoncent eux-mêmes, en appelant la puissance publique à « assurer une meilleure stabilité de l'environnement réglementaire des entreprises, une visibilité sur les évolutions prévisibles de cet environnement et [à] leur donner des délais d'adaptation suffisants ».

L'effort de simplification réglementaire et celui visant à la stabilisation doivent être menés simultanément. La trop grande complexité des réglementations en vigueur en France est tout aussi délétère que leur instabilité pour la compétitivité française. L'inflation normative a fait l'objet d'un rapport récemment remis au Premier ministre par MM. Lambert et Boulard<sup>182</sup>, qui dresse un réquisitoire sévère : « continuer de regarder simplement l'intempérance normative comme une scorie agaçante de notre fonctionnement démocratique menace insidieusement mais réellement l'avenir de notre pays, de nos institutions, de notre société ».

A cet égard, l'existence depuis février 2011 d'un Commissaire à la simplification est le signe d'une prise de conscience salutaire des pouvoirs publics. Toutefois, elle n'est pas la première. Ce nouveau commissariat devra montrer sa capacité à simplifier effectivement les normes réglementaires concernant les collectivités territoriales, à évaluer *ex-ante* les impacts attendus des projets normatifs applicables aux entreprises, « en particulier pour ce qui concerne le secteur de l'industrie et les petites et moyennes entreprises », et à

<sup>180</sup> Mieux légiférer en Europe – France, OCDE, 2010.

<sup>181</sup> « Apports et limites de la codification à la clarté de la loi : les enseignements de la pratique française », Courrier juridique des finances et de l'industrie, Bergeal C., juin 2008.

<sup>182</sup> Rapport de la mission de lutte contre l'inflation normative, Alain Lambert et Jean-Claude Boulard, mars 2013.

1 s'assurer que la mise en place de normes nouvelles s'effectuent selon un  
2 calendrier simplifié et établi à l'avance<sup>183</sup>.

3 Si ce développement est positif, il reste insuffisant. La simplification du  
4 droit existant est indispensable. Mais comme le souligne le rapport Lambert et  
5 Boulard cité plus haut, il est nécessaire, pour « ne pas avoir à retraiter le même  
6 sujet dans 5 ou 10 ans », de considérer la question en amont en limitant la  
7 production réglementaire à la source. Les auteurs recommandent de privilégier  
8 « *l'Instruction facilitatrice des normes* ». Cette « IFN » consisterait à faire  
9 prévaloir, dans l'application des normes, « *l'esprit sur la lettre des normes,*  
10 *l'appréciation adaptée sur l'application stricte et rigide, la facilitation sur*  
11 *l'empêchement* ». Cette véritable « révolution copernicienne » pour les  
12 administrations publiques permettrait de se contenter dans la plupart des cas d'un  
13 ajustement de l'interprétation des règles existantes, là où le réflexe conduirait  
14 aujourd'hui à une nouvelle loi.

15 C'est le sens du « *choc de simplification* » entrepris sous l'égide du Comité  
16 interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP), lancé en  
17 décembre 2012. A l'issue du deuxième CIMAP, tenu en avril 2013, le  
18 gouvernement a décidé « *d'un moratoire général sur les normes* », « *de huit*  
19 *mesures immédiates de simplification [...] dans le domaine de l'urbanisme et de*  
20 *la construction* », et d'une circulaire aux ministres et aux préfets, inspirée  
21 directement du rapport Lambert et Boulard, les appelant « *à privilégier*  
22 *systématiquement une interprétation facilitatrice du droit existant* ».

23 Le processus de simplification et de stabilisation de l'environnement  
24 réglementaire, déjà entrepris, doit donc maintenant être poursuivi dans la durée  
25 pour que l'impact attendu sur la compétitivité de l'industrie française se  
26 concrétise. Ce processus de simplification ne doit cependant pas empêcher la  
27 mise en œuvre de normes exigeantes d'encadrement de l'activité économique,  
28 que ce soit sur le plan social, écologique et financier.

## 29 2.5. Remobiliser les entreprises françaises autour de la qualité

30 Louis Gallois, dans son rapport mettant l'accent sur la compétitivité hors  
31 coût, souligne que « *La nécessaire montée en gamme suppose un effort*  
32 *considérable de productivité, d'innovation, de qualité et de service* ». Jouer la  
33 qualité est l'une des recommandations reprise dans sa très brève conclusion.

34 Le terme de qualité recouvre diverses notions dans le domaine de la  
35 production. En simplifiant, on distingue d'un côté le niveau de gamme des  
36 productions et de l'autre une démarche de qualité visant la performance des  
37 processus de production. En fait un continuum existe et la qualité dans la  
38 production de biens ou services peut se définir comme l'ensemble des  
39 caractéristiques qui ne relèvent pas du prix et permettent à un consommateur  
40 d'effectuer son choix. Cela peut être la qualité de fabrication, le niveau

---

<sup>183</sup> Commissaire à la simplification - Premier rapport d'activité, Rémi Bouchez, avril 2012.

technologique, le design, la réputation et l'image de marque, les délais de livraison, le service avant et après-vente...

Le secteur du luxe en fournit un exemple. La qualité y repose sur des leviers comme la créativité, le design, la qualité de fabrication, la qualité du service avant achat et après-vente. L'industrie du luxe afficherait en 2011 un solde commercial excédentaire de l'ordre de 34 milliards d'euros. La qualité n'est donc pas réductible à la technologie et à la R&D et cela se vérifie au-delà du luxe. L'excellence de la main d'œuvre, les savoir-faire et les marques sont aussi essentiels<sup>184</sup>. Les industries aéronautiques donnent un autre bon exemple de la mise en œuvre de démarches qualité à toutes les étapes de la production industrielle. Les exigences diffusent à travers les filières correspondantes, notamment dans les relations entre clients et fournisseurs, entre commanditaires et sous-traitants. Dans cet exemple, en outre, la mise en œuvre des avancées technologiques partagées dans des plateformes communes entre universités, grandes entreprises et ETI, est essentielle.

Malheureusement, selon les enquêtes COE-Rexecode auprès des importateurs étrangers, la tendance du ratio qualité-prix des biens de consommation français est plutôt négative. Plus encore, depuis vingt ans, ce rapport qualité-prix tend à se détériorer, notamment par rapport à des pays comme l'Allemagne. Or il ne faut jamais oublier qu'un consommateur raisonne moins sur le prix absolu d'un bien qu'en comparant le prix avec la valeur ajoutée perçue, c'est-à-dire la qualité.

Claude Cham, Président de l'AFQP (Association France Qualité Performance), Président de la Fédération des industries des équipements pour véhicules (FIEV), constate : Après avoir été à la première place des politiques générales des entreprises, la « *qualité* » au sens anglo-saxon du terme (*Total Quality*), vrai et puissant facteur de différenciation des produits, des coûts, des marques, etc. mais aussi facteur incontestable d'amélioration du dialogue social et de mobilisation des acteurs, n'est plus depuis dix ans utilisée, le plus souvent, que comme outil d'amélioration des produits et process, alors qu'il faudrait, au contraire, l'utiliser comme la colonne vertébrale d'une politique alliant étroitement Qualité et Performance globale. Il regrette notamment que la qualité soit devenue une affaire de spécialistes [...] alors qu'elle devrait être le fondement d'une culture managériale...

Et dans ce domaine, les chiffres renvoient l'image d'une situation préoccupante en France. La France est absente de l'indice paneuropéen de la satisfaction client : « *EPSI-Extended Performance Satisfaction Index* », qui mesure la satisfaction des clients d'un pays par branche d'activité. Une étude récente sur les valeurs internes mises en avant par les entreprises, situe la qualité

---

<sup>184</sup> Emmanuel Combe, Professeur d'économie à l'université Paris-I, *Les Echos* jeudi 29 novembre 2012.



1 au 1er rang à l'échelon international et au... 7e pour la France<sup>185</sup>. Sur le  
 2 référentiel de management de la qualité le plus répandu au monde (1,1 million de  
 3 certificats sur le référentiel ISO 9001), la France, avec moins de 30 000  
 4 certificats en 2010, se situe bien loin derrière l'Italie (139 000), l'Espagne  
 5 (70 000) ou l'Allemagne (50 000). Enfin, sur le référentiel européen EFQM de  
 6 « Business Excellence », la France est loin derrière tous les autres pays  
 7 européens.

8 Les coûts de la non-qualité sont beaucoup trop importants (souvent  
 9 supérieurs à 15 % du chiffre d'affaire) pour que l'on néglige une telle réserve de  
 10 compétitivité. Mais là n'est pas l'essentiel. Quand la démarche qualité est utilisée  
 11 de façon offensive et stratégique, c'est un avantage inimitable<sup>186</sup>. Et là, les succès  
 12 sont au rendez-vous : meilleure performance commerciale, meilleurs résultats  
 13 financiers, meilleure valorisation boursière, meilleure productivité au travail...  
 14 avec un personnel davantage tourné vers la satisfaction du client.

## 15 2.6. Retrouver un Etat-stratégie

16 Historiquement, le développement économique et industriel de la France  
 17 s'est appuyé sur de « *grands projets* » initiés par la puissance publique. Si ce  
 18 mode de développement connu sans doute son apogée au cours des Trente  
 19 Glorieuses, il s'inscrit dans une tradition bien ancrée dans l'histoire économique  
 20 française, de Colbert au Second Empire et pendant les Trente glorieuses. Ces  
 21 grands projets fournissent une orientation d'ensemble à l'économie française, et  
 22 peuvent avoir un rôle moteur dans son développement.

23 On constate aujourd'hui le déficit singulier d'une politique industrielle  
 24 clairement définie en France. En vérité, comme le rappelle le rapport « Gallois »,  
 25 c'est dans toute l'Europe que « *le terme de politique industrielle avait quasiment*  
 26 *disparu du langage communautaire au début des années 2000* ». Celle-ci est  
 27 pourtant absolument nécessaire pour restaurer la compétitivité du tissu industriel  
 28 français.

29 On a noté plus haut l'éparpillement des secteurs industriels couverts par les  
 30 pôles de compétitivité. L'Etat pourrait ici dégager un nombre réduit de priorités  
 31 autour desquelles viendraient s'articuler les projets des pôles, qui pourraient  
 32 s'inscrire dans la continuité d'autres priorités nationales, comme par exemple la  
 33 transition énergétique. A ce titre, les énergies renouvelables et non polluantes, les  
 34 économies d'énergie ou encore le développement des industries vertes  
 35 apparaissent comme des secteurs à mettre en avant. Plus directement, la  
 36 puissance publique pourrait renouer avec la tradition française des grands projets,  
 37 comme les acteurs industriels l'y ont eux-mêmes appelé lors des Etats généraux  
 38 de l'industrie : « *aujourd'hui comme par le passé, l'intervention de l'État est*

<sup>185</sup> Wellcom - Index International des Valeurs Corporate® 2009.

<sup>186</sup> Sylvie Rolland, directrice scientifique de la chaire performance des organisations de l'université Paris-Dauphine (initiée avec le groupe Afnor).

1 *légitime pour la définition et la participation au financement de [...] projets*  
 2 *visibles, stimulants et mobilisateurs ».*

3 La transition énergétique, et les défis technologiques qui l'accompagnent,  
 4 représente une importante source d'inspiration pour développer de tels projets.  
 5 Les énergies renouvelables et décarbonées, les transports et l'urbanisme durable,  
 6 ou encore l'invention des véhicules du futur sobres en énergie et non émetteurs  
 7 de CO<sub>2</sub> sont autant de pistes à explorer pour orienter la future politique  
 8 industrielle de la France.

9 Au-delà de la création de filières d'excellence capables de renforcer la  
 10 compétitivité hors prix française, une focalisation sur la transition énergétique  
 11 permettrait aussi de limiter l'impact du renchérissement à venir des énergies  
 12 fossiles. La France, comme le reste de l'Europe, est très dépendante des  
 13 importations pour subvenir à ses besoins en gaz et en pétrole. D'après l'Agence  
 14 internationale de l'énergie (AIE), cette dépendance ne devrait que s'accroître  
 15 d'ici 2035 (passant au niveau européen au-dessus de la barre des 80 % de taux de  
 16 dépendance aux importations en gaz et 90 % en pétrole d'ici 2035<sup>187</sup>, contre  
 17 61 % et 82 % respectivement en 2010). Cette dépendance accrue, associée à  
 18 l'épuisement des ressources fossiles, devrait se traduire par une augmentation du  
 19 prix des énergies fossiles qui viendrait grever la compétitivité de l'industrie  
 20 française. S'engager sur la voie de la transition énergétique permet donc  
 21 également de se prémunir contre un choc négatif à venir sur la compétitivité prix.

22 Notre pays et nos entreprises devraient participer et contribuer davantage à  
 23 l'élaboration de la normalisation (standardisation) européenne et internationale.  
 24 L'épisode récent du choix par la Commission européenne de la norme allemande  
 25 pour le raccordement des véhicules électriques sur les bornes d'alimentation en  
 26 énergie illustre l'importance de cet enjeu. La difficulté à trouver des accords en  
 27 matière de matériel de défense et les déboires des industries européennes dans ce  
 28 domaine en apportent une deuxième illustration des enjeux cruciaux pour les  
 29 activités industrielles de nos entreprises.

30 En sus de ce rôle moteur, l'Etat stratège peut également apporter son  
 31 soutien aux PME innovantes. La santé de ce fondement du tissu industriel  
 32 français est en effet une composante essentielle de la compétitivité hors prix.  
 33 C'est l'une des propositions des Etats généraux de l'industrie, qui souhaitent  
 34 « réorienter les aides publiques (16 milliards d'euros dont 80 % pour cent  
 35 grands groupes) et la commande publique en direction des PME qui innovent  
 36 (dans l'esprit d'un Small business act qui devrait concerner aussi les territoires  
 37 ultra-marins) ».

38 Le *Small business act* européen, adopté en juin 2008 par la Commission  
 39 Européenne, vise à « ancrer de façon irréversible le principe Penser aux PME  
 40 d'abord tant dans le processus législatif que dans le comportement des

---

<sup>187</sup> World Energy Outlook 2012, IEA.

administrations »<sup>188</sup>. Sa meilleure application en France permettrait de faire de l'Etat un soutien actif des PME, en redéployant notamment une partie de ses aides directes aux entreprises vers les PME-TPE innovantes.

#### 2.7. Développer des stratégies coopératives à l'échelle européenne

L'économie française s'inscrit dans un cadre européen. La réflexion autour de la restauration de la compétitivité ne saurait donc se limiter à un champ exclusivement franco-français.

La perte de compétitivité au cours de la décennie 2000 n'est pas un phénomène singulièrement français. Il a touché de nombreux autres pays européens, notamment ceux du « sud » de l'Europe (Italie, Espagne, Portugal, Grèce). Pour ces pays comme pour la France, il est urgent de regagner le terrain perdu. Comme le rappelle la dernière note de conjoncture de l'OFCE<sup>189</sup>, toute politique européenne actuelle doit « viser à rétablir la cohérence des intérêts et des performances des principaux partenaires. L'enjeu est bien d'aider à la ré-industrialisation là où la désindustrialisation a été la plus prononcée ».

Ce rééquilibrage implique notamment de « ne pas verser [...] dans l'obsession de la compétitivité » qui verrait le risque d'une concurrence de tous contre tous, et qui pourrait mener droit à une spirale déflationniste sur l'ensemble du continent. L'Union Européenne doit donc avant tout écarter tout risque de stratégie non-coopérative entre ses membres, au risque de voir les écarts de compétitivité se creuser encore.

Au contraire, l'Union devrait développer une véritable politique industrielle à l'échelle du continent. Une telle avancée supposerait de modifier un certains nombres de politiques existantes, à commencer par l'une des plus centrales, la politique de concurrence. Comme le rappelle le rapport « Gallois », la doctrine de la concurrence libre et non faussée « donne la priorité au consommateur par rapport au producteur ». Dans un monde globalisé, un tel arbitrage s'avère parfois légal pour l'industrie européenne. Il conviendrait donc de réorienter la politique de la concurrence, « au service de l'industrie européenne et de sa compétitivité ». Ceci impliquerait notamment que la puissance publique puisse intervenir directement pour aider à restructurer des secteurs industriels en difficulté, à l'instar de l'action de l'administration « Obama » en 2008-2009 dans le secteur automobile américain ; ou encore que les consolidations destinées à créer des champions industriels européens d'envergure mondiale – dont la nouvelle taille les protégerait de prises de contrôles par des capitaux extra-européens – ne soient pas bloquées au nom de la concurrence.

Dans le domaine des grands systèmes sociaux-techniques (système aérien, réseaux énergétiques, ferroviaires, système de télécommunication et maintenant

<sup>188</sup> « Think small first » : Priorité aux PME - Un « Small business act » pour l'Europe, Commission Européenne, Juin 2008.

<sup>189</sup> France : Tenue de rigueur imposée, Perspectives 2013-2014 pour l'économie française, OFCE.

de l'Internet, etc.), la politique de la Commission européenne de développement d'une concurrence systématique et de démantèlement des opérateurs historiques connaît des résultats surprenants, voire contre productifs. La multiplication des intermédiaires, l'accroissement de la bureaucratie et des coûts de transaction, la rigidification conduisent parfois à une augmentation des coûts et une perte de compétitivité. Il paraîtrait indispensable de réaliser, sans concession ni a priori pour chacun de ces grands systèmes, un retour d'expérience de ses évolutions sur tous les plans depuis 20 ans (fonctionnement, coûts, gouvernance et régulation, crises/incidents, dépendances vis-à-vis des autres GSST,...)<sup>190</sup>.

A l'instar de l'Etat français, l'Union Européenne pourrait également ouvrir de nouveaux chantiers industriels européens à même de relancer l'Europe dans la course à l'innovation, au côté des succès reconnus que sont EADS ou Ariane Espace. Les *project bonds* garantis par la Banque Européenne d'Investissement fournissent l'instrument nécessaire au financement de ces nouveaux projets.

Sur le plan des échanges internationaux, l'Union Européenne doit aussi faire valoir le principe de réciprocité avec ses partenaires commerciaux. La nécessité de « *s'assurer de la loyauté de la concurrence et de l'application équitable des règles du commerce mondial par les pays tiers* » est soulignée par les acteurs industriels.

La mise en place d'un « *échange équitable* » avec le reste du monde implique un renforcement des contrôles des importations extra-communautaires. Ces contrôles permettraient de s'assurer du respect des normes européennes en matière de qualité technique, sanitaire, environnementale, souvent plus contraignantes que celles de nos partenaires. Dans ce cadre, les négociations, qui se sont ouvertes avec les Etats-Unis pour mettre en place un Grand marché transatlantique, ne doivent pas aboutir à un alignement par le bas de ces normes.

La création d'une compensation carbone aux frontières de l'Union Européenne (taxe ou achats de quotas), proposée par les Etats généraux de l'industrie, apparaît également comme un outil utile dans la défense de la compétitivité européenne. Une telle taxe permettrait de compenser les réglementations relativement exigeantes en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre qui pèsent sur les industries européennes les plus énergivores, et qui n'ont pas toujours leur contrepartie chez nos concurrents extra-communautaires. Mieux, une compensation carbone aux frontières autoriserait un renforcement de ces mêmes réglementations sans avoir à mettre en péril la compétitivité future de l'économie européenne.

---

<sup>190</sup> Recommandation de l'Académie des technologies.

## C - COMMENT INTÉGRER LES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX DANS LES DECISIONS DU COURT TERME ?

### 1. Assurer la rénovation des bâtiments

Le colloque tenu le 21 mai 2013 au CESE dans le cadre du débat national sur la Transition énergétique sur « *Le Facteur 4 en France : diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050* », a rappelé ce point clé. Avec 91 millions de tonnes équivalent de CO<sub>2</sub> en 2011, les émissions liées à l'utilisation des bâtiments représentent 18 % de celles de la France : 2/3 pour les logements, 1/3 pour le tertiaire (bureaux, hôpitaux, commerces, etc.) La source principale de ces émissions provient des combustibles fossiles utilisés pour le chauffage.

Et dans un avis récent<sup>191</sup>, le CESE affirme le rôle central que devront jouer les économies d'énergie dans toute stratégie de transition énergétique. Avec plus de 40 % de la consommation d'énergie primaire du pays<sup>192</sup>, le secteur du bâtiment offre le plus large gisement d'économies d'énergie en France. Les trois quarts de la consommation d'énergie du secteur s'effectue dans le résidentiel, le quart complémentaire étant consommé par les bâtiments tertiaires (bureaux, commerces, hôtels/restaurants, hôpitaux, bâtiments éducatifs, installations sportives, etc.)<sup>193</sup>.

Afin de réduire la consommation d'énergie des bâtiments français, le principal outil de politique publique est la réglementation thermique. Cet outil législatif vise à réglementer le pan énergétique de la construction et – depuis 2005 – de la rénovation des bâtiments, et vient compléter le code de la construction et de l'habitation, qui couvre l'ensemble des caractéristiques du bâti. Les premières mesures visant à améliorer l'isolation du bâti ont été mises en place très tôt en France, dès 1955<sup>194</sup>. Mais il ne s'agissait alors que d'éviter une répétition de la catastrophe sanitaire du terrible hiver 1954. Les considérations énergétiques ne sont venues que plus tard, après le choc pétrolier de 1973 et la mise en place de la première véritable réglementation thermique (RT) en 1974. Différentes révisions se sont ensuite succédées, en 1988, 2000, 2005 et 2012, imposant progressivement des exigences de performances énergétiques croissantes – conséquence de la transposition de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments et de ses évolutions<sup>195</sup>.

La dernière RT en date, applicable pour les logements neufs au 1<sup>er</sup> janvier 2013, impose ainsi une consommation d'énergie primaire maximale

<sup>191</sup> *Efficacité énergétique : un gisement d'économies ; un objectif prioritaire*, de Bethencourt A. et Chorin J., CESE, Janvier 2013.

<sup>192</sup> Source : Agence Internationale de l'Energie.

<sup>193</sup> *Les indicateurs du développement durable*, Indicateur 4.2.3, INSEE, Décembre 2012.

<sup>194</sup> *Buildings energy efficiency policies (BEEP) Database*, Sustainable buildings centre, Agence internationale de l'énergie.

<sup>195</sup> Directives 2002/91/CE et 2010/31/UE.

1 moyenne de 50 kWh/m<sup>2</sup> sur l'ensemble du territoire. Ce nouveau niveau de  
 2 performance obligatoire correspond aux précédentes exigences du label  
 3 d'excellence énergétique, le « Bâtiment basse consommation » (BBC). Depuis fin  
 4 2012, tout nouveau bâtiment construit en France doit donc répondre à des  
 5 exigences réglementaires équivalentes à celles des bâtiments les plus performants  
 6 érigés jusqu'alors.

7 Si la RT est désormais devenue particulièrement ambitieuse en ce qui  
 8 concerne les bâtiments neufs, les bâtiments existants restent en revanche régulés  
 9 suivant des critères similaires à ceux de la précédente RT (2005), bien moins  
 10 exigeante.

11 Or la France, comme la plupart des autres pays d'Europe, ne construit plus  
 12 beaucoup. Le taux de construction s'élevait à 1,4 % seulement dans le résidentiel  
 13 en 2011<sup>196</sup>. Seuls 22 000 logements sortent du parc chaque année, soit moins de  
 14 0,1 % par an<sup>197</sup>. Au rythme actuel, il faudrait plus de 1 000 ans pour que  
 15 l'intégralité du parc soit renouvelée. Réduire la consommation d'énergie des  
 16 bâtiments français passe par une politique ambitieuse de rénovation énergétique.

17 Le parc français est particulièrement ancien : 56 % des logements existants  
 18 ont été construit avant 1975. Dans certaines grandes villes, notamment Paris, ce  
 19 taux monte à plus de 80 %<sup>198</sup>. Ces logements, construits avant la mise en place de  
 20 la première RT, consomment beaucoup plus d'énergie que les bâtiments plus  
 21 récents – ils représentaient par exemple en 2010 plus de 65 % de la  
 22 consommation d'énergie de chauffage<sup>199</sup>. Rénover les bâtiments anciens apporte  
 23 des économies d'énergies plus rapides, plus significatives et moins coûteuses, ce  
 24 doit être la priorité.

25 L'ensemble de ce constat a conduit le CESE, dans son avis déjà mentionné  
 26 sur *l'efficacité énergétique*, à consacrer l'essentiel de ses recommandations au  
 27 secteur du bâtiment. Ces recommandations visent diverses politiques publiques à  
 28 promouvoir simultanément : obligations de travaux de rénovation thermique ; les  
 29 formations initiales et continues pour répondre aux besoins des filières  
 30 professionnelles ; l'éco-conditionnalité des aides de l'Etat ; l'évolution de la  
 31 réglementation thermique et la prise en compte des consommations énergétiques  
 32 sur le cycle complet de construction et utilisation des bâtiments ; la mise en place  
 33 d'un système de garanties de performance et de contrôle des travaux ; l'accès au  
 34 financement ; la baisse du taux de la TVA à 5 % pour les travaux d'efficacité  
 35 énergétique ; l'amélioration de la formations et de l'information des  
 36 consommateurs-utilisateurs, etc.

<sup>196</sup> *Chiffres clés du bâtiments 2012*, ADEME.

<sup>197</sup> *Habitat Facteur 4*, Club d'ingénierie prospective énergie et environnement, IDDRI, Novembre 2010.

<sup>198</sup> Source : Enquête Logement 2010, INSEE.

<sup>199</sup> Source : Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie (CEREN).

A ce dernier titre, le CESE recommande d'accélérer la mise en place effective d'un guichet unique permettant au consommateur d'identifier, dans un même lieu, les solutions techniques existantes, les aides possibles et outils financiers, les types de professionnels adaptés. Ce guichet unique de la rénovation de l'habitat doit s'appuyer sur les structures existantes (ANAH, ADIL, espace info énergie...) et les mettre en synergie pour un accompagnement plus lisible et plus efficace des citoyens.

## 2. Déployer les instruments économiques à visée environnementale

En complément des outils réglementaires, les instruments économiques constituent l'autre pilier principal de la politique environnementale. Comme le rappelle l'OCDE<sup>200</sup>, ces instruments visent à la « *tarification de la pollution et de l'utilisation des ressources naturelles* », et se déclinent sous deux modalités principales, les taxes et les permis négociables. Fondamentalement, ces outils sont destinés à donner un prix aux « *externalités environnementales [qui] ne sont pas payantes ou ont un prix sous-évalué* » ; en conséquence, « *la "valeur" économique du capital naturel ne se répercute pas pleinement sur les prix qui s'imposent aux agents sur le marché, si bien que le stock de capital naturel est surexploité* ».

Les émissions de CO<sub>2</sub>, principal gaz à effet de serre, sont un exemple notable d'externalité négative issue de l'activité économique : nocives au travers de leur rôle moteur du changement climatique, leur coût est ignoré par les acteurs économiques en l'absence d'instrument économique spécifique. Deux outils sont communément proposés pour pallier ce problème : un instrument fiscal applicable aux particuliers comme aux entreprises – souvent dénommé taxe ou contribution carbone – ou, pour les seules entreprises, un système de permis d'émission négociables. Il est à noter que l'instrument fiscal et les quotas d'émissions sont censés remplir le même rôle, celui de donner un prix à une externalité négative sous-évaluée : le risque pour les entreprises de se voir concernées par les deux instruments appelle certains ajustements – qui peuvent parfois aller jusqu'à une exonération complète d'un des deux instruments économiques.

En matière de permis d'émissions négociables, l'Europe a été pionnière. En 2005, l'Union Européenne a lancé le plus grand système d'échange de permis d'émission au monde : le Système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE)<sup>201</sup>. Sa mise en place s'établit en plusieurs phases successives : de 2005 à 2007, une première phase de « pilotage » a permis « *d'établir le prix du carbone, le libre-échange des quotas d'émission dans toute l'UE et l'infrastructure nécessaire pour surveiller, déclarer et vérifier les émissions réelles des entreprises concernées* ». La seconde phase, de 2008 à 2012 « *coïncide avec la première période d'engagement du protocole de*

<sup>200</sup> Vers une croissance verte, OCDE, 2011

<sup>201</sup> Encadré par la directive 2003/87/CE.

1 *Kyoto* », au cours de laquelle « *l'UE et ses États membres doivent atteindre leurs*  
 2 *objectifs d'émission définis par le protocole* »<sup>202</sup>.

3 Au cours de ces deux phases, le fonctionnement principal du SCEQE est  
 4 resté inchangé : les entreprises participantes – « *11 000 centrales électriques et*  
 5 *usines dans les 27 États membres de l'UE, en Croatie, en Islande, au*  
 6 *Liechtenstein et en Norvège* », soit « environ 45 % des émissions de l'UE »<sup>203</sup> –  
 7 se voient chaque année attribuer gratuitement un quota d'émission de CO<sub>2</sub> pour  
 8 la période. Si elles souhaitent dépasser ce quota, elles doivent racheter des permis  
 9 d'émettre sur le marché carbone communautaire, qui fixe le prix de la tonne de  
 10 carbone. Depuis 2008 et le début de la Phase II, les entreprises peuvent  
 11 également compenser leurs émissions excessives en achetant deux instruments  
 12 financiers complémentaires : les Mécanismes de développement propre (MDP),  
 13 prévus par le protocole de Kyoto, et qui permettent d'investir dans un projet de  
 14 réduction des GES dans un pays en développement ; et les « applications  
 15 conjointes », autre mécanisme financier du protocole de Kyoto au travers duquel  
 16 une entreprise peut contribuer à la réduction des émissions de GES dans un pays  
 17 développé différent de celui dans lequel elle opère.

18 Huit ans après sa mise en place, le SCEQE fait toutefois l'objet de  
 19 nombreuses critiques, notamment en raison de l'effondrement depuis 2010 du  
 20 prix du quota : le prix de la tonne de CO<sub>2</sub> émise a plongé en avril 2013 en  
 21 dessous des 3€, quand il approchait les 30 € en 2008<sup>204</sup>. La principale cause de  
 22 cet effondrement est le déséquilibre entre l'offre et la demande de permis  
 23 d'émission. Le commencement de la Phase II, dans l'optique de la réduction à  
 24 moyen terme de 21 % des émissions européennes de gaz à effet de serre d'ici  
 25 2020 par rapport au niveau de 2005<sup>205</sup>, avait été marqué par une réduction du  
 26 volume de permis d'émission de 6,5 % par rapport à la phase précédente. Mais  
 27 cette diminution des quotas n'a pas pris en compte la chute brutale de l'activité  
 28 industrielle européenne depuis le début de la crise économique en 2008.  
 29 Aujourd'hui que plus de 1,6 gigatonnes de quotas d'émissions sont surnuméraires  
 30 sur le marché du carbone européen, un montant proche des émissions  
 31 européennes totales couvertes par le SCEQE, de 1,8 gigatonnes de CO<sub>2</sub> en  
 32 2012<sup>206</sup>. Enfin, de nombreux abus signalés dans la validation des projets  
 33 bénéficiant de MDP et dans l'accès à des droits d'émissions bon marché par ce  
 34 biais, ont conduit à restreindre leur domaine d'application.

35 La troisième phase du SCEQE commence en 2013. La principale nouvelle  
 36 mesure est la vente d'une majorité de quotas (plus de 60 %) via un système

<sup>202</sup> *Le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE)*, L'action de l'UE pour  
 lutter contre le changement climatique, Commission Européenne, 2009.

<sup>203</sup> *Le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQUE-UE)*, Commission  
 européenne, 2013.

<sup>204</sup> Source : Bloomberg Finance.

<sup>205</sup> Paquet Climat-Energie du 23 janvier 2008, Décision 406/2009/CE, Commission Européenne.

<sup>206</sup> Source : *Carbon market watch*, Bloomberg Finance.



d'enchère – en lieu et place de l'attribution gratuite en vigueur jusqu'alors –, géré par une autorité européenne centralisée, quand les allocations s'effectuaient à l'échelle nationale lors des Phase I et II<sup>207</sup>. Le domaine d'application du marché carbone a également été étendu, pour inclure les vols intérieurs à l'Union Européenne depuis 2012<sup>208</sup>. L'application aux vols en provenance ou à destination de pays extérieurs à l'Union reste toutefois suspendue à des progrès substantiels vers un accord international au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

La courte histoire de l'utilisation de cet instrument économique pour un tel objet et à une telle échelle (de loin la plus importante au monde) conduit à deux conclusions en apparence contradictoire :

- le SCEQE a bien accompagné l'atteinte effective des objectifs de réduction des émissions de GES par les grands émetteurs européens ;
- le prix actuel des quotas n'est plus capable de justifier les investissements nécessaires pour réduire les émissions à long terme.

Devant ces difficultés, un collectif regroupant plus de 100 organisations de la société civile a publié le 27 février 2013 un appel à abroger le marché carbone européen, arguant notamment que « le marché carbone européen n'a pas réduit les émissions de gaz à effet de serre », qu'il a « fonctionné comme un système de subvention pour les pollueurs », ou encore qu'il s'est caractérisé par « des prix du carbone volatiles et en baisse ». A ces critiques classiques du système des quotas s'ajoute l'effritement des consensus construits depuis vingt ans sur le système d'échange ETS : témoin, le rejet par la majorité du parlement européen début 2013 d'un compromis crucial de réforme du système proposé par la commission européenne, l'Allemagne, la France et le Royaume Uni.

La régulation du marché carbone européen doit donc être améliorée. L'accomplissement des objectifs environnementaux qui lui sont fixés, passe assurément par des réformes profondes de son fonctionnement. Rappelons la proposition de mettre en place un prix plancher sur le carbone, ce qui permettrait de limiter les effets néfastes d'une allocation excessive de quotas d'émission.

Dans le domaine de la réduction des émissions CO<sub>2</sub>, l'autre grand outil économique est la fiscalité sur le carbone. La mise en place d'une taxe carbone implique la définition d'un prix de la tonne de CO<sub>2</sub> émise par le législateur, qui vient alors s'appliquer à certains produits ou activités émetteurs de CO<sub>2</sub> (carburants, véhicules, industries intensives en énergie). Dans le cas d'une contribution carbone, le produit de cette taxe est ensuite redistribué forfaitairement aux acteurs économiques qui y sont assujettis.

<sup>207</sup> *Le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQUE-UE)*, Commission européenne, 2013

<sup>208</sup> En application de la Directive 2008/101/CE.

1 Plusieurs de nos voisins européens ont des contributions carbone. En  
 2 suisse, depuis janvier 2008, une contribution carbone s'applique à l'ensemble des  
 3 particuliers et des entreprises, à hauteur de 29 euros<sup>209</sup> par tonne de CO<sub>2</sub> sur tous  
 4 les combustibles fossiles à l'exception de l'essence et du diesel. Par ailleurs, les  
 5 entreprises se voient exonérées de cette contribution si elles participent au  
 6 système d'échange de quotas d'émissions mis en place par la Suisse en 2008. Les  
 7 deux tiers des revenus de la taxe sont ensuite redistribués aux ménages, « à part  
 8 égale entre toutes les personnes domiciliées en Suisse [...] par le biais des  
 9 assurances-maladie », et aux entreprises, pour « un montant proportionnel aux  
 10 salaires de leur personnel »<sup>210</sup>.

11 De nombreux pays européens ont également mis en place une simple taxe  
 12 carbone, dont le revenu n'est pas redistribué : dès le début des années 1990, la  
 13 Suède, la Norvège et la Finlande ont instauré une taxe carbone, dont le montant  
 14 atteint aujourd'hui jusqu'à 101 € par tonne en Suède – le plus élevé au monde<sup>211</sup>.  
 15 L'existence d'une taxe carbone à un niveau élevé depuis 1990 ne semble pas  
 16 avoir handicapé l'économie suédoise, qui a crû de 1990 à 2012 à un  
 17 rythme moyen de 2,1 % par an<sup>212</sup> – contre 1,7 % en moyenne pour les pays de  
 18 l'Union à 15 –, et que le Forum Economique Mondial classe au rang de  
 19 quatrième économie la plus compétitive au monde<sup>213</sup>. Il convient toutefois de  
 20 noter que l'industrie suédoise bénéficie d'un régime très avantageux, puisque la  
 21 taxe carbone sur les activités industrielles ne dépasse pas 18 € la tonne<sup>214</sup> – ce qui  
 22 reste toutefois plus élevé que la contribution climat-énergie française de 2009.

23 En France, la mise en place d'une telle contribution carbone faisait partie  
 24 des engagements-prix lors du premier Grenelle de l'Environnement, tenu en  
 25 octobre 2007. Cette proposition, appelée « contribution climat-énergie » fut  
 26 matérialisée dans un projet de loi soumis en septembre 2009. Celui-ci proposait  
 27 de taxer, à hauteur de 17 € la tonne de CO<sub>2</sub>, les émissions issues de la combustion  
 28 des énergies fossiles (pétrole et ses dérivés, charbon, gaz naturel, GPL). Le  
 29 revenu de la taxe aurait ensuite été redistribué aux ménages, suivant une règle  
 30 forfaitaire prenant en compte la desserte du domicile par des systèmes de  
 31 transports en commun et la composition du ménage<sup>215</sup>. Les entreprises déjà  
 32 soumises au SCEQE se voyaient exonérées de cette contribution. Adoptée par le  
 33 Parlement le 18 décembre 2009, la taxe carbone fut cependant censurée par le

<sup>209</sup> 36 CHF, conversion au taux de 1€ = 1,25 CHF.

<sup>210</sup> *Redistribution de la taxe sur le CO<sub>2</sub>*, Office fédéral de l'environnement (OFEV), Suisse, Juin 2013.

<sup>211</sup> Source : Programme des Nations Unies pour l'environnement.

<sup>212</sup> Source : FMI.

<sup>213</sup> *Global Competitiveness Report 2012-2013*, World Economic Forum, 2012.

<sup>214</sup> *Carbon Taxes: A Review of Experience and Policy Design Considerations*, Sumner J., Bird L. et Smith H., *National renewable energy laboratory*, US Department of Energy, décembre 2009.

<sup>215</sup> *Loi n°2009-967 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement*, août 2009.

Conseil Constitutionnel dans son avis du 29 décembre 2009, au motif notamment des exonérations qui réduisaient par trop l'incitation recherchée.

Cet échec, après celui plus ancien lié à l'extension de la TGAP au carbone, doit porter enseignement. Les impacts redistributifs constituent l'un des aspects déterminants de l'acceptabilité sociale et politique de la fiscalité écologique. L'OCDE<sup>216</sup> souligne ainsi que « *le sentiment général est que les effets redistributifs de certains instruments d'action seront inévitablement régressifs* », en rappelant toutefois que « *ce n'est pas forcément le cas* ». Il n'en reste pas moins qu'une contribution carbone – et plus encore une taxe carbone – conduit à une augmentation nette du prix de l'énergie, notamment pour ceux qui ne peuvent réduire facilement leur consommation (habitat périurbain, faible couverture par les transports en communs). Il est donc indispensable d'accompagner toute extension de la fiscalité écologique de « *mesures compensatoires ciblées* », qui permettront d'en limiter les impacts sociaux potentiellement négatifs.

A la suite de la Conférence Environnementale de septembre 2012, le Gouvernement a constitué le Comité pour la Fiscalité Ecologique dont il a confié la présidence à Christian de Perthuis<sup>217</sup>. La concertation est menée avec des acteurs répartis au sein de 6 collèges (parlementaires, collectivités, entreprises, syndicats, associations et fondations de protection de la nature et de l'environnement, ainsi que des représentants des consommateurs). Le secrétariat de ce Comité est assuré conjointement par les ministères du développement durable et du budget. L'objectif affiché est de contribuer à rapprocher la France de la moyenne européenne en ce qui concerne la part de la fiscalité écologique dans le total des prélèvements obligatoires.

Différents chantiers ont été engagés. Le premier concerne la lutte contre le changement climatique. Le président du comité a proposé au gouvernement d'introduire une assiette carbone dans la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques, en visant une progression du taux appliqué à cette assiette entre 2014 et 2020. La taxation des fluides frigorigènes, qui contribuent à l'effet de serre, a également été abordée par le comité. Le deuxième chantier porte sur la protection de la biodiversité. Différentes mesures contribuant à la lutte contre l'artificialisation des sols ont également été proposées. Le troisième chantier porte sur les pollutions et nuisances. Une réflexion sur l'eau, portant notamment sur la fiscalité des apports en nitrates et des produits phytosanitaires, a été développée, en lien avec le Comité national de l'eau. La fiscalité des déchets, en lien avec le Comité national des déchets, fait également l'objet d'un groupe de travail.

Le CESE approuve la dynamique engagée. Il souligne l'importance à accorder à la prévisibilité des évolutions de la fiscalité écologique. Il rappelle ses nombreuses prises de position en faveur d'un renforcement d'une fiscalité

<sup>216</sup> *Vers une croissance verte*, OCDE, 2011.

<sup>217</sup> Directeur de la Chaire économie du climat à l'Université de Paris-Dauphine.

1 écologique en l'intégrant dans une réflexion plus globale sur l'équilibre général  
 2 des prélèvements obligatoires. Il souhaite évidemment que l'intention de  
 3 rapprocher notre pays de la moyenne des pays européens dans ce domaine  
 4 commence à se concrétiser dès la loi de finances pour 2014. Une telle évolution  
 5 devra être accompagnée d'une évaluation partagée et suivie sur ses incidences  
 6 économiques, sociales et environnementales<sup>218</sup>.

### 7 **3. Apprécier les impacts macroéconomiques de la transition énergétique**

8 Dans le cadre des débats sur la transition et l'efficacité énergétique,  
 9 différents scénarios ont été présentés. Les deux avis récents du CESE « *Efficacité*  
 10 *énergétique : un gisement d'économies ; un objectif prioritaire* » et « *La*  
 11 *transition énergétique : 2020-2050 : un avenir à bâtir, une voie à tracer* »  
 12 publiés le 15 janvier 2013 ont pris en compte l'existence de ces diverses  
 13 approches. Parmi ces différents modèles de transition, celui de l'ADEME est  
 14 caractérisé par l'atteinte de la division par quatre des émissions des gaz à effet de  
 15 serre d'ici 2050.

16 Dans le rapport sur l'état de la France, il est apparu intéressant de présenter  
 17 une collaboration qui injecte le scénario ADEME dans un modèle d'équilibre  
 18 économique général développé par l'OFCE. C'est précisément l'objet du modèle  
 19 3ME élaboré entre ces deux organismes et qui est présenté dans l'encadré ci-  
 20 dessous.  
 21

---

<sup>218</sup> En 2010, la France se trouvait à l'avant-dernière place au sein de l'UE27 pour la part de sa fiscalité environnementale. Les recettes des taxes environnementales y représentaient 1,9 % du PIB soit 4,2 % des prélèvements obligatoires, pour une moyenne européenne respectivement de 2,4 % et 6,2 %. - Source : MEDDE, 10 décembre 2012, note distribuée à la commission sur la fiscalité environnementale.

## Encadré 10 : Modélisation des scénarios de l'ADEME

Dans le cadre du débat national sur la transition énergétique, l'ADEME et l'OFCE ont conclu un partenariat pour modéliser les impacts macroéconomiques des scénarios de transition énergétique à l'horizon 2050 élaborés par l'ADEME. Ces scénarios visent à respecter l'engagement pris dans la loi d'orientation et de programmation pour l'énergie de 2005, renouvelé dans la loi Grenelle 1. Celui-ci désigne : « *l'objectif d'une division par 4 du niveau des émissions de gaz à effet de serre de 1990 à l'horizon 2050* »<sup>219</sup>.

Le scénario de l'ADEME prévoit une forte diminution de la demande d'énergie primaire, de près de 50 %, grâce notamment à l'isolation du bâti, au regain d'efficacité énergétique dans l'industrie, à une augmentation des transports collectifs au détriment de la circulation automobile et à une forte hausse de la pénétration de véhicules électriques (près de 10 millions de voitures en 2050). Le scénario prévoit également une modification du mix électrique, notamment une fermeture des centrales au fioul et au charbon d'ici 2030 ainsi qu'une diminution de la part de l'énergie nucléaire et une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité (éolienne, solaire, hydraulique et biogaz, notamment). Le Scénario ADEME suppose aussi une modification radicale du mode de production des combustibles gazeux et de la chaleur, en réduisant la part du gaz naturel de 77 % à 25 % d'ici 2050 dans le chauffage, au bénéfice des énergies renouvelables alternatives (bois, biogaz et géothermie pour l'essentiel).

Pour mettre en œuvre cette transition, un signal prix est introduit dans le modèle sous la forme d'une contribution climat-énergie<sup>220</sup>. Elle comporte une taxe sur le CO<sub>2</sub>, dont les recettes sont redistribuées aux agents économiques, via une baisse de l'impôt sur le revenu pour les ménages, et une baisse des cotisations sociales pour les entreprises. Les industries soumises au marché européen de quota de CO<sub>2</sub> (SCEQE<sup>221</sup>) en sont exonérées. En parallèle, les taxes sur l'électricité, le gaz et la chaleur augmentent.

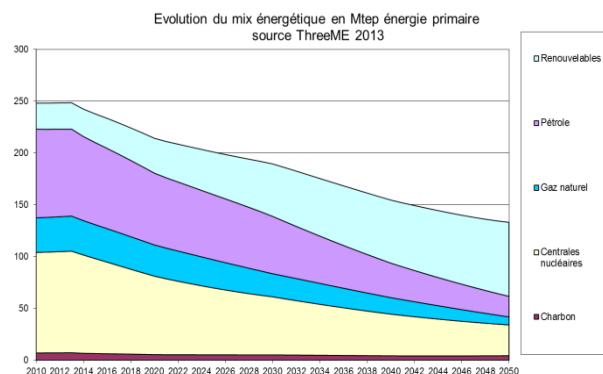
Trois variantes ont été simulées qui se distinguent selon la part d'électricité d'origine nucléaire retenue dans le mix en 2050 : le scénario « haut » comporte 50 % d'électricité nucléaire, le scénario « médian » 25 % (graphique 1), et le scénario « bas » 18 %.

<sup>219</sup> *Grenelle de l'environnement : rapport général*, Tuot T., Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, Octobre 2007.

<sup>220</sup> Dans un modèle macroéconomique, l'instauration d'un signal prix de ce type reflète en réalité un mélange de mesures de natures diverses (règlementations, incitations, fiscalité...).

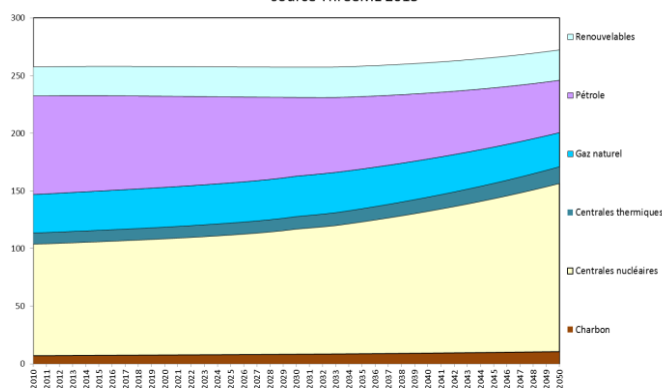
<sup>221</sup> Système communautaire d'échange de quotas d'émission.

Graphique 1 : Scénario ADEME médian



Graphique 2 : Scénario de référence

Evolution du mix énergétique en Mtep énergie primaire  
source ThreeME 2013



Les chercheurs de l'ADEME et l'OFCE ont modélisé les impacts macroéconomiques de ces trois scénarios à l'aide du modèle ThreeME<sup>222</sup> (voir ci-dessous) en introduisant les modifications listées ci-dessus dans un scénario dit « de référence », dans lequel on a supposé que les parts des différentes sources d'énergie demeurent stables jusqu'en 2050 (graphique 2) et que les prix des combustibles fossiles augmentent conformément aux prévisions de l'AIE. On suppose que la productivité augmente de 1,4 % chaque année et que le taux de croissance démographique s'élève à 0,4 % en moyenne sur la période, si bien que le taux de croissance tendanciel dans le scénario de référence tend vers 1,8 %.

<sup>222</sup> A full description of the Three-ME model: Multi-sector Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy, OFCE, 2013.

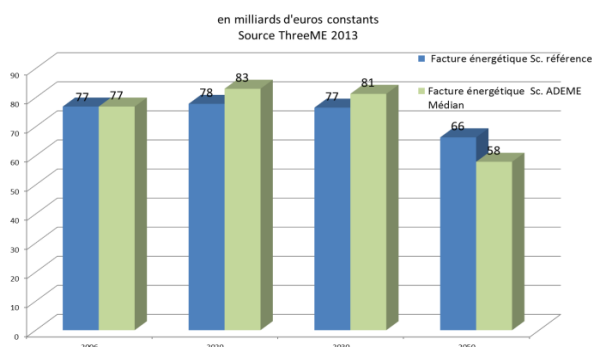
Au terme de cette modélisation, l'ADEME et l'OFCE ont estimé que les impacts expansionnistes de la transition énergétique compensent sur ses effets récessifs. En 2050, dans le cadre du scénario médian de l'ADEME, le PIB français serait équivalent à celui du scénario de référence.

Ces résultats s'expliquent essentiellement par une augmentation de l'activité des secteurs des énergies renouvelables, du transport collectif et de la rénovation du bâtiment, au détriment de la branche énergie. Or les premiers ont une forte intensité en main d'œuvre et une faible propension à importer. La transition se solde donc par une forte progression des créations d'emplois et une amélioration sensible de la balance commerciale, qui ont un effet expansif sur la demande. Ce phénomène compense très largement l'effet récessif lié à la perte de compétitivité qu'éprouvent les entreprises à court terme à la suite de la hausse du prix de l'énergie.

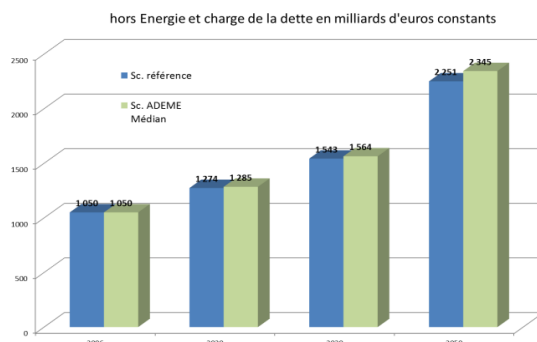
Si dans un premier temps, la facture énergétique des ménages s'accroît sous l'effet d'une hausse du prix des combustibles et des taxes, elle diminue ensuite grâce à la baisse de la demande d'énergie (graphique 3). A terme, la somme cumulée des économies d'énergie excède le remboursement de la charge de la dette liée aux investissements d'efficacité énergétique. Ce phénomène, conjugué à la baisse du chômage, entraîne une augmentation de 4 % de leur revenu disponible, net de la facture énergétique et du remboursement des annuités induites par le financement des travaux d'efficacité énergétique par rapport au scénario de référence en 2050 (graphique n°4).

Les gains d'efficacité énergétique et l'expansion des énergies renouvelables, en diminuant la part des énergies fossiles dans le mix énergétique, réduisent les importations de gaz et de pétrole et permettent une amélioration de la balance commerciale. La France verrait aussi son indépendance, et donc sa sécurité énergétique renforcée (graphique n°5).

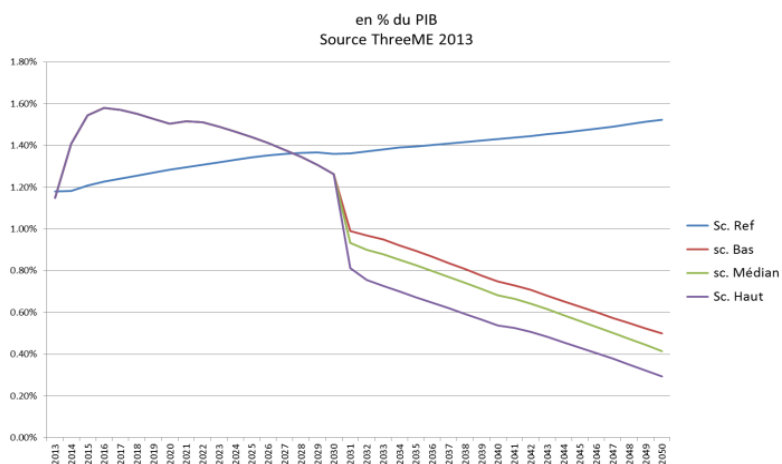
Graphique 3 : Facture énergétique des ménages scénario ADEME médian et de référence



Graphique 4 : Revenu disponible brut des ménages scénario ADEME médian et de référence



Graphique 5 : Déficit de la balance commerciale



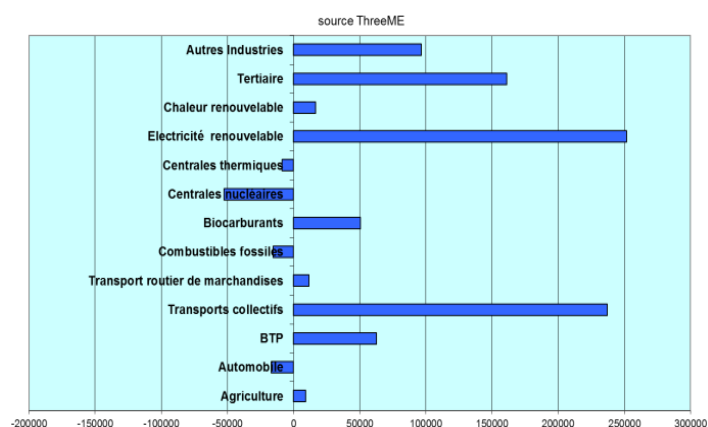
Note : Le déficit de la balance commerciale diminue davantage dans le scénario haut puisque la propension à importer des biens d'équipements est plus faible dans le nucléaire que dans le secteur des renouvelables.



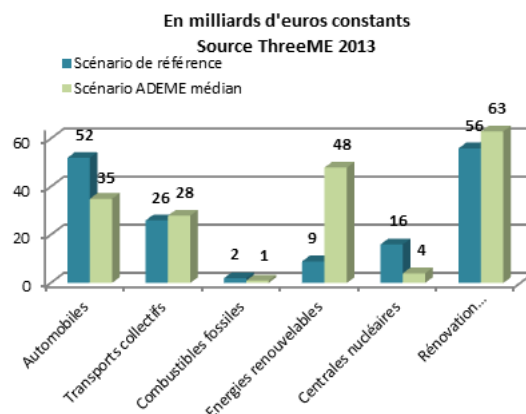
La transition énergétique modifie la structure du marché du travail. Les principaux secteurs créateurs d'emplois sont : la production d'électricité renouvelable, les transports collectifs ou encore le tertiaire, créateur de 150 000 à 250 000 emplois chacun. En revanche, l'industrie nucléaire, l'industrie des combustibles fossiles ou encore l'industrie automobile perdraient au contraire 15 000 à 50 000 emplois d'ici 2050 (graphique 6).

En parallèle, la ventilation des investissements entre secteurs est également modifiée. Avec 63 milliards d'euros par an en moyenne sur la période 2014-2050, la rénovation énergétique représente le besoin d'investissement nécessaire à l'accomplissement de la transition énergétique le plus élevé – mais nombre de ces investissements, intégrés au cycle de rénovation naturel des bâtiments, auraient également été réalisés dans le scénario de référence sous l'effet de la hausse du prix du pétrole et du gaz naturel. C'est en fait le secteur des énergies renouvelables qui bénéficie du montant d'investissement le plus important par rapport au scénario de référence, avec 39 milliards d'euros additionnels en moyenne annuelle (graphique 7). En définitive, le supplément d'investissement réalisé dans le scénario ADEME, par rapport au scénario de référence, n'excède pas 15 milliards, ce qui représente moins de 1 point de PIB.

Graphique 6 : Créations ou pertes d'emplois par secteur en 2050 scenario ADEME médian



Graphique 7 : Moyenne annuelle des investissements (2014-2050) scénario ADEME médian et de référence



Au vu de ces résultats, l'ADEME et l'OFCE concluent donc que les impacts récessifs attendus (baisse de la production d'énergie, hausse du coût de l'électricité, augmentation de la fiscalité et/ou des dépenses environnementales), sont largement compensés par les effets expansifs liés au développement des filières de l'économie verte, aux économies d'énergies et à la baisse du déficit de la balance commerciale. Ainsi la transition énergétique aurait un impact globalement positif sur l'économie française à moyen et long terme.

#### Le modèle ThreeME

L'OFCE développe depuis plus de 4 ans, en collaboration avec l'ADEME et TNO le modèle macroéconomique *ThreeME*<sup>223</sup>, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des scénarios des politiques énergétique et environnementale.

*ThreeME* s'articule autour de 24 secteurs économiques (dont 17 sous-secteurs énergétiques et 5 secteurs de transport) et fournit des informations quantitatives détaillées relatives aux questions énergétiques. Le niveau fin de la structure de la fiscalité, le nombre de secteurs ou de types de consommateurs permettent de mettre en évidence l'hétérogénéité potentiellement forte des politiques énergétiques et environnementales.

<sup>223</sup> A full description of the Three-ME model: Multi-sector Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy, OFCE, 2013

Le modèle *ThreeME* est un modèle Offre Globale-Demande Globale de type néo-keynésien (comme le modèle *MESANGE* de la DG Trésor) qui suppose entre autres un ajustement lent des prix, ainsi que l'existence d'un chômage d'équilibre. Sa structure multisectorielle permet notamment de prendre en compte les effets induits sur la croissance et l'emploi dus à des changements dans les différentes branches d'activité économique. Les récents développements ont porté sur une représentation plus fine du parc du logement et automobile (en 7 classes énergétiques) mais également sur la structure de consommation (distinction en 5 classes de ménages).

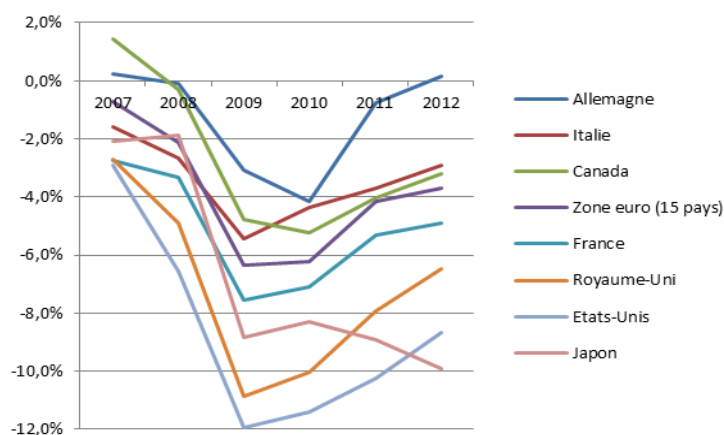
Des exemples d'applications du modèle *ThreeME* incluent : l'impact de la création d'une taxe carbone ; les politiques de subventions d'investissements verts dans le bâtiment, l'automobile ou les transports publics ; l'impact des transitions dans les secteurs énergétiques (comme la hausse de part des énergies renouvelables ou la réduction de la part de la production d'électricité d'origine nucléaire). Afin de quantifier la vulnérabilité de la France aux importations énergétiques, le modèle est aussi utilisé pour simuler l'impact de la hausse du prix des énergies comme celle du prix du pétrole.

## D - FAUT-IL ATTEINDRE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE AU PLUS VITE ?

### 1. Austérité généralisée

La succession des plans de sauvetages bancaires de l'année 2008 puis des plans de relance de 2009 ont conduit la grande majorité des pays développés à avoir recours au déficit public pour financer ces dépenses exceptionnelles (graphique 56).

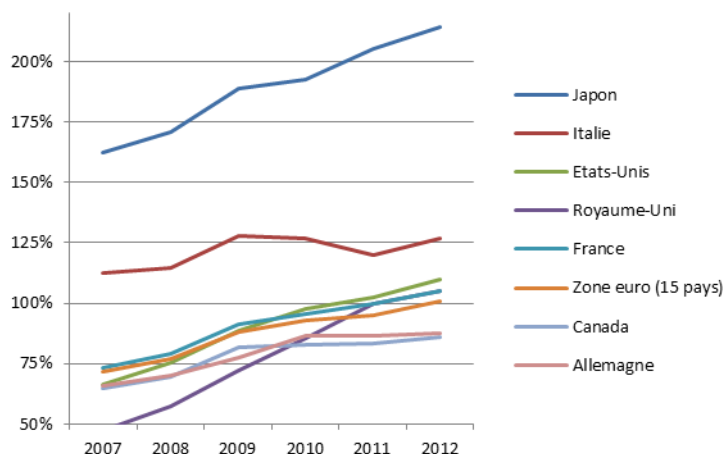
Graphique 56 : Déficit public des pays avancés (2007-2013)



Source : OCDE.

Ce recours massif aux dépenses déficitaires a provoqué une augmentation parallèle du volume de dette publique. Cette augmentation est commune à la quasi-totalité des pays avancés : aux Etats-Unis, le ratio de dette publique<sup>224</sup> au PIB est passé de 66 % en 2007 à 110 % en 2012 ; en zone euro, ce ratio a augmenté de moins de 72 % avant la crise à plus de 101 % en 2012 ; ou encore au Japon, qui après deux décennies de croissance économique très ralentie connaissait déjà un endettement record de 162 % du PIB avant la crise, pour désormais dépasser les 200 %, à 214 % en 2012 (graphique 57).

Graphique 57 : Dette publique des pays avancés, en point de PIB (2007-2012)



Source : OCDE.

Cette augmentation conjoncturelle des déficits publics était nécessaire pour enrayer la première phase de la crise financière puis économique de 2008-2009. Un tel rythme d'augmentation de la dette publique n'était toutefois pas soutenable, et a rapidement amené les gouvernements des pays avancés à chercher à réduire les déficits massifs qui s'étaient développés au cours de la crise.

La situation particulière de la zone euro, union monétaire mais pas politique, a provoqué des tensions sur le financement de la dette souveraine de certains de ses Etats membres dès 2010 – c'est donc également dans cette zone

<sup>224</sup> Au sens de l'OCDE, c'est-à-dire le total des « engagements financiers bruts des administrations publiques ». Il est important de noter que cette définition comporte un périmètre plus large d'engagements financiers que les critères de convergence de Maastricht, et produit donc des ratios de dettes sur PIB plus élevés.

1 que les premiers plans d'austérité ont été mis en place, et ont été parmi les plus  
 2 sévères. Les politiques d'austérité en zone euro, et plus particulièrement en  
 3 France, sont analysées dans la suite de ce document.

4 Mais avant de se focaliser sur la situation en zone euro, il convient de ne  
 5 pas oublier qu'à l'exception notable du Japon, la quasi-totalité des pays avancés  
 6 ont eu recours à des politiques de rigueur budgétaire, voire d'austérité au cours  
 7 des dernières années.

8 Le Royaume-Uni notamment, qui pourtant n'appartient pas à l'Union  
 9 monétaire, connaît lui aussi une cure d'austérité très sévère qui pèse fortement  
 10 sur la performance de son économie. Le gouvernement britannique s'était fixé  
 11 pour objectif une réduction du ratio de la dette au PIB dès 2015. Face à la  
 12 diminution moins rapide que prévu du déficit public, il a fallu reporter cet  
 13 objectif à 2017 – et ce malgré la profondeur de l'ajustement engagé<sup>225</sup> : l'effort  
 14 budgétaire imposé au Royaume-Uni s'élève en effet à plus de 5 % du PIB sur la  
 15 période 2011-2012, dont 3 % pour la seule année 2011.

16 Malgré la politique monétaire très accommodante de la Banque  
 17 d'Angleterre, qui maintient son principal taux directeur au niveau historiquement  
 18 bas de 0,5 % depuis mars 2009<sup>226</sup> et qui achète massivement des obligations  
 19 d'Etat émises par le Trésor britannique, l'économie britannique est elle aussi à  
 20 l'arrêt : après trois trimestres sur quatre en récession, l'année 2012 s'est achevée  
 21 sur une croissance annuelle de 0,3 %<sup>227</sup>. Cet exemple montre que la politique  
 22 monétaire ne peut pas tout. Dans ce cas précis, elle a cependant probablement  
 23 empêché que la dette publique britannique, étant pour l'essentiel hors marché, ne  
 24 soit soumise à la spéculation financière.

25 On pourra également considérer le cas américain. Epicentre de la crise  
 26 financière en 2008, les Etats-Unis maintiennent depuis 2009 un déficit public  
 27 supérieur à 1 000 milliards de dollars, principalement destiné à soutenir leur  
 28 économie et la fragile reprise qui s'y manifeste depuis 2010, sur un rythme de  
 29 croissance annuel de 2 %<sup>228</sup>. Le gouvernement américain doit toutefois lui aussi  
 30 faire face au niveau insoutenable du déficit public, supérieur à 10 % du PIB  
 31 depuis 2009.

32 Après avoir longtemps retardé l'échéance, 2013 devrait donc marquer le  
 33 début de la consolidation budgétaire aux Etats-Unis. Celle-ci devait initialement  
 34 prendre la forme d'un « *fiscal cliff* » (« falaise fiscale »), qui aurait combiné la  
 35 non-reconduction des exonérations d'impôts votées en 2001, 2003 et 2009, la  
 36 suppression d'un ensemble de niches fiscales, ainsi que la réduction d'un certains  
 37 nombres de dépenses publiques, notamment via le mécanismes de séquestre  
 38 automatique établi par le *Budget control act* voté en août 2011.

<sup>225</sup> *Can the UK inflate away its debt problems ?*, The Royal Bank of Scotland Group, janvier 2013.

<sup>226</sup> *Official Bank Rate History*, Bank of England, mai 2013.

<sup>227</sup> Source : UK Office for National Statistics.

<sup>228</sup> Source : US Bureau of Economic Analysis.

Un rapport<sup>229</sup> établi sur la question pour le Congrès des Etats-Unis estimait l'impact récessif de cette première version du *fiscal cliff* à plus de 5 % du PIB américain en 2013, ce qui aurait plongé l'économie américaine dans la récession. Face à ce risque, le Sénat et le Congrès américain ont adopté le 1<sup>er</sup> janvier une loi<sup>230</sup> réduisant de moitié le volume des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses prévues pour 2013, sans pour autant revenir sur le principe de coupe automatique dans les dépenses publiques.

Cet ajustement vise à rendre la consolidation budgétaire moins brutale qu'en Europe, et correspond à une politique américaine donnant priorité au soutien à la reprise économique par rapport à la réduction du déficit : on peut donc conclure avec l'OFCE<sup>231</sup> que « *l'ajustement budgétaire a pesé sur la croissance en 2012 mais nettement moins qu'en zone euro* ».

## 2. Austérité dans la zone euro

En zone euro, à la veille de la crise économique et financière, la dette publique mesurée au sens des critères de convergence de Maastricht atteignait déjà 66 % du PIB en 2007<sup>232</sup>. L'augmentation des déficits publics dès 2008 a donc rapidement mené le ratio entre dette et PIB bien au-delà de la barre des 60 % imposés par les critères de convergence : en 2012, ce ratio dépassait 90 % du PIB pour l'ensemble de la zone euro.

Face à cette escalade, l'érosion de la confiance des investisseurs dans la capacité de certains Etats européens à rembourser leurs dettes ont mené à un accroissement des tensions sur les taux d'intérêts, principalement pour les pays du sud de la zone euro. Cet emballement des taux a encore aggravé le problème de la dette dans les pays qui en étaient frappés, les contraignant à réduire dans l'urgence la magnitude de leurs déficits publics.

C'est cette urgence, combinée à l'accélération de l'augmentation de la dette publique et à la hausse très importante des taux d'intérêts, qui a conduit plusieurs pays de la zone euro à faire appel au soutien financier de la Commission Européenne, de la Banque centrale européenne et du Fond monétaire international. Ce fut notamment le cas de la Grèce dès avril 2010, de l'Irlande en novembre 2010, du Portugal en avril 2011, et, plus récemment, de l'Espagne en juin 2012.

Le soutien financier des institutions européennes et internationales s'est matérialisé sous la forme de prêts conjoints de la BCE et du FMI, sous condition de réduction très rapide du déficit public. Cette obligation de réduction

<sup>229</sup> The "Fiscal Cliff": Macroeconomic Consequences of Tax Increases and Spending Cuts, Congressional Research Service, janvier 2013.

<sup>230</sup> American Taxpayer Relief Act of 2012.

<sup>231</sup> Le commencement de la déflation – Perspectives 2013-2014 pour l'économie mondiale, OFCE, avril 2013.

<sup>232</sup> Source : Eurostat.

1 immédiate a contraint chacun des pays concernés à entreprendre des plans  
 2 d'austérité très durs, menant à une réduction brutale des dépenses publiques, tant  
 3 au niveau du fonctionnement des administrations publiques que sur le plan des  
 4 dépenses sociales.

5 Par ailleurs, le mécanisme de contagion caractéristique de la crise des  
 6 dettes souveraines européennes, qui l'a vu de 2010 à 2012 se propager de la  
 7 Grèce à l'Espagne, a fait craindre qu'elle ne vienne frapper d'autres pays de la  
 8 zone euro dont la dette et le déficit public étaient également élevés – au premier  
 9 rang desquels l'Italie, et peut-être même ensuite la France.

10 La crainte de l'extension de la crise, en sus de son aggravation dans les  
 11 pays du sud de l'Europe, a motivé l'adoption d'un ensemble de mesures visant à  
 12 sceller la pratique de l'austérité budgétaire dans les pays membres de l'Union  
 13 Européenne, notamment en zone euro. En octobre 2011, le Parlement Européen  
 14 et les 27 Etats membres ont approuvé un renforcement du Pacte de Stabilité et de  
 15 Croissance par l'adoption de cinq nouveaux règlements et d'une nouvelle  
 16 directive (surnommés « Six-pack ») visant à renforcer la discipline budgétaire des  
 17 Etats membres<sup>233</sup>. Ces nouvelles dispositions prévoient notamment la création du  
 18 concept d'objectif à moyen terme, selon lequel chaque Etat membre doit  
 19 s'engager sur une trajectoire de retour à l'équilibre structurel des comptes publics  
 20 – le déficit structurel ne doit pas dépasser 0,5 % du PIB – et de réduction de la  
 21 dette – le montant total de la dette publique ne doit pas dépasser à terme 60 % du  
 22 PIB. Mais surtout, le six-pack vise à faire appliquer l'orthodoxie budgétaire par  
 23 l'introduction de sanctions pour les Etats qui ne respecteraient pas leurs  
 24 engagements en matière de finances publiques.

25 Certains membres de l'Union, notamment les pays de la zone euro, ont  
 26 encore approfondi le principe de discipline budgétaire avec le Traité sur la  
 27 stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), aussi appelé pacte  
 28 budgétaire européen, et signé lors du sommet européen du 2 mars 2012<sup>234</sup>. Les  
 29 Etats signataires du TSCG s'engagent à inscrire dans leurs droits nationaux  
 30 respectifs les principales dispositions du six-pack, qui n'étaient jusque-là  
 31 applicable qu'au niveau communautaire.

32 Avec l'entrée en vigueur du TSCG au 1er janvier 2013, l'impératif de  
 33 discipline budgétaire – qui implique l'application de politiques d'austérité  
 34 brutales dans les pays dont le déficit public reste élevé – se trouve donc plus que  
 35 jamais ancré au cœur du dispositif législatif des pays de la zone euro.

36 Pourtant, près de trois ans après le début de la vague de plans d'austérité  
 37 qui s'est progressivement propagée à la majorité des pays de la zone euro, les  
 38 déficits publics perdurent, la dette publique continue d'augmenter, et la zone euro

<sup>233</sup> *Le paquet législatif sur la gouvernance économique de l'UE entre en vigueur*, MEMO/11/898, décembre 2011.

<sup>234</sup> Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, mars 2012.

1 est entrée, depuis le dernier trimestre 2011<sup>235</sup>, dans sa deuxième récession en  
2 trois ans.

3 Comme le souligne l'OFCE dans sa note de conjoncture d'avril 2013,  
4 même si « *le TSCG a pu rassurer les marchés et permettre une détente des*  
5 *primes de risque sur les taux publics pour les pays les plus en difficulté de la*  
6 *zone euro* », il convient maintenant de constater que « *les effets potentiellement*  
7 *favorables du regain de confiance sont étouffés par les politiques d'austérité qui*  
8 *[...] dépriment l'activité* ».

9 La notion de déficit structurel est très contestée parmi les économistes. Il  
10 s'agit du déficit public qui serait réalisé si le PIB s'établissait à un niveau  
11 correspondant à une conjoncture normale. Se pose la question de définir ce  
12 qu'est une conjoncture normale et donc de faire des hypothèses sur le niveau de  
13 croissance potentielle. Le déficit structurel est donc une construction statistique  
14 dont la mesure dépend essentiellement des postulats de départ. Or, c'est la  
15 Commission européenne qui calcule le déficit structurel des Etats et celui-ci est  
16 en général plus élevé que lorsque qu'il est calculé par d'autres institutions,  
17 l'estimation par la Commission de la croissance potentielle étant toujours très  
18 proche de la production précédente, ce qui a des conséquences importantes en  
19 période de stagnation économique. Ainsi, en 2011, le déficit structurel de la  
20 France était de 3,4 % du PIB selon le FMI et de 4,1 % selon la Commission. De  
21 plus, la Commission inclut dans le déficit structurel les dépenses liées aux plans  
22 de relance, plans qui sont pourtant conjoncturels. Enfin, le respect du critère du  
23 Pacte de stabilité et de croissance en matière de déficit courant (3 % du PIB)  
24 n'implique absolument pas que le pays puisse être exonéré d'efforts budgétaires.  
25 Ainsi, si cette nouvelle règle avait existé en 2006, la France, qui respectait ce  
26 critère avec 2,3 % du PIB, aurait été néanmoins obligée d'engager une  
27 consolidation budgétaire considérable de l'ordre de 60 milliards d'euros car son  
28 déficit structurel était, selon la Commission, de 3,6 % du PIB.

### 29 **3. Incapacité de l'austérité à relancer la croissance**

30 Les politiques d'austérité ont été mises en place en zone euro dans un  
31 contexte économique déjà dégradé, où les économies qui souffraient des déficits  
32 publics les plus élevés étaient également très en deçà de leur performance  
33 économique potentielle.

34 Or, depuis la mise en place des politiques d'austérité en Europe, les  
35 multiplicateurs budgétaires – c'est à dire l'effet multiplicateur d'une variation de  
36 l'effort budgétaire structurel (en points de PIB) sur le niveau du PIB – sont plus  
37 élevés lorsqu'une économie n'opère pas à son plein potentiel<sup>236</sup>.

---

<sup>235</sup> Source : Eurostat.

<sup>236</sup> Souligné par divers organismes dont l'OFCE.



1 L'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, analysait ainsi dans une  
 2 publication récente<sup>237</sup> que « *dans les économies avancées, les consolidations*  
 3 *budgétaires renforcées ont été associées à des taux de croissances plus faibles*  
 4 *qu'attendus [...]. Une interprétation naturelle est que les multiplicateurs*  
 5 *budgétaires étaient plus élevés que ne le supposaient implicitement les*  
 6 *prévisionnistes* ». Dans ses dernières prévisions de croissance, l'OCDE considère  
 7 également une hypothèse de multiplicateurs élevés<sup>238</sup>. La Commission  
 8 Européenne elle-même, par la voix de son économiste en chef, Marco Buti,  
 9 reconnaît désormais « *qu'en présence de multiplicateurs budgétaires plus élevés*  
 10 *qu'en temps normaux, les efforts de consolidation ont été coûteux en terme de*  
 11 *PIB et d'emploi* »<sup>239</sup>.

12 Lorsque les multiplicateurs budgétaires sont élevés, un effort accru de  
 13 réduction des dépenses publiques produit une impulsion budgétaire négative  
 14 d'autant plus forte. Ce mécanisme rend bien plus difficile le retour à l'équilibre  
 15 des finances publiques par la simple réduction des dépenses publiques :  
 16 « *l'impact plus fort que prévu des plans d'austérité sur l'activité implique en*  
 17 *effet des pertes de recettes fiscales et une moindre réduction du déficit*  
 18 *public* »<sup>240</sup>. C'est ainsi que les pays européens qui ont mis en place les plans  
 19 d'austérité les plus sévères ne sont pas encore parvenus à atteindre leurs objectifs  
 20 budgétaires : en 2012, au sein de l'Union Européenne, les quatre plus grands  
 21 déficits publics en termes de points de PIB se trouvaient en Espagne (-10,6 %),  
 22 en Grèce (-10 %), en Irlande (-7,6 %) et au Portugal (-6,4%)<sup>241</sup>.

23 En revanche, la magnitude des impulsions budgétaires négatives résultant  
 24 de ces mesures d'austérité (Tableau 11) a largement contribué à maintenir la zone  
 25 euro – et tout particulièrement ces quatre pays – dans un marasme économique  
 26 prolongé, de plus en plus en décalage avec le reste de l'économie mondiale. La  
 27 zone euro entrait au premier trimestre 2013 dans son sixième trimestre de  
 28 récession consécutif, sur un rythme annualisé de -1,0 %, quand les Etats-Unis  
 29 enregistraient sur la même période un rebond de 1,8 % et le Japon de 3,5 %<sup>242</sup>.  
 30  
 31

<sup>237</sup> *Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers*, Blanchard O. et Leigh D., IMF Working Papers, janvier 2013.

<sup>238</sup> *OECD Economic Outlook*, mai 2013.

<sup>239</sup> *European prosperity reloaded: an optimistic glance at EMU@20*, Buti M. et Pichelmann K., *Economic Brief Issue* 19, février 2013.

<sup>240</sup> *Le commencement de la déflation – Perspectives 2013-2014 pour l'économie mondiale*, OFCE, avril 2013.

<sup>241</sup> Source : Eurostat.

<sup>242</sup> Source : Eurostat 74/2013, mai 2013.

1                    Tableau 13 : impulsions budgétaires dans les pays développés

	2010	2011	2012	2013 (p)	2014 (p)
<b>Allemagne</b>	1,4	-1,4	-1,0	0,1	0,0
<b>Autriche</b>	0,7	-1,5	-0,3	-0,6	-0,3
<b>Belgique</b>	-0,1	0,0	-1,5	-0,5	-1,0
<b>Espagne</b>	-1,4	-1,5	-3,3	-2,0	-1,1
<b>Finlande</b>	1,3	-0,9	0,0	-0,8	-0,7
<b>France</b>	-0,6	-1,9	-1,3	-1,8	-1,4
<b>Grèce</b>	-7,6	-5,3	-4,8	-3,8	-2,0
<b>Irlande</b>	-4,2	-1,5	-1,8	-1,9	-1,8
<b>Italie</b>	-0,6	-0,2	-3,0	-1,4	-0,7
<b>Pays-Bas</b>	-1,1	-0,4	-1,4	-1,7	-0,7
<b>Portugal</b>	-0,3	-3,7	-3,0	-2,1	-1,9
<b>Zone Euro (11 pays)<sup>1</sup></b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,6</b>

2                    Source : Comptabilités nationales, calculs et prévision OFCE, Avril 2013.

3                    <sup>1</sup> Zone euro hors Chypre, Luxembourg, Malte, Slovaquie, Slovénie et Estonie.

4                    En octobre 2010, le FMI dénonçait déjà les risques d'une consolidation  
5                    budgétaire trop brutale<sup>243</sup>. Près de trois années plus tard, le constat empirique est  
6                    manifeste : par sa magnitude et sa rapidité, mais aussi en raison de la période de  
7                    crise économique dans laquelle elle est mise en place, l'austérité en zone euro  
8                    s'avère inefficace, voire contre-productive.

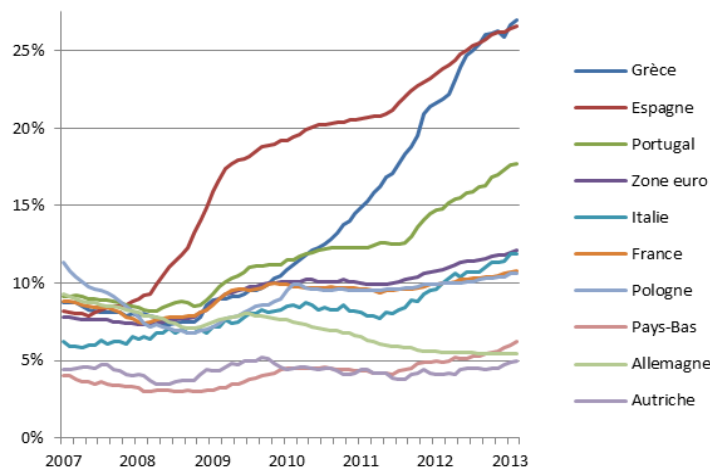
#### 9                    4. Risque déflationniste dans la zone euro

10                    La crise économique qui sévit en Europe depuis 2009 a conduit à une  
11                    hausse très importante du chômage, notamment au sein de la zone euro : de 7,8 %  
12                    en janvier 2007, le taux de chômage moyen dans la zone est passé à 12,1 % en  
13                    février 2013. Ce taux agrégé masque toutefois de fortes disparités régionales : si  
14                    un petit groupe de pays centrés autour de l'Allemagne (Autriche, Pays-Bas)  
15                    connaît une stabilisation du taux chômage autour de 5 % de la population active,  
16                    les pays du Sud de l'Europe subissent en revanche une véritable explosion du  
17                    nombre de chômeurs, avec plus du quart de la population active grecque ou  
18                    espagnole désormais à la recherche d'un emploi (graphique 58).  
19

<sup>243</sup> *World Economic Outlook*, FMI, Octobre 2010.

Ce niveau très élevé du chômage pèse sur les salaires : au quatrième trimestre 2012, le coût salarial horaire du travail a chuté en Espagne de 7,4 % en rythme annuel. En Grèce, le salaire moyen par tête avait retrouvé fin 2012 son niveau de 2006. Ces baisses sont caractéristiques d'une situation de déflation salariale qui se met en place progressivement en zone euro<sup>244</sup>.

Graphique 58 : Taux de chômage dans les pays de la zone euro (2007-2013)



Source : Eurostat.

L'augmentation du chômage et la baisse des salaires contribuent à une hausse de la pauvreté qui pèsera sur les revenus des ménages, la consommation, l'activité et la création d'emplois en zone euro, et qui donc participe à la prolongation de la crise. La continuation de la crise conduit à l'installation dans la durée d'un chômage élevé, qui pèse à son tour sur les salaires – nourrissant ainsi le cercle vicieux de la déflation salariale. Ce processus déflationniste est dangereux. Car, si ce schéma de déflation n'est pour l'instant à l'œuvre que dans quelques pays, il pourrait néanmoins s'étendre partout où le chômage se développe, ce qui sera le cas en France, en Italie et dans la zone euro dans son ensemble en 2013-2014.

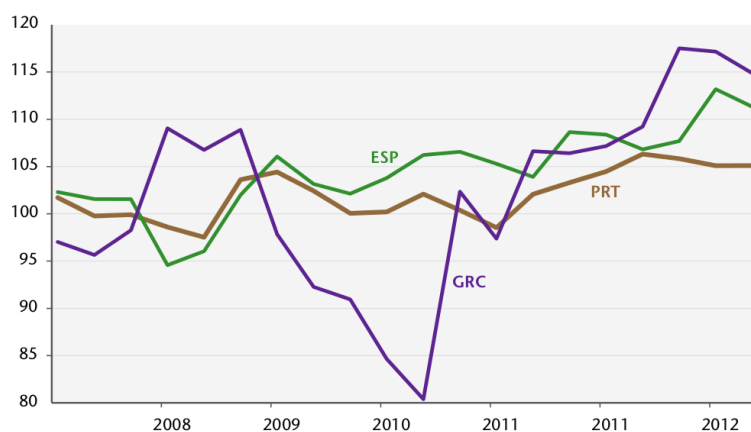
Mais, au-delà d'une conséquence de la crise, la baisse des salaires – en Espagne, au Portugal ou en Grèce notamment – fait partie de la stratégie des autorités européennes pour accompagner l'austérité budgétaire. Selon elles, la dévaluation de la monnaie étant impossible en union monétaire, c'est la baisse

<sup>244</sup> Analyse OFCE.

des salaires qui doit permettre de réduire les déséquilibres extérieurs par la relance des exportations, via des gains de compétitivité.

La baisse des salaires entamée dans les pays du Sud de l'Europe s'apparente donc à une stratégie non-coopérative de déflation compétitive, visant à gagner des parts de marché à l'exportation. Cette stratégie, qui améliore la compétitivité coût, peut paraître efficace à court terme – l'Espagne, le Portugal et la Grèce ont gagné des parts de marché à l'exportation de 2008 à 2012 (graphique 59). Elle ne saurait pourtant être soutenable à moyen terme pour l'ensemble de la zone euro.

Graphique 59 : Parts de marché à l'exportation (base 100 = 2008)



Source : Calculs et prévision OFCE, avril 2013.

Les pays de la zone euro commercent essentiellement entre eux. Les gains de parts de marché à l'export des uns sont les pertes de parts de marché des autres. Dans une telle situation, la concurrence accrue engendrée par la course aux parts de marché à l'exportation va donc accroître la pression sur les pays qui n'ont pas encore adopté la stratégie de déflation salariale.

Si la déflation salariale devait s'installer, on pourrait donc devoir faire face à une situation perdante pour l'ensemble de la zone euro. Par le biais de la compression de la demande et du chômage de masse, une telle spirale, une fois installée, peut rapidement devenir auto-entretenu : les cinq années perdues se transformeraient alors en décennie perdue.

## 5. La rigueur en France

Après les plans de relance de 2009, la politique budgétaire de la France est devenue restrictive à partir de 2010. Le soutien alors apporté à l'économie était nécessaire face à la pire récession depuis la crise des années 1930, qui avait vu au premier trimestre 2009 le PIB chuter en rythme annuel de -4,3 %. Mais ce

1 soutien a eu un coût, celui de l'augmentation rapide de l'endettement public :  
 2 entre 2008 et 2012, la dette publique française a progressé de 20 points de PIB  
 3 pour atteindre 90 % à la fin de l'année 2012.

4 Après la relance, la consolidation budgétaire est apparue indispensable aux  
 5 gouvernements et aux institutions européennes. Toutefois, compte tenu de la  
 6 crise des dettes souveraines européennes, commencée dès le début 2010,  
 7 l'assainissement budgétaire a été précipité en zone euro. Sous l'impulsion de la  
 8 Commission Européenne, la majorité des Etats membres de l'Union monétaire  
 9 ont simultanément mis en place des plans de rigueur voire d'austérité, destinés à  
 10 réduire au plus vite leur déficit public.

11 En France, cet assainissement des finances publiques s'est initialement  
 12 traduit par deux plans de rigueur successifs : « le premier, en août 2011 qui  
 13 représente un effort de redressement de 1 milliards d'euros en 2011 et  
 14 11 milliards d'euros en 2012, [et] le second, en novembre 2011 qui représente un  
 15 effort supplémentaire de 17,4 milliards d'euros en 2012 »<sup>245</sup>. Un nouveau plan de  
 16 rigueur a été adopté au sein de la Loi de Finances 2013, et qui représente « *un*  
 17 *effort budgétaire sans précédent de 30 milliards d'euros* »<sup>246</sup>, réparti en  
 18 20 milliards d'euros d'augmentation des prélèvements obligatoires et 10 milliards  
 19 d'euros de réduction des dépenses publiques.

20 L'impulsion budgétaire négative cumulée s'élève à « *plus de 4 points de*  
 21 *PIB en cumul entre 2010 et 2012, contre 3 points au maximum lors de*  
 22 *l'assainissement budgétaire imposé par le Traité de Maastricht dans la seconde*  
 23 *moitié des années 1990* »<sup>247</sup>. De fait, l'analyse de l'évolution de l'impulsion  
 24 budgétaire en France depuis 1973 révèle que la rigueur appliquée depuis 2010 est  
 25 « *inégalée sur les quarante dernières années* » (graphique 60).  
 26

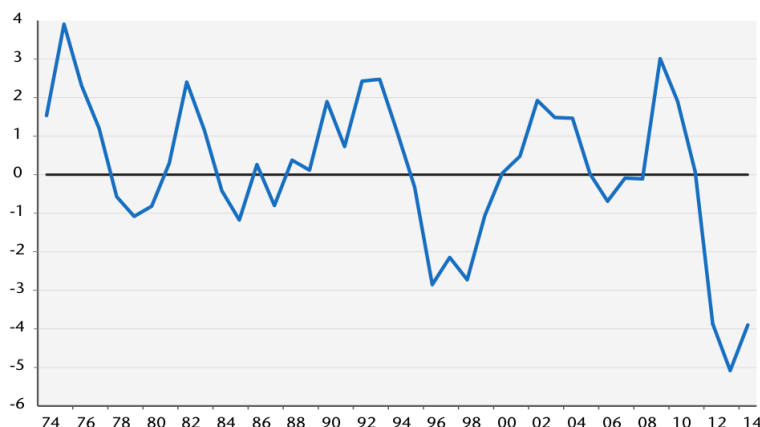
---

<sup>245</sup> *Point d'étape sur la crise des dettes souveraines*, Direction des affaires économiques, CGPME, octobre 2012.

<sup>246</sup> *Solidaires et responsables pour une France plus juste*, Projet de Loi de Finances 2013.

<sup>247</sup> *France : Tenue de rigueur imposée, Perspectives 2013-2014 pour l'économie française*, OFCE, avril 2013.

Graphique 60 : Impulsion budgétaire en France,  
cumulée sur trois années (1973-2013)



Source : Insee, calculs et prévision OFCE, avril 2013.

Conséquence de cet ajustement rapide des finances publiques, la France a officiellement replongé en récession au premier trimestre 2013<sup>248</sup>. Après la forte crise économique de 2009, le potentiel de rebond de l'économie française est pourtant élevé. Sans la consolidation budgétaire qui frappe la France et le reste de l'Europe, l'OFCE estime que l'économie française devrait au contraire connaître « une croissance spontanée moyenne de près de 2,6 % l'an au cours des années 2013 et 2014 ».

La politique de rigueur budgétaire n'est pas seule responsable. Il convient aussi de distinguer l'existence de conditions monétaires difficiles, au travers d'un accès au crédit dégradé : « l'assouplissement de la politique monétaire – visible notamment dans la baisse des taux d'intérêt directeurs – est loin d'avoir compensé l'effet négatif sur l'économie du durcissement des conditions d'octroi de crédit ainsi que de l'élargissement du spread entre les placements publics, sans risques, et les investissements privés ».

Il faut enfin ajouter l'impact des prix toujours élevé de l'énergie, notamment celui du pétrole, qui en 2012 a atteint son plus haut niveau historique à 113 \$ le baril en moyenne annuelle<sup>249</sup>. Mais si l'on analyse la contribution de chacun de ces facteurs au ralentissement de l'économie française, on constate que la grande majorité du ralentissement est bien dû aux politiques d'austérité (Tableau 14).

<sup>248</sup> Informations Rapides n°108, INSEE, mai 2013.

<sup>249</sup> Source : Agence internationale de l'énergie.

1 Tableau 14 : Les freins à la croissance en France au cours des années 2010-2012  
 2 (Points de PIB)

	2010	2011	2012
<b>Croissance du PIB</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>0,0</b>
<b>Impact sur le PIB dû...</b>			
<b>...aux évolutions du pétrole</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,5</b>
<i>Effet direct sur l'économie française</i>	-0,1	-0,2	-0,4
<i>Effet via la demande adressée</i>	0,0	-0,1	-0,1
<b>...aux politiques d'austérité</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,5</b>	<b>-2,1</b>
<i>Effet direct sur l'économie française</i>	-0,5	-1,2	-1,3
<i>Effet via la demande adressée</i>	-0,2	-0,3	-0,8
<b>...aux conditions monétaires</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>
<i>Effet direct sur l'économie française</i>	-0,3	-0,2	-0,2
<i>Effet via la demande adressée</i>	0,0	0,0	0,0
<b>Acquis</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>
<b>Rythme de croissance spontanée</b>	<b>2,3</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>

3 Source : Insee, calculs OFCE, avril 2013.

4 La France réalise plus de 60 % de ses exportations à destination de la zone  
 5 euro, qui a connu au début 2013 son sixième trimestre de récession consécutif.  
 6 La stimulation extérieure s'est donc quasiment évanouie à la mi-2012, puisque  
 7 les partenaires commerciaux de la France adoptent le même type de politique, ce  
 8 qui bride leur demande intérieure, donc leurs importations, et finalement les  
 9 exportations françaises.

10 Le maintien des politiques d'austérité actuellement pratiquées en France et  
 11 en Europe ne peut donc que condamner à la poursuite, voire à l'aggravation de la  
 12 crise économique. S'il est bien entendu nécessaire de réduire à moyen terme le  
 13 déficit des finances publiques, l'ajustement actuel est trop brutal.

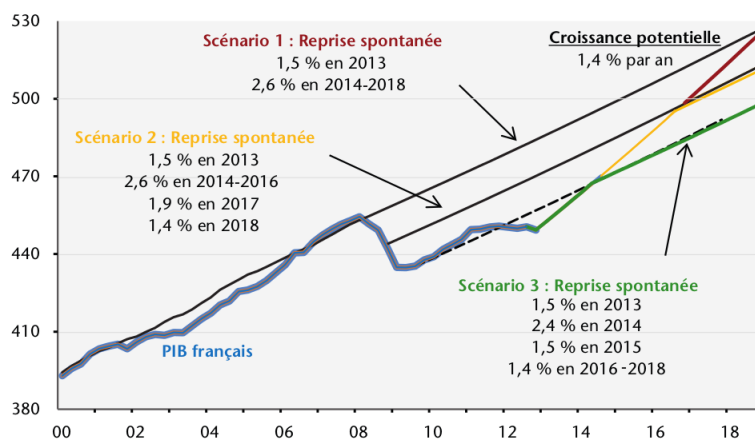
14 Pour permettre un redémarrage de l'économie française, il conviendrait au  
 15 contraire d'étaler l'effort sur une période plus longue, et ce à l'échelle de la zone  
 16 euro toute entière. L'OFCE recommande de limiter « *les impulsions budgétaires*  
 17 *négative [...] à -0,5 point de PIB au lieu de - 1,0 point prévu au total dans la*  
 18 *zone euro en 2014. [...] Par rapport aux plans actuels, parce que l'effort serait*  
 19 *plus mesuré, le fardeau de l'ajustement pèserait de façon plus juste sur les*  
 20 *contribuables de chaque pays* ». Un tel étalement de l'ajustement budgétaire  
 21 impliquerait certes une réduction plus lente du déficit structurel – « *-3,4 % en*  
 22 *2014 contre -3,0 % dans le scénario standard* » –, mais permettrait surtout une  
 23 croissance plus forte, de « *1,6 % contre 0,6 %* », ce qui rendrait possible une  
 24 décrue du chômage (exclue dans un scénario de retour à -3,0 % de déficit dès  
 25 2014).

Mais si l'austérité devait se prolonger, il conviendrait de s'interroger sur les conséquences potentielles de la crise économique à moyen et long terme. La première de ces conséquences est la possible réduction des capacités de production françaises, qui se traduirait par une diminution de la croissance potentielle du pays. L'OCDE et la Commission Européenne s'accordent pour considérer que la croissance potentielle française s'établit désormais autour de 1,4 %, soit 0,5 points en-deçà de son niveau d'avant 2008.

Si une part de cette baisse est d'origine démographique, en lien avec le ralentissement de la croissance de la population active, l'OFCE<sup>250</sup> calcule que la « croissance de la productivité tendancielle s'est affaïssée de 0,2 point par an depuis la récession ». L'institution explique ce ralentissement par « la dépression de l'investissement depuis 2008, qui a probablement ralenti la diffusion du progrès technique au sein des entreprises ».

Plus concrètement encore, les fermetures d'unités de production sans repreneur peuvent être assimilées à des destructions de capacités de production. On peut également considérer que l'augmentation du chômage de longue durée peut conduire au développement d'une part grandissante de la main-d'œuvre plus difficilement ré-insérable sur le marché du travail en cas de reprise. Il est donc possible que le décrochage de tendance observé dans l'évolution du PIB français soit devenu pour partie permanent, comme l'illustre le graphique 61.

Graphique 61 : Quelle reprise spontanée en France ?



Source : Analyse OFCE.

<sup>250</sup> France : Tenue de rigueur imposée, Perspectives 2013-2014 pour l'économie française, OFCE, avril 2013.



Plus largement, la réduction des dépenses publiques a jusqu'à présent empêché la réalisation d'investissements d'avenir qui permettraient pourtant de préparer l'économie française à faire face aux défis qui s'annoncent – notamment en matière de transition énergétique. En risquant de prolonger une crise économique qui entre déjà dans sa cinquième année, le maintien de la rigueur au rythme envisagé par le gouvernement français et ses partenaires de la zone euro risque donc d'endommager irrémédiablement l'appareil productif français.

Plus largement, la réduction des dépenses publiques a jusqu'à présent empêché la réalisation d'investissements d'avenir qui permettraient pourtant de préparer l'économie française à faire face aux défis qui s'annoncent – notamment en matière de transition énergétique. En risquant de prolonger une crise économique qui entre déjà dans sa cinquième année, le maintien de la rigueur au rythme envisagé par le gouvernement français et ses partenaires de la zone euro risque donc d'endommager irrémédiablement l'appareil productif français.

### III - TRANSITION VERS UN NOUVEAU MONDE<sup>251</sup> ?

Les Français sont pessimistes. Ils le sont particulièrement par rapport aux peuples voisins ou à d'autres qui ont pourtant des conditions de vie objectivement moins favorables. Diverses études témoignent de cette spécificité de nos compatriotes au début de la partie II du présent rapport.

Les Français transforment systématiquement un niveau de vie donné en un niveau de bonheur moindre que dans les autres pays. Quand on est en France, toutes choses égales par ailleurs, on a une probabilité d'être heureux 20 % inférieure<sup>252</sup>. Les travaux de Claudia Senik écartent les explications liées à des facteurs matériels objectifs comme une spécificité linguistique : les Canadiens, les Suisses ou les Belges ne vivent pas la même expérience. De même les Français expatriés ne sont pas plus heureux.

Ne pourrait-il y avoir une contradiction dans le système français entre élitisme et égalitarisme ? Comment concilier notion d'égalité et élitisme républicain ? L'école qui porte ces valeurs ne formule-t-elle pas une double injonction contradictoire : appartenir aux 5 % des meilleurs ou se satisfaire d'être l'égal des 95 % qui en auront été écartés ? L'école française a plein d'avantages, elle permet aux jeunes d'être très bien formés mais elle devrait aussi développer la confiance et l'estime de soi.

Une des sources importantes du bonheur, c'est l'anticipation, la capacité à se projeter dans le futur, les projets... Il y a une dimension individuelle (les Français croient en eux, en leur proche et en leur capacité à s'en sortir

<sup>251</sup> Développer les opportunités existantes et à saisir pour l'avenir : pistes et signaux faibles pour un futur optimiste.

<sup>252</sup> *Le mystère du malheur français : la dimension culturelle du bonheur* – 2011, Claudia Senik est professeur à l'Université Paris-Sorbonne et à l'Ecole d'économie de Paris. Ses recherches portent sur *L'économie du bonheur*.

individuellement), mais aussi une dimension collective. S'inscrire dans l'avenir, cela suppose que l'on reconnaisse le monde tel qu'il est, y compris quand on aspire à le transformer. Si notre pays ne se représente pas comme dynamique, il sera d'autant plus difficile d'adhérer à un projet collectif très identifiant. Une telle approche déteint sur la perception que l'on a de soi-même.

De plus, les Français sont, selon les sondages d'opinion, pessimistes quant à l'avenir. Mais, « *Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté* »<sup>253</sup>. Dans son rapport sur l'état de la France en 2011, face à ce qui apparaissait il y a deux ans comme le premier sujet de préoccupation – *un Etat qui est en situation de faillite* – le CESE avait confirmé la nécessité de rétablir l'équilibre des finances publiques, en rappelant cependant que le patrimoine national net des dettes des divers agents privés et publics représentait environ 240 000 euros par habitant.

L'avenir n'est pas écrit. Il ne sortira pas tout tracé d'une quelconque prophétie. L'avenir se construit cahin-caha d'une multitude d'initiatives, d'essais et d'erreurs aussi, mais pas de réussites sans essais, de transgressions des schémas passés, de coopérations par-delà les frontières, réelles parfois, imaginaires le plus souvent. L'avenir se construit déjà sous nos yeux. C'est ce que nous avons voulu donné à voir dans cette partie.

## A - QUELS ACTEURS ? QUELLES VOIES ?

Dans cette sous-partie, nous avons souhaité montrer quelques-unes de ces démarches et initiatives porteuses de germes pour l'avenir. Nos choix sont à coup sûr partiels et nous assumons qu'ils puissent être considérés comme partiels. Nous n'avons aucune prétention à prédire le futur. Nous voulons dire simplement qu'il convient de regarder ce qui se passe dans l'ensemble de notre territoire, dans nos entreprises, dans nos laboratoires, dans notre voisinage parfois, avec l'aide des réseaux sociaux. Contentons-nous de mentionner quelques défis auxquels les bâtisseurs de futur devront contribuer à répondre :

- Chômage
- Solitude des individus
- Précarité dans ses diverses formes
- Développement et intégration d'innovations techniques et organisationnelles
- Epuisement des ressources naturelles
- Environnement, biodiversité, climat
- Prise en compte de l'importante dimension maritime de la France

<sup>253</sup> Citation d'Antonio Gramsci (1891-1937), qui se serait inspiré de celle de Romain Rolland. Antonio Gramsci (Ales, Sardaigne, le 22 janvier 1891 - Rome, le 27 avril 1937) est un écrivain et théoricien politique italien d'origine albanaise.

- Élargissement des démarches démocratiques et renouvellement de la prise en compte des parties intéressées et des parties prenantes
- Résilience des divers niveaux d'organisation

Les exemples retenus pourraient être plus nombreux et aucun n'a l'ambition de répondre à tous les défis évidemment, ni même d'en épuiser un seul totalement. En revanche, il est intéressant de noter que chacun illustre la volonté d'innover, de chercher des complémentarités, de mobiliser des énergies, de créer des coopérations et d'optimiser les ressources pour parvenir à ses fins.

### 1. Défi alimentaire à l'horizon 2050, des solutions sont possibles

La capacité de l'humanité à se nourrir à long terme est menacée par la fragilisation des bases de la production agricole (moindre qualité des sols, raréfaction des ressources en eau, perte de biodiversité, effets du changement climatique...). Les surfaces cultivables sont actuellement peu extensibles<sup>254</sup> à l'échelle planétaire car elles sont concurrencées par l'artificialisation des sols liée notamment à l'urbanisation et par l'essor des usages industriels et énergétiques de l'agriculture (agrocarburants...). Dans le meilleur des cas, la FAO estime que la surface agricole utile pourrait être étendue de 5 %. De même, les rendements élevés obtenus ces dernières décennies grâce à l'agriculture chimique, vont certainement plafonner car ils sont issus de procédés non durables générant notamment des excédents d'azote...

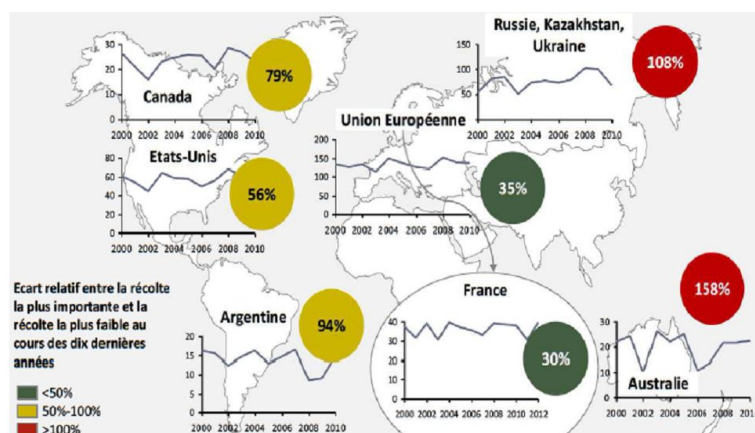
En outre, l'analyse du défi alimentaire ne peut se suffire d'un examen de l'évolution de l'offre. Face à l'offre mondiale de produits agricoles et alimentaires, se dresse une demande très dynamique depuis les années 1990, c'est-à-dire depuis l'insertion des pays émergents dans l'économie mondiale. La demande émanant des pays d'Asie, et singulièrement de la Chine, conduit les experts à s'interroger sur les conditions dans lesquelles la population mondiale va se nourrir d'ici à 2050. Elévation des niveaux de vie, urbanisation, contraintes sanitaires (mélamine dans le lait par exemple), autant de facteurs contribuant, avec la diminution des surfaces cultivables en Chine, à faire de ce pays l'un des tout premiers importateurs de produits agricoles et alimentaires. Le déficit commercial chinois agroalimentaire ne cesse d'ailleurs de se creuser depuis le début des années 2000.

La menace d'une crise alimentaire majeure dans les toutes prochaines décennies ne peut malheureusement être exclue. Dans une telle perspective, l'état de l'agriculture française constitue un atout. Il s'agit, en effet, d'une agriculture pouvant contribuer aux grands équilibres vitaux de la planète, sur bon nombre de produits végétaux et animaux. Sur le plan des productions végétales, l'agriculture

<sup>254</sup> Une progression des surfaces cultivées passerait à l'avenir par la disparition définitive de la forêt amazonienne ou des savanes africaines. L'exploitation des terres vierges n'apparaît non plus comme la solution miracle car n'étant plus productives, leur mise en valeur nécessiterait des investissements lourds aux retombées incertaines.

1 française est un des pays dont les variations de la production de céréales sont  
 2 parmi les plus faibles du monde.

3 Carte 2 : variations annuelles de la production céréalière mondiale



4  
 5 Source : FAO.

6 Ce contexte appelle à mobiliser les diverses possibilités d'améliorer la  
 7 disponibilité alimentaire finale des consommateurs. Pour y parvenir, plusieurs  
 8 pistes pragmatiques et durables peuvent être envisagées :

- 9 • lutter contre les gaspillages afin de compenser en partie la stagnation des  
 10 rendements agricoles. Selon, la FAO 30 % des récoltes sont perdues,  
 11 faute de moyens de stockage ou de transports dans les pays du sud, sous  
 12 forme de rebut de l'industrie agroalimentaire et de produits non  
 13 consommés dans les pays du nord ;
- 14 • modifier les régimes alimentaires qui sont de plus en plus riches en  
 15 protéines animales au fur et à mesure de l'élévation du niveau de vie des  
 16 populations. A défaut d'adopter un régime alimentaire moins carné, il  
 17 faudrait accroître sensiblement la production céréalière destinée à  
 18 nourrir les animaux d'élevage ;
- 19 • réfléchir aux pratiques agricoles afin de développer des modes de  
 20 production utilisant mieux les potentialités de la nature. De nombreuses  
 21 expérimentations existent à l'échelle planétaire - le remplacement du  
 22 labour par des semis directs sur des terres recouvertes en permanence  
 23 par de la paille limitant les besoins en engrais ; la plantation de variétés  
 24 qui produisent des substances naturelles se substituant aux insecticides ;  
 25 le retour des haies autour des champs pour diminuer le ruissellement des  
 26 pluies...

27

Concernant cette dernière piste, on connaît mieux aujourd'hui le potentiel de l'agriculture « à haute intensité environnementale ou écologiquement intensive » qui produit « plus et mieux avec moins ». Selon Bruno Parmentier, « l'idée de base consiste à remplacer la plupart des apports artificiels (labour, engrais, pesticides) par des apports naturels. Faire faire par les plantes ; les animaux auxiliaires de culture (vers de terre, abeilles, coccinelles...) ; les bactéries, champignons... ; ce qu'auparavant, on confiait à la machine et à la chimie »<sup>255</sup>.

#### Encadré 11 : Itinéraires agronomiques à bas intrants en grandes cultures dans l'Aube<sup>256</sup>

L'idée fondamentale est de faire davantage avec la nature pour réduire les factures et la dépendance aux intrants, redonner vitalité aux sols et atteindre l'optimum de productivité agronomique par une meilleure transformation de l'énergie solaire (valorisation de la photosynthèse). La première modification culturale est le non labour et le maintien du champ en végétation toute l'année. Le non labour réduit très significativement la facture énergétique. Assez facile à mettre en œuvre, il concerne aujourd'hui 30 % de la SAU<sup>257</sup> des grandes cultures en France. Au bout d'un certain temps, peuvent cependant se poser des difficultés de désherbage, obligeant, soit au recours à des désherbants, soit à la charrue, soit à une diversification des rotations. L'introduction des légumineuses a l'avantage de faire aussi office de fertilisation naturelle. Une étape supplémentaire est le passage au semis sous couvert végétal. C'est donc toute une nouvelle agronomie avec recours à un nouveau machinisme agricole (semoirs) qui vient prendre corps.

Confronté à des exigences multiples et souvent contradictoires, renvoyé à une image tantôt positive tantôt coupable par la société, l'agriculteur se voit imposer des règles environnementales toujours plus nombreuses alors qu'il fonctionne dans un cadre technique et économique contraint. Pour beaucoup d'agriculteurs, le maintien d'un certain niveau de revenus apparaît comme contradictoire avec les exigences environnementales imposées. Par ailleurs, si les politiques publiques ont tracé un certain cap, il apparaît que l'approche réglementaire atteint vite ses limites. Heureusement, dans le même temps, des groupes d'agriculteurs et des acteurs des filières prennent eux-mêmes des initiatives et inventent de nouveaux modes d'agriculture à valeur écologique ajoutée, conciliant durablement la productivité, ou le revenu, et la bonne gestion et la restauration des ressources naturelles.

<sup>255</sup> Bruno Parmentier est ancien directeur de l'École supérieure d'agriculture (ESA), ingénieur des mines et économiste, il est l'auteur d'un ouvrage de référence, Nourrir l'humanité, sur le défi alimentaire. Il en décrypte, dans cette interview accordée à la chaîne Arte le 21/6/2012, les enjeux.

<sup>256</sup> Extrait d'une étude conduite par Guillaume Benoit au Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux – La France et ses campagnes 2025-2050 – Regards croisés filières et territoires, juin 2013.

<sup>257</sup> SAU : Surface agricole utile.

Dans l'Aube, la coopérative Nouricia, devenue récemment Vivescia suite à sa fusion avec Champagne Céréales, a été une des premières grandes coopératives françaises à s'engager en 2006 dans une démarche de développement durable avec la volonté d'aller jusqu'à une notation extra-financière. Les grandes cultures (blé, orge, betterave sucrière, luzerne) sont récentes dans ce département, car elles résultent des défrichements opérés après la seconde guerre mondiale dans des sols peu épais. Après une augmentation formidable des rendements qui ont atteint 80 quintaux de blé/ha dans les années 1990, ceux-ci ont commencé à stagner, puis à décroître, et les écarts d'une année à l'autre se sont fortement accrus. Dans le même temps, les taux de matière organique des sols, déjà faibles à l'origine, avaient baissé des 2/3 alors que les prix du phosphore et de l'azote subissaient des variations allant jusqu'à 1 à 3. En outre, pour les responsables de la coopérative, la garantie d'approvisionnement à long terme de ces intrants n'est pas sûre, l'Inde et la Chine ayant acquis une position d'acheteurs dominants. Ceux-ci en ont donc conclu en 1997 qu'il fallait revoir totalement les fondamentaux de l'agriculture. Ils ont été confortés dans leurs démarches par leur connaissance de la nouvelle agriculture de conservation au Brésil.

A l'échelle départementale, Ferme Aube est un réseau qui permet de regrouper les différents organismes relatifs aux grandes cultures autour de questions communes, comme l'eau, les nouveaux itinéraires agronomiques, la communication..., afin de partager des références et transférer l'innovation vers les agriculteurs. L'objectif final est d'augmenter la valeur ajoutée, de relever le défi de la durabilité et de dynamiser le développement régional.

L'agro-écologie associe le développement de l'agriculture à la « protection-régénération » de l'environnement naturel. Les techniques agro-écologiques incluent le contrôle biologique (lutte contre les maladies et les indésirables par des prédateurs naturels), l'agroforesterie (arbres et cultures sur les mêmes parcelles de terre), le stockage naturel de l'eau, les cultures intercalaires, l'utilisation de fumier biologique ou encore le mélange culture-bétail. Toutes ces techniques ont pour caractéristique commune le faible- voire zéro- recours aux intrants extérieurs (engrais chimiques et pesticides). Ces techniques culturales, comme le semis direct, permettent notamment de renouveler les sols en encourageant l'usage de phytosanitaires naturels (neem, caelcedra, cassia amara, cendres de bois...). Ces méthodes favorisent aussi une fertilisation organique, la constitution de haies vives abritant la biodiversité ou encore le reboisement des surfaces.

## Encadré 12 : L'agroforesterie : une solution viable

**Evolution de l'agroforesterie en France**

Aujourd'hui, sur l'ensemble du territoire français, on recense plusieurs types de systèmes agroforestiers traditionnels: les pré-vergers, les cultures intercalaires dans les fruitiers (comme les noyaies du Périgord et du Dauphiné), les cultures intercalaires dans les peupleraies, et les systèmes bocagers (parfois associés à l'élevage). Le recensement effectué en 2001 et 2002 lors du programme européen SAFE a estimé les surfaces agroforestières sur terres agricoles à environ 160 000 ha en France (Paris P., 2002). D'autres systèmes, agroforestiers également, sont souvent associés au sylvo-pastoralisme (pré-bois dans le Jura, châtaigneraies pâturées de Corse et des Cévennes ou encore pâturage en sous-bois méditerranéen).

Mis à part le peuplier et les arbres bocagers, l'arbre agroforestier traditionnel est essentiellement fruitier. Les déclinaisons régionales sont nombreuses : on peut citer les associations de pêcheurs et maraîchage dans le Roussillon, de noisetiers avec grande culture dans le Sud-Ouest, d'oliviers avec vigne en méditerranée ou encore de chênes truffiers associés avec la lavande en Drôme provençale. Les arbres fourragers comme le chêne ou le frêne, dont les fruits ont nourri pendant des siècles les animaux d'élevage, constituaient autrefois une part importante des systèmes agroforestiers. Ils ont largement régressé en France. La pratique de l'émondage des arbres en haie reste cependant encore relativement courante en zone de bocage (Massif Central, Pyrénées, Bretagne, Normandie,...). Dans le Sud-Ouest, les plantations de chênes pédonculés ou de chênes liège plantés à larges espacements occupaient des espaces publics aux abords des villages. Les éleveurs venaient y mener le bétail, qui consommait les glands tombés à terre. Ces plantations ont quasiment disparu aujourd'hui.

Depuis une trentaine d'années, de nouvelles pratiques voient le jour, associant arbres forestiers et agriculture. Issus de l'expérience des pratiques traditionnelles, du travail de la recherche, mais également de l'initiative d'agriculteurs précurseurs, ces systèmes modernes tentent de dépasser les contraintes liées aux systèmes traditionnels. A la fin des années 1980, le Cemagref a mis en place des parcelles expérimentales dans le Parc du Boulonnais (62) ainsi qu'en Auvergne, tandis que l'INRA de Montpellier en collaboration avec le CRPF<sup>258</sup> du Languedoc Roussillon a installé une dizaine de parcelles agroforestières sur prairie en 1988. En 1995, l'INRA crée sur plus de 50 hectares la première expérience de Recherche & Développement associant arbres, grandes cultures et vignes sur le domaine de Restinclières, au nord de Montpellier. Grâce à l'implication de nombreux partenaires (APCA, INRA, associations d'agroforesterie, bureaux d'études, chambres d'agriculture...) une quarantaine de parcelles de démonstration ont été installées dans 6 régions, dans le cadre du programme Agroforesterie 2006/08 financé par la mission DAR du Ministère de l'Agriculture. En 2008, on comptait plus de 300 projets agroforestiers, expérimentaux ou non, répartis sur toute la France. Aujourd'hui, la surface totale en agroforesterie dite « moderne » est estimée à plus de 4 000 ha mais la surface exacte n'est pas connue.

<sup>258</sup> CRPF : Centre régional de la propriété forestière.

1 Les motivations des agriculteurs sont variées : maintien de la biodiversité, protection  
 2 des sols, diversification patrimoniale, création paysagère, développement des ressources  
 3 cynégétiques... L'agroforesterie est envisageable sur tous les types d'exploitation, tant sur  
 4 la nature des productions que sur l'importance de la SAU et le niveau de technicité. Grâce  
 5 à ces pratiques, les porteurs de projets peuvent maintenir leur capital agronomique (sol,  
 6 biodiversité) par l'introduction des arbres, sans réduire leur revenu agricole (capital bois).  
 7 Depuis 2009 et l'ouverture de la première mesure nationale de soutien à la plantation dans  
 8 les parcelles agricoles, des centaines d'agriculteurs se lancent dans des projets : plusieurs  
 9 milliers d'hectares d'agroforesterie ont été mis en place depuis ou sont en cours  
 10 d'aménagement.

## 11 **2. Concilier ville et agriculture**

12 Face à la menace de voir revenir des crises alimentaires, les ressources de  
 13 production agricole apparaissent comme un bien commun. Elles peuvent être  
 14 remises en cause par une extension mal maîtrisée de la ville, et ceci d'autant plus,  
 15 que la demande de logements est forte dans notre pays, notamment en périphérie  
 16 des grandes agglomérations. Contenir l'étalement urbain et concilier la ville avec  
 17 la consolidation d'une production agricole économiquement viable s'inscrit dans  
 18 les objectifs du développement durable.

19 Le projet d'agriculture urbaine du Triangle Vert est fondé sur la volonté de  
 20 mettre en œuvre un projet de développement destiné à maintenir la qualité des  
 21 territoires, leurs activités et leurs paysages. Cette orientation a pour objectif de  
 22 replacer durablement l'Homme et son avenir au cœur des choix de  
 23 développement. Le territoire concerné, d'une superficie 4 500 ha est situé en  
 24 région parisienne. Il est délimité par l'autoroute A10 et les routes nationales  
 25 (N104 et N20). Il apparaît comme une enclave au milieu d'un espace soumis à  
 26 l'étalement urbain et à une forte pression foncière. L'attractivité de ce territoire  
 27 repose sur un juste équilibre entre espaces urbanisés, qui ne représentent qu'un  
 28 quart de l'espace face aux espaces agricoles (40 %) et forestiers (26 %).  
 29



## Encadré 13 : Le projet triangle vert : villes et maraichères

Ce territoire situé à moins de 20 kilomètres de Paris, regroupe cinq municipalités<sup>259</sup>, 28 573 habitants, sur une surface totale de 4 282 hectares dont 40 % d'espaces agricoles, 25 % d'espaces naturels et environ 30 exploitations viables à long terme.

A la demande d'élus locaux désireux de mieux connaître les activités agricoles implantées dans leurs circonscriptions, trois études de territoire ont été confiées à des étudiants de l'école du Paysage de Versailles et des élèves ingénieurs de l'INRA. L'agriculture, encore bien présente, était cependant soumise à de nombreuses contraintes engendrées par sa localisation périurbaine et la recherche de terrains constructibles. Les études ont mis en avant que l'agriculture périurbaine produit en premier lieu des denrées alimentaires mais représente aussi pour les riverains un espace de qualité.

L'échelle pertinente pour des projets agricoles viables étant intercommunale, les cinq communes concernées ont décidé de s'unir pour mieux valoriser les territoires et activités agricoles comme une des composantes essentielles de leurs projets de développement. La préservation de ces espaces agricoles périurbains a également été justifiée par les valeurs économiques, sociales, identitaires et paysagères attachées à ces territoires.

Depuis, le Triangle Vert et ses membres ont développé diverses actions : maîtrise foncière, tracé d'itinéraires de découverte de l'agriculture, sensibilisation des enfants, opérations de nettoyage, expérimentation de techniques agricoles innovantes, protection des cultures sensibles, remise en culture des friches, mise en place de circuits courts pour la distribution des produits, expositions, promenades commentées... L'implication de tous, élus comme agriculteurs, s'est révélée nécessaire pour imposer ce projet.

Les actions menées par le Triangle Vert et ses membres sont soutenues financièrement par : le Ministère chargé de l'Agriculture, le Conseil régional d'Ile-de-France et le Conseil général de l'Essonne.



<sup>259</sup> Le Triangle Vert regroupe les communes de Marcoussis, Saulx-les Chartreux, Champlan, Nozay, Villebon-sur-Yvette, ainsi que leurs agriculteurs.

Encadré 14 : L'île de la Réunion : étalement urbain ou ville et agriculture durable<sup>260</sup>

L'île de la Réunion est un véritable « laboratoire » pour les modes de développement. La région, également département, comprend 24 communes réparties en 4 intercommunalités et 4 SCOT. *Terre à sucre* très productive mais aussi *haute montagne*, la Réunion est confrontée à des défis sociaux, environnementaux et économiques considérables. Depuis plus de 50 ans, elle a montré une *intelligence collective exceptionnelle* pour réussir sa réforme foncière agricole, le développement rural de ses « Hauts » (zone d'élevage, de maraîchage et de tourisme rural et grand espace naturel aujourd'hui classé parc national) et structurer ses filières et ses interprofessions agricoles. Cette brillante réussite lui a permis de maintenir une forte population rurale, aujourd'hui beaucoup mieux formée, de développer le tourisme rural et de structurer l'aval agricole au service des producteurs, des consommateurs urbains et du développement équilibré de l'île. Le nombre d'emplois agricoles directs : 11 700 en 2010, n'a baissé que de seulement 4,5 % en 10 ans contre 22 % en métropole et 21 % dans les autres DOM.

Le développement urbain et celui des transports ont par contre été peu anticipés et mal maîtrisés. La Réunion n'a pas d'infrastructures de mobilité de transports collectifs en sites propres. Le recours généralisé à l'automobile et les nouvelles routes à 4 voies ont ouvert les espaces ruraux à un étalement urbain que seul le dynamisme agricole est venu limiter. Ce développement est lourd de conséquences et de menaces. Dans les Hauts, qui sont l'âme et l'originalité de la Réunion, l'étalement met en péril le maintien de l'élevage dans plusieurs zones et il menace la qualité et l'identité créoles du pays. Dans les Bas, de nouvelles réductions de la sole cannière (actuellement 24 000 ha au total soit 57 % de la SAU) mettraient directement en péril le maintien de la filière (rupture d'équilibre économique des usines en dessous d'un seuil de production) et tous les biens et services produits : 12 000 emplois directs et indirects, 83 millions € exportés, recyclage des effluents d'élevage et prévention de l'érosion des sols, paysages culturels des Bas, stockage du carbone (la canne stocke l'équivalent des émissions annuelles de GES du parc automobile), production d'électricité (11 % du total), potentiel important de chimie verte, place de la Réunion dans la recherche et développement (elle est, pour la canne à sucre, dans le top 5 mondial).

<sup>260</sup> Extrait d'une étude conduite par Guillaume Benoit au Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux. *La France et ses campagnes 2025-2050*, Regards croisés filières et territoires, juin 2013.

Face à la montée des risques, l'île mobilise aujourd'hui un certain nombre d'outils innovants pour mieux protéger son foncier agricole. Le nouveau schéma d'aménagement régional (SAR), un document opposable, impose de densifier les « dents creuses » et fixe des quotas maxima d'extension urbaine par commune. Un comité technique de coordination foncière, animé par la SAFER<sup>261</sup>, a été créé par le Conseil général pour mettre en commun les connaissances, suivre la consommation d'espaces agricoles et engager des travaux communs pour atteindre les objectifs fonciers fixés par les cahiers de l'agriculture. La nouvelle Commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA), créée en novembre 2012 par l'Etat, a un pouvoir d'avis réputé conforme sur les décisions d'urbanisme (SCOT, PLU, permis de construire...), ce qui n'est pas le cas en métropole.

Si les objectifs de l'ancien SAR n'ont pas été atteints, la perte de terres agricoles a cependant commencé à décroître significativement : elle est en effet passée de 700 ha/an dans les années 1990 à 500 ha/an dans les années 2000 et à 200 ha/an aujourd'hui. La Réunion va donc peut-être éviter un scénario catastrophe et montrer la voie à bien d'autres territoires de métropole et d'outre-mer.

### 3. Logique multipolaire et excellence technologique pour une production innovante

De nouvelles dynamiques territoriales, au service d'une production innovante, sont à l'œuvre en France. Elles s'appuient sur des investissements humains, une réunion de compétences complémentaires et la volonté de coopérer. Elles permettent ainsi de dépasser les activités traditionnelles.

Par exemple, le projet Extraliens est porté essentiellement par la CCI de la Drôme et s'inscrit dans la phase préindustrielle de la production. Son objectif est d'assurer la jonction entre recherche fondamentale et appliquée afin de favoriser le développement d'une innovation ayant un débouché industriel et commercial. Il s'appuie sur les atouts intrinsèques à son territoire d'implantation et aux pôles de compétitivité environnants.

#### Encadré 15 : Extraliens plateforme multipartenaires et multi-sites

Extraliens est une plate-forme qui propose une gamme de procédés d'extraction et de séparation, du laboratoire jusqu'aux pré-séries industrielles pour :

- la production de Plantes à Parfum Aromatiques ou Médicinales
- la fabrication d'extraits végétaux & huiles essentielles
- les arômes agro-alimentaires
- la valorisation des biomasses
- la nutraceutique
- la cosmétique
- la parfumerie
- la pharmacie
- la chimie fine.

<sup>261</sup> SAFER : Société d'aménagement et d'établissement rural.

Extralians met en œuvre diverses technologies, utilisées seules ou combinées, notamment :

- l'extraction (à la vapeur d'eau, hydroalcoolique, CO2 supercritique...)
- la séparation et purification (fractionnement par CO2 supercritique, chromatographie préparative...)
- la mise en forme

En tant que plateforme multi partenaires et multi sites, Extralians innove dans son mode de fonctionnement car ses équipements sont répartis au sein de différents sites, la majorité étant localisés sur Nyons (Drôme) au plus près des productions. Elle innove aussi dans son organisation car elle rassemble cinq structures privées et publiques au sein d'un consortium, présidé par Mr Claude Paulin au titre de la CCI de la Drôme.

Extralians s'inscrit également dans une optique interrégionale à travers l'association France Eco-Extraction. Cette association a été créée en 2012 pour le développement et la diffusion des compétences, techniques, méthodes et outils qui interviennent dans le champ de l'Eco-Extraction du végétal.

Avec le partenariat de divers centres de recherche publics (CNRS, CEA, Grandes écoles...), Extralians met en œuvre des transferts de technologie stimulés par l'IFS (Innovation Fluides Supercritiques), réseau d'experts publics et de grandes entreprises. La plateforme fait partie du pôle de compétitivité TRIMATEC<sup>262</sup> et a été labellisé par les pôles PASS<sup>263</sup> et Terralia<sup>264</sup>. Les entreprises qui développent des procédés ou des produits avec elle peuvent ainsi accéder à leurs labels.

#### 4. Activité multiface au service des hommes et du patrimoine

Une entreprise d'insertion fournit plusieurs types de services : formation de personnes souvent loin de l'emploi, réduction du nombre de chômeurs et des dépenses afférentes, réalisation de travaux et de prestations de service susceptibles d'être en concurrence avec d'autres fournisseurs. Les attentes multiformes de sociétés complexes appellent de plus en plus souvent des réponses multifaces.

Depuis 10 ans, Acta Vista<sup>265</sup> développe des chantiers d'insertion professionnelle et de valorisation du patrimoine ancien, en partenariat avec un organisme de formation et une entreprise solidaire à vocation d'insertion. Il s'agit

<sup>262</sup> Trimatec est un pôle de compétitivité sur les écotechnologies au service de l'industrie. Ses actions s'articulent autour de quatre domaines thématiques : la maîtrise des environnements confinés, les applications des fluides supercritiques, l'utilisation des technologies séparatives et la production de la biomasse algale.

<sup>263</sup> Pôle PASS : pôle de compétitivité parfums, arômes, senteurs, saveurs.

<sup>264</sup> Pôle de compétitivité créé en 2005, appelé initialement PEIFL (Pôle européen d'innovation fruits et légumes) devenue Terralia (réseau d'innovation et de croissance).

<sup>265</sup> Fondée en 2002 par l'entrepreneur social Arnaud Castagnède, Acta Vista s'appuie sur une véritable expertise technique pour réaliser des chantiers de restauration du bâti ancien, sur lesquels elle forme des salariés engagés dans un parcours d'insertion professionnelle. Au titre de ses activités d'utilité sociale, Acta Vista bénéficie de l'agrément « entreprise solidaire ». Plusieurs autres certifications attestent de son engagement environnemental prioritaire, dont l'agrément « protection de l'environnement » et « l'ISO 14001 ».

de trois structures complémentaires qui conjuguent leurs vocations sociales, pédagogiques et leurs expertises techniques pour la formation et la qualification des personnes éloignées de l'emploi.

#### Encadré 16 : Une mission sociale au service des hommes et du patrimoine

Le modèle social et économique développé par Acta Vista, BAO (organisme de formation) et son entreprise solidaire intègre :

##### Trois axes :

- l'accompagnement vers l'emploi des personnes en difficulté professionnelle par la formation et la qualification aux métiers du bâtiment ;
- la valorisation du patrimoine bâti classé, ancien ou naturel par la mise en œuvre de chantiers de réhabilitation et de restauration du patrimoine, supports des actions d'insertion et de qualification d'Acta Vista ;
- la sensibilisation de tous les publics au développement durable, à la préservation du patrimoine et à sa transmission aux générations futures.

Son activité peut se résumer en :

##### Quelques chiffres-clés :

- 3 800 demandeurs d'emploi recrutés par Acta Vista depuis 10 ans
- 300 personnes embauchées sur des chantiers du patrimoine chaque année
- 200 000 heures de formation délivrées par an
- 60 % des salariés en insertion admis chaque année à un titre professionnel qualifiant
- 90 % des candidats obtiennent leur certificat de compétence professionnelle

##### Pour illustrer son activité, voici un exemple récent portant sur le projet de restauration du Fortin de la Cride en partenariat avec la Ville de Sanary-sur-Mer

Acta Vista a sollicité la Ville de Sanary-sur-Mer, afin de réaliser en partenariat une action de professionnalisation et de qualification sur les métiers du patrimoine, destinée à des jeunes demandeurs d'emploi sans qualification. Les travaux ont débuté en janvier 2013 et ont pour support pédagogique le fortin de la CRIDE. Cet ouvrage du XVII<sup>e</sup> siècle doit devenir à terme l'« Ecole de la mer et de l'environnement » sous le parrainage de Jean Michel Cousteau.

##### Enjeux du projet :

- Embaucher 16 jeunes sans qualification en contrat de professionnalisation durant 1 an pour les qualifier au métier d'ouvrier qualifié en restauration du patrimoine ;
- Conduire à l'emploi ces personnes dans le secteur du BTP ;
- Accompagner la création d'activité dans la maçonnerie du bâti ancien ;
- Sauvegarder le fortin de la Cride pour y créer l'école de la mer et de l'environnement.

##### Impacts :

- Social et emploi: 48 personnes (16 par an) seront embauchées, formées, qualifiées, accompagnées à l'emploi et/ou à la création d'activité sur le bassin d'emploi Ouest Var ;
- Patrimonial : la valorisation du fortin datant du XVII<sup>e</sup> siècle est ancrée dans le patrimoine historique et culturel local ;
- Intérêt Collectif : le site est destiné à devenir l'école de la mer et de l'environnement.

**Equipe :**

- 1 directeur des travaux ;
- 2 chefs de chantier/formateurs ;
- 1 responsable pédagogique ;
- 16 Salariés en Contrat de professionnalisation ETP par an sur 3 ans.

**Partenaires et mécènes :**

- Ville de Sanary ;
- Mécénat Fondation d'entreprise Total
- Fondation du Patrimoine
- Fondation VEOLIA Environnement

En mars 2012, le cabinet de conseils McKinsey & Cie<sup>266</sup> a rendu une étude sur le modèle Acta Vista qui révèle que l'embauche de chaque demandeur d'emploi dans le cadre de ses chantiers génère un gain de 7 à 10 K€ pour la collectivité, soit 1,3 M€ / an. De même, son essaimage au niveau national, à marché constant, permettrait la création de 5 000 contrats de réinsertion par an et de générer un bénéfice annuel de 36 à 54 millions d'euros pour les collectivités. En 2010, une moyenne de 188 personnes est en phase de réinsertion sur les chantiers d'Acta Vista, pour une durée d'environ 8,5 mois.

**5. Du rejet de mauvaises conditions de travail à l'éco-innovation**

Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels les acteurs ont à faire face peuvent de moins en moins être traités séparément dans le concret d'une activité précise. Les éléments techniques et organisationnels des réponses à apporter sont de plus en plus intriqués. De là, découle la justification d'une conception de plus en plus intégrée et amont à la fois des produits eux même, de leurs processus de fabrication et jusqu'à leur recyclage en fin de vie. La notion d'éco-innovation regroupe toutes les phases précédemment décrites. C'est bien ce à quoi certaines entreprises ont abouti par étapes successives.

Le sport de glisse en mer est devenu le symbole de valeurs (à telle enseigne qu'une école s'est donné pour objectif d'en enseigner les « vraies valeurs ») : liberté, amitié, respect et protection de la nature, santé, etc. Le surf est aussi l'emblème d'activités économiques qui utilisent son image et ses valeurs pour leur promotion. Elles représentent 11 milliards de dollars par an au plan mondial. Le chiffre d'affaire de la fabrication des planches de surf, n'est lui que de 11 % avec 1,25 milliard. Alors, quand trois ingénieurs pratiquant le surf prennent conscience du contraste entre cette image et la réalité d'une fabrication particulièrement dangereuse pour la santé des travailleurs et nocive pour

<sup>266</sup> Etude d'impact de l'entrepreneuriat social. L'action de dix entrepreneurs sociaux soutenus par Ashoka a été quantifiée et qualifiée par McKinsey en termes de bénéfices économiques engendrés pour la société.

1 l'environnement, cela les pousse au dépassement pour développer un mode de  
2 fabrication durable et plus conforme aux valeurs véhiculées par ce sport.

3 Encadré 17 : Entreprise Notox à Anglet, Pyrénées Atlantiques<sup>267</sup>

4 Au départ, la révélation qu'un des plus gros fabricants de matières premières pour les  
5 planches de surf aux Etats-Unis venait de fermer ses portes pour des raisons  
6 environnementales mais aussi pour des raisons de santé car ses employés contractaient des  
7 maladies. La réaction de cette industrie a été de disséminer et morceler la production dans  
8 divers pays du monde où les problématiques environnementales et sanitaires étaient bien  
9 moins gênantes : Chine, Brésil, Thaïlande, Afrique du Sud, etc.

10 La découverte des conditions de travail chez les artisans locaux qui fabriquaient des  
11 planches n'a pas été moins surprenante. Dans des ateliers vaguement équipés, toutes les  
12 étapes de la fabrication mettent en œuvre des produits et des processus particulièrement  
13 toxiques et dangereux pour la santé et nocif pour l'environnement : résines synthétiques,  
14 puissants solvants, poussières de fibres extrêmement fines, etc.

15 Les trois ont quitté leur poste, accepté un moindre revenu et créé un atelier  
16 entièrement équipé aux normes d'hygiène, de santé, de sécurité et d'élimination des  
17 déchets en liaison avec la médecine du travail, les syndicats de gestion des déchets, etc. :  
18 le « Lab ». Les coûts élevés de ces équipements les ont conduits à une optique de  
19 mutualisation en proposant l'utilisation du Lab aux divers artisans locaux, leur permettant  
20 de communiquer sur leurs conditions de travail et de se différencier de la concurrence  
21 asiatique.

22 L'étape suivante les a conduits à une évaluation environnementale de la production  
23 des planches en partant de la production de déchets. Là encore le constat a été  
24 extrêmement négatif : matières premières venant de toutes les régions du monde,  
25 parcourant des milliers de km, produits composites impossibles à recycler (une planche de  
26 surf de 3 kg génère 6 kg de déchets toxiques dangereux qui demandent des traitements  
27 spécialisés), etc. Un travail de R&D leur a permis de développer des solutions de  
28 remplacement prenant en compte des critères écologiques, éthiques avec des qualités  
29 technologiques permettant de garantir des performances supérieures aux planches de surf  
30 normales : fibres de lin, résines époxy biosourcées, polystyrène recyclé, process de  
31 fabrication qui réduit le temps d'exposition aux produits, matières premières produites  
32 régionalement, moins de déchets et recyclage effectif de 75 %, plus qu'un seul kg de  
33 déchets dangereux là où avant il y en avait cinq.

34 Et pour la suite, NOTOX s'est rapprochée d'une entreprise de chimie verte issue du  
35 CNRS Grenoble. Elle travaille sur un projet de composite mono-matériau fabriqué à partir  
36 de seule cellulose produite de façon renouvelable par tous les végétaux, et recyclable en  
37 totalité de façon quasi-indéfiniment.

38 Pour l'avenir, il pourrait être envisagé de commercialiser à l'international le  
39 concept de « Modulab », entité de production adaptée aux conditions et  
40 ressources locales de différentes régions du monde ?  
41

<sup>267</sup> <http://www.notox.fr>.

## 1      **6. L'économie de la fonctionnalité dans la pratique**

2            Nous le verrons dans la partie III-C, l'économie de fonctionnalité privilégie  
3 la vente du service répondant au besoin plutôt que celle du produit ou des  
4 matériels qui permettront de satisfaire ce besoin. Par exemple, un confort  
5 thermique plutôt que la chaudière et tout le système de chauffage. C'est l'une des  
6 voies pour découpler, au moins partiellement le développement du bien-être des  
7 consommations de ressources naturelles et de matières premières.

8            Periculum Minimum est un cabinet conseil dont la mission est  
9 d'accompagner les entreprises ou les collectivités locales à changer de modèle en  
10 adoptant l'économie de fonctionnalité ou l'économie de l'usage. Sur son site, ce  
11 cabinet recense des cas concrets d'économie de la fonctionnalité, de façon à  
12 illustrer le concept en montrant ses succès et échecs, ainsi que la variété de ses  
13 applications<sup>268</sup>.

14                                      Encadré 18 : Contrat de performance énergétique  
15                                      (Conseil régional d'Alsace et Cofely)

16            Le conseil régional d'Alsace doit assumer les responsabilités des lycées régionaux.  
17 Inquiet de la montée des prix de l'énergie et soucieux de son exemplarité quant aux  
18 émissions de gaz à effet de serre, il redéfinit sa stratégie énergétique mais se heurte à  
19 l'importance des investissements correspondants, 70 % du patrimoine ne répondant pas  
20 aux exigences de la RT 2000<sup>269</sup> (Réflexions en 2006 et accélération en 2008).

21            Le conseil régional, après diverses étapes s'étalant sur la période 2006 – 2009, conclut  
22 un Contrat de Performance Energétique (CPE) avec Cofely (GdFsuez), comprenant les  
23 objectifs suivants :

- 24            - réduire de 30 % la consommation en énergie primaire ;
- 25            - limiter significativement les émissions de gaz à effet de serre ;
- 26            - recourir aux énergies renouvelables à hauteur de 20 %.

27            Un premier lot de 14 lycées, parmi les plus énergivores et également répartis sur le  
28 territoire pour un bon retour d'expérience est défini. Cofely prend en charge :

- 29            - les travaux d'isolation ;
- 30            - les travaux de mise en œuvre d'une télégestion ;
- 31            - les travaux de production d'énergie (chaufferies bois, pompes à chaleur,  
32 raccordement à un réseau de chauffage urbain, panneaux photovoltaïques sur 5000 m2 de  
33 toits via un tiers opérateur) ;
- 34            - la maintenance et s'engage sur des paramètres de confort.

<sup>268</sup> On y retrouve notamment l'exemple de la société Michelin qui sera présenté plus en détail dans le III-C.

<sup>269</sup> La réglementation thermique 2000 fixe une limite maximale à la consommation énergétique des bâtiments neufs pour le chauffage, la ventilation, la climatisation, la production d'eau chaude sanitaire et l'éclairage.



Alors que le budget annuel est de 65 M€ pour les 76 lycées de la région, l'investissement de 30 M€ concernant les 14 choisis est pris en charge par Cofely ; la consommation d'énergie primaire est réduite de 35 % et les rejets de gaz à effet de serre de 65 %.

Le loyer versé par le CR est en partie financé par les économies d'énergie réalisées. Cofely bénéficie d'une phase d'exploitation de 18 ans contre 5 années pour les contrats classiques.

Par ce recours à un CPE, le CR Alsace accélère la modernisation des lycées grâce à un financement extérieur qui est en partie payé par les économies réalisées.

Cofely voit sa clientèle fidélisée et une gestion amortie sur 18 ans, avec un retour d'expérience lui donnant un avantage concurrentiel dans d'autres négociations.

## 7. Conférence de citoyen et jurys citoyens<sup>270</sup>

Faire émerger un avis apportant un éclairage citoyen sur une problématique ou une controverse complexe habituellement ouvertes aux seuls experts, tel est l'objectif de ce type de méthode. Certaines collectivités territoriales se sont engagées dans l'organisation d'un dialogue entre citoyens profanes et experts afin de minimiser les incertitudes et divergences d'opinions sur divers débats. L'enjeu est de produire une opinion publique éclairée grâce aux échanges d'expériences, aux débats avec les experts et aux confrontations de points de vue contradictoires.

Dans l'étude « *Réfléchir ensemble à la démocratie de demain* », l'une des pistes mise en avant par notre assemblée consiste à expérimenter des dispositifs de participation citoyenne en son sein pour notamment organiser un flux d'échanges entre pouvoir et société<sup>271</sup>.

Encadré 19 : Conférence de citoyens sur l'assainissement de l'eau à Bordeaux en 2010

### 1. Cadre

La Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) devait répondre à la question de l'accès en ressources en eau face à la prévision d'accroissement de population. Elle élabore un projet global « Eau et assainissement » pour la réorganisation de la gestion de l'eau dans la ville, projet complexe, aux impacts multiples et engageant des investissements de long terme. A cette occasion, elle met en place deux types de nouveaux outils de démocratie participative : une alliance de forum ouvert et de conférence de citoyens.

<sup>270</sup> Exemple tiré de « *Démocratie participative - guide des outils pour agir* » - Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme – 2013.

<sup>271</sup> La délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publique du CESE dans son étude « *Réfléchir ensemble à la démocratie de demain* » adoptée par le Bureau du CESE le 23/04/2013, aborde notamment la question des démarches de participation citoyenne à toutes les échelles de gouvernance, ainsi que les conditions de réussite de ces dispositifs...

## 2. Pratique

La démarche de participation de la CUB comprend plusieurs étapes, avant la concertation publique, une phase d'investigation a abouti à un livre vert faisant émerger les thèmes de l'eau porteurs d'enjeux sur le territoire. Cette phase d'investigation a été complétée par une phase de débats qui a donné lieu à un livre blanc de la politique de l'eau. Dans ce contexte, la collectivité a ensuite élargi la démarche à un processus participatif. Une conférence de citoyens a réuni un panel de citoyens puis un forum a été ouvert au grand public.

Pour la conférence de citoyens, les participants ont été recrutés grâce à un questionnaire envoyé aux usagers. Après un premier week-end de formation, les participants, lors d'un deuxième weekend, ont consolidé ces connaissances et formulé des pistes d'action (12 thématiques sur lesquelles réfléchir). Enfin, c'est au cours du dernier week-end que les citoyens ont été amenés à rédiger l'avis avec des propositions et des recommandations. Cet avis a ensuite été exposé publiquement lors de deux présentations devant des représentants de la CUB.

## 8. Service Civique et autres actions d'éducation citoyenne par l'action

Le Service Civique, lancé en 2010, permet de développer chez les jeunes générations un esprit d'engagement citoyen et de montrer que chacun a un rôle à jouer dans la construction de la société de demain. Il mobilise l'énergie et la créativité des jeunes pour contribuer à relever les défis sociaux et environnementaux auxquels nous devons faire face, tout en leur offrant une expérience formatrice valorisable sur le marché de l'emploi. Ce genre de dispositif, ainsi que tous ceux qui, dans ou hors de l'école, développent l'esprit d'initiative et l'engagement solidaire, sont des forces pour notre pays, qu'il conviendra de développer.

## 9. Vers la réduction du mille-feuille institutionnel français

Il ne s'agit pas ici d'un exemple. Malheureusement pourrait-on écrire, tellement le CESE s'est exprimé de fois, pour souhaiter la simplification de l'organisation de l'Etat et des collectivités territoriales. Malheureusement pourrait-on ajouter tellement les avis en France comme depuis l'étranger (OCDE, Union européenne) s'accumulent pour dénoncer la complexité et le coût de notre organisation politique et administrative pléthorique qui nuisent à l'efficacité de l'action publique.

Le 6 juillet 2003, les électeurs corses ont rejeté à 51 % un projet d'évolution statutaire qui aurait conduit à la fusion des deux départements de Corse pour instituer une collectivité territoriale unique. Dimanche 7 avril 2013, à travers le référendum qui leur est proposé, les Alsaciens rejettent la fusion de leurs région et départements. A dix ans d'intervalle, ces échecs signifient-ils la fin de tout espoir d'améliorer le dispositif national ?

Face aux regrets exprimés par Philippe Richert<sup>272</sup> : désormais, « *la question du millefeuille (administratif) reste ouverte. Nous avons raté le coche pour dix, quinze ou vingt ans* », on peut se rappeler l'influence qu'a eue la loi « Chevènement » du 12 juillet 1999 en favorisant l'intercommunalité via notamment par l'incitation de la taxe professionnelle unique. En 2009 plus de 90 % des communes sont regroupées. Des discussions existent :

- sur la nouvelle vague de décentralisation ;
- autour du Grand-Lyon où le maire propose de confondre dans un même ensemble le Conseil général et l'ancienne Courly dans une nouvelle métropole ;
- sur le projet de métropole « Aix – Marseille Provence » ;
- sur les débats et oppositions dans la forme institutionnelle que doit prendre le futur Grand-Paris ;
- ...

#### B - INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES, QUELS POTENTIELS ET DANGERS ?

Au cours de la mandature précédente, deux avis portant sur « *Les nanotechnologies* » et « *Les biomédicaments : des opportunités à saisir pour l'industrie pharmaceutique* » avaient abordé la question des potentiels et risques soulevés par des innovations technologiques majeures pour la santé, l'électronique, les TIC... « L'avenir n'est pas écrit » remarquons-nous plus haut, mais « l'avenir se construit déjà sous nos yeux ». Il se prépare notamment dans les laboratoires scientifiques et à travers les expérimentations techniques. Pour les principaux défis du futur (alimentation, environnement, énergie, ressources naturelles, transports, communication, etc.) que peut-on attendre des innovations voire de ruptures technologiques dans les prochaines années ? Quelles potentialités notre pays dispose-t-il dans les différents secteurs ? Quelles attentions et vigilances garder pour identifier et contenir les risques d'utilisation ou d'applications dommageables à court ou long terme ? Quelle éthique, quels modalités et organes pour accompagner et contrôler de façon à la fois raisonnée et démocratique le déploiement croissant des outils technologiques dans tous les compartiments de la vie humaine ? Quelles impulsions et quels soutiens pour que les acteurs français puissent au mieux contribuer à relever ces défis ?

La masse des connaissances scientifiques n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui. De nouvelles technologies se développent chaque jour. Leurs applications recèlent à la fois des potentialités et des menaces. Elles concernent une part sans cesse croissante de nos activités et de nos modes de vie. Elles appellent des débats raisonnés avec un public éclairé, en particulier au sein de la société civile organisée. « *Il nous faut retrouver confiance dans le progrès* » nous a rappelé Alain Juppé dans son introduction à la présentation de l'avis « Financer

<sup>272</sup> Philippe Richert, principal initiateur du projet, président du conseil régional d'Alsace (UMP).

la transition écologique et énergétique » le 10 septembre 2013. Dans cette partie de notre rapport annuel résolument tournée vers l'avenir, une revue des potentiels d'innovation dont dispose notre pays a évidemment toute sa place.

Le CESE a bâti un partenariat ancien avec l'Académie des technologies, se concrétisant par un évènement annuel au CESE sur les avancées techniques et technologiques. Sollicitée, l'Académie s'est passionnée pour cet exercice et nous a livré une synthèse collective de travaux prospectifs de ses différentes commissions jointe au présent rapport.

D'emblée, l'Académie des technologies souligne que l'Europe élabore actuellement le programme de recherches Horizon 2020<sup>273</sup> dont l'architecture s'appuie sur l'excellence scientifique, la primauté industrielle et les défis sociétaux. Ainsi, les grandes inflexions technologiques qui marqueront la vie économique, l'environnement, la vie sociale et culturelle de la France en 2030, sont en grande partie décrites dans ce programme et déjà présentes dans les résultats de la recherche technologique actuelle.

La France, quant à elle, avec 1 % de la population mondiale, ne peut prétendre à « inventer » elle-même toutes les technologies et leurs applications. Il faut savoir s'approprier et mettre en œuvre si nécessaire ce qui est développé par les autres pays. Et dans le même temps, les potentialités offertes pour la France par les technologies et les voies à encourager se situent dans de nombreux domaines.

L'épanouissement de ces potentialités doit être mis en regard avec les risques qu'elles recèlent. Si un environnement réglementaire et économique qui stimule les initiatives pour tirer parti des avancées technologiques est indispensable, il est essentiel d'accompagner les réflexions sur les technologies par celles sur leurs conséquences sociales et environnementales dans tous les aspects et sur les conditions de leur acceptabilité, tant la société de demain sera modelée dans toutes ses dimensions par la façon dont elle s'appropriera les technologies et par les choix d'utilisation qu'elle en fera. Le choix des informations et les opinions exprimées par l'Académie des technologies ne sauraient engager notre Assemblée. En revanche, ils peuvent éventuellement nous inciter à certaines saisines et à l'ouverture de débats.

### C - QUELLES NOUVELLES FORMES D'ÉCONOMIE ET D'ORGANISATION SOCIALE ?

Dans quels termes la vieille question (au moins bi-séculaire) des rapports entre l'efficacité économique et l'équité sociale se renouvelle depuis une quarantaine d'année avec l'émergence du contexte environnemental, des risques générés par le changement climatique, de l'épuisement des ressources naturelles, des atteintes à la biodiversité, des pollutions diverses... ? C'est ce sur quoi

<sup>273</sup> Note : [http://ec.europa.eu/research/horizon2020/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/research/horizon2020/index_en.cfm).

travaille Christian du Tertre<sup>274</sup> quand il cherche à déceler comment rendre compatible sur la longue période la préservation de l'environnement, l'équité sociale, le développement économique et une gouvernance mobilisant les « parties prenantes », objectif d'un développement durable.

Certes, et ce rapport en témoigne, on peut observer une grande diversité d'expériences et d'innovations surtout dans le domaine environnemental. Mais de grandes difficultés apparaissent à changer d'échelle, à ne pas opposer les trois dimensions du développement durable et à faire émerger un mode de régulation qui mobilise les différentes « parties prenantes ».

Christian du Tertre propose une présentation synthétique des modèles économiques d'entreprise prenant en compte la dimension environnementale de leur activité :

	Absence d'implication territoriale	Présence d'implication territoriale
Logique industrielle / investissements matériels	Modèle « <i>industriel propre</i> »	Modèle de l'économie circulaire
Logique servicielle / investissements immatériels	Modèle d'économie de fonctionnalité au stade 1, ou modèle serviciel	Modèle d'économie de fonctionnalité au stade 2, ou modèle coopératif

Bien évidemment, les situations pratiques allient souvent des proportions variées de chacun de ces *modèles*. Christian du Tertre formule quelques conditions au passage d'un modèle à un autre :

- prendre en compte les comportements et modes de vie des clients, des usagers, au sein des territoires ;
- intégrer les enjeux du travail aux logiques de R&D ;
- mutualiser les investissements immatériels ;
- rendre cohérents les dispositifs d'évaluation des entreprises et des territoires.

<sup>274</sup> Christian du Tertre, Professeur à l'Université Paris Diderot, Themes de recherche : Economie industrielle, économie des services, économie des ressources humaines, économie immatérielle, économies d'entreprise, dynamiques sectorielles et territoriales. Directeur de la rédaction de l'ouvrage collectif : L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ? – 2011. Audition au CESE, section de l'économie et des finances, 2013-07-03.

Il envisage trois leviers pour y parvenir :

- la coopération entre entreprises ;
- la coopération entre entreprises et organismes d'intermédiation ;
- la coopération entre directions des institutions territoriales.

On le voit, les modèles les plus à même de s'inscrire dans une perspective de développement durable demandent de la transversalité, de la mutualisation, des coopérations : l'inverse en quelque sorte d'un modèle fondé sur la concurrence ; l'inverse d'un système de marché sur lequel on pourrait trouver des produits équivalents fabriqués et mis en marché par des producteurs indépendants. De plus en plus essentiel devient la pertinence d'éléments matériels et serviciels agencés de manière complémentaires dans une « solution » unique et adaptée. En fait, affirme Christian du Tertre, on est déjà sorti depuis longtemps d'une économie de marché (au sens de la doxa européenne du marché unique). Avec l'avènement et la diffusion à large échelle des modèles d'économie de fonctionnalité, on assistera à une profonde remise en cause du système de concurrence.

Anne-Sophie Novel<sup>275</sup> a établi le 2 mai 2013 un tableau synthétique des « différents termes qui reviennent souvent dans l'actualité pour qualifier les modèles économiques émergents et à venir qui cherchent à fournir des réponses aux enjeux du siècle ». Nous ne reviendrons pas sur certaines formes d'économie au caractère plus ancien et qui, pour l'essentiel, diversifient la relation entre l'économie et le social ; notre assemblée s'est prononcée sur « *Entreprendre autrement : l'économie sociale et solidaire* » dans un avis adopté en janvier 2013 en soulignant son caractère innovant. Nous n'anticiperons pas plus l'étude actuellement en cours (au moment de la rédaction de ce rapport), menée par Michèle Debonneuil sur « *Les solutions quaternaires pour aider à sortir de la crise* »<sup>276</sup>. En revanche, nous survolons ci-après un certain nombre de notions émergentes contributives, peut-être d'un nouveau modèle de développement.

### 1. L'économie positive

Cette économie a été définie par M. Rouer et A. Gouyon dans l'ouvrage intitulé « *Réparer la planète, la révolution de l'économie positive* », publié en 2005. Cette économie se définit par rapport à l'économie considérée comme négative (c'est-à-dire celle dont la croissance a pour effet notamment de dégrader l'environnement), l'économie dite neutre (considérée comme « *celle des écologistes des années 1970, moins polluante mais qui ne résout en rien les problèmes environnementaux existants* »<sup>277</sup>) et la positive, qui se veut réparatrice de l'environnement tout en générant des profits.

<sup>275</sup> Journaliste indépendante, dans son blog sur *Le Monde.fr*.

<sup>276</sup> Section de l'économie et des finances.

<sup>277</sup> Selon M. Rouer.

Selon M. Rouer, cette économie s'applique « à tous les secteurs aussi bien les transports que le bâtiment, l'agriculture, l'énergie ou encore les biens de consommation. Elle déssectorise l'environnement. Elle le passe d'une logique sectorielle à une logique mainstream<sup>278</sup> et fait évoluer nos repères scientifiques, technologiques, économiques et financiers. Au point de questionner la vulnérabilité des modèles d'affaires, des produits et des services existants. »

Aujourd'hui, le terme a été repris par Jacques Attali qui préside notamment le Mouvement pour une économie positive. Ce mouvement part du constat que « la crise économique et sociale qui frappe la grande majorité des pays industrialisés est plus qu'une simple crise, il s'agit d'une mutation en profondeur de nos modèles de création de richesse qui doit être l'occasion de prendre conscience des limites du système actuel orienté vers la maximisation du profit, le court-termisme et l'individualisme ».

La réflexion de ce mouvement s'inscrit dans les perspectives du développement durable, en entretenant un rapport au temps qui prend en compte le bien-être des générations futures pour réfléchir à un nouveau paradigme économique plus juste, équilibré et responsable : « une économie dite "positive" dans laquelle les richesses créées ne sont pas une fin en soi, mais un moyen pour servir des valeurs supérieures, éthiques, altruistes ; une économie qui intègre un horizon de temps long, qui replace l'homme au cœur de ses objectifs, un modèle éminemment inclusif au service de l'économie réelle ».

L'économie positive s'intéresse aussi à la société de la connaissance et à une nouvelle façon de transmettre les savoirs aux décideurs de demain, tout en cessant la « prédation des ressources naturelles », en inventant de nouvelles solutions énergétiques... « Ces objectifs de soutenabilité et de durabilité doivent être partagés par tous, entreprises, Etats et citoyens dans les pays développés comme ceux en développement ».

Pour promouvoir cette forme d'économie, le mouvement présidé par J. Attali, malgré sa jeunesse, a déjà pris diverses initiatives telles que la rédaction collective de rapports, la réalisation de forums annuels<sup>279</sup>, l'organisation de concours auprès des écoles et universités du monde entier<sup>280</sup>...

## 2. L'économie circulaire ou écologie industrielle

Tirer des ressources à partir des déchets, c'est sur des réalisations dans cette direction qu'est né le concept d'écologie industrielle. Cette forme économique est souvent évoquée ces temps-ci : nouvel institut de l'économie

<sup>278</sup> Le qualificatif anglais de « mainstream » est utilisé ici pour indiquer le passage à une prise en compte de l'environnement par les méthodes de décision habituelles dans tous les secteurs de la vie économique et sociale.

<sup>279</sup> Le prochain forum se tiendra les 26 et 27 septembre 2013 au Havre.

<sup>280</sup> Via une sélection de projets, l'objectif est de promouvoir de nouvelles idées, des modèles économiques innovants...

1 circulaire créé en février 2013 à Paris, travaux de l'Institut Inspire, ouverture  
 2 d'une chaire de recherche intitulée « *business as unusual* » dédiée au sujet par  
 3 Euromed Management, ou encore focalisation de la fondation Ellen Macarthur.

4 L'économie circulaire est au centre de l'actualité. La conférence  
 5 environnementale des 20 et 21 septembre 2013 au Palais d'Iéna lui a consacré  
 6 l'un des cinq nouveaux chantiers. L'économie circulaire doit contribuer  
 7 à l'évolution des modes de consommation et de production pour économiser les  
 8 ressources ; permettre le développement des filières industrielles, notamment le  
 9 recyclage et la valorisation des déchets et favoriser le développement des projets  
 10 de territoire et des circuits courts de distribution, avec les collectivités locales et  
 11 les entreprises. Ce thème fait l'objet d'une saisine actuelle de la section des  
 12 activités économiques du CESE.

13 La première expérience significative d'écologie industrielle est apparue au  
 14 Danemark sur le site de Kalundborg. Six organisations différentes se sont  
 15 regroupées depuis les années 1970 : la mairie, une centrale énergétique, un  
 16 fabricant de plâtre, une entreprise pharmaceutique, une autre de traitement des  
 17 sols, une raffinerie pétrolière. La symbiose de Kalundborg comporte aujourd'hui  
 18 un réseau dense d'échanges d'eau, d'énergie et de sous-produits issus des diverses  
 19 activités industrielles et humaines menées sur le site. L'essentiel des déchets des  
 20 uns est utilisé comme matière première par les autres : chaleur et vapeur, eau, gaz  
 21 issus de la raffinerie, gypse de synthèse, biomasse et engrais liquide, cendres  
 22 volantes issues de la combustion du charbon dans la centrale, boues d'épuration,  
 23 etc.

24 En France la première mise en oeuvre de cette notion s'est concrétisée à  
 25 Grand-Synthe à 6 kilomètres à l'ouest de Dunkerque. Cette initiative est  
 26 aujourd'hui pilotée par le réseau Ecopal, créé en 2001, qui compte environ 200  
 27 membres, grandes entreprises, PME, associations ou particuliers. Ses objectifs  
 28 étaient d'identifier des opportunités pour un meilleur usage des ressources et  
 29 d'élaborer une méthodologie d'étude pour une zone industrielle française  
 30 standard.

31 Le but visé par l'économie circulaire vise une utilisation cyclique de la  
 32 matière, par le recyclage des déchets et la réutilisation des objets, dans l'idéal  
 33 sans prélèvement de matières premières et ressources non renouvelables. En  
 34 théorie, cela signifie produire des objets en prévoyant dès leur conception leurs  
 35 possibles réutilisations, la revalorisation des déchets générés, la production dans  
 36 les moindres quantités possibles de nouvelles matières avec une utilisation en  
 37 priorité de produits recyclés. Ce processus nécessite de réduire rapidement  
 38 l'utilisation de composants comportant un risque pour la santé humaine ou pour  
 39 l'environnement.

40 L'objectif également poursuivi vise à favoriser la baisse des coûts de  
 41 production pour rendre les produits plus accessibles aux populations en difficulté  
 42 économique. L'accroissement du coût des matières premières, le développement



1 de technologies de plus en plus coûteuses pour les extraire, impactent  
2 sensiblement le prix final au consommateur.

### 3 **3. L'économie de la fonctionnalité**

4 Liée à l'économie circulaire, l'économie de la fonctionnalité repose sur la  
5 vente de l'usage d'un produit et des services associés plutôt que sur la vente du  
6 produit lui-même. Ceci permet un découplage entre la valeur ajoutée et la  
7 consommation d'énergie et de matière première. Sur le site spécifique à  
8 l'économie de la fonctionnalité, Clarendce Edwin Ayres<sup>281</sup>, a la première  
9 dénoncé la fausse proportionnalité entre croissance et consommation de  
10 ressources matérielles : « *cette proportionnalité n'existe pas, elle est simplement*  
11 *supposée. Les lois, de la nature imposent aucun besoin minimal – ni de masse, ni*  
12 *d'énergie – pour produire une unité de PNB* ». Pour Michel Godet<sup>282</sup> : « *nous*  
13 *sommes passés d'une économie de destruction de biens à une économie de*  
14 *fonctionnalité, d'optimisation des biens et de recherche du bien-être* ».

15 En France, le club économie de la fonctionnalité et du développement  
16 durable<sup>283</sup> suit de près ce sujet et l'Institut Inspire<sup>284</sup> travaille actuellement avec la  
17 région PACA sur un guide méthodologique dédié à la méthode NOVUS  
18 (Nouvelles opportunités valorisant l'usage et le service) visant à préparer le  
19 territoire à une transition vers une économie plus sobre en ressources naturelles,  
20 tout en étant créatrice de valeurs et de nouveaux emplois.

21 Un des intérêts de l'économie de la fonctionnalité est de mettre à mal le  
22 concept d'obsolescence programmée<sup>285</sup>. Une économie et des *business models*  
23 d'entreprise fondés sur un volume de produits à vendre, a fortiori dans des  
24 économies saturées orientées essentiellement vers les marchés de remplacement,  
25 ne valorisent pas assez les produits qui durent longtemps. En effet, la durée de  
26 vie d'un produit doit être suffisamment longue pour qu'il soit compétitif face à  
27 ses concurrents mais pas trop car cela retarde le rachat de remplacement.

28 *A contrario*, la vente d'un service sans transfert de propriété du bien qui  
29 l'assure incite à concevoir des équipements robustes, aisément et longtemps  
30 réparables, démontables et, chaque fois que possible, recyclables. L'exemple de

<sup>281</sup> Philosophe et sociologue universitaire américain (1891-1972).

<sup>282</sup> Professeur au CNAM et membre du Conseil d'analyse économique.

<sup>283</sup> Ce club réunit depuis 2007 des chercheurs en sciences sociales, des cadres d'entreprises, des consultants, des membres d'institutions territoriales... pour instruire des sujets émergents de création de valeurs au sens économique et sociétal ([www.club-economie-fonctionnalite.fr](http://www.club-economie-fonctionnalite.fr)).

<sup>284</sup> L'institut INSPIRE (Initiative pour la promotion d'une industrie réconciliée avec l'écologie et la société) est une association ayant pour objet la mise en place d'un centre de réflexion, de mutualisation des connaissances et d'actions au service de la réconciliation de l'économie et de la biosphère ([www.inspire-institut.org](http://www.inspire-institut.org)).

<sup>285</sup> Le comité économique social européen élabore actuellement un avis d'initiative « *pour une communication plus durable : la durée de vie des produits de l'industrie et l'information du consommateur au service d'une confiance retrouvée* ». Il a réalisé plusieurs auditions sur l'obsolescence programmée de produits de consommation.

la société Rank-Xerox est connu depuis déjà longtemps, pour avoir mis ses photocopieurs à disposition des clients, assuré leur maintenance sur site, et facturé au nombre de copies. Évidemment, l'entreprise trouve un intérêt à ce que ses appareils durent longtemps et soient aisément réparables.

La théorie de l'économie de fonctionnalité a été diffusée en France au cours des années 2000 et popularisée au moment du Grenelle de l'environnement, comme une approche à amplifier.

Depuis le Sommet de la Terre, c'est une démarche fréquemment intégrée dans les Agenda 21 mais encore difficile à mettre en œuvre à petite échelle.

Les risques de pénurie en ressources énergétiques et matières premières, tout comme l'accroissement de leurs coûts pour les années à venir, devraient inciter les entreprises à en réduire la consommation. Ces dernières auraient donc un réel intérêt à fabriquer des produits durables et évolutifs - assortis de services - dont elles proposeront l'usage au consommateur : la valeur ajoutée sera augmentée par la réduction de la part des ressources matérielles dans l'usage des produits.

Parmi les pionniers de cette approche, les plus connus sont, en France, Michelin (qui loue des pneus à ses clients professionnels) et à l'international Interface (qui propose une offre de location de moquette également pour ses clients professionnels). Plus récemment, J.C Decaux loue des Vélib' au lieu de vendre des vélos.

#### Encadré 20 : Michelin et la location de pneus<sup>286</sup>

**Problématique** : Michelin rencontrait de fortes difficultés à faire accepter le progrès technique et à le vendre à son prix.

1) pneu Energy = -6 % en consommation ;

2) X-one = 1 pneu au lieu de deux par essieu => -5 % en consommation par suite de la réduction de poids.

« Technologie Energy + X-one » = -11 % en consommation de carburant, point très sensible pour un transporteur routier. Refus de ces derniers de payer plus cher tout en reconnaissant la valeur de la technologie Michelin.

#### **Solution** :

Michelin ne vend plus les pneus, mais prend en charge le cycle de vie chez le client utilisateur

- ajuste le gonflage qui a une incidence sur la consommation,

- conseille les chauffeurs en conduite,

- recreuse et recharge « au bon moment ».

Le client ne paie plus les pneus, mais le kilomètre parcouru.

La durée de vie des pneus est alors bien plus grande.

<sup>286</sup> Source : <http://economiedefonctionnalite.fr/en-pratique/michelin/>

En cumulant les facteurs, on arrive à 20 pneus au lieu de 64 (/3,2)

Michelin a très sensiblement augmenté sa marge, en valeur absolue. Pourtant, le client a vu ses coûts baisser de 36 % (comparaison du coût des kilomètres parcourus et des achats de pneus), ses frais de gestion interne disparaître puisque pris en charge par Michelin, et ses coûts de carburant baisser de 11 % !

**Explication** : 44 pneus économisés = coûts en énergie et en matières premières transformés en marge à partager entre fournisseur et client utilisateur.

**Résultat :**

Le succès a bien été au rendez-vous de ce pari audacieux, avec aujourd'hui plus de 300 000 véhicules en gestion à travers 24 pays.

**Points clés :**

Michelin a rencontré et vaincu une résistance au prix en remplaçant la vente du bien par la vente de l'usage du bien (km parcouru au lieu du pneu). L'entreprise l'a fait en ajoutant un service : gestion du cycle de vie, conseil et maintenance.

#### 4. L'économie collaborative

L'économie collaborative apparaît actuellement en pleine expansion. Elle était au cœur du *OuiShareFest*<sup>287</sup> qui s'est tenu début mai 2013 à Paris, elle sera également au centre de la conférence du *Web London*... Cette économie valorise l'accès sur la propriété et favorise les échanges pair-à-pair (*peer-to-peer*,<sup>288</sup> entre personnes).

Plus de 1 000 initiatives ont été recensées dans le monde par le site *collaborativeconsumption.com* et les experts réunis aux *OuiShareFest* estiment qu'un nouveau monde est déjà en marche, tout en étant conscients du besoin d'asseoir les valeurs et l'identité du mouvement : les adeptes de ces nouveaux modes de consommation ne remettent pas forcément en cause le fait de consommer mais ont une approche différente de la production et consommation de biens et services.

Si la dernière décennie s'est plutôt focalisée sur les moyens nouveaux de créer, de se connecter et de partager via internet principalement ; la prochaine pourrait être consacrée à la manière d'appliquer ces principes dans le monde réel. De nombreuses alternatives « *peer-to-peer* », collaboratives et « open source », modifient déjà la consommation et l'usage de biens matériels et immatériels en tirant partie de la force des communautés via :

<sup>287</sup> *Ouishare* est une communauté internationale qui œuvre pour l'économie collaborative. Cette organisation à but non lucratif se donne pour mission d'explorer, de mettre en lien et de promouvoir les idées et projets à impact sociétal, basés sur les modèles du partage, de la collaboration et de l'ouverture. Cette communauté a organisé début mai 2013, un festival de trois jours qui a rassemblé des entrepreneurs, designers, makers, économistes, investisseurs, acteurs publics et citoyens pour construire le futur de l'économie collaborative (*Ouishare.net.fr*).

<sup>288</sup> Il s'agit d'un modèle de réseau informatique proche du modèle client-serveur mais où chaque client est aussi un serveur. Il peut servir au partage de fichiers en pair à pair, au calcul distribué ou à la communication.

- 1 • La consommation collaborative décuplée par le déploiement d'internet  
2 et des réseaux sociaux qui ont un impact sur la façon de partager, louer  
3 ou échanger des services et des biens entre particuliers notamment.
- 4 • Le mouvement des « Makers<sup>289</sup> » et la production contributive qui  
5 dessinent les contours d'une nouvelle révolution industrielle, portée par  
6 les outils et les lieux de fabrication numérique (imprimantes 3D,  
7 Fablabs...) et le partage de plans, méthodologies et designs en open  
8 source.
- 9 • La finance collaborative qui permet la distribution des capitaux par le  
10 financement participatif (*crowdfunding*<sup>290</sup>) ou le prêt d'argent de pair à  
11 pair mais aussi des alternatives aux systèmes de transaction actuels en  
12 s'appuyant sur les monnaies complémentaires ou l'économie du don. Ce  
13 financement permet aux internautes de faire des dons ou des  
14 investissements via des plateformes ad-hoc à destination de toutes sortes  
15 de projets notamment artistiques ou solidaires.
- 16 • La culture libre (*open knowledge*)<sup>291</sup> qui est le socle numérique d'une  
17 société collaborative, permettant la démocratisation de la science, de la  
18 culture, de la politique, de l'éducation ou encore de l'économie.

19 Les initiatives liées à l'économie collaborative foisonnent donc dans le  
20 monde entier et concernent des secteurs très variés : co-voiturage, auto-partage,  
21 échange d'appartements, « *couchsurfing*<sup>292</sup> », achats groupés de fruits et légumes  
22 en circuits courts... Cette nouvelle forme d'économie se caractérise par des  
23 relations plus horizontales que verticales, au sein de laquelle chacun est à la fois  
24 consommateur et producteur ou contributeur.

25 Certains commencent même à décliner les principes de l'économie  
26 collaborative aux entreprises, mettant, par exemple, en relation celles qui ont de  
27 l'espace en trop ou des surplus de stocks avec d'autres, qui en manquent. Elles  
28 créent ainsi un lien avec l'écologie industrielle.

29 Mais dans leur grande majorité, les pratiques de l'économie collaborative  
30 se passent des entreprises de l'économie conventionnelle, pour lesquelles elles  
31 constituent un défi. Aux Etats-Unis, par exemple, des fédérations de taxis se sont

---

<sup>289</sup> Les *makers* (ceux qui fabriquent) est un mouvement international de passionnés d'high-tech et d'impression 3 D, dont les applications remettraient en cause les fondamentaux du capitalisme actuel et révolutionneraient la production de biens de consommation en mettant fin notamment à la standardisation des objets courants, à leur obsolescence programmée... (www.makers.com)

<sup>290</sup> Il s'agit d'une expression décrivant tous les outils et méthodes de transaction financières entre les individus avec pas ou peu d'inter-médiation par les acteurs traditionnels. L'émergence des plateformes de finance participative a été permise grâce à internet et les réseaux sociaux (www.octopouss.com / www.leguideducrowdfunding.com).

<sup>291</sup> Okfn.org : quatre groupes français de l'*open knowledge* fondation pour promouvoir le savoir libre.

<sup>292</sup> Le *couchsurfing* est un service d'hébergement temporaire de personne à personne mis en relation via un service en ligne sans publicité ni intermédiaire.

organisées face à ce qu'elles considèrent comme une concurrence déloyale ou un risque de dérapage hors de toute régulation.

L'ère du collaboratif donne une autre perspective au déploiement des logiques coopératives. Ses principaux acteurs estiment que l'alliance du socle de valeurs formalisées dans l'économie sociale et solidaire avec la souplesse et l'adaptabilité des logiques collaboratives, pourrait ouvrir la voie à un nouveau paradigme économique et social<sup>293</sup>.

Ces acteurs entrevoient aussi de possibles synergies avec les grands groupes entre d'un côté, l'agilité, la rapidité, la possibilité d'expérimenter et de l'autre, la surface financière et la capacité à industrialiser les méthodes.

En France, la Macif, La Poste et la banque postale figurent parmi les pionniers de ces alliances d'un genre nouveau. La Poste était même sponsor du *OuiShareFest*, tout comme Orange.

## 5. L'économie contributive

Ce concept est assez proche de l'économie collaborative précédemment évoquée. Le philosophe Bernard Stiegler en est un des pionniers dans notre pays. Il intervient régulièrement dans les médias pour expliquer comment ce concept influencera le modèle du travail qui devrait à l'avenir s'ancrer sur le savoir et non plus sur le modèle consumériste générant plus de production pour plus de consommation. Une définition plus « académique » de l'économie contributive, s'appuie sur l'objectif de trouver un système économique plus durable qui n'abandonnerait pas le capitalisme immédiatement. Cette forme économique favorise l'émergence d'effets estimés positifs. Par exemple, un apiculteur qui aide gratuitement un arboriculteur pour la pollinisation de ses arbres. Au final, l'idée consiste à remplacer les producteurs et les consommateurs en contributeurs.

C'est pourquoi, Bernard Stiegler s'appuie souvent sur le champ énergétique, pour expliquer que le « contributif » devrait prendre une place de plus en plus importante grâce notamment à l'existence de différents types de contributeurs (particuliers, entreprises, associations...). A titre d'illustration, B. Stiegler explique être propriétaire d'un moulin dont il a décidé d'équiper le toit de 300 m2 de panneaux photovoltaïques. Un tel équipement lui permet ainsi de produire en moyenne 3 à 4 fois plus d'électricité que ses besoins en consommation. Ce surplus de production pourrait donc être revendu ou redistribué à ses voisins via les réseaux décentralisés de distribution électrique...

---

<sup>293</sup> « La performance de l'entreprise doit s'appuyer sur une gouvernance conjuguant les intérêts de ses parties prenantes pour proposer une vision stratégique partagée et, en particulier, instaurer une confiance durable entre la direction de l'entreprise, ses salariés et ses actionnaires ». Comme l'a souligné le CESE dans l'avis adopté en mai 2013 « Performance et gouvernance des entreprises ».

Selon Bernard Stiegler, ce concept contributif serait aussi porteur d'une autre question centrale : comment sortir de l'attitude de consommation ? Le modèle économique actuel serait devenu toxique pour les individus et l'environnement, ce qui justifierait de s'orienter vers une « ère du travail contributif, où le contributeur n'est ni simplement un producteur, ni simplement un consommateur ».

De même, l'économie de la contribution serait un modèle industriel coopératif qui ne serait donc pas « à part » mais qui promouvrait le logiciel libre et les logiques de mise en réseau décentralisé dans le champ de l'énergie principalement.

Les responsables politiques qui n'ont pas encore une vision industrielle de cette question resteraient attachés au paradigme fondé sur la recherche de l'accroissement de la production et de la consommation comme principale source de création de richesse. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire devraient également investir le plan industriel pour développer ce concept et le faire parvenir à maturité. Pour Bernard Stiegler, « si l'économie collaborative fait partie de l'état d'esprit contributif, elle ne doit pas trop diaboliser les logiques descendantes et pyramidales » pour ne pas annoncer la fin du travail mais sa renaissance.

Encadré 21 : La Poste pourrait devenir le catalyseur de l'économie collaborative

La consommation collaborative, et plus largement l'économie collaborative, intéressent de plus en plus les grandes entreprises qui voient dans ces nouvelles tendances des leviers d'innovation. La Poste est une des entreprises qui se reconnaît dans le mouvement et souhaite s'y associer. Rencontre avec Lauren Peuch (chef de projet Identité Numérique) et Anthony Deydier (direction de l'Innovation) qui nous détaillent leur vision de l'économie collaborative et comment La Poste y prend part.

**En quoi le développement de l'économie collaborative vous paraît-il significatif ?**

L'économie collaborative progresse tandis que l'économie traditionnelle affronte mondialement de profondes crises (financières, politiques, environnementales, énergétiques...). L'économie collaborative se fonde sur des individus qui vont agir directement ensemble, en étant autonomes et responsabilisés. C'est une réelle alternative, qui engendre également des organisations horizontales et souples, plus adaptées à un monde hyperconnecté et évoluant très rapidement.

L'essor de l'économie collaborative se construit sur un développement responsable où chaque citoyen participe activement à la production, au partage et à la consommation de biens, services et savoirs dans une dynamique d'innovation permanente. Ces dimensions convergent naturellement avec les axes stratégiques du Groupe La Poste, comme les valeurs communes d'ouverture, de proximité et de confiance.

### Quels sont les grands défis auxquels l'économie collaborative doit répondre pour continuer de croître ?

Le premier, c'est la capacité à toucher l'ensemble de la société. Si les jeunes diplômés semblent très représentés, d'autres groupes de la population doivent être atteints, comme les personnes âgées par exemple.

Le second est le changement des usages : un consommateur doit changer d'habitudes établies depuis des années (acheter à tel supermarché...), utiliser de nouveaux canaux (plateformes Web), avoir confiance dans des inconnus... les motivations doivent être puissantes pour l'inciter à changer.

Le troisième, la résistance du secteur traditionnel : les nouveaux arrivants sont rarement bienvenus, ils doivent s'adapter à des contraintes légales (régulation, taxation...) et rencontrer des oppositions de concurrents « historiques » dès lors qu'un nouveau secteur devient économiquement attractif.

### IDentité Numérique de La Poste, qu'est-ce que c'est ?

IDN est un service Gratuit permettant aux internautes de prouver que leur identité a été vérifiée physiquement par La Poste, sans pour autant la dévoiler.

La délivrance d'une IDentité Numérique par La Poste s'effectue après inscription sur le site et un contrôle par un facteur de l'identité du demandeur à son domicile.

Le détenteur d'une IDentité Numérique peut se connecter sur les sites partenaires de La Poste, via un « IDN Connect », bouton de connexion lui permettant de ne retenir qu'un seul identifiant et un mot de passe pour accéder aux sites partenaires. Les internautes ayant associé leur IDN au compte d'un site de location, d'échange, de vente ou de troc de particulier à particulier, bénéficient d'un badge de confiance affiché sur leur profil utilisateur prouvant que leur identité a été vérifiée par La Poste : ils renforcent ainsi la confiance dans leur profil ce qui leur permet de louer, d'acheter, et d'échanger plus facilement avec les autres utilisateurs.

#### UNE IDENTITÉ NUMÉRIQUE VÉRIFIÉE GRATUITE !



### Quels sont les liens avec la consommation collaborative ? En quoi est-ce une offre complémentaire ?

Initialement créée pour permettre de recevoir ses lettres recommandées sous format numérique, l'IDentité Numérique permet de faire le lien entre une personne physique et un couple identifiant / mot de passe.

En se connectant avec son IDentité Numérique sur un site de consommation collaborative, un utilisateur peut ainsi attester de la véracité de son profil. Concrètement, les utilisateurs des sites partenaires de La Poste disposant d'une IDentité Numérique bénéficient d'une confiance accrue des internautes grâce à l'affichage d'un badge de confiance sur leur profil indiquant que leur identité a été vérifiée par La Poste. Ainsi, IDN leur permet d'acheter, de vendre, de louer ou encore de troquer avec un maximum facilité et de sécurité, et donc d'optimiser leurs échanges.

L'IDentité Numérique est perçue par les entrepreneurs de l'économie collaborative comme un véritable atout pour rassurer leurs utilisateurs, pour minimiser les risques de fraudes liés, par exemple, à l'utilisation de fausses identités et, ainsi augmenter le nombre de transactions sur leur site.

#### « IDN connect » est-il facile à intégrer ?

Nous avons voulu offrir le service le plus simple possible à mettre en place pour nos partenaires. Nous leur fournissons une API (*Application programming interface*) ainsi que la documentation technique associée. D'après les développeurs de nos sites partenaires, le temps d'intégration complet estimé est de l'ordre de 2/3 jours maximum.

Un site dédié aux développeurs contenant les informations sur l'API IDN sera bientôt disponible ; en attendant, nous pouvons fournir le SDK (*Software development kit*) à de futurs partenaires et répondre à leurs questions via l'adresse suivante : [equipe.idn-dsic@laposte.fr](mailto:equipe.idn-dsic@laposte.fr)

#### Qu'est-ce qui vous a convaincu de soutenir le OuiShare Fest, le premier événement européen sur l'économie collaborative ?

Cela fait trois ans que l'économie collaborative est identifiée comme une tendance économique de fond et un levier pour l'innovation. La Poste est concernée par de nombreuses dimensions : le transport bien sûr, mais aussi le paiement, l'assurance et le crowdfunding (avec la Banque Postale), la formation, les questions de confiance... Nous travaillons avec OuiShare depuis plus d'un an. Ils nous ont aidé à mieux comprendre ce mouvement, à rencontrer des acteurs clés de l'économie collaborative et à organiser un événement interne l'an passé.

En s'associant au mouvement de l'économie collaborative, le Groupe La Poste a la volonté d'accompagner ses clients (particuliers, entreprises, associations, collectivités) et ses collaborateurs en facilitant leur accès à cette nouvelle économie. Le Groupe souhaite aussi se rapprocher d'acteurs clés de l'économie collaborative pour développer des projets communs, comme celui de l'IDentité Numérique, et soutenir la croissance d'entreprises de ce secteur.

#### Parmi les valeurs de OuiShare, laquelle vous correspond le plus et pourquoi ?

L'inclusion. Chaque particulier, chaque entreprise, chaque partenaire, et tous en même temps comptent pour La Poste, ce que nous traduisons avec nos valeurs d'accessibilité et d'égalité.



## 1      **6. L'économie horizontale**

2            Pour Daniel Kaplan, de la FING<sup>294</sup>, il paraît préférable de ne pas évoquer  
3            systématiquement le concept d'économie collaborative pour toutes les activités  
4            qui n'entrent pas dans les circuits industriels ou commerciaux classiques. Ainsi,  
5            « *les individus qui s'engagent dans ces pratiques (eBay, le car sharing, ...) ne se*  
6            *disent pas qu'ils collaborent, ils cherchent à réaliser des actions de façon plus*  
7            *rapide, moins coûteuse ou plus satisfaisante. Et l'essentiel de la valeur*  
8            *économique est capté par un intermédiaire* ».

9            A ses yeux, il s'agit plus d'économie horizontale, alors que la collaboration  
10            serait réservée à ceux qui échangent des produits, des biens ou des services en  
11            dehors de la sphère marchande. Mais bien plus encore, « *l'univers du Do it*  
12            *Yourself, des makers et des Fablabs révèle une autre tendance qui peut*  
13            *transformer en profondeur le modèle industriel. Ces émergences annoncent à*  
14            *minima une évolution importante de la conception et du prototypage, sans doute*  
15            *une transformation du cycle de vie des produits et de sa gestion, et peut-être,*  
16            *dans certains domaines, un nouveau mode de production et d'assemblage* ». Ainsi, les processus deviennent plus fluides, comme l'explique d'ailleurs depuis  
17            longtemps Joël de Rosnay dans la plupart de ses interventions et ouvrages dont  
18            « Surfer la Vie » ou Jérémy Rifkin lorsqu'il parle d'économie latérale.

19            Précisément, dans son livre « *La Troisième Révolution industrielle -*  
20            *Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde* », Jérémy Rifkin est persuadé qu'on est à l'aube d'un changement de paradigme  
21            économique qui va ouvrir l'ère post-carbone grâce au couplage des énergies  
22            renouvelables et de l'internet. En effet, les humains généreront leur propre  
23            énergie verte et la partageront, comme ils créent et partagent déjà leurs propres  
24            informations, sur Internet...  
25            informations, sur Internet...

## 26      **7. L'économie quaternaire**

27            Pour l'économiste Michèle Debonneuil, nous voyons émerger aujourd'hui  
28            les pionniers d'une économie « quaternaire ». Selon cette dernière, « *Les*  
29            *nouvelles technologies sont pleines de potentialités et le Bon Coin est une*  
30            *illustration embryonnaire de tout ce qu'il va être possible de faire grâce à ces*  
31            *nouveaux échanges sur Internet et sur mobiles. Ces technologies vont permettre*  
32            *de décupler les capacités mentales des hommes comme les technologies de la*  
33            *mécanisation ont permis de décupler leurs capacités physiques* ».

34            En 2010, Michèle Debonneuil avait déjà rendu un rapport sur le sujet  
35            lorsqu'elle était membre du Conseil d'analyse économique. « *Les technologies*  
36            *numériques, fait-elle remarquer, vont permettre de satisfaire les besoins des*  
37            *consommateurs tout autrement que ne l'ont fait les technologies de la*  
38            *consommation* ».

---

<sup>294</sup> La FING = la Fondation pour l'internet nouvelle génération dont Daniel Kaplan est le fondateur, est un projet collectif et ouvert qui se consacre à repérer, stimuler et valoriser l'innovation dans les services et les usages du numérique et des réseaux.

1 *mécanisation et de la charge. Elle vont permettre de construire une nouvelle*  
 2 *économie dont les produits ne sont ni des biens achetés, ni des services à*  
 3 *l'ancienne mais de nouveaux produits qui mettront à disposition des*  
 4 *consommateurs, sur leur lieu de vie et de façon efficace, les biens et les produits*  
 5 *personnalisés dont ils ont besoin. Ces nouveaux produits sont de nature à*  
 6 *satisfaire plus pleinement leurs besoins que ne le sont aujourd'hui les biens*  
 7 *achetés et des services improductifs ». Michèle Debonneuil y voit « la source*  
 8 *d'un nouveau grand cycle de croissance durable en gestation. Cette nouvelle*  
 9 *économie, qualifiée d'économie quaternaire, ne sépare plus le secteur*  
 10 *secondaire productif et le secteur tertiaire improductif mais les conjugue et les*  
 11 *dépasse »*<sup>295</sup>.

## 12 **8. L'économie open source**

13 Un autre modèle de plus en plus évoqué ces derniers temps, est celui inspiré  
 14 des modèles open-source très développés dans les logiciels informatiques.  
 15 Actuellement, on constate l'émergence de l'Open Source Hardware (matériel  
 16 libre) dont le concept est encore en phase de définition, confirmant ainsi le  
 17 constat qu'il n'existe pas encore ni d'organisation ni de porte-voix officielle, ni  
 18 de licences spécifiques, ni de cadre législatif, ni de formalisation des pratiques...,  
 19 propre à ce champ. Ce concept est donc en pleine construction et fourmille de  
 20 multiples initiatives autour de trois piliers :

- 21 - la communauté : la plupart des projets sont des œuvres collectives qui  
 22 se déploient sur les réseaux sociaux... ;
- 23 - l'innovation : on passe d'un système où l'invention personnelle  
 24 intègre un écosystème capable d'apporter des innovations qui peuvent  
 25 ensuite se transformer en un produit grand public ;
- 26 - l'accès au savoir : l'idée est de partager le savoir, de l'enrichir, de le  
 27 compléter, d'en faciliter la reproduction et la progression en jouant  
 28 sur la créativité de chacun et la transparence

29 Le mouvement des *Makers* fondé sur le « *Do it yourself* », tout comme les  
 30 analyses de Joël de Rosnay sur l'économie positive, participent de cette  
 31 dynamique collective ouverte.  
 32

---

<sup>295</sup> Michèle Debonneuil est rapporteur au CESE d'une étude sur les opportunités offertes par l'économie quaternaire pour sortir de la crise.

## 1 9. L'économie symbiotique (ES)

2 Définie par Isabelle Delannoy<sup>296</sup>, l'économie symbiotique tend à intégrer  
3 l'ensemble des modèles décrits précédemment : « *L'émergence parallèle et non*  
4 *concertée de ces modèles montre qu'un vrai nouveau souffle irrigue notre*  
5 *époque et avance de façon autonome et forte, rassemblant de plus en plus*  
6 *d'industriels, de territoires, de citoyens et de consommateurs dans un*  
7 *mouvement qui a dépassé les signaux faibles* ».

8 Leur point commun ? Coupler la rentabilité économique avec la  
9 restauration des écosystèmes et la résilience sociale. Ce qu'ils peuvent atteindre  
10 ensemble ? Une toute nouvelle voie pour le développement durable, un  
11 développement où l'homme ne fait pas « *moins pire* » mais « *bien* ».

12 Au total, six principes fonctionnant en synergie guident cette économie  
13 vers :

- 14 - l'inclusion dans les cycles de la planète : l'ES tend vers les zéro  
15 déchets et zéro polluants ;
- 16 - l'utilisation des services rendus par les écosystèmes : l'ES s'appuie  
17 sur le biomimétisme (ou économie bleue) faisant appel à l'intelligence  
18 des écosystèmes ;
- 19 - la parcimonie : l'ES utilise au maximum la matière et l'énergie  
20 prélevée qu'elle conserve et fait circuler ;
- 21 - la collaboration : l'ES encourage les partenariats entre métiers et  
22 disciplines ;
- 23 - la relocalisation : l'ES resserre les liens des acteurs avec leur  
24 écosystème environnemental et économique proche ;
- 25 - la diversification : l'ES favorise la diversité et réduit la  
26 standardisation.

27 L'objectif de l'ES est également de proposer de nouveaux indicateurs  
28 permettant de mesurer la restauration écologique, économique et sociale.

## 29 10. Les monnaies complémentaires

30 Ces monnaies sont créées dans une zone géographique limitée et  
31 fonctionnent en complément de la monnaie nationale. Elles défendent souvent les  
32 principes de l'économie sociale et solidaire, et favorisent les systèmes de don et  
33 d'échanges locaux dans une logique d'endettement moindre. Elles n'ont pas de  
34 cours légal et ne peuvent faire l'objet de spéculation. Le cadre légal qui  
35 s'applique à une monnaie locale est le code monétaire et financier.

---

<sup>296</sup> Isabelle Delanoy est la fondatrice de *Do Green* en 2012 qui à partir du modèle de l'économie symbiotique a mis en place des outils d'analyse et de conseils auprès des acteurs économiques et sociaux. Ingénieur agronome, spécialisée dans le développement durable, elle a écrit en 2008 le scénario du film « Home » pour Yann Arthus-Bertrand.

1 Selon l'économiste Bernard Lietaer<sup>297</sup>, « *bien conçue, elle crée la quantité*  
 2 *de monnaie exactement nécessaire pour mener à bien une transaction qui,*  
 3 *autrement, n'aurait pas lieu. Il n'y a donc pas de risque d'inflation* ».

4 Certaines d'entre elles, comme le Chiemgauer en Allemagne ou le sol  
 5 Violette<sup>298</sup> à Toulouse, sont des monnaies fondantes<sup>299</sup>. Elles perdent peu à peu  
 6 de leur valeur au fil des mois. Cette caractéristique décourage leur capitalisation  
 7 et leur utilisation spéculative.

8 Outre la dynamisation de l'économie locale, les différents projets  
 9 comportent souvent des spécificités diverses. Certains sont territorialisés et  
 10 favorisent particulièrement le lien social comme, par exemple, la mesure à  
 11 Roman sur Isère. D'autres visent à promouvoir un autre type de consommation  
 12 (pour protéger les ressources naturelles notamment), ce qui semble être  
 13 l'orientation privilégiée par la région PACA.

14 Dans un article publié en ligne par La Tribune, Jérôme Blanc, enseignant-  
 15 chercheur à l'université Lyon 2, spécialiste des monnaies locales explique que  
 16 « *Le but d'une monnaie complémentaire, c'est avant tout de sensibiliser à des*  
 17 *valeurs par le biais d'un outil d'échange que tout le monde utilise: la monnaie.*  
 18 *Il s'agit de déclencher une prise de conscience de l'importance des échanges*  
 19 *locaux et de promouvoir une certaine éthique. Il peut donc y avoir un impact en*  
 20 *termes de transformation des valeurs et des habitudes* ».

21 Bien que profitable à l'économie locale, le système semble cependant  
 22 n'avoir qu'un impact limité sur l'activité économique globale. Selon Jérôme  
 23 Blanc « *à l'exception notable de l'Argentine, nulle part les monnaies sociales*  
 24 *n'ont acquis de taille significative par rapport à l'activité économique et sociale*  
 25 *nationale* ». De surcroît, on imagine difficilement la compatibilité du  
 26 développement de ce type d'instrument au sein d'entités économiques qui ont  
 27 tendance à s'étendre à des dimensions régionales qui dépassent les seuls Etats.  
 28 Enfin, leur développement pose la question de la transparence fiscale des  
 29 transactions qu'elles permettent.  
 30

---

<sup>297</sup> Professeur à l'université de Berkeley, ancien haut fonctionnaire de la banque centrale de Belgique co-fondateur de l'euro, membre du club de Rome, il est spécialiste des questions monétaires internationales. Il est un des défenseurs les plus connus des monnaies complémentaires et en particulier régionales. Il est persuadé qu'elles prendront une place de plus en plus importante par rapport aux monnaies officielles.

<sup>298</sup> La mairie de Toulouse distribue une petite partie des prestations sociales en sol Violette, c'est-à-dire une monnaie sociale qui donne accès à plus de biens et oriente vers un autre type de consommation.

<sup>299</sup> Une monnaie fondante, est une monnaie qui a un coût de « *demeurage* » (= coût associé à la possession de la monnaie) et qui se déprécie donc avec le temps. L'idée d'une telle monnaie fut mentionnée en 1916 par Silvio Gesell dans son ouvrage *L'Ordre économique naturel*

Encadré 22 : Pluralité monétaire et stabilité économique : l'expérience suisse<sup>300</sup>

La monnaie complémentaire suisse WIR est l'exemple type d'une création monétaire gérée par les agents économiques en dehors du système bancaire traditionnel. Confrontées au resserrement du crédit et à la crise de liquidité, les PME suisses augmentent leurs transactions en WIR ; lorsque la conjoncture s'améliore, elles reviennent au franc suisse. Cet effet contra-cyclique montre le potentiel des monnaies parallèles comme outil de stabilité macro-économique.

Lancée en réponse à la crise des années trente, le Wir est une monnaie suisse parallèle, née d'esprits pragmatiques inspirés par le libéralisme économique. Elle permet aujourd'hui à plus de 60 000 PME helvétiques (1/5e) d'obtenir du crédit à bon compte tout en développant leur clientèle et de payer, au moins partiellement leurs fournisseurs, leurs charges et leurs investissements en Wirs. L'an dernier, le chiffre d'affaires cumulé réalisé en Wirs a atteint l'équivalent de 1,7 milliard de francs suisses. Une progression de 4,2 %, après dix ans de décrue due à la mauvaise santé du secteur de la construction, poids lourd de cette économie originale.

## IV - RECOMMANDATIONS

Entre sa mission de conseil auprès des pouvoirs publics et les initiatives de la société civile organisée ouvrant la voie à des rapports, avis et études, le CESE ne doit pas se tromper d'exercice dans son obligation d'un rapport annuel sur l'état de la France. Comment, dans le long terme, « concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social »<sup>301</sup> ? Comment cheminer vers cet idéal ? Quelles pistes réalistes recommander pour s'y engager dès à présent ? Comment tenter d'œuvrer pour le futur en n'ignorant rien de la conjoncture ? Quels peuvent être les principaux facteurs de changement à l'horizon 2030 ? Couplé au panorama sur la situation du pays, ceci amène à quatre axes de propositions pour préparer demain.

Le destin et les orientations de la France sont indubitablement liés à ceux de l'Union Européenne. On mesure ainsi l'importance des enjeux accompagnant les futures élections européennes.

Notre assemblée sait que les peuples européens lui doivent la paix depuis soixante ans, la consolidation et l'élargissement de la démocratie et de l'état de droit. L'Union assure la promotion des droits de l'Homme. La peine de mort y est abolie. Malgré de fortes disparités et une crise qui se prolonge, les Etats qui la composent assurent un filet de protection plus ou moins important selon les pays. L'environnement y est protégé de façon relativement homogène et l'Union s'est engagée dans une politique effective de réduction des émissions de gaz à effet de

<sup>300</sup> Article du *Veblen Institute for Economic Reforms*, Wojtek Kalinowski, octobre 2011.

<sup>301</sup> Article 6 de la Charte de l'environnement.

1    serre. Le modèle d'intégration que l'Union européenne met en œuvre est observé  
 2    par de nombreux pays dans le monde. Son marché intérieur, le premier mondial,  
 3    lui assure un poids économique apprécié. Avec hésitation et retard trop souvent  
 4    mais avec succès jusqu'à présent, la zone euro a su relever le défi des crises  
 5    financières qui ont débuté aux Etats-Unis.

6           Les avancées et les bienfaits de la construction européenne ne peuvent  
 7    pourtant pas cacher les difficultés et les doutes qui naissent et s'expriment de plus  
 8    en plus ouvertement sur ses orientations. En témoignent les populations quand  
 9    elles ont été consultées sur les institutions européennes. L'opinion publique  
 10   révèle une défiance croissante des citoyens. Cette défiance renvoie entre autres à  
 11   la gouvernance de l'Union qui tend à sortir du débat public les orientations de  
 12   politique économique, ces dernières étant réduites à des normes qu'il faut  
 13   appliquer quelles qu'en soient les conséquences sur les populations. Les partis  
 14   euro-sceptiques gagnent en audience dans tous les pays au risque de devenir  
 15   majoritaires au Parlement européen l'année prochaine. A défaut de solidarités  
 16   financières importantes entre pays, de convergences économiques et budgétaires  
 17   suffisantes, la zone euro évitera-t-elle l'éclatement ? Certains économistes  
 18   suggèrent déjà d'organiser la sortie de la zone euro. Tirillée par des Etats  
 19   membres aux caractéristiques économiques différentes, l'Union peut-elle  
 20   s'adapter à un environnement international de plus en plus concurrentiel, voire  
 21   agressif ? Le marché intérieur européen souffre de trop fortes disparités fiscales  
 22   et sociales en son sein. Il est, en outre, particulièrement perméable aux  
 23   fabrifications issues de pays n'ayant pas les mêmes exigences fiscales, sociales,  
 24   environnementales, au point que l'on s'interroge sur l'interprétation à donner à  
 25   cette perméabilité défendue au plus haut niveau européen. Les orientations  
 26   énergétiques incohérentes entre les Etats membres menacent les objectifs  
 27   communautaires de lutte contre le changement climatique, au point que le  
 28   président de la Commission européenne doute ouvertement que l'on puisse les  
 29   atteindre. Sans construction d'une politique et d'un appareil européen d'influence  
 30   et d'une capacité d'intervention, l'UE est un « nain » géostratégique et son poids  
 31   dans les négociations internationales est dérisoire.

32           **Pour autant, le CESE ne voit pas d'alternative. L'avenir de la France**  
 33   **passera par la poursuite de la construction européenne. Les nouvelles étapes**  
 34   **seront difficiles. Aussi, la confiance des citoyens devient un point de passage**  
 35   **obligé. Il est indispensable que les processus de décision et leur contrôle**  
 36   **démocratique par les citoyens soient améliorés. On pourra alors espérer que**  
 37   **chacun perçoive mieux les avantages tangibles de cette construction. C'est à**  
 38   **ce titre que les prochaines élections européennes sont porteuses d'un fort**  
 39   **enjeu.**

## 1 A - EVITER LA DEFLATION – INVESTIR ET S'ORGANISER POUR L'AVENIR

2 **1. Ecarter le risque de déflation, adapter le calendrier de retour à**  
 3 **l'équilibre budgétaire des comptes publics, tenir compte des dépenses**  
 4 **nationales françaises qui servent aussi l'UE**

5 Dans trois avis récents, l'un sur « *L'investissement public : malgré les*  
 6 *difficultés, une priorité* »<sup>302</sup>, l'autre sur « *Financer la transition écologique et*  
 7 *énergétique* »<sup>303</sup>, le troisième sur « *La dette un pont entre le passé et*  
 8 *l'avenir* »<sup>304</sup>, le CESE appelle à plus d'investissements. Chacun d'eux le fait en  
 9 responsabilité : aucun n'omet de rappeler dans le même temps la nécessaire  
 10 poursuite des efforts de redressement budgétaire, condition pour retrouver un  
 11 mode de développement durable ainsi, il considère qu'il convient de s'engager  
 12 dans un rééquilibrage des recettes en révisant profondément le système fiscal  
 13 français et des dépenses qui devront être soigneusement évaluées<sup>305</sup> ; ces  
 14 investissements doivent être guidés par des cribles efficaces en faveur des  
 15 besoins de demain ; chacune des propositions induit la mise en œuvre d'emplois  
 16 nationaux, de proximité, non délocalisables. Notre présent rapport s'attache à  
 17 mettre en lumière les risques délétères des politiques d'austérité, à présent  
 18 reconnus au FMI ou à l'OCDE. Il est temps que l'Union européenne comprenne  
 19 que la question sociale en son sein est aussi essentielle que l'application des  
 20 normes budgétaires. Il est temps, en outre, de souligner que certaines singularités  
 21 de notre pays justifient une adaptation du calendrier de retour aux normes  
 22 budgétaires européennes. La France jouit d'un taux de natalité qui lui assure une  
 23 démographie équilibrée dans le long terme. C'est une chance pour elle, ça l'est  
 24 aussi pour l'Europe. Encore faut-il assurer l'éducation et la formation de la  
 25 totalité de ces nouvelles générations en conformité avec les besoins de  
 26 compétences et d'adaptabilité de demain ? Encore faut-il pouvoir garantir  
 27 l'insertion de tous leurs membres dans nos sociétés ? Ce faisant, notre pays  
 28 investit également pour l'Europe. Cette contribution à la constitution de la  
 29 richesse humaine commune doit pouvoir être prise en compte. Ceci n'enlève rien  
 30 aux efforts à conduire pour améliorer l'efficacité de notre système éducatif.

31 La France a un taux de R&D public parmi les plus élevés d'Europe. Il  
 32 compense en partie une recherche privée encore insuffisante malgré les  
 33 incitations du *crédit d'impôt recherche*. Les organismes nationaux de recherche  
 34 sont bien positionnés sur un certain nombre de domaines essentiels pour bâtir le  
 35 monde de demain. L'Académie des technologies, dans sa contribution jointe à  
 36 notre rapport, en donne une description synthétique. Malgré l'absence d'un  
 37 financement européen à un niveau suffisant, il ne saurait être question  
 38 d'abandonner les programmes scientifiques et technologiques, les mieux à même

<sup>302</sup> Avis adopté le 11 juillet 2012, rapporteur Didier Ridoret.

<sup>303</sup> Avis adopté le 10 septembre 2013, Gaël Virloquet.

<sup>304</sup> Avis adopté le 13 juin 2012, Michel Lamy.

<sup>305</sup> Ibid.

1 d'aider à l'avènement d'un monde plus prospère et accueillant. Dans le même  
 2 temps, l'argent public restant rare, une grande rigueur doit présider aux choix des  
 3 programmes de R&D à financer.

4 Concernant l'enjeu environnemental global majeur qu'est le réchauffement  
 5 climatique, la France se situe parmi les pays les moins émetteurs de gaz à effet de  
 6 serre d'Europe. Elle le doit largement à ses choix énergétiques passés et elle a  
 7 engagé un débat national sur ces questions. Elle prend les mesures pour continuer  
 8 à se situer à la pointe du combat pour préserver le bien public mondial qu'est le  
 9 climat. Ce faisant elle contribue largement à permettre à l'UE d'être exemplaire  
 10 sur cet enjeu dans les discussions internationales. Des besoins considérables  
 11 d'investissements sont à présent nécessaires pour aller plus loin, quel que soit la  
 12 voie empruntée. A défaut d'un cadre économique suffisamment incitatif (quasi  
 13 échec du système ETS (*emission trading system*), absence de taxe carbone  
 14 européenne, désaccord pour mettre en place une compensation carbone aux  
 15 frontières de l'UE, etc.), de tels investissements restent risqués et insuffisamment  
 16 rentables pour l'investisseur privé. On attend des pouvoirs publics qu'ils  
 17 s'impliquent résolument dans cette voie. Les critères d'efficacité à long terme  
 18 dans les choix opérés pour ces investissements doivent, plus que jamais, intégrer  
 19 l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

20 Le monde se transforme à une vitesse jamais connue. La redistribution du  
 21 pouvoir entre les pays aura des effets spectaculaires d'ici 2030. Elle érodera la  
 22 montée historique de l'Ouest depuis le milieu du XVIIIe et rétablira l'ancien  
 23 poids économique et politique de l'Asie. L'OCDE annonce que la Chine pourrait  
 24 devenir la première puissance économique, devant les États-Unis en 2016 et elle  
 25 pourrait dépasser l'Europe d'ici 2020. En 2030, l'Inde pourrait être le moteur  
 26 économique qu'est actuellement la Chine. Les économies de l'Europe, du Japon et  
 27 de la Russie devraient poursuivre leur lent déclin relatif. Malgré ce déclin et les  
 28 difficultés que connaît notre pays, la France conserve certains attributs d'une  
 29 grande puissance : un réseau diplomatique étendu et expérimenté, une langue  
 30 internationale, un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies, des forces  
 31 armées opérationnelles et capables de projection à l'extérieur, des filières  
 32 industrielles performantes. Ces instruments sont longs à bâtir. Ils peuvent vite  
 33 disparaître faute d'investissements et de moyens. Ces efforts représentent  
 34 plusieurs points de PIB. Ils sont au service de la France mais en même temps de  
 35 l'Europe. Demain, cette dernière devrait prendre le relais. En attendant, notre  
 36 pays devrait faire valoir cette contribution budgétaire à la sécurité commune.

37 Les réformes engagées en France pour améliorer son fonctionnement  
 38 administratif se poursuivent depuis plusieurs années. Elles portent sur la  
 39 simplification administrative, la décentralisation, l'organisation des services  
 40 centraux et déconcentrés... Sans doute, doivent-elles être poursuivies pour  
 41 améliorer la qualité des services publics et l'efficacité des politiques publiques.  
 42 Sans doute l'État, dans sa conception large donnée par Ernest Renan, celle de la  
 43 *Nation juridiquement organisée* (ce qui inclut évidemment les collectivités



1 territoriales et l'ensemble des organisations publiques ou parapubliques), a-t-il  
 2 des mutations particulièrement importantes à opérer. Mais, la première des  
 3 responsabilités d'un État reste de protéger ses citoyens et de contribuer à leur  
 4 prospérité dans la durée. Les contributions mentionnées ci-dessus illustrent que la  
 5 France le fait également pour notre avenir commun, l'Europe. Or, ces  
 6 contributions entrent difficilement dans un cadre budgétaire et monétaire  
 7 idéologique. La France n'a pas à rougir de ce qu'elle fait pour l'Europe. Cela doit  
 8 lui permettre de continuer à peser sur les orientations de la construction  
 9 européenne, tout en permettant aux citoyens européens de percevoir ce qu'elle  
 10 peut encore leur apporter.

11 La France œuvre à retrouver un équilibre budgétaire de long terme en  
 12 évitant la spirale déflationniste. Dans le même temps, la transition vers un  
 13 développement durable nécessite des dépenses et des investissements.

14 **Le CESE souhaite que le calendrier de retour aux équilibres**  
 15 **budgétaires soit adapté afin de soutenir l'activité économique des**  
 16 **prochaines années. Il suggère de donner une définition suffisamment large**  
 17 **des dépenses et investissements d'avenir en y intégrant, par exemple, les**  
 18 **investissements dans l'éducation et la recherche, de les inscrire dans un**  
 19 **cadre pluriannuel et de les « isoler dans les calculs annuels du solde**  
 20 **budgétaire »<sup>306</sup>. Il insiste en outre pour que les politiques publiques au sein**  
 21 **de la zone euro prennent en compte le risque déflationniste et l'exaspération**  
 22 **des peuples face à l'austérité sans s'enfermer dans des normes budgétaires**  
 23 **et des choix monétaires rigides.**

24 **2. Dans une nouvelle étape : accroître le budget européen soutenir les**  
 25 **investissements d'avenir et de compétitivité, s'engager dans une**  
 26 **convergence sociale et fiscale**

27 « Le TSCG a pu rassurer les marchés et permettre une détente des primes  
 28 de risque sur les taux publics pour les pays les plus en difficulté de la zone  
 29 euro », il convient maintenant de constater que « les effets potentiellement  
 30 favorables du regain de confiance sont étouffés par les politiques d'austérité qui  
 31 [...] dépriment l'activité »<sup>307</sup>. La Commission Européenne a opportunément  
 32 entendu l'appel sur l'insuffisance d'une politique de stabilité budgétaire, au  
 33 demeurant nécessaire. Avec le livre vert sur le financement à long terme de  
 34 l'économie européenne, présenté le 25 mars 2013, s'ouvre une réflexion  
 35 collective sur les modalités de relance des investissements de long terme. Le  
 36 CESE, s'est penché récemment sur cette question à travers les trois avis déjà  
 37 mentionnés ci-dessus.

38 Dans son avis sur « *Les perspectives de l'Union européenne* », présenté le  
 39 27 avril 2005, le Conseil économique et social souhaitait que soit élaboré un

<sup>306</sup> Avis du CESE, « *Dynamiser l'investissement productif en France* » adopté le 12 mars 2008.

<sup>307</sup> Voir plus haut II-D-2. L'austérité dans la zone euro.

1 véritable système de ressources propres pour donner à l'Union dès 2010 les  
2 moyens d'une politique ambitieuse au service de la croissance et du plein emploi.

3 L'exemple en a été donné en d'autres temps avec les traités CECA et  
4 Euratom, ainsi que dans les domaines de l'aéronautique et du spatial. Le peuple  
5 européen doit poursuivre sa construction par la rencontre des Européens portant  
6 des projets mobilisateurs et la volonté d'accomplir des tâches concrètes.  
7 *L'affectio societatis* se crée dans l'action et conditionne la réussite de tout  
8 progrès institutionnel<sup>308</sup>. Il pourrait donc s'agir pour l'Union et les Etats  
9 volontaires de souscrire, en responsabilité partagée, un contrat de reconstruction  
10 pour l'emploi, la formation, l'industrie. Un « gouvernement économique »  
11 disposant d'un budget catalyserait les coopérations entre entreprises, secteurs et  
12 territoires. Le Parlement européen a rejeté à une forte majorité le cadre financier  
13 adopté par le Conseil européen<sup>309</sup>. Parmi ses demandes, figurait celle de dégager  
14 des ressources propres.

15 **Le CESE soutient la demande du Parlement européen de dégager des**  
16 **ressources budgétaires propres. Il souhaite** une augmentation importante du  
17 budget de l'Union qui ne représente aujourd'hui qu'environ 1 % du PIB, ce  
18 montant étant nettement insuffisant pour mettre en œuvre les transferts financiers  
19 nécessaires pour assurer la cohésion de l'Union. Il appartient aux Etats membres,  
20 en liaison avec le Parlement européen, de trouver les instruments permettant de le  
21 faire. **Il appelle, entre pays volontaires, la mise en commun de moyens au**  
22 **service d'un contrat pouvant concerner l'emploi, la formation, la recherche,**  
23 **les infrastructures, l'industrie.** Rappelons également que dans son avis  
24 « *Financer la transition écologique et énergétique* », le CESE recommande face  
25 aux « *contingences de la dépense publique et la difficile mobilisation de*  
26 *l'épargne privée* » de mobiliser la création monétaire pour financer les  
27 investissements de long terme, notamment de la transition écologique. Ce qui  
28 suppose d'engager la réflexion sur une évolution de la politique monétaire

29 La fraude et l'évasion fiscale privent les États des ressources indispensables  
30 pour rétablir leurs comptes et engager les investissements d'avenir. L'évasion et  
31 la fraude fiscales sont par nature difficiles à évaluer. Le Sénat estime la fraude  
32 fiscale entre 36 et 50 milliards d'euros par an pour la France. Le ministre du  
33 budget des finances publiques, estime que l'ensemble de la fraude et l'évasion  
34 fiscales pourrait atteindre chaque année 80 milliards d'euros en France et  
35 1 000 milliards d'euros pour l'UE<sup>310</sup>. Elles favorisent les inégalités inacceptables,  
36 alimentent le sentiment d'injustice, érodent le pacte social. Les récentes décisions  
37 internationales des G8 (et G20), semblent vouloir donner plus de corps aux

<sup>308</sup> Confrontations Europe, n° 101, avril-juin 2013, Philippe Herzog, *Un contrat de reconstruction pour l'Europe*, p. 4-5.

<sup>309</sup> Résolution du Parlement européen du 13 mars 2013 sur les conclusions du Conseil européen des 7 et 8 février concernant le cadre financier pluriannuel.

<sup>310</sup> Selon le ministre Cazeneuve, sur la foi du rapport du syndicat national Solidaires – finances publiques « *Evasions et fraudes fiscales, contrôle fiscal* », janvier 2013.

1 intentions de les contenir puis les réduire. Le CESE recommande la plus grande  
 2 opiniâtreté dans ce sens. Dans l'avis, déjà cité, sur « *Les perspectives de l'Union*  
 3 *européenne* », notre assemblée dénonçait « *un dumping fiscal qui n'est en réalité*  
 4 *qu'une politique de soutien détourné en exonérant leurs entreprises totalement*  
 5 *ou partiellement de l'impôt sur les sociétés* ». Il trouvait « *logique que les*  
 6 *politiques menées en faveur de la croissance et qui doivent bénéficier aux*  
 7 *entreprises désireuses de développer leurs recherches et leurs investissements*  
 8 *donnent lieu à un retour pour l'Union dans la mesure où elle participe*  
 9 *directement à ces actions* ». Il recommandait, avec l'harmonisation des normes  
 10 comptables, la conduite à son terme « *de l'harmonisation des bases de l'impôt*  
 11 *sur les sociétés* ».

12 La crise financière venue des Etats-Unis s'est nourrie en Europe des  
 13 divergences qui s'étaient creusées derrière le voile de la monnaie unique. Elle  
 14 révèle l'insuffisance de la construction européenne. Au terme de son audition,  
 15 Michel Didier, Président de Coe-rexecode, s'interrogeait sur les scénarios pour la  
 16 zone euro : Scission ? Sortie limitée ? Pilotage à vue vers une intégration plus  
 17 poussée ? Problème de l'acceptabilité de la convergence ? Et de conclure que si  
 18 les mesures déjà prises contribuent à resserrer l'homogénéité de la zone euro  
 19 dans les domaines budgétaires et financiers, de nouvelles convergences sont à  
 20 construire notamment dans le domaine fiscal.

21 Au premier chef, il est impératif d'aboutir à la suppression des dispositions  
 22 permettant l'optimisation fiscale (un récent rapport en mesure les conséquences  
 23 importantes dans le domaine des services numériques<sup>311</sup>) au sein de l'UE (via  
 24 notamment les régimes mère-fille et les prix de transfert abusifs). Sans retirer la  
 25 souveraineté nationale essentielle de décider de l'impôt, une telle démarche  
 26 pourrait passer par un dispositif d'observation et de transparence de chaque type  
 27 de fiscalité dans chacun des pays, et d'établir un dialogue organisé entre le  
 28 Parlement européen aidé par les services de la Commission européenne et les  
 29 représentations nationales visant à rapprocher les niveaux de fiscalité entre les  
 30 pays. Par exemple, il pourrait être proposé « *la mise en place d'un mécanisme*  
 31 *d'échange automatique d'informations fiscales au niveau de l'Union*  
 32 *Européenne, puis au niveau mondial* ». Mécanisme qui ne pourra être efficace  
 33 que s'il est accompagné parallèlement d'une lutte contre les structures juridiques  
 34 opaques qui empêchent toute identification du propriétaire réel d'un compte ou  
 35 d'une entreprise. Par ailleurs, dans le domaine de la lutte contre l'optimisation  
 36 fiscale, nous appelons à la mise en place de la publication des bénéfices, des  
 37 chiffres d'affaires et du nombre de leurs salariés par les entreprises, et ce, au  
 38 niveau de chacune de leurs filiales et de chacun des pays où elles ont une activité,  
 39 afin d'empêcher la création de sociétés écrans qui n'ont pour finalité que  
 40 d'échapper à l'impôt.

---

<sup>311</sup> Rapport sur la fiscalité du secteur numérique, janvier 2013 :  
[http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-fiscalite-du-numerique\\_2013.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-fiscalite-du-numerique_2013.pdf).

1       Le CESE soutient la poursuite des politiques nationales et  
2 internationales qui luttent contre la fraude et l'évasion fiscale car ces  
3 ressources manquantes sont indispensables pour le rétablissement des  
4 comptes publics et les investissements d'avenir. Il demande leur mise en  
5 œuvre rapide et effective.

6       Notre assemblée estime que de nouvelles convergences sont à  
7 construire au sein de la zone euro, en priorité dans le domaine fiscal, ce qui  
8 passe notamment par la suppression des dispositifs existants d'optimisation  
9 fiscale.

10       Mais il faut aller au-delà. Faut-il rappeler le préambule du traité de Rome  
11 dans lequel les Etats membres de la CEE affirment qu'ils ont « *pour but essentiel*  
12 *l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples* » ? Il  
13 posait en particulier « *le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de*  
14 *valeur similaire* ». L'élargissement du « Marché commun » à la plupart des pays  
15 d'Europe, a rendu plus lointain cet objectif, tant les écarts de développement au  
16 sein de l'Union se sont accrus. Si on peut admettre, dans ces conditions, que le  
17 processus de convergence prenne plus de temps, il est en revanche inacceptable  
18 que des mesures unilatérales aillent à l'encontre de l'objectif recherché. C'est  
19 évidemment inacceptable sur le plan social, pour les populations et les  
20 travailleurs concernés ; c'est également inacceptable sur le plan économique  
21 lorsque ces mesures de régression sociale rejaillissent sur les autres Etats  
22 membres dont les populations risquent de subir à leur tour les mesures prises  
23 pour maintenir les termes de l'échange.

24       La question de la compétitivité et du coût du travail a longtemps été  
25 évoquée dans la partie II de ce rapport avec, en guise de conclusion provisoire,  
26 une question : « *Il faut certes restaurer les conditions d'une meilleure*  
27 *compétitivité coût de la France vis-à-vis de l'Allemagne. Mais faut-il entrer dans*  
28 *une spirale de baisse sans fin ou obtenir de la première puissance européenne*  
29 *qu'elle offre à ses travailleurs de meilleures conditions salariales ?* ».

30       Cette question se pose pour l'ensemble des pays européens. Pour le CESE,  
31 la réponse est bien dans la réhabilitation des objectifs initiaux de l'Union :  
32 renforcer l'unité des économies, assurer leur développement harmonieux, réduire  
33 l'écart entre les différentes régions, rattraper le retard des moins favorisées,  
34 assurer le progrès économique et social des peuples.

35       **Il doit être mis fin au dumping social autant qu'au dumping fiscal. Il**  
36 **est plus que temps de mettre en place un véritable contrat social pour**  
37 **l'Europe qui prévoit en particulier une réelle amélioration des conditions de**  
38 **vie et de travail, assure des emplois de qualité, développe une protection**  
39 **sociale de haut niveau et des salaires justes. S'agissant de ce dernier point, le**  
40 **CESE se prononce en faveur de la création d'un salaire minimal dans**  
41 **chaque pays membre en rapport avec leur niveau de développement. Il**  
42 **demande, en outre, que le travail effectué dans chaque pays respecte le**

niveau de salaire minimum de ce pays et ne puisse se faire au niveau du salaire minimum du pays d'origine du travailleur (si ce n'est pas le même). Enfin il recommande qu'un calendrier précis soit rapidement établi pour une convergence vers un salaire minimum commun à l'ensemble de l'Union.

### 3. Inscrire la stratégie et la prospective pour la France dans l'ambition d'un développement durable ; organiser l'Etat vers cet objectif

On assimile à tort le développement durable à la protection de l'environnement. A la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies, le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Mme Gro Harlem Brundtland : « *Notre Futur commun* » a défini la notion de « *développement soutenable* », ou « *développement durable* »<sup>312</sup>.

Le développement durable a fait l'objet de trois sommets mondiaux. Les chefs d'Etat et de gouvernement, à Rio en juin 2012, se sont engagés dans l'élaboration d'objectifs de développement durable mondiaux pour 2015. L'Union Européenne œuvre pour le développement durable de son territoire fondé sur les trois dimensions, économique, sociale et environnementale<sup>313</sup>. Pour la France, « *Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable* »<sup>314</sup>. La résolution « *L'Avenir que nous voulons* »<sup>315</sup>, a renouvelé à Rio en 2012 l'engagement de nos pays. Elle affirme, article 2 et 3 :

- « (2). *L'élimination de la pauvreté est le plus grand défi auquel le monde doit faire face aujourd'hui et un préalable indispensable au développement durable. Ainsi sommes-nous déterminés à affranchir d'urgence l'homme de la faim et de la pauvreté* » ;
- « (3.) *Nous prenons de ce fait acte de la nécessité d'intégrer davantage les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable à tous les niveaux, en tenant compte des liens qui existent entre ces divers aspects, de façon à assurer un développement durable dans toutes ses dimensions* » ;

<sup>312</sup> « *Le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité ; l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir* ».

<sup>313</sup> Traité de Lisbonne, article 2 – 3.

<sup>314</sup> Article 6 de la Charte de l'environnement adossée au préambule de la Constitution.

<sup>315</sup> Nom de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies à la suite de la Conférence sur le développement durable, Rio + 20, du 20 au 22 juin 2012

1 - la partie B de cette résolution prévoit de marier encore davantage les  
 2 OMD (objectifs du millénaire pour le développement) dans des  
 3 objectifs de développement durable au-delà de 2015. Elle prévoit  
 4 également, article 38, « *d'adopter des mesures plus larges du*  
 5 *progrès, en complément du produit intérieur brut, [...] sur des*  
 6 *informations plus complètes...* ».

7 Les Français semblent convaincus de l'intérêt d'une transition écologique.  
 8 Veillons à ce que ce nouveau terme ne soit pas porteur d'une acception restrictive  
 9 et que sa mise en œuvre ne déçoive pas. Comment le nouveau Commissariat  
 10 général à la stratégie et à la prospective pourra-t-il répondre à sa mission hors  
 11 référence au développement durable ? Confiné à la compétence d'un seul  
 12 département ministériel, comment le Commissariat général au développement  
 13 durable peut-il encore jouer un rôle transversal ? Les politiques publiques  
 14 doivent s'élaborer et s'évaluer notamment à « *la mesure de la performance*  
 15 *économique et du progrès social* » recommandait la mission de Joseph Stiglitz.  
 16 Cette mesure, c'est aussi celle de la richesse au-delà du PIB, celle de la  
 17 prospérité même sans croissance comme depuis cinq ans à présent. Depuis trois  
 18 ans, notre Conseil s'appuie sur le tableau de bord des indicateurs de  
 19 développement durable pour son rapport annuel sur l'état de la France. Celle-là  
 20 et ceux-ci fournissent des éléments de comparaisons internationales. Dans le  
 21 même temps, ils doivent être appréciés et choisis après débat avec les principales  
 22 représentations de la société civile organisée. Le CESE devrait, par vocation, être  
 23 la scène pour une telle concertation. Le rapport annuel sur l'état de la France  
 24 dont il est chargé devrait en rendre compte. Substituer la Stratégie nationale de la  
 25 transition écologique à la SNDD, appelle également quelques questions. Est-ce le  
 26 même périmètre et le même objet ? Auquel cas, pourquoi avoir changé de nom ?  
 27 Sinon, cela reflète-t-il la limitation d'une stratégie nationale au seul champ de  
 28 l'écologie ? Cela signifie-t-il notamment l'abandon d'une volonté de  
 29 développement ? Ou bien cela annonce-t-il l'élaboration ultérieure d'une  
 30 nouvelle SNDD dans laquelle la SNTE apporterait la dimension écologique ?  
 31 Dans le fil de ces questions, le CESE tient à rappeler ses recommandations  
 32 passées<sup>316</sup> :

- 33 - la SNDD doit être adoptée par le Parlement ;
- 34 - renforcer le caractère stratégique de l'exercice ;
- 35 - en lien avec le Conseil national du développement durable (CNDD),
- 36 confier au CESE la mission de participer à l'élaboration de la SNDD
- 37 et de réaliser chaque année un avis sur le rapport du gouvernement
- 38 relatif à sa mise en œuvre.
- 39

---

<sup>316</sup> « *La stratégie nationale de développement durable 2009-2013* », avis du CESE adopté le 27 janvier 2010 à une très large majorité sur saisine du Premier ministre du 30 novembre 2009.

Aujourd'hui, notre assemblée recommande de :

- confier au Commissariat général à la stratégie et à la prospective le soin de préparer la stratégie nationale de développement durable ;
- par son adoption par le Parlement, considérer la stratégie nationale de développement durable comme une loi de programmation ;
- mesurer les diverses dimensions du bien-être collectif avec les indicateurs de développement durable, permettant des comparaisons internationales et débattus avec la société civile ;
- nourrir les décisions publiques, notamment lors du débat budgétaire, avec le rapport annuel sur l'état de la France du CESE qui s'appuie sur l'évolution de ces indicateurs.

Il est temps, en effet, d'accélérer la transition vers un développement durable. Les principales décisions politiques doivent s'inspirer de cette *ardente obligation*<sup>317</sup>.

La France a une organisation décentralisée<sup>318</sup>. Cela n'implique nullement que l'Etat et tous les niveaux de collectivité territoriale puissent se revendiquer d'une compétence sur les mêmes domaines au risque de rendre illisible les responsabilités pour les citoyens.

Dans son avis sur « *L'investissement public : malgré les difficultés, une priorité* »<sup>319</sup>, la première recommandation du CESE est de « *rationaliser l'organisation des pouvoirs territoriaux et leurs compétences* ».

Dans un précédent avis, le CESE s'était déjà interrogé : « *Quelles missions et quelle organisation de l'Etat dans les territoires ?* »<sup>320</sup> Et il organisait ses recommandations autour des axes suivants : opter pour un État visionnaire et développeur ; consolider un État unitaire et décentralisé en Europe ; instaurer de nouvelles régulations fiscales, financières et bancaires ; tendre vers une refondation sociale ; construire une démocratie « élaboratrice » ; renforcer l'évaluation.

**Le CESE recommande, en outre, que la transition vers un développement durable inspire également la conduite de la réforme de l'Etat, non dans les modalités précises, détaillées, indispensables qui doivent permettre une meilleure efficacité et efficience dans la satisfaction des**

<sup>317</sup> Pour reprendre la formule de Charles de Gaulle en 1958 concernant le Plan : « *Pour moi, précisez-il, à mon échelon, il s'agit du plan, parce qu'il embrasse l'ensemble, fixe les objectifs, établit une hiérarchie des urgences et des importances, introduit parmi les responsables et même dans l'esprit public le sens de ce qui est global, ordonné et continu, compense l'inconvénient de la liberté sans en perdre l'avantage* ».

<sup>318</sup> Constitution, article premier.

<sup>319</sup> Déjà mentionné plus haut.

<sup>320</sup> Avis adopté le 22 novembre 2011, rapporteur Jacqueline Doneddu.

citoyens, mais dans la définition des missions, la hiérarchie des priorités, la répartition des compétences, l'attribution des moyens.

**4. Prolonger et compléter les soutiens d'innovation et de fertilisation des tissus industriels régionaux autour de plateformes et pôles de compétitivité ; renforcer les possibilités d'expérimentation des régions et tirer enseignement des possibilités ouvertes sur ce plan aux collectivités d'outre-mer**

Le CESE a formulé de nombreuses recommandations dans le domaine économique. Les recommandations de son avis sur « *La compétitivité : enjeu d'un nouveau modèle de développement* », adopté en novembre 2011, ont été reprises dans les rapports sur l'état de la France en 2011 et en 2012. Elles restent largement d'actualité. Les plates-formes de transfert de technologie et les pôles de compétitivité, sous réserve d'une évaluation positive de leur efficacité, impliquant d'importants opérateurs publics (notamment des EPIC), orientés par des choix de long terme, aidés par des programmes de recherche et le *Programme d'investissement d'avenir*, financés par la *Banque publique d'investissement*, sont les instruments d'une fertilisation croisée et d'une coopération fructueuse au sein du tissu des entreprises. Leur caractère territorial marqué, bien que sans exclusive, joue les synergies de proximité et la complémentarité avec les compétences des collectivités territoriales notamment régionales dans le domaine de la formation. Dans cinq grands domaines (les nouvelles technologies ; l'économie verte ; l'énergie ; la mobilité ; les activités liées au patrimoine et aux savoir-faire français ; les besoins nouveaux liés à l'allongement de la vie, la demande de solutions de santé), il est fondamental de parvenir à faire émerger une offre française en réponse à l'émergence de demandes nouvelles, si possible en prolongeant la logique de filière. En effet, suite aux états généraux de l'industrie, des comités stratégiques de filières ont été créés pour améliorer la structuration et le pilotage des filières industrielles grâce notamment à un meilleur dialogue entre les acteurs... La constitution de chaînes complètes de valeur est, en effet, un atout économique (croissance, emploi, commerce extérieur) en même temps qu'une réponse aux attentes de plus en plus fortes des consommateurs (transparence, traçabilité, sécurité).

**Pour le CESE, il est indispensable de faire émerger une offre française compétitive et innovante sur les secteurs identifiés comme porteurs pour l'avenir. Une telle offre devrait être structurée autour de la logique qui a conduit à la création des comités stratégiques de filières et réactives aux attentes des clients, chaque fois que possible, ancrée dans des territoires régionaux.**



1 B - MIEUX UTILISER LES TRAVAUX DU CESE ET LE SAISIR SUR DES  
2 APPROFONDISSEMENTS A VENIR—

3 Dans les avis qu'il rend, le CESE s'attache à partager des diagnostics et à  
4 formuler des propositions qui répondent aux défis de l'heure avec le plus large  
5 consensus. Au premier chef, ces recommandations sont destinées aux pouvoirs  
6 publics, afin de les éclairer dans leurs responsabilités.

7 La conjoncture économique est maussade. Elle l'est maintenant depuis cinq  
8 ans. Est-ce une crise systémique et multifactorielle ? Contrainte poussant à  
9 changer de modèle de développement ? Certainement ! Mais, comment faire face  
10 aujourd'hui aux conséquences sociales délétères de la situation et à la baisse de  
11 moral de nos concitoyens ? Comment développer le dialogue social et améliorer  
12 les droits attachés aux salariés ? Comment lutter contre la précarité ? Comment,  
13 prendre en compte, dès à présent, l'enjeu écologique et contribuer, à la mesure de  
14 nos moyens, aux biens publics environnementaux ? Comment préparer les jeunes  
15 générations et leur permettre de trouver un emploi dans nos sociétés ? Comment  
16 élargir l'accès à l'enseignement supérieur et éviter que 150 000 jeunes sortent  
17 chaque année du système éducatif sans qualification ni diplôme ? Comment  
18 concilier la réduction de la dette publique avec les besoins d'investissements  
19 publics ? Quelles voies pour redonner de la compétitivité à nos entreprises et nos  
20 territoires ? Comment les PME peuvent-elles accroître leur présence à  
21 l'exportation ? Comment assurer l'avenir de l'assurance maladie ? Quelle  
22 contribution pour un débat sur l'efficacité et la transition énergétique ? Quelles  
23 spécificités prendre en compte pour l'Outre-mer ?

24 Sur toutes ces questions, le CESE a formulé des recommandations qui  
25 restent d'actualité. Aussi et comme ses deux prédécesseurs, le présent rapport  
26 renvoie largement aux travaux déjà existants de notre assemblée.

27 Par ailleurs, de nombreuses thématiques sont aussi abordées mais ne  
28 peuvent pas être analysées ni traitées avec l'approfondissement adéquat dans ce  
29 rapport. C'est pourquoi, divers thèmes de saisines peuvent se révéler utiles à  
30 l'occasion de cet exercice. Ils justifieraient que notre assemblée s'y intéresse  
31 dans un proche avenir.

32 En voici quelques-uns, sachant que cette liste est, par nature, non  
33 exhaustive :

- 34 • Investir en faveur de la jeunesse est un impératif pour la France, en  
35 particulier dans le contexte de paupérisation de la jeune génération déjà  
36 souligné par notre assemblée. Comment assurer un transfert financier  
37 équitable entre les générations et avancer vers l'instauration effective  
38 d'un droit à la qualification et à la formation qui favoriserait l'accès à  
39 l'emploi pour tous ?
- 40 • Quelles alternatives aux modalités actuelles des politiques familiales au  
41 regard des évolutions sociétales et économiques de notre pays ?

- Quelles orientations pour une réforme en profondeur de la fiscalité qui : i) assure la poursuite du rétablissement de l'équilibre structurel des finances publiques, ii) œuvre à la compétitivité à long terme du pays et de ses entreprises, iii) augmente la part de la fiscalité environnementale dans les recettes (comme élément d'un signal prix), iv) assure une redistribution des revenus pour réduire les inégalités sociales et lutter contre la pauvreté et la précarité.
- Un développement durable appelle-t-il de nouveaux paradigmes économiques ? Comment accélérer les mutations vers les formes économiques facilitant une transition vers un développement durable ? Comment favoriser la production de richesse en respectant le DD et comment la partager équitablement ?
- Face aux lourdes insuffisances internationales dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, quels développements donner aux politiques d'adaptation aux changements climatiques ? Quelles nouvelles coopérations élaborées avec les pays émergents ? Plus largement, sous la menace de graves crises systémiques (alimentaires, raréfaction et renchérissement des matières premières, effondrement du système financier international, etc.) comment améliorer la résilience des divers niveaux d'organisation ? En amont de la Conférence sur le climat prévue à Paris en 2015, il serait également pertinent d'établir le bilan et les perspectives des politiques développées en France et en Europe depuis vingt ans dans la lutte contre le changement climatique.
- Quels orientations, modalités, calendriers, proposer pour de nouvelles étapes de convergence en Europe et spécialement en zone euro pour : i) lutter contre le chômage des jeunes en Europe ; ii) développer une politique industrielle à l'échelle du continent européen ; iii) rapprocher les situations sociales et lutter contre le dumping social ; iv) limiter la financiarisation de l'économie, réorienter la politique monétaire et aboutir à une union bancaire au service du bien-être économique, social et environnemental des populations européennes ?

**Dans la continuité de ces quelques propositions de domaine d'approfondissement, le CESE envisage de consacrer un temps d'échange avec divers experts. Il souhaite ainsi faire émerger les thèmes qui justifieraient une saisine au cours des prochains mois, ainsi éventuellement qu'une focalisation particulière dans les prochains rapports annuels.**

1  
2

## **A N N E X E S**



**Contribution de l'Académie des technologies  
au rapport annuel du CESE sur l'état de la France, juin 2013**

Certaines pistes mises en avant par l'Académie ne feraient probablement pas consensus au sein du CESE si elles devaient y être discutées. C'est la raison qui nous empêche de les reprendre au compte du CESE.

\*

\* \*

## PLAN

1. INTRODUCTION GENERALE
2. POTENTIALITES OFFERTES POUR LA FRANCE PAR LES TECHNOLOGIES ET LES VOIES A ENCOURAGER
  - 2.1. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)
    - Ruptures et évolutions des infrastructures de la société d'information
    - Ubiquité et big data : sujets majeurs dans les TIC
    - Robotique grand public : un secteur prometteur
    - Simulation haute performance au service de la compétitivité des entreprises
  - 2.2. ENERGIE
    - Smart-grids : des outils de gestion intelligente de l'énergie à différentes échelles du territoire pour la véritable transition énergétique
    - Petits réacteurs nucléaires immergés : un changement de paradigme en matière de sûreté et de fabrication
    - Courant continu dans les équipements, les centres de données informatiques et les grands réseaux de transport électrique : un rôle croissant
    - L'hydrogène : un vecteur énergétique et un moyen de stockage de l'énergie renouvelable intermittente ?
  - 2.3. MOBILITE-TRANSPORT
    - Electrification des routes : un moyen de rechargement énergétique des véhicules
    - Secteur automobile : une ré-industrialisation possible
  - 2.4. LES INDUSTRIES ET SERVICES TRADITIONNELS
    - Changement des processus de production et des méthodes de travail
    - Personnalisation des produits et services
    - Sciences et technologies des systèmes complexes
  - 2.5. ENVIRONNEMENT
  - 2.6. SANTE
  - 2.7. DOMAINES ASSOCIES AUX TECHNOLOGIES DU VIVANT
    - Biotechnologies : un développement lié à leurs conditions d'industrialisation
  - 2.8. AGRO-ALIMENTATION
3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, JURIDIQUE ET SOCIAL
4. INNOVATIONS ET ETHIQUE

## 1. INTRODUCTION GENERALE

L'Europe élabore actuellement le programme de recherches Horizon 2020 dont l'architecture s'appuie sur l'excellence scientifique, la primauté industrielle et les défis sociétaux. Ainsi, les grandes inflexions technologiques qui marqueront la vie économique, l'environnement, la vie sociale et culturelle de la France en 2030, sont en grande partie décrites dans ce programme et déjà présentes dans les résultats de la recherche technologique d'aujourd'hui. Il est donc fortement probable qu'ils soient marqués par :

- La montée en puissance des systèmes technologiques les plus évolués dans toutes les activités humaines : nombre d'utilisateurs en parallèle, utilisation simultanée de technologies diverses : électronique, optique, hyperfréquences, biologique, énergétique, etc. Celle-ci requiert des capacités d'ingénierie de plus en plus élevées en niveau et en quantité.
- Le couplage du monde de la biologie et de celui de la physique à la fois dans les objets (instrumentation médicale ou organes artificiels par exemple) et dans les usages (domo-médecine par exemple).
- La gestion individualisée de l'ensemble des services à la personne et, en parallèle, la gestion informatique à grande échelle d'une multitude de comportements individuels et collectifs : transports, énergie, habitation, administration, loisirs.
- La généralisation du recyclage intelligent des matières, le développement de l'économie circulaire et de l'économie de matières par éco-conception ainsi que le progrès dans les performances massiques et fonctionnelles des matériaux.
- Sans oublier la « numérisation » progressive de pans entiers de l'économie et plus généralement de la plupart des activités humaines qui transforme en profondeur notre société.

A ces inflexions purement technologiques, il faudrait rajouter des grandes inflexions économiques découlant de choix sociétaux au regard de la technologie, comme par exemple :

- L'augmentation à venir du coût de l'énergie, pour les entreprises comme pour les particuliers. Elle résultera non pas tant d'une raréfaction globale des ressources que des besoins des pays émergents en ressources fossiles. Elle résultera surtout de l'augmentation continue des coûts de maîtrise des risques nucléaires ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre associés aux productions énergétiques classiques (pétrole, charbon, gaz) ainsi qu'à la montée en puissance des sources d'énergie renouvelables.
- Le manque de spécialistes compétents au moins dans une génération marquée par la désaffection actuelle pour les études scientifiques et techniques, tant ingénieurs que techniciens, comme cela a été le cas pour le nucléaire avec la génération 1990 - 2005 (post Tchernobyl).
- L'intrusion des technologies de l'information dans la vie privée pour des besoins de sécurité et de lutte antiterroriste mais aussi et surtout pour des besoins de marketing et de services destinés à offrir plus de confort d'utilisation en échange d'informations sur les habitudes des internautes. Mais avec comme corollaire le risque de rejet de ces technologies si elles sont jugées trop intrusives.
- Le développement de la modularité de grands systèmes techniques qui permet de fabriquer la plus grande partie des composants dans les usines du pays d'origine du concepteur, et ainsi une relocalisation d'emplois. Les petits réacteurs nucléaires (Small Modular Reactors) de 150/200MWe comme le Flexblue de DCNS est un exemple. On note une évolution similaire dans le secteur du bâtiment.
- Le développement des « FabLab » peut également considérablement modifier l'organisation des processus de conception et de fabrication et permettre leur relocalisation.
- Le besoin d'une plus grande sécurité alimentaire qui nécessite l'approvisionnement en produits alimentaires suffisant, sain et de bonne qualité et qui s'appuie sur une agriculture et une sylviculture modernes et des bio-industries durables et compétitives.
- Les transports intelligents, verts et intégrés qui permettent d'optimiser les ressources et le respect de l'environnement tout en assurant une mobilité efficace avec une plus grande sécurité.
- La lutte contre le changement climatique et l'utilisation efficace des ressources et matières premières avec en support la construction d'une économie plus sobre.



## 2. POTENTIALITES OFFERTES POUR LA FRANCE PAR LES TECHNOLOGIES ET LES VOIES A ENCOURAGER

La France ne représente que 1 % de la population mondiale. Elle ne peut prétendre à « inventer » elle-même toutes les technologies et leurs applications. Il convient donc de mobiliser nos compétences les plus pointues en matière de R&D sur ce qu'il est possible de développer au niveau national, de s'approprier et de mettre en œuvre ce qui est développé par les autres pays.

### 2.1. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

#### - Ruptures et évolutions des infrastructures de la société d'information

Plusieurs tendances technologiques de fond sont à l'œuvre. Les télécommunications évoluent. Cette évolution est caractérisée par une couverture de plus en plus systématique des territoires par des réseaux fixes ou mobiles à débits toujours plus élevés, et utilisant les protocoles standard de l'Internet (IP). Les circuits intégrés évoluent aussi. La miniaturisation continue des composants (loi de Moore) conduit à la dissémination de microprocesseurs dans les objets les plus variés, ce qui leur confère de nouvelles fonctionnalités (Web des objets). Certains paramètres de la loi de Moore (augmentation de la fréquence, diminution de l'énergie consommée) ont atteint leur limite pratique, et le parallélisme devient le seul moyen de gagner en performance, non sans générer de nouveaux problèmes de consommation énergétique. Le recours au parallélisme massif est une rupture majeure pour la conception de logiciels, avec pour conséquence le développement de nouveaux modèles de calculs, notamment non déterministes. Le parallélisme amène à l'accumulation de très nombreuses ressources informatiques (processeurs, mémoire, disque). Cette accumulation peut être mutualisée entre plusieurs utilisateurs (cloud computing) et permet de gagner en performance de traitement de très grandes masses de données (big data) et de simulation. Par ailleurs, l'évolution du web conduit à développer l'abstraction « tout est service » de l'infrastructure, favorisant un paiement à l'usage des ressources informatiques utilisées (SaaS).

La combinaison de ces ruptures rend possible la mise en œuvre de grands systèmes sociétaux (mobilité et ville intelligentes, domo-médecine...) qui vont soutenir la modernisation de la France. Ces ruptures nécessitent cependant de pratiquer une recherche intégrative pour concevoir des produits et des services novateurs. Elles créent aussi des opportunités qui offrent la possibilité de redistribuer les cartes de l'industrie des services et des équipements à l'échelle mondiale. Il est remarquable de constater que la France est le seul pays européen et un des rares dans le monde à couvrir un très grand nombre des étapes de la

chaîne de valeur du numérique et de l'informatique. Qu'il s'agisse des technologies du circuit intégré, de la conception des microprocesseurs à parallélisme massif, d'ordinateurs de grande puissance ou d'équipements de télécommunication, de conception de logiciels et services à très haute valeur ajoutée, la France a les compétences et les industriels (grands et petits) nécessaires. Cette situation exceptionnelle doit être valorisée dans le contexte de ruptures auquel le numérique doit faire face et dans un contexte où la balance des paiements de l'Europe devient de plus en plus déficitaire.

#### - **Ubiquité et big data : sujets majeurs dans les TIC**

##### **L'ubiquité** (Internet des objets communicants et intelligents)

La dissémination de l'intelligence dans tous les objets usuels va ouvrir de nouveaux domaines et offrir de très nombreuses opportunités de développement. Un seul exemple : la "smart home" est l'opportunité de développer une action publique dans le cadre des nouvelles réglementations énergétiques.

##### **Big data**

L'enjeu sera de pouvoir exploiter de grandes masses de données non structurées (images, textes, audio, clickstreams...) pour proposer de nouveaux services et produits, améliorer le bien-être social ou encore progresser dans les connaissances scientifiques. Il capitalise sur des progrès logiciels et matériels (généralisation des systèmes massivement distribués). Le phénomène big data entraîne des modifications fondamentales dans les façons de fonder les décisions, voire de pratiquer la recherche. En effet, la modélisation jusqu'ici basée sur la connaissance des processus est réalisée à partir des données et procède par apprentissage statistique. Cette approche constitue un changement de paradigme en modélisation.

La France est traditionnellement forte sur les aspects d'ubiquité et faible sur les aspects de big data. Il y a un enjeu industriel pour que les acteurs du secteur ne soient pas dépassés par leurs concurrents internationaux.

#### - **Robotique grand public : un secteur prometteur**

L'explosion de la puissance de calcul combinée à la miniaturisation des circuits, la mise au point des logiciels d'apprentissage et de gestion des connaissances de plus en plus sophistiqués, le développement des capteurs et micromoteurs toujours plus élaborés vont faire exploser le domaine de la robotique grand public (assistance, jeu, compagnons, etc.).

1                   - **Simulation haute performance au service de la compétitivité des**  
 2                   **entreprises**

3  
 4   La simulation haute performance devient un élément clé d'amélioration de la  
 5   compétitivité des entreprises en renforçant leur capacité d'innovation, tout en  
 6   leur permettant de réduire les coûts et les durées des processus industriels,  
 7   d'améliorer la qualité globale et de former des compétences. L'usage de la  
 8   simulation se diversifie. De nouveaux secteurs tels que la santé, le multimédia,  
 9   les technologies du vivant ou encore l'analyse de risques sont concernés.

10   La pénétration de ces nouveaux secteurs est portée essentiellement, en matière  
 11   d'offre, par les PME innovantes. Les bénéfices de l'utilisation de la simulation  
 12   doivent pouvoir être étendus au-delà des grandes entreprises aux ETI et PME.  
 13   Cependant, pour ces dernières, les coûts d'accès à la puissance informatique  
 14   nécessaires sont élevés. Les offres de « cloud computing » dédiées à la haute  
 15   performance permettront cependant de mutualiser les coûts du matériel et des  
 16   produits logiciels et de rendre accessible au plus grand nombre ces ressources par  
 17   un paiement à l'usage. L'investissement en matière de compétences humaines  
 18   reste néanmoins élevé. En ce qui concerne l'évolution des technologies  
 19   informatiques, l'usage du parallélisme massif pour gagner en performance est une  
 20   rupture qui nécessite de revoir entièrement les logiciels existants et de concevoir  
 21   des algorithmes et des applications très parallélisées. Les solutions envisagées  
 22   pour faire évoluer la puissance actuelle des ordinateurs vers l'exaflop reposent  
 23   sur la résolution de verrous technologiques majeurs. Une voie consisterait à  
 24   réexaminer la séparation traditionnelle entre matériel et logiciel pour que les  
 25   entreprises travaillent en amont avec des fournisseurs de systèmes et de logiciels  
 26   et développent des applications qui leur sont stratégiques. Il est donc  
 27   indispensable de mener en parallèle des actions de recherche sur les futures  
 28   architectures d'ordinateurs.

29   La France bénéficie d'une situation exceptionnelle en Europe et dans le monde.  
 30   Elle dispose en effet sur son territoire d'un ensemble d'acteurs de premier plan  
 31   couvrant une très grande partie de la chaîne de valeurs de la simulation  
 32   numérique (matériel – logiciel – service) et s'appuie également sur une recherche  
 33   technologique de pointe.

34  
 35   **2.2 ENERGIE**

36  
 37                   - **Smart-grids : des outils de gestion intelligente de l'énergie à**  
 38                   **différentes échelles du territoire pour la véritable transition**  
 39                   **énergétique**

40   Les nouvelles sources d'énergies (éolien, photovoltaïque, pile à combustible,  
 41   géothermie, biomasse...) qui se distingueront par leur diversité, leur  
 42   dissémination et leur caractère intermittent sont difficilement intégrables dans un  
 43   réseau électrique qui doit rester stable. De plus l'émergence de ces sources

d'énergie accroît la complexité des relations économiques. Seul le numérique apporte la solution au travers des « smart-grids ». En pratique, ces smart-grids, qui associent l'énergie à un certain nombre de métadonnées concernant les sources, (leur nature et leurs caractéristiques) et la connaissance fine et actualisée des consommations, permettent de gérer « intelligemment » l'énergie et d'adapter non seulement la production à la consommation mais également la consommation à la production. Cela peut se faire, par exemple, par la mise en œuvre de techniques d'optimisation, d'effacement<sup>321</sup>, de déplacement de consommation dans le temps, de stockage, de mutualisation et le développement de l'autoconsommation.

A l'image de ce qui a été réalisé au Japon, on peut penser que l'architecture de ces smart-grids comportera plusieurs niveaux, locaux et nationaux. En local il s'agira des « micro-grid » (les xEMS : par exemple, les logements « HEMS : Home Energy Management Système », les bâtiments « BEMS : Building EMS », les usines « FEMS : Factory EMS » et au niveau au-dessus, c'est-à-dire les quartiers ou les cités « CEMS : Community EMS »). Ce sera généralement l'architecture des réseaux de campus, d'éco-quartiers et d'éco-cités.

Au niveau du pays on trouvera les « smart-grid nationaux » qui seront les réseaux intelligents des grands opérateurs d'énergie et qui dialogueront avec les CEMS beaucoup plus efficacement qu'avec un client final d'aujourd'hui. Cette convergence des sources d'énergie et des technologies de l'information, véritable internet de l'énergie, conduira à une transformation radicale du secteur de l'énergie. Ces smart-grids, outils de gestion intelligente de l'énergie à différentes échelles du territoire permettront la véritable transition énergétique.

#### **- Petits réacteurs nucléaires immergés : un changement de paradigme en matière de sûreté et de fabrication**

La production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire restera une composante du mix énergétique dans les décennies à venir. Les petits réacteurs nucléaires, en particulier immergés comme le Flexblue de DCNS font partie des sujets techno-industriels porteurs à l'horizon 2030 et donc à encourager. Ces réacteurs constituent en effet un changement de paradigme profond en matière de sûreté et de fabrication : probabilité et conséquences d'accidents graves très faibles en raison de la présence d'eau autour et sur le réacteur, fabrication totale en France, organisation nouvelle pour le licensing du réacteur. En effet, les compétences sont réunies en France avec par exemple AREVA TECHNICATOME, impliqué dans la propulsion nucléaire navale.

---

<sup>321</sup> L'effacement consiste à stopper la consommation d'énergie de certains équipements pendant une durée déterminée, en accord avec l'opérateur du réseau national d'électricité.

1           - **Courant continu dans les équipements, les centres de données**  
 2           **informatiques et les grands réseaux de transport électrique : un**  
 3           **rôle croissant**

4  
 5 De plus en plus d'équipements fonctionnent aujourd'hui en courant continu, à  
 6 basse et moyenne tension continue : électroménager, PC, tablettes et téléphones  
 7 intelligents, éclairage utilisant la technologie LED. Les sources d'énergie  
 8 renouvelable locales telles que le photovoltaïque, l'éolien ou la pile à  
 9 combustible sont également concernées.

10  
 11 De nombreux projets privés et publics existent au niveau mondial pour  
 12 développer des solutions technologiques permettant un fonctionnement total en  
 13 courant continu aux basses et moyennes tensions continues du bâtiment et des  
 14 centres de données informatiques. Ces projets concernent aussi l'agrégation de  
 15 sources et de puits d'énergie (stockage par batterie du véhicule  
 16 électrique/hybride) renouvelables en « micro-grids » pour la mutualisation et la  
 17 gestion intelligente des ressources (éco-quartiers, éco-cités). Les bénéfices  
 18 attendus sont en effet importants comparativement au courant alternatif :  
 19 meilleure efficacité énergétique des équipements/installations/bâtiment ; coûts  
 20 d'investissement et de maintenance moindres. La simplification des architectures  
 21 de distribution de la puissance électrique par la suppression de dispositifs  
 22 d'électronique de puissance (onduleurs, convertisseurs, redresseurs) permet ces  
 23 gains. Dans le cas par exemple des centres de données informatiques, les coûts  
 24 d'investissement et de maintenance devraient diminuer de 10 à 20 %. Leur  
 25 efficacité énergétique devrait quant à elle être améliorée d'environ 10 %.

26  
 27 Il y a d'autre part un besoin de développer des lignes de transport électrique à  
 28 très haute tension continue sur des distances importantes, à l'échelle européenne,  
 29 pour augmenter les capacités d'interconnexion (maillage) et d'échange de  
 30 l'énergie nécessaires à la stabilité des réseaux électrique nationaux. L'intégration  
 31 croissante des sources d'énergie renouvelables dont l'éolien offshore dans ces  
 32 réseaux renforce le besoin d'échange d'énergie à grande échelle. Le courant  
 33 continu et les progrès dans l'électronique de puissance offrent des solutions  
 34 technologiques à ces besoins. Ces solutions permettent par ailleurs une  
 35 exploitation plus souple du réseau, grâce à une meilleure orientation des flux  
 36 électriques dans ses différentes branches.

37 Des réalisations sont en cours ou en projet (liaison France Espagne de 80 km  
 38 dont 8 km sous les Pyrénées, 320 kV, liaison Piémont Savoie de 180 km qui  
 39 empreinte le tunnel de service de Fréjus entre la France et l'Italie).

40 Des lignes aériennes anciennes fonctionnant en courant alternatif (AC) sur le  
 41 territoire français pourraient par ailleurs être transformées pour fonctionner en  
 42 courant continu (DC) d'ici 10 à 15 ans afin d'augmenter les capacités de transfert  
 43 global d'énergie et de piloter les flux électriques.

Dans la très haute tension continue, de nombreux défis technologiques restent à relever. Citons l'interopérabilité des différentes solutions de conversion dans des réseaux voués à se développer ; la simulation du comportement de réseaux AC et DC proches sera nécessaire ; la mise au point de solutions de détection et de gestion d'un dysfonctionnement sur un réseau maillé DC. Cette gestion passera par la possibilité de couper la partie défaillante du réseau à l'aide d'un disjoncteur DC à concevoir.

### **- L'hydrogène : un vecteur énergétique et un moyen de stockage de l'énergie renouvelable intermittente ?**

L'hydrogène sera peut-être un des éléments importants de la transition énergétique, tant du point de vue vecteur énergétique que comme moyen de stockage de l'énergie renouvelable intermittente. Si la production d'hydrogène par hydrolyse ou électrolyse est maîtrisée (même si il faut encore en améliorer le rendement), son stockage à très haute pression dans de bonnes conditions de sécurité reste un défi sur lequel la France est bien placée. Des études R&D doivent être poursuivies et renforcées pour l'optimisation de la production, le stockage à basse pression, le transport et la distribution de l'hydrogène. Les résultats positifs de ces études pourraient être à l'origine de débouchés intéressants pour des industriels français.

## **2.3 MOBILITE – TRANSPORT**

### **- Electrification des routes : un moyen de rechargement énergétique des véhicules**

Pour le secteur des transports, la consommation d'énergie fossile sous forme de carburant liquide ne diminuera pas tant que la transition électrique ne sera pas pleinement réalisée.

Afin de contourner le problème du rechargement des batteries, le rechargement énergétique des véhicules via l'électrification des routes (route électrique) peut être un exemple de rupture intéressante. La piste du rechargement par induction ou par rail est investiguée par des acteurs aux Etats-Unis ou Japon.

Cette solution pourrait s'appuyer sur la notion de production (petits réacteurs par exemple) et de stockages distribués et décentralisés. Cette alternative durable se présente comme efficace, non polluante, peu coûteuse à l'usage et propre.

Pourquoi un pays comme la France ne participerait-il pas à démontrer l'intérêt de l'électrification des routes ? On pourrait imaginer une ligne pilote autoroutière de faible kilométrage ou un service de voitures électriques urbain, basé sur ce concept. Cette approche complémentaire à celle des batteries serait une opportunité de développer des nouvelles technologies et un savoir-faire, pour créer de la valeur en France et pour d'autres marchés.

Si l'on considère que cette option puisera son énergie à partir de « petites » centrales de production énergétiques de série, elle nécessitera certes de gros investissements mais elle aura la vertu de proposer un travail non délocalisable à une main d'œuvre peu qualifiée et ce, sur plusieurs décennies.

- **Secteur automobile : une ré-industrialisation possible**

Les difficultés actuelles de l'industrie automobile en France posent la question des technologies ainsi que des transformations industrielles et entrepreneuriales nécessaires au maintien d'une production nationale à l'horizon 2030. Ce sujet est sans doute différent de celui de la survie des « marques » françaises au même horizon.

Les mutations technologiques et organisationnelles de l'automobile mondiale se poursuivront à un rythme soutenu mais sans révolution brutale et la montée en production des véhicules hybrides et des véhicules électriques sera progressive.

Une stratégie de l'innovation soutenue par les pouvoirs publics en ce qui concerne la recherche fondamentale associée (batteries, matériaux,...) semble indispensable et doit s'accompagner d'une réflexion sur le rôle du design (de la créativité) pour créer des produits attractifs.

Développer de la valeur ajoutée dans la construction automobile en France est possible. Il s'agirait de soutenir la construction des batteries en choisissant les parties de la chaîne de valeur qui sont intéressantes en matière d'emploi et de valeur, mais aussi les joint-ventures qui visent à proposer des services autour de la mobilité aux clients.

Certains secteurs sont à renforcer comme celui des plastiques, des composites et de leurs transformations pour alléger les véhicules, et favoriser l'apparition de sociétés d'ingénierie dans ces domaines. Le secteur des TIC lié au véhicule est aussi concerné afin de créer un portail de services à bord, avec un partage plus performant entre le on-board et le cloud sur infrastructure. Les innovations devraient porter aussi sur les techniques d'assemblage et la robotique collaborative associée. Les véhicules hauts de gamme sont ceux qui font émerger les grands développements. Il s'agirait d'amplifier leur production tout en l'accompagnant d'une politique de l'Etat adaptée qui supprimerait les pénalités spéciales pour ces gammes.

Il s'agirait aussi de renforcer le rôle des équipementiers qui prennent de plus en plus d'importance dans le système automobile, avec une réflexion sur la constitution de l'écosystème géographique et organisationnel en s'inspirant du modèle allemand.

## **2.4 LES INDUSTRIES ET SERVICES TRADITIONNELS**

Ils constituent le socle de la vie économique et sociale de notre pays et, s'il est important de développer de nouvelles activités économiques à partir de nouvelles technologies ou des combinatoires innovantes de technologies existantes, il

importe en parallèle d'améliorer sans cesse la productivité et la qualité dans ces activités comme le montre l'Allemagne. Or, les développements technologiques, et en particulier les TIC permettent des progrès significatifs en la matière : contrôle-commande des machines, gestion des approvisionnements... Les domaines sont multiples et nos entreprises prennent du retard.

#### **- Changement des processus de production et des méthodes de travail**

La combinaison de la mondialisation et de la spécialisation conduit à une nouvelle forme d'entreprises : un monde hybride constitué de "plateformes" (multi-nationales) et des petits acteurs.

Le monde du travail est marqué par trois courants : le lean (façon Toyota) : hyper-excellence pour faire face à l'hyper-compétition, l'agilité (rupture du Taylorisme, cycles courts, travail en équipe pluridisciplinaire) et l'innovation continue (la principale valeur des employés est leur créativité).

Ces trois courants renouvellent complètement la notion de travail collectif et l'organisation des entreprises.

#### **- Personnalisation des produits et services**

Le monde se bipolarise entre une approche de plateforme mondiale (par exemple les mêmes objets pour tous : smartphone) qui constitue une hyper-généralisation de l'offre et à l'inverse une véritable hyper-personnalisation des offres et des services qui se développe grâce aux big data.

#### **- Sciences et technologies des systèmes complexes**

La combinaison de différentes technologies aboutit à des systèmes de plus en plus complexes. Les sciences et technologies des systèmes complexes sont donc importantes car elles vont permettre de construire des nouvelles classes de services. Le transport multi-modal est un bon exemple d'opportunité pour la France. Dans le domaine scientifique on trouve l'architecture, le renouvellement du contrôle-commande et l'ergonomie (l'homme est au cœur de ces systèmes complexes). Dans les technologies, on retrouve des TIC (plateforme et apprentissage) et des nanotechnologies (capteurs et micromoteurs).



## 1 2.5 ENVIRONNEMENT

2

### 3 **Faire face aux enjeux environnementaux**

4 Les enjeux environnementaux sont de natures multiples et interviennent à toutes  
 5 les échelles du local au global. Ils doivent être placés dans une perspective  
 6 temporelle, historique et intergénérationnelle. Ils concernent aussi bien le cadre  
 7 de vie que les conditions de vie. Ils font aussi l'objet de discours où les  
 8 perceptions, les intérêts voire les idéologies des acteurs sont omniprésents et  
 9 troublent quelquefois la compréhension de phénomènes. Les dimensions  
 10 politiques, juridiques, économiques, scientifiques et technologiques doivent en  
 11 tenir compte. L'un des progrès essentiel en termes d'environnement est de  
 12 promouvoir une vision évolutive, spatialisée et intégrée, et faire que l'expression  
 13 juridique intègre cette vision.

14

### 15 **Une diversité d'environnement et un gradient d'artificialisation : de la** 16 **nature à la ville**

17 Les environnements du territoire national sont très diversifiés : tempérés,  
 18 tropicaux et sub-polaires, continentaux et insulaires. Le domaine maritime est  
 19 particulièrement étendu. Les environnements terrestres correspondent non  
 20 seulement aux espaces ruraux et « naturels », mais également urbains et  
 21 périurbains. Il est nécessaire de prendre en compte cette diversité et les relations  
 22 entre ces types d'environnement, notamment entre le rural et l'urbain, et les  
 23 considérer comme résultant d'une continuité, d'un gradient « de la nature à la  
 24 ville », plutôt que d'une suite de ruptures. Dans ce contexte, il est important de  
 25 promouvoir les notions de ville durable, de ville « décarbonée » et de relancer  
 26 l'écologie urbaine. Une attention particulière doit être prêtée à la dynamique de  
 27 migration vers les zones littorales conduisant à l'urbanisation de ces zones.

28

29 Enfin, on voit émerger d'une part, des technologies pour l'environnement, visant  
 30 à mieux le gérer et l'aménager et, d'autre part, des technologies respectueuses de  
 31 l'environnement dont les développements sont axés sur la minimisation des effets  
 32 négatifs et la maximisation des effets positifs et cela à toutes les échelles spatiales  
 33 et temporelles. C'est le cas notamment de l'engagement du secteur scientifique et  
 34 technologique de la chimie ou des évaluations sur les nanoparticules, les  
 35 nanotechnologies et les OGM. On assiste également au développement à  
 36 encourager d'entreprises et de pratiques dans le secteur des écotechnologies et de  
 37 l'ingénierie environnementale. Le concept déjà ancien d'agroécologie est à  
 38 examiner avec attention.

39

### 40 **Grands problèmes communs**

41 Toute les approches technologiques, gestionnaires et réglementaires doivent  
 42 prendre en compte, à des titres divers, les grands problèmes globaux :  
 43 changement climatique ; dynamique de la biodiversité, questions relatives à la

ressource en eau, à la ville et à l'évolution des systèmes économiques et sociaux ; utilisation raisonnable des modèles de connaissances ou à visées prédictives et normatives. Tout cela se situe dans le cadre d'une évolution mondiale très rapide : démographie, urbanisation, compétition pour l'accès aux ressources naturelles etc.

Le changement climatique : outre une amélioration dans la connaissance du système climatique, nous savons déjà que la limitation de l'émission des gaz à effet de serre (GES) doit constituer un socle commun. Leurs effets doivent être anticipés notamment sur la biodiversité et la ressource en eau. Évaluer l'adaptabilité physiologique et évolutive des êtres vivants devrait être au centre de nos préoccupations, alors que les pays préfèrent fermer les yeux au lieu d'anticiper tout en essayant de réduire la croissance de la concentration des GES.

La biodiversité est un enjeu majeur pour laquelle il faut promouvoir une vision dynamique et évolutive, plutôt que statique, fixiste et catastrophiste, trop répandue aujourd'hui. On constate aussi que l'utilisation de l'argument « biodiversité » pose problème dans de nombreux cas d'aménagement des territoires. Ces visions négatives font oublier que les dimensions humaines et économiques sont considérables : ressources vivantes ou produites par le vivant, cadre de vie, objet et produit culturels, mais aussi sources d'inspiration technologique (technologies dites biomimétiques ou bioinspirées).

#### **Des priorités**

- Prendre en compte systématiquement les dynamiques globales, notamment climatiques, et les processus sous-jacents.
- Encourager la prise en compte environnementale dès les étapes de conception.
- Analyser les bases des discours des acteurs sociaux.
- Soutenir et développer des entreprises à finalités environnementales ainsi que les savoirs forts et les compétences importantes dans notre pays, dans la gestion et l'aménagement des espaces et des territoires.
- Investir dans des aspects méthodologiques, notamment la modélisation. Nous avons, là aussi, de bons atouts.
- Vérifier que les aspects réglementaires ne soient plus des traductions fixistes de notre environnement et qu'ils intègrent des formulations prenant en compte les dimensions dynamiques et évolutives ainsi que leur distribution dans l'espace géographique.
- Renforcer notre contribution à l'étude et à la résolution des grands problèmes communs comme la ressource en eau, les relations santé et environnement, l'économie de l'environnement ou à des questions comme celle de la biodiversité.

## 2.6. SANTE

### **La santé, un secteur essentiel pour la France et le monde, une opportunité pour la croissance, un champ privilégié pour les nouvelles technologies**

L'innovation thérapeutique a particulièrement contribué, avec l'amélioration de la qualité des soins, de l'hygiène et des conditions de travail, à l'allongement de l'espérance de vie, aux progrès et au bien-être de l'ensemble de nos sociétés. Les activités liées à la santé humaine, facteur de croissance de l'économie, représentent près de 11 % du PIB et emploient près de 9% de la population active en France. Le chiffre d'affaire des industries de santé a doublé en 40 ans et augmente plus vite que le revenu disponible. Les emplois dans la santé ont augmenté depuis 20 ans 6 fois plus vite que l'emploi total. Pourtant, les dépenses de santé sont souvent présentées comme une charge qui menacerait la croissance de l'économie.

L'allongement de l'espérance de vie fait croître la demande de soins au cours de la vie et en fin de vie en particulier. Les affections de longue durée (ALD) qui représentent aujourd'hui 60 % des dépenses de santé augmenteront encore sous l'effet du vieillissement de la population.

Au total, la demande de soins devrait croître plus vite que le PIB (environ 15 % à 20 % du PIB en 2030) et avoir un effet d'entraînement sur les autres secteurs productifs. Le système de santé français est régulièrement placé n° 1 dans les classements mondiaux pour la qualité des soins, l'accès garanti à tous et sa régulation par le « remboursement » qui permet de concilier l'équité, la stimulation des acteurs à travers l'exercice libéral de la médecine de ville et l'émulation entre secteurs publics et privés pour l'hôpital.

Notre pays dispose d'indéniables atouts mais doit faire face à certaines difficultés :

- La France est en retard dans la mise sur le marché de nouveaux médicaments, la diffusion du dossier électronique et l'accès à l'information sur les soins. la France investit dans le secteur de santé dix fois moins que les États-Unis.
- A ce jour, la France a pratiquement disparu du marché du diagnostic, du dispositif médical et de l'imagerie médicale, malgré une importance croissante de ces systèmes et de ces appareillages dans l'offre de soin.
- L'Europe ne compte que quelques sociétés parmi les 20 premières en biotechnologies. Si la France reste parmi les grands leaders en matière de vaccins, de nouveaux acteurs apparaissent dans le monde.
- L'industrie pharmaceutique, secteur stratégique, au même titre que l'aéronautique ou l'énergie, reste une des premières d'Europe, mais connaît, sous l'effet de la fin des brevets, du développement du

générique et des difficultés de l'innovation thérapeutique, une perte de parts de marché inquiétante.

- Par ailleurs, notre pays est en avant-dernière position au sein de l'OCDE en matière de médecine ambulatoire, et plus largement d'accueil en hôpital de jour.

Pour faire face à ces nouveaux défis et capter ce formidable potentiel de croissance, une vigoureuse politique d'innovation et d'industrialisation est désormais indispensable.

### **Les potentialités offertes par les nouvelles technologies dans le domaine de la santé**

Les progrès des techniques médicales qui s'annoncent, grâce aux biotechnologies, aux thérapies géniques ou cellulaires, à l'imagerie et aux nanotechnologies, préfigurent des pratiques de plus en plus intensives en capital et de plus en plus individualisées.

- Le développement de la « médecine personnalisée » est la conséquence directe d'une meilleure définition et segmentation des pathologies, et de la mise à disposition du corps médical de nouveaux outils de diagnostic. La généralisation du séquençage à haut débit et la diminution des coûts d'analyse du génome ouvrent de nouvelles perspectives en matière de traitement et de prévention : en oncologie, les premiers essais cliniques basés sur une caractérisation génomique des tumeurs (et non plus sur l'organe concerné) ont déjà commencé. Cette médecine du futur nécessite, pour se développer, de nouvelles organisations depuis le laboratoire jusqu'au lit du patient : on note avec satisfaction la montée en puissance d'un réseau de recherche dite « translationnelle » dans le milieu hospitalier français, qui apporte des moyens humains et technologiques essentiels dans ce domaine. Les recherches thérapeutiques sur les maladies rares peuvent devenir un modèle pour les grandes pathologies.
- Les technologies numériques associées aux innovations issues de la recherche technologique dans de nombreux domaines (capteurs, actionneurs, sécurité des bases de données, algorithmes pour la gestion des alarmes médicales, méthodes de diagnostic non-invasifs, interface de communication avec le patient...) permettent le déploiement de nouvelles formes de pratiques médicales et en particulier de la médecine à domicile ou « domo-médecine ». Cette approche de la santé est une solution innovante et probablement incontournable pour répondre à l'augmentation des maladies chroniques et des multi-pathologies ainsi qu'à l'allongement de la durée de vie. Elle peut aussi apporter une

réponse aux zones de « désertification médicale » que connaissent certaines régions en France. La « domo-médecine » a en effet plusieurs objectifs : le maintien des patients atteints de multi-pathologies à domicile en dispensant des actes et soins comparables à ceux effectués à l'hôpital, une meilleure équité dans la distribution des soins, une meilleure maîtrise des dépenses de santé.

- La découverte de nouveaux médicaments, que ce soient pour les maladies rares ou chroniques, les maladies négligées ou les grandes pathologies de dégénérescence, jusqu'ici sans réelle option thérapeutique, représente un enjeu majeur. Contourner le développement par l'organisme de mécanismes de résistance au traitement des maladies graves ou incurables induits par des principes actifs anticancéreux ou anti infectieux, éviter les effets toxiques sont autant d'objectifs thérapeutiques pour le futur. La conception de nouvelles molécules ou de formes galéniques de taille nanométrique pour la vectorisation (transport) des médicaments dans l'organisme est une stratégie de recherche susceptible de répondre au besoin d'innovation pour la découverte de médicaments plus efficaces. La combinaison d'une fonction thérapeutique à une fonction de diagnostic ou d'imagerie ouvre aussi la porte à la médecine personnalisée.

## **Les conditions de l'innovation dans le domaine de la santé**

Historiquement la France est reconnue comme un grand pays des sciences de la vie. Notre pays bénéficie d'une recherche publique de qualité avec notamment l'INSERM, le CEA, le CNRS, l'Institut Pasteur et les centres hospitalo-universitaires (CHU). L'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé est un exemple de multidisciplinarité qui devrait favoriser l'innovation thérapeutique. Le système français de formation est performant et les collaborateurs des industries de santé, pharmaciens, ingénieurs, biologistes et médecins sont particulièrement compétents.

La problématique du développement des activités de santé et du médicament dans notre pays ne dépend donc pas uniquement de la recherche mais des conditions de développement et d'industrialisation (cf. chapitre consacré aux technologies du vivant).

Pour toutes les thématiques précédemment citées, un redéploiement et un renforcement des ressources publiques et privées, et plus particulièrement dans les phases de preuve de concept ou de développement, sont les conditions essentielles de succès.

Les dispositifs médicaux, les prothèses, l'imagerie, les outils de diagnostic sont susceptibles de bénéficier des avancées de disciplines et de technologies aussi diverses que la physique, la mécanique, les matériaux, les TIC, les

nanotechnologies. Un effort particulier sera nécessaire pour reconquérir des positions industrielles compétitives dans ces secteurs.

## 2.7. DOMAINES ASSOCIES AUX TECHNOLOGIES DU VIVANT

### - Biotechnologies : un développement lié à leurs conditions d'industrialisation

La Biotechnologie s'est développée considérablement dans les 30 dernières années, profitant des avancées scientifiques considérables dans le domaine des sciences de la vie. A l'inverse, ces avancées se sont elles-mêmes appuyées sur des outils technologiques nouveaux intégrant les connaissances issues de la physique et de la chimie. Ses domaines d'application recouvrent de nombreux secteurs industriels, dont les principaux sont l'agriculture, la chimie, l'alimentation animale et humaine et la santé. Toutefois les réalisations industrielles, très importantes au niveau mondial, sont inégalement réparties selon les continents et les pays. L'Europe et la France ont vu se créer une forte contestation sociétale qui influe négativement sur ces développements dans plusieurs de ces secteurs. Des difficultés pratiques, de nature financière, réglementaire et sociétale limitent de fait en France des développements que la recherche scientifique nationale, de bonne qualité dans le classement international, aurait normalement pu irriguer. A ce jour la biotechnologie est loin de mettre en pratique les principes qui fondent toute ingénierie mature. C'est encore un difficile artisanat de solutions *ad hoc* obtenues par de pénibles essais et erreurs. La biologie de synthèse vise à introduire ces principes d'ingénierie en biotechnologie. Elle pourrait ainsi favoriser l'éclosion d'une véritable « bioéconomie » basée sur la connaissance, aujourd'hui balbutiante.

**Biotechnologies vertes (agriculture) :** la France est un très grand pays agricole. A ce titre elle aurait pu prendre une place importante dans le développement des plantes OGM, développements auxquels on assiste dans de nombreux pays. Le blocage politique après la mise en place d'une réglementation européenne déjà très contraignante a signé la fin d'une période au cours de laquelle les plantes issues de semences OGM dont certaines avaient été produites par la recherche publique ont pu être testées sur le territoire national. Le résultat a été l'arrêt complet de tels essais et l'émigration à l'étranger des programmes des industries semencières qui opéraient dans ce secteur. Ces industries ont toutefois su développer leur savoir-faire en intégrant l'emploi des outils biotechnologiques dans leurs programmes de sélection traditionnelle.

La relance de ces activités nécessiterait un changement de vision politique qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui sans une réflexion globale préalable sur les systèmes de culture que nous souhaitons dans notre pays.

**Biotechnologies blanches** (agro-industries, chimie): les avancées spectaculaires de la biologie de synthèse pour la préparation des microorganismes ont ouvert la voie à la production par les procédés de fermentation de molécules originales ou copies de celles produites à partir du pétrole. Des travaux de recherche significatifs ont été produits par des start-up françaises dans ce domaine. Toutefois leur industrialisation à ce jour est limitée en France en particulier par les conditions défavorables rencontrées par les industries chimiques : une compétitivité industrielle en berne par rapport à l'Asie et en particulier la Chine et le débat européen sur l'utilisation des matières premières d'origine agricole pour la production chimique ou énergétique rendent les choix d'investissement difficiles en France. On notera également que l'absence d'un leader industriel dans ce domaine de la biochimie complique encore la situation.

**Biotechnologies rouges** (médicaments, santé): là aussi la recherche française est de bon niveau et a su créer des start-up ciblées sur des technologies et des produits de santé d'avenir. Malheureusement l'absence de possibilités de financement récurrentes de type capital-risque ou autre a conduit trop souvent ces développements à devoir chercher à l'étranger des actionnaires stables. Sanofi, le leader français et un des majors mondiaux dans le domaine pharmaceutique a récemment reconnu l'importance de la biotechnologie dans la production de nouveaux médicaments. Ce mouvement stratégique permettra probablement une meilleure prise en compte des recherches françaises en la matière. Son activité dans le domaine des vaccins est leader mondiale.

La problématique du développement des biotechnologies dans notre pays ne dépend donc pas de la recherche proprement dite mais des conditions de son industrialisation. Cette situation n'est d'ailleurs pas restreinte à la France mais touche largement l'ensemble des Etats membres européens. La Commission européenne s'en est justement inquiétée récemment en lançant la problématique de la « bioéconomie » à l'horizon 2030. Si les Investissements d'avenir ont anticipé cette situation, force est de constater que les Ministères français en charge n'ont pas (encore) fait le bilan que l'Allemagne et le Royaume Uni, après la Chine, les Etats-Unis et le Japon, se sont attachés à dresser.

## 2.8 AGRO-ALIMENTATION

L'informatisation à grande échelle de la gestion des agro et écosystèmes, le développement de modèles adaptés et soigneusement validés, associés à des systèmes d'observation efficaces peuvent être des secteurs très profitables d'autant plus que nous disposons de très bons spécialistes. En effet, l'école française de mathématiques est l'une des meilleures du monde. De même, l'informatique est d'un excellent niveau. C'est parce que nous disposons de ces compétences solides que nous avons pu développer tout un aval très efficace en

termes de modélisation dans divers secteurs. Il nous revient de profiter de cet avantage en prenant en compte les critiques que l'on peut faire sur les abus de l'utilisation des modèles. Par ailleurs, les moyens d'observation aériens, notamment avec le développement des drones, et satellitaires, avec les progrès prévisibles, seront de plus en plus utilisés et combinés à la gestion de très grands ensembles de données. Ils seront sources de véritables ruptures dans la compréhension de la dynamique de la biosphère.

Par ailleurs, on note les évolutions continues des pratiques de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche grâce au développement de l'agroécologie, de l'agriculture de précision, de l'aquaculture et d'une forme de désindustrialisation de l'élevage. Ces évolutions seront permises par l'emploi massif des nouveaux outils d'observation et de suivi ainsi que par l'utilisation des produits des biotechnologies, notamment des OGM, qui, compte tenu de leur intérêt technique, économique et environnemental ainsi que du peu de nocivité comparé à d'autres techniques telles que l'agrochimie, finiront bien par être adoptés par nos sociétés. Il est urgent de convaincre. Des progrès seront également à attendre pour la gestion des systèmes forestiers (émiettement de la forêt) et plus généralement des systèmes naturels (en incluant les produits issus de l'extractivisme dont... la pêche). La France est bien placée dans ces créneaux. Elle dispose de très bons spécialistes et d'un système de recherche performant.

### **3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, JURIDIQUE ET SOCIAL**

Les potentialités offertes par les technologies sont indissociables d'un environnement réglementaire et économique qui stimule les entreprises (PME, ETI) pour en tirer parti.

Au niveau réglementaire, la mise en place d'un Small Business Act adapté au modèle français favoriserait, entre autre, les commandes publiques et privées auprès des PME. Faire respecter la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 sur les délais de paiement (articles 21 et suivants) est également indispensable. Le dispositif du Crédit-impôt-Recherche pourrait être davantage élargi aux activités d'innovation hors R&D. Enfin, le brevet unitaire européen et la juridiction européenne des brevets doivent être mis en œuvre.

Au niveau économique, au-delà de l'accompagnement des PME à l'export en mutualisant les dispositifs d'appui (CCI, Ubifrance, Oséo, Coface) et en créant un guichet unique, de nombreuses pistes existent : encourager les groupements d'intérêts économiques regroupant les grands groupes et les PME pour les réponses aux appels d'offres internationaux mais aussi accompagner les PME françaises dans les réponses aux projets européens afin qu'elles soient mieux représentées dans le programme à venir (FP8 Horizon 2020) ; imaginer un



1 dispositif d'appui à l'export en favorisant les dépôts de brevets aux U.S.A, en  
 2 Europe ou au Japon, après que la PME ait obtenu un brevet français ; imaginer  
 3 aussi un dispositif d'aide à la défense des brevets. Il semble également  
 4 souhaitable de disposer d'un budget de cofinancement des développements et des  
 5 expérimentations et de mettre en place un régime clair de gestion de la propriété  
 6 intellectuelle lors de ces co-développements.  
 7 Il s'agirait aussi de mettre en place un accompagnement des fournisseurs à  
 8 l'international en les informant sur les programmes industriels, en les mettant en  
 9 relation avec des partenaires locaux et en hébergeant un représentant dans les  
 10 locaux du groupe.  
 11 Enfin, la veille est nécessaire pour identifier les domaines permettant une  
 12 politique proactive d'ouverture aux PME, mais aussi pour les informer sur les  
 13 opportunités d'innovation et leur donner les clefs leur permettant d'avoir une  
 14 bonne perception du marché et du client final.  
 15

### **Un modèle d'innovation des PME avec un grand groupe**

Prenons l'exemple d'EADS, aujourd'hui porteur d'un projet de démonstration d'un avion léger biplace à propulsion électrique. Ce projet s'inscrit dans une démarche ambitieuse de captation de nouveaux marchés dans l'aviation légère, de respect des enjeux environnementaux, notamment la réduction du bruit aux abords des aéroports, de structuration d'une filière associant PME spécialisée, institutionnels et grand groupe comme EADS.

Le projet est très innovant du point de vue technique et industriel avec l'implémentation et la qualification de technologies de rupture comme la propulsion électrique en aéronautique, les technologies de stockage d'énergie, l'aérostructure en matériaux composites...

De plus, pour faire face à l'urgence de la demande et du marché, EADS a mis en place un montage particulièrement attractif et réactif avec une PME, pilier dans la construction de l'avion. La répartition des rôles entre les acteurs, principalement français, contribuant au développement de cet avion, a permis de développer depuis une feuille blanche un avion tout composite biplace à propulsion électrique en moins de 8 mois.

A l'échelle de notre pays, ce projet apporte un rayonnement de la France en innovation en démontrant qu'il est possible

- d'activer des leviers publics très rapidement pour favoriser l'innovation (apport des territoires pour l'attribution de fonds publics, infrastructures, filières de formation, ...).
- pour les grands donneurs d'ordres, de développer des partenariats industriels pertinents et gagnants, même avec des plus petites entreprises pour faire de l'innovation et créer des écosystèmes très compétitifs.

Ce projet démontre aussi

- que la France dispose d'un tissu d'entrepreneurs industriels compétents et prêts à développer des produits adaptés à la demande sociétale et innovants pour pénétrer de nouveaux segments de marchés.
- qu'une croissance mutuelle est possible entre grands groupes, PME/TPE et institutionnels et qu'elle favorise de nouvelles opportunités économiques et sociétales profitables à tous.
- qu'il est possible de concevoir et construire à moindre coût un démonstrateur technologique sans avoir besoin de délocaliser des compétences.

Il est permis de penser que cette démarche pourrait s'appliquer à d'autres initiatives dans d'autres domaines que celui de l'aéronautique et de pouvoir le généraliser à plus grande échelle.

1  
2 Redonner confiance dans le progrès technologique est par ailleurs essentiel. Il y a  
3 quelques pistes. Citons le développement des approches socio-économiques pour  
4 mieux documenter, de façon objective, transparente et indépendante, les  
5 bénéfices attendus des innovations technologiques, à mettre en regard des risques  
6 potentiels qui s'y rapportent. Il s'agit aussi de rechercher les conditions d'un  
7 débat scientifique ouvert et apaisé, dans le respect de chacun des acteurs de la  
8 société, et qui s'inscrive dans la durée. Développer la culture scientifique et  
9 technologique, faire évoluer notre système d'éducation et de formation pour  
10 mieux intégrer les progrès scientifiques et les innovations technologiques, tout en  
11 conservant un regard raisonnablement critique sont des éléments également  
12 nécessaires.  
13  
14 Enfin, rappelons que le principe de précaution utilisé conformément à la  
15 Constitution qui le définit, est un principe d'action de la puissance publique et  
16 non un frein à l'innovation. Il implique des engagements d'expérimentation et des  
17 retours d'expérience d'opérations pilote. Il consiste pour l'essentiel à travailler sur  
18 des menaces pour mieux évaluer les risques encourus et les maîtriser par des  
19 mesures de prévention appropriées. Les menaces qui sont visées par le principe  
20 de précaution sont les menaces graves et irréversibles. La proportionnalité doit  
21 conduire les décideurs à une évaluation des intérêts pour analyser et proposer des  
22 actions. Il doit s'appliquer avec une grande rigueur intellectuelle et, en particulier,  
23 s'accompagner chaque fois d'une démarche scientifique rigoureuse. Il couvre  
24 exclusivement les domaines de l'environnement et de la santé ; l'élargissement de  
25 ses domaines d'application exige une grande prudence et ne peut se faire que par  
26 voie législative.  
27  
28

#### 4. INNOVATIONS ET ETHIQUE

Il est essentiel d'accompagner les réflexions sur les technologies par les conditions de leur acceptabilité. Celles-ci passent par une vision éthique du sujet.

On peut considérer que le moteur de l'innovation, comme de toute vie humaine, est la pulsion du jaillissement même de la vie : pulsion de progrès vers un travail moins pénible, un travail plus productif, un travail plus profitable ; pulsion d'une vie plus confortable, d'une communication interhumaine plus facile ; pulsion de transports plus efficaces, moins dangereux et plus rapides, d'une agriculture plus productive et d'une alimentation plus saine, de jeux plus distrayants, d'un art plus imaginatif ; pulsion de comprendre l'univers et de le contrôler, de se maintenir en bonne santé ; pulsion de maîtriser la procréation, de construire un Homme sur mesure.

Ces pulsions critiquées par l'Homme dans des dialogues éthiques où il les confronte à des valeurs humanistes, elles-mêmes toujours soumises à dialogue raisonnablement critique, donnent naissance à des désirs poursuivis ensemble sur le long terme. Sinon elles engendrent des besoins qui asservissent de plus en plus un Homme en perte accélérée de liberté de pouvoir donner sens à sa vie.

Aussi convient-il d'approfondir la notion de progrès et ses ambiguïtés : progrès individuel et/ou collectif, progrès de court terme ou prise en compte du long terme, identification de ceux qui profitent d'une innovation et de ceux qui sont laissés pour compte : déséquilibres croissants entre les riches et les pauvres, entre ceux qui profitent du progrès et ceux qui en sont les victimes... Quel Progrès, pour qui et à quel prix ?

La relation entre éthique et innovation technologique est vécue de façon variée par ceux qui innover. On peut distinguer très schématiquement deux attitudes : d'une part ceux qui considèrent que les innovations technologiques ne concernent pas l'éthique et que l'éthique n'est concernée que par l'usage que d'autres en font ; d'autre part ceux qui considèrent qu'une innovation, dès sa conception, doit comporter une réflexion éthique sur le bon usage qui devrait en être fait et sur le rapport bénéfices/risques qui lui est associé.

Face à ces interactions entre éthique et innovation que proposer ?

On constate que les valeurs humanistes ont une influence relativement modeste dans les périodes prospères où tous les projets ou presque peuvent être développés simultanément. En revanche, elles occupent davantage l'avant de la scène lorsque les ressources naturelles et économiques sont limitées : il faut alors faire des choix et c'est le cas aujourd'hui.

- 1 Une réflexion éthique sur l'innovation peut consister à travailler dans deux  
2 directions complémentaires :
- 3 • Tenter d'explicitier des valeurs partagées par notre société, sur lesquelles  
4 fonder un progrès raisonné, choisi et partagé.
  - 5 • Contribuer à animer la réflexion sociétale sur l'innovation en réunissant  
6 ses différents acteurs et ses critiques afin d'identifier ensemble les  
7 questions posées et les règles qui permettraient d'en proposer un bon  
8 usage.
- 9
- 10 Ce bon usage implique une prise de risque, constitutive de la vie elle-même,  
11 associée à la mise en place d'un système de vigilance qui stimule l'innovation,  
12 trop souvent tuée par la précaution. Cette vigilance est d'autant plus importante  
13 qu'il y a souvent des utilisations souvent imprévisibles et parfois dévastatrices  
14 des innovations, mais il ne faut jamais pour autant oublier tout ce que les  
15 innovations ont apporté et apporteront à l'humanité!
- 16  
17  
18

## 1 Annexe 1 : Liste des personnalités auditionnées et rencontrées

- 2 - **M. Philippe Askenazy**, Economiste et directeur de recherche au  
 3 CNRS ;  
 4 - **M. Michel Didier**, Président Coe-Rexecode ;  
 5 - **M. Frédéric Lerais**, Directeur général de l'Institut de recherches  
 6 économiques et sociales (IRES) ;  
 7 - **M. Thierry de Montbrial**, **Directeur général de l'Institut français**  
 8 **des relations internationales (IFRI)**  
 9 - **M. Gilles Pison**, Directeur de recherche à l'Institut national d'études  
 10 démographiques (INED) ;

11 La commission a également visionné l'audition de  
 12 **M. Jean-Marc Jancovici** qu'il a réalisé à l'Assemblée nationale le 6 février  
 13 2013.

14 Par ailleurs, le rapporteur a entendu en entretien les personnalités dont les  
 15 noms suivent :

- 16 - **Mme Murielle Beauvais**, Adjointe au président du comité des  
 17 travaux de l'Académie des technologies ;  
 18 - **Mme Edwige Bonnevie**, membre de l'Académie des technologies ;  
 19 - **M. Alain Bugat**, Vice-président de l'Académie des technologies ;  
 20 - **M. Hugues de Jouvenel**, président et délégué général de  
 21 l'association « Futuribles » ;  
 22 - **M. Paul Malliet**, Economiste à l'Observatoire français des  
 23 conjonctures économiques (OFCE) ;  
 24 - **M. Henri Malosse**, Président du comité économique et social  
 25 européen ;  
 26 - **M. Philippe Moutot**, Directeur adjoint de la Banque centrale  
 27 européenne ;  
 28 - **M. Aurélien Saussay**, Economiste à l'Observatoire français des  
 29 conjonctures économiques (OFCE) ;  
 30 - **M. Xavier Timbaud**, Directeur du Département analyse et prévision  
 31 de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

32 La commission a également reçu **Philippe Durance**, responsable de la  
 33 chaire prospective au conservatoire nationale des arts et métiers, dans le cadre de  
 34 l'animation d'un atelier de prospective.

35 Le rapporteur et les membres de la commission, remercient l'ensemble de  
 36 ces personnalités pour leurs contributions.  
 37



## 1 Annexe 2 : Composition de la commission à la date du vote

<b>Président : Philippe LE CLEZIO</b>
<b>Agriculture</b> Guy VASSEUR (titulaire) Daniel GREMILLET (titulaire) Jean-Paul BASTIAN (suppléant)
<b>Artisanat</b> Catherine FOUCHER (titulaire)
<b>Associations</b> Hubert ALLIER (titulaire)
<b>CFDT</b> Philippe LE CLÉZIO (titulaire) Christophe QUAREZ (titulaire) Marc BLANC (suppléant)
<b>CFE-CGC</b> Michel LAMY (titulaire)
<b>CFTC</b> Michel COQUILLION (titulaire) Agnès COURTOUX (suppléante)
<b>CGT</b> Françoise GENG (titulaire) Nasser MANSOURI-GUILANI (titulaire) Denis DURAND (suppléant)
<b>CGT-FO</b> Hélène FAUVEL (titulaire) Didier HOTTE (titulaire) Marie-Josée MILLAN (suppléante)
<b>Coopération</b> Isabelle ROUDIL (titulaire) Amélie RAFAEL (suppléante)
<b>Entreprises</b> Eveline DUHAMEL (titulaire) Catherine TISSOT-COLLE (titulaire) Roger MONGEREAU (titulaire) Françoise VILAIN (suppléante)

2

3

1

<b>Environnement et nature</b> Antoine BONDUELLE (titulaire) André-Jean GUÉRIN (titulaire) Gaël VIRLOUVET (suppléant)
<b>Mutualité</b> Pascale VION (titulaire) Jean-Pierre DAVANT (suppléant)
<b>Organisations étudiantes et mouvements de la jeunesse</b> Marie TRELLU KANE (titulaire)
<b>Outre-mer</b> Gérard GRIGNON (titulaire) René ARNELL (suppléant)
<b>Personnalités qualifiées</b> Danièle DUSSAUSOIS (titulaire) Sophie de MENTHON (titulaire) Pierre KHALFA (titulaire) Raymond-François LE BRIS (titulaire) Sylvia GRAZ (suppléante)
<b>Professions libérales</b> Daniel-Julien NOEL (titulaire)
<b>UNAF</b> Bernard FARRIOL (titulaire) Paul de VIGUERIE (suppléant)
<b>UNSA</b> Christine DUPUIS (titulaire) Jean GROSSET (suppléant)

2

3

4



- 1 Annexe 3 : Liste des références bibliographiques
- 2 Académie chinoise des sciences sociales (CASS), *China's middle class : status,*
- 3 *worries and social responsibility*, Chunling L., Institut de Sociologie, 2012
- 4
- 5 ADEME et MEDDAT, *Sondage national sur la connaissance et les perceptions*
- 6 *du stockage géologique du CO<sub>2</sub> par les Français en 2010*, 2011
- 7
- 8 Agence internationale de l'énergie : *CO<sub>2</sub> emissions from fuel combustion –*
- 9 *Highlights 2012 ; World energy outlook 2012*
- 10
- 11 Almunia, M. et al., *From Great Depression to Great Credit Crisis: Similarities,*
- 12 *Differences and Lessons*, Economic Policy, octobre 2009
- 13
- 14 Ackermann J., *Union bancaire : de la théorie à la pratique*, Fondation Robert
- 15 Schuman, mars 2013
- 16
- 17 Banque centrale européenne, Communiqué de presse du 6 septembre 2012
- 18
- 19 Banque de France : *La crise de la dette souveraine et la politique monétaire,*
- 20 *avril 2012 ; Une relation risquée : l'interdépendance entre dette bancaire et*
- 21 *dette souveraine et la stabilité financière dans la zone euro*, avril 2012
- 22
- 23 Bauman Z., Le Rouergue/Chambon, *La vie liquide*, 2006
- 24
- 25 Blundell-Wignall A. et Slovik P., *The EU Stress Test and Sovereign Debt*
- 26 *Exposures*, août 2010
- 27
- 28 Cahuc P. et Algan Y. « *La société de défiance* », 2007
- 29
- 30 Canadian security intelligence service, *Insights into the future of Iran as a*
- 31 *regional power*, mars 2009
- 32
- 33 Centre d'analyse stratégique, *La formation professionnelle initiale : l'Allemagne*
- 34 *est-elle un modèle pour la France ?* - La note d'analyse n°322- février 2013
- 35
- 36 Center for global development, *New Estimates of India's Middle Class*, Meyer C.
- 37 et Bidsall N., novembre 2012
- 38
- 39

- 1 Conseil économique, social et environnemental, avis et rapports : « *Le logement*
- 2 *autonome des jeunes* » - janvier 2013 ; « *Entreprendre autrement : l'économie*
- 3 *sociale et solidaire* » – janvier 2013 ; « *Efficacité énergétique : un gisement*
- 4 *d'économies, un objectif prioritaire* » - janvier 2013 ; étude « *Réfléchir ensemble*
- 5 *à la démocratie de demain* » adoptée par le Bureau du CESE – avril 2013 ;
- 6 « *Performance et gouvernance des entreprises* » - mai 2013 ; « *Financer la*
- 7 *transition écologique et énergétique* » septembre 2013 ; « *Enjeux de la*
- 8 *prévention en matière de santé* » - février 2012 ; « *Europe 2020 : une stratégie*
- 9 *pour l'avenir* » janvier 2012 ; Consultation du CESE sur le PNR 2012-2015 de la
- 10 France, *Stratégie Europe 2020*, mai 2012 ; « *La dette un pont entre le passé et*
- 11 *l'avenir* » juin 2012 ; « *L'investissement public : malgré les difficultés, une*
- 12 *priorité* » - juillet 2012 ; « *Réussir la démocratisation de l'enseignement*
- 13 *supérieur : l'enjeu du premier cycle* » septembre 2012 ; « *L'emploi des jeunes* »
- 14 - octobre 2012 ; « *La dépendance des personnes âgées* » - juin 2011 ; « *Les*
- 15 *inégalités à l'école* » - septembre 2011 ; « *la compétitivité : enjeu d'un nouveau*
- 16 *modèle de développement* » - octobre 2011 ; « *Mobilité des jeunes* » - novembre
- 17 2011 ; « *Dynamiser l'investissement productif en France* » - mars 2008 ; « *La*
- 18 *stratégie nationale de développement durable 2009-2013* » - janvier 2010 ;
- 19 « *Quelles missions et quelle organisation de l'Etat dans les territoires ?* » -
- 20 novembre 2011 ; « *40 ans de formation professionnelle : bilan et perspectives* »
- 21 décembre 2011 ; « *Rapports annuels sur l'état de la France* » (éditions 2011,
- 22 2010,2009) ; « *Les perspectives de l'union européenne* » - avril 2005 ; « *La*
- 23 *société de la connaissance dans le cadre de la stratégie de Lisbonne* » -
- 24 novembre 2005
- 25
- 26 Cevipof, *Quatrième vague du baromètre de la confiance politique*, Pascal
- 27 Perrineau, février 2013
- 28
- 29 Commissariat général au développement durable : *Les relances vertes dans le*
- 30 *monde*, octobre 2009 ; *Le facteur 4 en France : la division par 4 des émissions*
- 31 *de gaz à effet de serre à l'horizon 2050*, février 2013
- 32
- 33 Commission européenne : *Traité sur la stabilité, la coordination et la*
- 34 *gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire*, Préambule ; *Une*
- 35 *étape essentielle vers une véritable union bancaire en Europe*, MEMO/13/251,
- 36 mars 2013 ; *Rapport annuel sur l'immigration et l'asile*, COM(2011) 291, mai
- 37 2011 ; *Relever les défis posés par les marchés des produits de base et les*
- 38 *matières premières*, COM(2011) 25, février 2011
- 39
- 40 Commission pour la libération de la croissance française, rapport de Jacques
- 41 Attali, octobre 2010
- 42

- 1 Commission de la population et du développement, ONU, *L'évolution des*  
2 *migrations : aspects démographiques*, avril 2013  
3
- 4 Conseil d'analyse économique : *La crise des subprimes*, 2008 ; *L'émergence de*  
5 *la Chine : impact économique et implications de politique économique*, 2011 ;  
6 *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique*  
7 *économique*, 2011  
8
- 9 Conseil d'analyse stratégique : *La crise des subprimes*, 2008 ; *Volatilité des prix*  
10 *des matières premières*, Note 206, janvier 2011 ; *Où vont les négociations*  
11 *climatiques internationales ?*, novembre 2012  
12
- 13 Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, *La*  
14 *France et ses campagnes 2025-2050, Regards croisés filières et territoires*, juin  
15 2013  
16
- 17 Dai, A, *Drought under global warming: a review*, WIREs climate  
18 change, 2 : 45–65, janvier 2011  
19
- 20 Division population des Nations Unies, *World population ageing 1950-2050*,  
21 2002  
22
- 23 Ernst & Young, *Arctic oil and gas*, 2013  
24
- 25 European Banking Authority, *2011 EU-wide stress test aggregate report*, juillet  
26 2011  
27
- 28 Fédération bancaire française, *Les grandes étapes du plan français pour le*  
29 *financement de l'économie*, mai 2011  
30
- 31 Financial crisis inquiry commission, *Final report of the national commission on*  
32 *the causes of the financial and economic crisis in the United States*, janvier 2011  
33
- 34 FMI, Finance & Développement, *Les pays émergents à l'âge adulte*, Kose A. et  
35 Prasad E.S., décembre 2010 ; *World economic outlook – Hopes, realities, and*  
36 *risks*, avril 2013  
37
- 38 Fondation Robert Schuman, *L'Europe de la défense*, Question d'Europe n°276,  
39 avril 2013  
40
- 41 Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, « *Démocratie participative*  
42 *- guide des outils pour agir* », 2013  
43

- 1 Friedman T., *Without Water, Revolution*, *New York Times*, 18 mai 2013
- 2
- 3 Fukuyama F., *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, 1992
- 4
- 5 Gaffard J.L, *Compétitivité et développement industriel : un défi européen*, OFCE
- 6 & SKEMA Business School
- 7
- 8 Gallois. L, *Pacte pour la compétitivité de l'industrie française*, 2012
- 9
- 10 Giraud G. et Renouard C., *Le facteur 12 : Pourquoi il faut plafonner les*
- 11 *revenus ?* - Carnets Nord-Montparnasse - éditions, 2012
- 12
- 13 Global Footprint Network, *Ecological Footprint Database*, 2011.
- 14
- 15 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Changements*
- 16 *Climatiques 2007*, Rapport de synthèse
- 17
- 18 Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Changements*
- 19 *climatiques, catastrophes naturelles et déplacement humain : une perspective du*
- 20 *HCR*, octobre 2008
- 21
- 22 Haut conseil de la famille, « *Architecture des aides aux familles : quelles*
- 23 *évolutions pour les 15 prochaines années* » rapport adopté en 2011 ;
- 24
- 25 Herzog. P, *Un contrat de reconstruction pour l'Europe*, Confrontations Europe,
- 26 p. 4-5 n° 101, avril-juin 2013,
- 27
- 28 INED : *La canicule d'août 2003 en France*, 2007 ; *Le vieillissement*
- 29 *démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord*, Pison G., *Population et*
- 30 *Sociétés* n°41 janvier 2008 ;
- 31
- 32 INSEE : *Informations Rapides* n°108, mai 2013 ; *Décimal* n°305, mai 2010 ; Les
- 33 indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013, mars
- 34 2013 ;
- 35
- 36 Ipsos/CGI Business consulting, Enquête « *France 2013 : les nouvelles*
- 37 *fractures* » menée par pour : *Le Monde*, Fondation Jean Jaurès et le Cevipof,
- 38 janvier 2013
- 39
- 40 Jinlun, Z. et Rothrock, D.A., *Pan-Arctic Ice-Ocean Modeling and Assimilation*
- 41 *System (PIOMAS)*, Polar science center, Université de Washington, 2012
- 42

- 1 Joannin P., *L'Europe en 2025 : Géant économique, nain politique ?*,  
2 Géoéconomie n° 50, 2009  
3
- 4 Joint research centre, *Per capita CO<sub>2</sub> emissions in China reach EU levels*, juillet  
5 2012  
6
- 7 Kharas H., *The Emerging middle class in developing countries*, OECD  
8 Development centre, janvier 2010  
9
- 10 King D., Université de Nouvelle Zélande, *Improving human well-being on a*  
11 *resource-limited planet - can we do it ?*, mai 2013  
12
- 13 La République des idées, « *Pour une révolution fiscale* », T. Piketty, C. Landais,  
14 E. Saez, Edition du Seuil, 2011  
15
- 16 Larousse, *Dictionnaire de l'Histoire de France*, 2005  
17
- 18 La Revue *Futuribles*, « *Les transferts entre les générations* », n°393 mars-avril  
19 2013  
20
- 21 Martin P. et Mayer T., *L'effondrement du commerce dans la crise mondiale de*  
22 *2008-2009 : à qui la faute ?*, Sciences Po, 2010  
23
- 24 *Le Point*, *En 2013, ne faut-il plus compter sur la Chine ?*, 31 décembre 2012  
25
- 26 Les Cahiers d'Axa n°4, *Risques climatiques*, octobre 2012  
27
- 28 Mathieu C. et Sterdyniak H., *Sommet du G20 : Relancer l'économie mondiale et*  
29 *réformer le système financier*, 2010  
30
- 31 Meyer C. et Bidsall N., *New Estimates of India's Middle Class*, Center for  
32 global development, novembre 2012  
33
- 34 Ministère des affaires étrangères du Japon, *Point de vue de base sur les îles*  
35 *Senkaku*, novembre 2012  
36
- 37 Ministère de la Défense, Délégation aux affaires stratégiques, *Horizons*  
38 *stratégiques*, juin 2013  
39
- 40 Ministère du Travail, de la solidarité et de la fonction publique, *Les retraites en*  
41 *France*, avril 2010  
42

- 1 New England complex systems institute, *The food crises and political instability*  
2 *in North Africa and the Middle East*, septembre 2011  
3
- 4 Observatoire des Ingénieurs, *Conseil National des Ingénieurs et des Scientifiques*  
5 *de France*, Enquête 2009  
6
- 7 OECD Development Centre, *The Emerging Middle Class in Developing*  
8 *Countries*, Kharas H., janvier 2010 ; *An emerging middle class*, Pezzini M.,  
9 *OECD Yearbook*, 2012  
10
- 11 OFCE, *A full description of the Three-ME model: Multi-sector Macroeconomic*  
12 *Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy*, 2013  
13
- 14 Peace research institute Oslo, *Armed conflict dataset, uppsala conflict data*  
15 *program*, 2012  
16
- 17 Piketty Thomas, « *On the long-run evolution of inheritance : France 1820-*  
18 *2050* », *Quartely Journal of Economics*, vol. 126, p. 1071-1131  
19
- 20 Présidence de la République, *Le Livre blanc sur la défense et la sécurité*  
21 *nationale*, 29 avril 2013  
22
- 23 Prézelin B., Mer et Marine, *L'impressionnante montée en puissance de la marine*  
24 *chinoise*, mars 2013  
25
- 26 Recensement national des foyers brésiliens (PNAD), 2011  
27
- 28 Redoulès O., *L'économie mondiale en 2009 : récession synchrone, reprise*  
29 *hétérogène*, INSEE, 2010  
30
- 31 Revue de l'OFCE : *Zone euro : le calice de l'austérité jusqu'à la lie*, avril 2013 ;  
32 *France : Tenue de rigueur exigée*, avril 2013 ;  
33
- 34 Schiller R., *Irrational exuberance*, 2<sup>nd</sup> édition, 2005  
35
- 36 Scott P., Stone D., Allen M., *Human contribution to the European heatwave of*  
37 *2003*, *Nature* 432, décembre 2004  
38
- 39 Sénat, *OMC : sortir de l'impasse par la réforme*, juin 2006  
40
- 41 Stockholm international peace research institute, *military expenditure database*,  
42 mai 2013.  
43

- 1 de Montbrial. T, *Un monde multipolaire en formation*, *Le Monde*, 14 mars 2007
- 2 Syndicat national Solidaires – finances publiques, rapport « *Evasions et fraudes*
- 3 *fiscales, contrôle fiscal* », janvier 2013
- 4
- 5 T.A., G. Marland, et R.J. Andres, *Global, regional, and national fossil-fuel CO<sub>2</sub>*
- 6 *emissions, boden*, Carbon dioxide information analysis center, Oak ridge national
- 7 Laboratory, US Department of Energy, 2011
- 8
- 9 *The Economist*, *China's stimulus package*, 12 novembre 2008
- 10
- 11 *The Guardian*, *Arctic expert predicts final collapse of sea ice within four years*,
- 12 17 septembre 2012
- 13
- 14 The Royal Bank of Scotland Group, *Can the UK inflate away its debt*
- 15 *problems ?*, janvier 2013
- 16
- 17 United Nations framework convention on climate change (UNFCCC), *Protocole*
- 18 *de Kyoto*, 1997
- 19
- 20 Wojtek Kalinowski, article du *Veblen Institute for Economic Reforms*, octobre
- 21 2011
- 22 Zhukov Y. M., *Trouble in the Eastern Mediterranean Sea*, Foreign affairs,
- 23 Council on foreign relations, mars 2013
- 24
- 25

## 1 Annexe 4 : Table des sigles

2	ANAH	:	Agence nationale de l'habitat
3	ABE	:	Autorité bancaire européenne
4	ACS	:	Aide à l'acquisition d'une complémentaire santé
5	ADEME	:	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
6	ADIL	:	Agence départementale d'information sur le logement
7	AFQP	:	Association France qualité performance
8	AIE	:	Agence internationale de l'énergie
9	AME	:	Appui aux mutations économiques
10	APCA	:	Assemblée permanente des chambres d'agricultures
11	ASF	:	Allocation de soutien familial
12	BEEP	:	<i>Buildings energy efficiency policies</i>
13	CADES	:	Caisse autonome d'amortissement de la dette sociale
14	CCI	:	Chambre de commerce et d'industrie
15	CEREN	:	Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie
16	CF	:	Complément familial
17	CIMAP	:	Comité interministériel pour la modernisation de l'action
18			publique
19	CMU-C	:	Couverture maladie universelle complémentaire
20	CNAF	:	Caisse nationale des allocations familiales
21	COP	:	Conférence des parties
22	CIDD	:	Crédit d'impôt développement durable
23	DAR	:	mission Développement agricole et rural
24	ePTZ	:	éco-Prêt à taux zéro
25	ES	:	Economie symbiotique
26	ETI	:	Entreprises de taille intermédiaires
27	FIEV	:	Fédération des industries des équipements pour véhicules
28	FING	:	Fondation pour l'internet nouvelle génération
29	GES	:	Gaz à effets de serre
30	GIEC	:	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
31	HCR	:	Haut-commissariat pour les réfugiés
32	IFIP	:	Institut du porc
33	INRA	:	Institut national de recherche agronomique
34	INSPIRE	:	Initiative pour la promotion d'une industrie réconciliée avec
35			l'écologie et la société
36	MDP	:	Mécanisme pour un développement propre
37	MSU	:	Mécanisme unique de supervision
38	NCAR	:	Centre national pour la recherche atmosphérique américain
39	NOVUS	:	Nouvelles opportunités valorisant l'usage et le service
40	OACI	:	Organisation de l'aviation civile internationale
41	PLU	:	Plan local d'urbanisme
42	PME	:	Petites et moyennes entreprises



1	RT	:	Règlementation thermique
2	SAFE	:	programme des Systèmes agroforestiers pour les fermes
3			européennes
4	SAFER	:	Société d'aménagement et d'établissement rural
5	SCOT	:	Schéma de cohérence territoriale
6	UNFCCC	:	Convention-cadre des Nations unies sur les changements
7			climatiques
8	SCEQE	:	Système communautaire d'échange de quotas d'émission
9	SNDD	:	Stratégie nationale de développement durable
10	TGAP	:	Taxe générale sur les activités polluantes
11	TSCG	:	Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance
12			

1	Annexe 5 : Liste des illustrations	
2	Tableau 1 :	Evolution générale de la situation démographique en France
3		métropolitaine (en millier).....71
4	Tableau 2 :	Transferts publics et privés entre générations en France
5		aujourd'hui, en % du PIB <sup>1</sup> .....85
6	Tableau 3 :	Montants du patrimoine brut par grande composante en
7		2010.....90
8	Tableau 4 :	Part des individus ayant suivi au moins, une formation au
9		cours des trois derniers mois, par âge.....95
10	Tableau 5 :	Part des individus ayant suivi au moins une formation au
11		cours des trois derniers mois, par catégorie
12		socioprofessionnelle .....95
13	Tableau 6 :	Taux de chômage en Europe .....101
14	Tableau 7 :	Indicateurs d'emploi et de chômage des jeunes dans les pays
15		industrialisés en 2011 .....105
16	Tableau 8 :	Niveau de vie et indicateurs d'inégalité en 2010 .....110
17	Tableau 9 :	Part des différentes classes d'âge dans la population totale
18		et part de chacune d'elles dans la population pauvre (taux
19		de pauvreté à 60 % en 2009) .....115
20	Tableau 10 :	Nombre d'individus pauvres au seuil de 60 % du niveau de
21		vie médian selon leur âge .....116
22	Tableau 11 :	Evolution des indicateurs de grande pauvreté depuis 5 ans
23		(en %).....116
24	Tableau 12 :	Caractéristiques soci-démographiques des sans-domiciles
25		francophones .....119
26	Tableau 13 :	impulsions budgétaires dans les pays développés .....166
27	Tableau 14 :	Les freins à la croissance en France au cours des années
28		2010-2012 (Points de PIB).....171
29	Graphique 1 :	Taux de croissance économique mondial (1990-2012).....11
30	Graphique 2 :	Taux de croissance économique des principales zones
31		économiques mondiales (1990-2012).....12
32	Graphique 3 :	Comparaison de l'effondrement du commerce international
33		en 2009 et lors de la Grande Dépression .....16
34	Graphique 4 :	Taux de rendement des obligations à 10 ans (2008-2012) .....20
35	Graphique 5 :	Nombre de chômeurs (catégorie A).....22
36	Graphique 6 :	Evolutions comparées du PIB français par tête pendant les
37		crises.....23
38	Graphique 7 :	Prix du minerais de fer (indice 100 en 2005) .....24
39	Graphique 8 :	Indice prix des métaux (indice 100 en 2005) .....25
40	Graphique 9 :	Indice des prix alimentaires (indice 100 en 2005).....25
41	Graphique 10 :	Prix annuel moyen du baril de pétrole (2000-2012, dollar
42		US courants).....26

1	Graphique 11 :	Prix annuel moyen du baril de pétrole (1970-2012, dollars	
2		US constants 1970) .....	26
3	Graphique 12 :	Indice et des prix alimentaires et instabilité sociale ou	
4		politique (2004-2011) .....	30
5	Graphique 13 :	Taux de croissance économique annuel moyen dans les	
6		principales économies émergentes d'Asie (1980-2010) .....	32
7	Graphique 14 :	Part du G7 et de l'Asie en développement dans le PIB	
8		mondial (1980-2018).....	33
9	Graphique 15 :	Chine : consommation de matières premières,	
10		en pourcentage de la consommation mondiale .....	34
11	Graphique 16 :	Emission de CO <sub>2</sub> , en millions de tonnes .....	34
12	Graphique 17 :	Emissions de CO <sub>2</sub> et objectifs du Protocole de Kyoto	
13		(1990-2010).....	37
14	Graphique 18 :	Empreinte carbone de la demande finale nationale .....	38
15	Graphique 19 :	Vitesse du vieillissement démographique dans une sélection	
16		de pays (temps mis par la proportion de personnes de 65 ans	
17		ou plus pour passer de 7 % à 14 %) .....	46
18	Graphique 20 :	Taux de croissance des économies avancées et des	
19		économies émergentes (2001-2012).....	49
20	Graphique 21 :	Taux de croissance des BRICS et des économies avancées	
21		(2001-2012).....	50
22	Graphique 22 :	Part des principales zones économiques dans le PIB	
23		mondial.....	51
24	Graphique 23 :	Dépenses militaires des principales puissances (1992-2012) ..	52
25	Graphique 24 :	Nombre de conflits armés dans le monde (1946-2008).....	55
26	Graphique 25 :	PIB par habitant dans les pays émergents et en	
27		développement, en PPA, \$2005 (1980-2011) .....	59
28	Graphique 26 :	Taux d'urbanisation (1980-2011).....	60
29	Graphique 27 :	Véhicules motorisées pour 1 000 habitants (2003-2010) .....	60
30	Graphique 28 :	consommation d'énergie par habitant (1980-2011).....	61
31	Graphique 29 :	Emissions de CO <sub>2</sub> par habitant (1980-2008) .....	61
32	Graphique 30 :	Accroissement de la population par composante.....	72
33	Graphique 31 :	Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé .....	74
34	Graphique 32 :	Nombre d'années de vie en bonne santé et espérance de vie	
35		à 65 ans, par sexe .....	74
36	Graphique 33 :	Indicateur conjoncturel de fécondité .....	76
37	Graphique 34 :	Evolution de la structure de la population de la France	
38		métropolitaine .....	81
39	Graphique 35 :	Evolution du PIB de la France, 1950-2011 .....	83
40	Graphique 36 :	Rapport héritage/revenu national brut en France 1820-2008	
41		(en %).....	87
42	Graphique 37 :	La part du capital hérité en France jusqu'en 2100.....	88
43	Graphique 38 :	part de propriétaires par classe d'âge en France (en %) .....	89

1	Graphique 39 :	Courbes de Lorentz des niveaux de vie 2007 et des	
2		patrimoines 2003 en France .....	91
3	Graphique 40 :	« sorties précoces » : part des 18-24 ans ne suivant ni études	
4		ni formation et sans diplôme de l'enseignement secondaire	
5		de second cycle autre que le brevet des collèges .....	92
6	Graphique 41 :	Proportion de jeunes de 15 ans présentant de faibles	
7		compétences en lecture en 2009 .....	93
8	Graphique 42 :	Proportion des jeunes et des adultes diplômés de	
9		l'enseignement supérieur en 2010 .....	94
10	Graphique 43 :	Taux de chômage et taux de sous-emploi.....	99
11	Graphique 44 :	Taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans et de 55	
12		ans à 59 ans .....	102
13	Graphique 45 :	Part des jeunes de 16 à 25 ans, hors emploi et hors	
14		formation .....	104
15	Graphique 46 :	Distribution des niveaux de vie : ... rapport des déciles extrêmes	
16		et rapport interdéciles .....	108
17	Graphique 47 :	Indice de Gini des revenus en France, 1955-2010.....	109
18	Graphique 48 :	Taux de pauvreté monétaire après transferts sociaux en	
19		2011.....	111
20	Graphique 49 :	Nombre de dossiers de surendettement déposés et	
21		recevables .....	113
22	Graphique 50 :	Taux de pauvreté en condition de vie en France	
23		métropolitaine .....	114
24	Graphique 51 :	Indicateur de difficultés de logement et de surpeuplement....	117
25	Graphique 52 :	Coût horaire de la main d'œuvre dans l'industrie	
26		manufacturière en 2011 .....	124
27	Graphique 53 :	Coût horaire de la main d'œuvre dans les services	
28		marchands en 2011 .....	124
29	Graphique 54 :	Coût horaire de la main d'œuvre par secteur d'activité en	
30		2008.....	125
31	Graphique 55 :	Coût salarial unitaire Base 2005.....	126
32	Graphique 56 :	Déficit public des pays avancés (2007-2013).....	159
33	Graphique 57 :	Dette publique des pays avancés, en point de PIB (2007-	
34		2012) .....	160
35	Graphique 58 :	Taux de chômage dans les pays de la zone euro (2007-	
36		2013) .....	167
37	Graphique 59 :	Parts de marché à l'exportation (base 100 = 2008) .....	168
38	Graphique 60 :	Impulsion budgétaire en France, cumulée sur trois années	
39		(1973-2013).....	170
40	Graphique 61 :	Quelle reprise spontanée en France ? .....	172
41	Carte 1 :	Aridité en 2060-2069,	
42		scenario modéré du GIEC 2007 (A1B) .....	44
43	Carte 2 :	variations annuelles de la production céréalière mondiale ...	176

1	Schéma 1 :	Part des ingénieurs travaillant dans les secteurs industriels	
2		et non industriels .....	134
3	Encadré 1 :	La transformation du système bancaire .....	16
4	Encadré 2 :	Le quotient familial .....	79
5	Encadré 3 :	Evolution de la poursuite d'étude.....	97
6	Encadré 4 :	Frontière entre chômage et inactivité .....	100
7	Encadré 5 :	Le chômage en 2011 .....	101
8	Encadré 6 :	Les principales mesures adoptées par le plan 2013 contre la	
9		pauvreté.....	106
10	Encadré 7 :	A quel niveau fixer un revenu maximum ?.....	107
11	Encadré 8 :	Typologies des dettes .....	112
12	Encadré 9 :	Différentiels de coûts de production comme facteur de	
13		compétitivité distorsif de concurrence en Europe .....	127
14	Encadré 10 :	Modélisation des scénarios de l'ADEME .....	153
15	Encadré 11 :	Itinéraires agronomiques à bas intrants en grandes cultures	
16		dans l'Aube .....	177
17	Encadré 12 :	L'agroforesterie : une solution viable .....	179
18	Encadré 13 :	Le projet triangle vert : villes et maraichères .....	181
19	Encadré 14 :	L'île de la Réunion : étalement urbain ou ville et	
20		agriculture durable.....	182
21	Encadré 15 :	Extralians plateforme multipartenaires et multi-sites .....	183
22	Encadré 16 :	Une mission sociale au service des hommes et du	
23		patrimoine .....	185
24	Encadré 17 :	Entreprise Notox à Anglet, Pyrénées Atlantiques.....	187
25	Encadré 18 :	Contrat de performance énergétique (Conseil régional	
26		d'Alsace et Cofely) .....	188
27	Encadré 19 :	Conférence de citoyens sur l'assainissement de l'eau à	
28		Bordeaux en 2010 .....	189
29	Encadré 20 :	Michelin et la location de pneus .....	198
30	Encadré 21 :	La Poste pourrait devenir le catalyseur de l'économie	
31		collaborative.....	202
32	Encadré 22 :	Pluralité monétaire et stabilité économique : l'expérience	
33		suisse .....	209
34			